

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

PROGRAMME 04

SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES AUTOCHTONES

- **RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS.....SECTION 3**
 - 3.1 OPPOSITION OFFICIELLE**
 - 3.2 DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION**
 - 3.3 TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

SECTION 3

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

SECTION 3.1

OPPOSITION OFFICIELLE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

Secrétariat aux affaires autochtones Portefeuille 140 Programme 04

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

1. Liste des négociations tripartites entre le gouvernement du Québec, le gouvernement du Canada et les différentes communautés autochtones, qui ont eu lieu en 2019-2020, qui sont en cours et à venir pour l'année 2020-2021 incluant des détails sur :
 - a) l'objet des négociations ;
 - b) la date des rencontres ;
 - c) l'échéancier des négociations ;
 - d) les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement ;
 - e) un état de situation des négociations ;
 - f) le nom des négociateurs pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement du Québec ;
 - g) le nom des négociateurs pour le gouvernement fédéral et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement fédéral ;
 - h) le nom du négociateur pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la communauté autochtone ;
 - i) le total des coûts engendrés par les négociations, comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et par des négociateurs externes ;
 - j) les autres ministères impliqués dans les négociations et les ententes ;
 - k) les ministères et organismes fédéraux impliqués.
2. Liste des négociations bilatérales entre le gouvernement du Québec et les différentes communautés autochtones, qui ont eu lieu en 2019-2020, actuellement en cours et à venir pour l'année 2019-2020 incluant les détails sur :
 - a. l'objet des négociations;
 - b. la date des rencontres;
 - c. l'échéancier des négociations;
 - d. les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement;
 - e. un état de situation des négociations;
 - f. le nom du négociateur pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes pour le gouvernement du Québec;
 - g. le nom du négociateur pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la communauté autochtone;
 - h. le total des coûts engendrés par les négociations, comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et par des négociateurs externes;
 - i. les autres ministères impliqués dans les négociations et les ententes.
3. Liste et sommaire de toutes les ententes signées en 2019-2020 avec les communautés autochtones. Détail des coûts engendrés par chacune d'elles pour le gouvernement du Québec ou le SAA.
4. Liste des consultations menées par le gouvernement du Québec auprès des communautés autochtones en 2019-2020 et celles à venir pour 2020-2021. Préciser pour chacune :
 - a. l'objet des négociations;
 - b. le moyen utilisé;
 - c. les dates des rencontres;
 - d. les communautés et les personnes consultées;
 - e. les résultats des consultations;
 - f. les montants afférents.

Préciser le budget total alloué aux consultations entre le gouvernement du Québec et les communautés autochtones, ventilé par communauté.

5. Liste des rencontres faites avec les communautés autochtones par la ministre et / ou son cabinet pour l'année 2019-2020. Inclure les noms des personnes qui y ont assisté et les sujets abordés et les lieux.
6. Concernant la commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics, communément appelé « la commission Viens », veuillez fournir bilan, plan de déploiement, analyses, sommes et budgets mis de côté pour donner suite, et tous autres documents pertinents.
7. Les crédits demandés au Conseil du Trésor pour la mise en œuvre des appels à l'action du rapport de la commission Viens.
8. Liste des rencontres auxquelles des fonctionnaires du SAA ont assisté, des actions posées, rapports et des sommes engagées dans le cadre du rapport de la commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec.
9. Liste des rencontres auxquelles des fonctionnaires du SAA ont assisté, des actions posées, rapports et des sommes engagées dans le cadre de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées.
10. Les crédits demandés au Conseil du Trésor pour la mise en œuvre des appels à la justice du rapport de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées.
11. Liste des montants accordés aux organisations, aux associations ou aux entreprises, etc. situées hors réserve, notamment les organisations représentant des métis, des groupes de pression, des organismes communautaires, etc.
12. Pour chacun négociateur qui œuvre au nom du gouvernement du Québec auprès des communautés autochtones en 2019-2020, déposer : le mandat et le contrat, la durée du contrat, les tâches effectuées, une copie du ou des rapports et le suivi donné. Indiquer également les sommes accordées à la rémunération globale de chacun de ces négociateurs.
13. Liste détaillée de toutes les activités ou rencontre entre la ministre, son cabinet, les fonctionnaires et les communautés innues concernant le projet Apuiat. Préciser les coûts engendrés ainsi que toute entente intervenue et, le cas échéant, le détail des ententes.
14. Concernant le Fonds d'initiatives autochtones III (FIA) : nombre de demandes reçues (par volet et par communauté) de même que la liste et la nature des projets financés et des projets refusés en 2019-2020, ainsi que les montants déboursés, et ce, pour chaque volet du programme : <ol style="list-style-type: none"> a. développement économique; b. garantie de prêt; c. infrastructure communautaire; d. action communautaire; e. soutien à la consultation.
15. Liste des projets économiques présentés en 2019-2020 par les administrations autochtones au SAA et l'état d'avancement de ces projets, incluant les motifs invoqués pour les projets non retenus. Détail des coûts engendrés pour le SAA pour chacun des projets.
16. État d'avancement, budget ventilé et échéanciers du Plan d'action gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et des Inuits 2017-2022.
17. État d'avancement, budget ventilé et échéanciers pour le Mois de l'histoire des Autochtones.
18. État d'avancement et rapport détaillé du fonctionnement du gouvernement régional d'Eeyou Istchee Baie-James pour l'année 2019-2020.

19. État d'avancement et rapport détaillé de la mise en œuvre de la <i>Loi concernant principalement la mise en œuvre d'ententes en matière de travail entre le gouvernement du Québec et le Conseil Mohawk de Kahnawake</i> .
20. Pour tous les programmes du Secrétariat, donner le détail des crédits existants en 2019-2020 qui n'ont pas été reconduits pour 2020-2021, en incluant les programmes qui ont été abolis.
21. Par programme, donner le niveau des crédits demandés au Conseil du trésor pour l'année 2019-2020 et 2020-2021.
22. État d'avancement de la table nationale sur la réussite éducative des élèves autochtones, jeunes et adultes. Liste des rencontres auxquelles des fonctionnaires du SAA ont assisté, des actions accomplies et des sommes engagées dans le cadre de cette table.
23. Indiquer les mesures déployées et les sommes engagées en 2019-2020 pour prévenir et lutter contre les violences sexuelles dans les communautés autochtones.
24. Indiquer les mesures déployées et les sommes engagées en 2019-2020 pour prévenir les problèmes de la santé mentale et lutter contre les suicides dans les communautés autochtones. Incluant les ressources disponibles ainsi que les ententes spécifiques et leurs revendications des communautés.
25. Actions posées et crédits engagés en 2019-2020 auprès des jeunes et des femmes autochtones et les crédits demandés.
26. Détails de l'état d'avancement des travaux entre le SAA et le MSSS sur un plan d'action sur les services de santé et les services sociaux pour les peuples autochtones. État d'avancement du comité tripartite et coûts engendrés par sa mise en place, ses activités, etc.
27. Les détails du coût des commissions scolaires autochtones en 2019-2020.
28. Les détails du coût du corps de police autochtone pour les différentes communautés.
29. Les coûts et le nombre d'ETC qui travaillent à la résolution des différends entre les diverses communautés de chasseurs et le gouvernement du Québec concernant les droits de chasse sur les réserves fauniques du Québec. Ventilation des coûts des parties privées qui œuvrent pour le gouvernement dans ce dossier, le cas échéant et par réserve faunique.
30. Pour l'année 2019-2020, liste de tout étude, analyse ou document concernant le projet Tortue et son avancement dans la nation huronne-wendat.
31. États avancement et état des lieux des négociations et des relations entre les Innus de Natashquan et Hydro-Québec suite aux manifestations de la Romaine en novembre 2018.
32. Pour l'année 2019-2020, et les prévisions pour 2020-2021 concernant les ressources en habitation pour les communautés, le nombre de logements sociaux à développer, ainsi que tout étude, analyse ou document relié.
33. Pour l'année 2019-2020, liste de tout étude, analyse ou document concernant les besoins de main-d'œuvre dans les communautés autochtones.
34. Les programmes et ressources disponibles pour faciliter l'entrepreneuriat autochtone dans leur communauté, ainsi que les ressources investies, ventilées par projet et les projets rejetés accompagnés des raisons du refus. Prévisions pour 2020-2021.
35. État de situation des négociations avec la réserve autochtone de Kahnawake pour l'opération d'un casino, salon de jeux, salle de poker ainsi que tout document pertinent à celles-ci. Préciser s'il y a eu entente et le cas échéant, préciser les conclusions et les coûts afférents.

36. Liste détaillée de toutes les activités ou rencontres entre la ministre, son cabinet, les fonctionnaires et les communautés micmacs relativement aux consultations, au développement du projet Galt en Gaspésie. Préciser s'il y a eu entente et, le cas échéant, préciser les conclusions et les coûts afférents.
37. En vertu de la <i>Loi encadrant le cannabis au Québec</i> : <ol style="list-style-type: none"> a) Pour l'année 2019-2020, liste de tout étude, analyse ou document concernant la réglementation du cannabis chez les différentes communautés autochtones du Québec ; b) le nombre de communautés ayant instauré des règles et quelles sont les règles pour chacune ; c) les ressources disponibles pour les communautés pour contrôler le produit.
38. Pour l'année 2019-2020, liste de tout étude, analyse ou document concernant l'utilisation de cartes autochtones, notamment délivrées par les Métis de l'organisation Alliance autochtone du Québec.
39. En lien avec les terrains de la défense nationale à Sainte-Foy, tous les échanges de la ministre et de son cabinet avec la nation huronne-wendat.
40. Pour l'année 2019-2020, liste de tout étude, analyse, document et plan d'agrandissement concernant la maison Ullivik, ainsi que les prévisions pour 2020-2021 en ce domaine.
41. Pour l'année 2019-2020, les échanges de la ministre, son cabinet et/ou le ministère avec la ministre de la Sécurité publique, son cabinet et/ou ministère concernant le registre des armes à feu pour les communautés autochtones.
42. Pour l'année 2019-2020, tout document et crédit demandé au Conseil du Trésor concernant l'application de la <i>Loi sur le registre des armes à feu pour les communautés autochtones</i> .
43. La liste de tous les comités interministériels en 2019-2020, desquels a fait partie le SAA avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.
44. Pour l'année 2019-2020, état d'avancement, budget ventilé, échéanciers et crédits demandés pour le projet de Résilience Montréal destiné à la population en situation d'itinérance du square Cabot et de ses environs.
45. Pour l'année 2019-2020, état d'avancement, budget ventilé, échéanciers et crédits demandés en matière d'itinérance chez les populations autochtones dans la métropole et ailleurs au Québec.
46. Pour l'année 2019-2020, liste détaillée de toutes les activités ou rencontres entre la ministre, son cabinet, les fonctionnaires et les communautés autochtones impliquées dans les manifestations ferroviaires en solidarité avec la communauté Wet'suwet'en. Préciser les coûts engendrés ainsi que toute entente intervenue et, le cas échéant, le détail des ententes.
47. Pour l'année 2019-2020, tous les documents relatifs au projet de loi 31, incluant les groupes consultés et les dates des rencontres. Les prévisions budgétaires liées à l'application du projet de loi.
48. État de situation pour 2019-2020 des différentes mesures mises en place en protection de la jeunesse dans le Grand Nord québécois.
49. Liste des sommes dues par le gouvernement fédéral aux centres jeunesse desservant les communautés autochtones.
50. Liste de chaque consultation menée par le ministère et les organismes auprès des communautés autochtones en 2019-2020 : <ol style="list-style-type: none"> a. l'objet des consultations ; b. le moyen utilisé ; c. les dates des rencontres ; d. les communautés et les personnes consultées ; e. les résultats des consultations ; f. les montants afférents.

51. État d'avancement des travaux liés au Plan d'action pour la santé des populations nordiques.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

Secrétariat aux affaires autochtones Portefeuille 140 Programme 04

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

1. Liste des négociations tripartites entre le gouvernement du Québec, le gouvernement du Canada et les différentes communautés autochtones, qui ont eu lieu en 2019-2020, qui sont en cours et à venir pour l'année 2020-2021 incluant des détails sur :
 - a) l'objet des négociations;
 - b) la date des rencontres;
 - c) l'échéancier des négociations;
 - d) les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement;
 - e) un état de situation des négociations;
 - f) le nom des négociateurs pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement du Québec;
 - g) le nom des négociateurs pour le gouvernement fédéral et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement fédéral;
 - h) le nom du négociateur pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la communauté autochtone;
 - i) le total des coûts engendrés par les négociations, comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et par des négociateurs externes;
 - j) les autres ministères impliqués dans les négociations et les ententes;
 - k) les ministères et organismes fédéraux impliqués.

LES ATTIKAMEKS

Négociation de la revendication territoriale globale des Attikameks

- a) L'objet des négociations

La négociation porte sur le règlement de la revendication territoriale et sur la conclusion d'une entente sur l'autonomie gouvernementale de la nation attikamek.

Cette négociation a pour objectifs de :

- préciser les droits des Attikameks et l'exercice de ceux-ci sur un territoire convenu;
- mettre en place des règles claires en matière d'exercice d'une autorité gouvernementale par la nation et les communautés attikameks sur des activités et des territoires convenus;
- s'entendre sur la participation des Attikameks au développement du territoire et aux bénéfices des retombées économiques qui y sont liées.

b) Les dates des rencontres

Pour la période du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020, la table centrale de négociation s'est réunie aux dates suivantes :

2019	
17 et 18 décembre	
2020	
21 et 22 janvier	28 au 30 janvier

c) L'échéancier des négociations

Le gouvernement du Québec, le gouvernement du Canada et le Conseil de la Nation Atikamekw (CNA) souhaitent conclure une entente de principe dans les meilleurs délais. Toutefois, le retrait d'Obedjiwan et le retrait partiel de Wemotaci des négociations de même que le besoin pour le CNA de renouveler son mandat ont des incidences sur l'échéancier présentement difficiles à évaluer.

d) Les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement

La revendication territoriale a initialement été présentée en 1979 par le Conseil Attikamek-Montagnais (CAM).

e) Un état de situation des négociations

En 1997, le gouvernement du Québec, le gouvernement du Canada et le CNA ont signé un protocole politique qui encadre le processus de la négociation de la revendication territoriale globale des Attikameks. Depuis, les parties négocient une entente de principe qui est l'étape précédant la conclusion d'un traité.

En novembre 2009, le CNA a remplacé son équipe de négociation et les négociations ont été suspendues pendant presque un an. Au moment de la reprise, en décembre 2010, le gouvernement du Canada a informé les autres parties que le mandat de son négociateur était arrivé à échéance, et que le renouvellement risquait d'être long. Dès lors, les parties ont convenu que le gouvernement du Québec et le CNA allaient continuer les négociations et que le gouvernement du Canada allait assister aux négociations en tant qu'observateur.

En juin 2011, les négociations ont encore une fois été interrompues en raison de la suspension du mandat de négociation du CNA par les conseils de bande d'Opitciwan et de Wemotaci, pour diverses raisons et pour un temps indéterminé.

En décembre 2012, le gouvernement du Canada a annoncé le renouvellement de son mandat pour une période de cinq ans.

Au printemps 2013, les chefs attikameks ont accepté de confier à nouveau le mandat de négociation au CNA et, à l'automne 2013, les négociations ont repris. Les travaux se sont déroulés à un rythme soutenu de 2013 à 2018 et ont porté sur un projet d'entente de principe de 26 chapitres.

Le 22 janvier 2019, le Conseil des Atikamekw d'Opitciwan a déposé une requête à la Cour supérieure du Québec pour obtenir une reconnaissance de

son titre ancestral et de ses droits ancestraux sur un territoire d'une superficie de 26 360 km². Le chef de l'époque, M. Christian Awashish, annonçait du même coup le retrait de sa communauté du processus de négociation en cours avec la nation atikamekw. De concert avec ses partenaires fédéraux, le Secrétariat aux affaires autochtones (SAA) a maintenu un dialogue avec le conseil de bande d'Opitciwan à la suite du dépôt de sa requête judiciaire. Le 27 février dernier, le SAA et les représentants fédéraux ont d'ailleurs rencontré le nouveau conseil de bande, élu en septembre 2019, afin de mieux comprendre les préoccupations de ses membres eu égard aux négociations territoriales globales en cours avec la nation atikamek.

Le 4 décembre 2019, le Conseil des Atikamekw de Wemotaci annonçait, pour sa part, sa décision de rapatrier le mandat de négociation sur l'autonomie gouvernementale qu'il avait accordé au CNA. Il précisait toutefois souhaiter que le CNA conserve le mandat du volet « négociation territoriale ».

De plus, le mandat de la négociatrice atikamek, qui arrivait à échéance à l'automne 2018, n'a pas encore été renouvelé par le CNA.

Le gouvernement du Québec est en discussion avec ses partenaires atikameks et fédéraux à la table de négociation pour déterminer les avenues qui permettront de poursuivre des avancées en vue de finaliser une entente de principe. Il souhaite également maintenir ouvertes les voies de communication avec les conseils de bande d'Opitciwan et de Wemotaci.

En attente du positionnement du CNA au regard de son mandat de négociation, les parties ont convenu de poursuivre les travaux déjà entamés à la table de négociation.

- f) Le nom des négociateurs pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement du Québec

M ^e Pierre-Christian Labeau	Négociateur en chef, Norton Rose Fulbright
M ^{me} Coralie Laurendeau	Conseillère, Secrétariat aux affaires autochtones
M ^e Tania Clercq	Ministère de la Justice

Des représentants des ministères sectoriels accompagnent ponctuellement l'équipe de négociation, selon les sujets abordés.

- g) Le nom des négociateurs pour le gouvernement fédéral et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement fédéral

M. Bruno Marion	Négociateur en chef, Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord
M. Jean-Sébastien Potvin	Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord
M. Louis-Charles Gagnon-Tessier	Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord
M ^e Pierre-Luc Lavoie	Justice Canada

Des représentants des ministères sectoriels accompagnent ponctuellement l'équipe de négociation, selon les sujets abordés.

- h) Le nom du négociateur pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la communauté autochtone

M ^e Hélène Dubé	Négociatrice en chef
M ^{me} Sandra Vaillancourt	Secrétaire de direction, CNA
M ^e Benoît Champoux	Conseiller juridique, CNA
M ^e Annie Neashish	Conseillère juridique, CNA
M. Dany Chilton	Directeur du Secrétariat au territoire, CNA

- i) Le total des coûts engendrés par les négociations, comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et par des négociateurs externes.

Voir à la fin de la réponse.

- j) Les autres ministères impliqués dans les négociations et les ententes

Ministère de la Justice
Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles
Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation
Ministère des Relations internationales et de la Francophonie
Secrétariat du Québec aux relations canadiennes
Ministère de la Sécurité publique
Ministère de la Culture et des Communications
Ministère des Finances

- k) Les ministères et organismes fédéraux impliqués

Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord Canada
Ministère de la Justice
Agence canadienne d'évaluation environnementale
Office national de l'énergie
Agence parcs Canada
Transports Canada
Environnement et Changements climatiques Canada
Finances Canada
Ressources naturelles Canada
Secrétariat du Conseil du Trésor
Services aux Autochtones Canada
Défense nationale
Sécurité publique
Affaires mondiales
Travaux publics et approvisionnement
Commission canadienne de sûreté nucléaire

LES INNUS

- a) L'objet des négociations

Les gouvernements du Canada et du Québec ainsi que les Premières Nations de Mashteuiatsh, Essipit et Nutashkuan (Regroupement Petapan) sont en négociation territoriale globale en vue de convenir d'un traité portant

notamment sur la reconnaissance des droits ancestraux, le territoire, l'autonomie gouvernementale des Innus, les aspects financiers et le développement des communautés. Pour ce faire, les parties ont signé l'*Approche commune*, en 2000, ainsi que l'*Entente de principe d'ordre général* (EPOG) le 31 mars 2004. Cette entente sert de cadre à la négociation du traité.

La communauté de Pessamit, signataire des deux premières ententes, s'est retirée de cette négociation en 2005 et a privilégié les recours aux tribunaux.

b) La date des rencontres

Pour l'année 2019-2020, la table centrale de négociation s'est réunie aux dates suivantes :

2019	
8 - 10 avril	13 -15 août
2020	
24 - 25 mars	

c) L'échéancier des négociations

Les négociateurs des trois parties visent à conclure les négociations et à remettre leurs recommandations sur un projet de traité à leurs mandants respectifs dans les meilleurs délais.

d) Les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement

La revendication territoriale globale présentée par le Conseil Attikamek-Montagnais (CAM) a été acceptée par le gouvernement du Canada en 1979 et par le gouvernement du Québec en 1980.

e) Un état de situation des négociations

Les travaux à la Table centrale de négociation (Table) se sont déroulés de façon intensive entre 2007 et 2010. Les travaux ont été suspendus quelques mois en 2011 et 2012, pour des raisons de positions conflictuelles et de renouvellement de mandat. La Table se réunit régulièrement depuis novembre 2012 et plusieurs avancées ont été faites. En fait, les parties ont réglé plusieurs points. En même temps, des enjeux complexes demeurent à résoudre. Les parties devront évaluer les avantages d'une entente par rapport aux compromis qui ont été faits.

Dans le cadre des négociations, le gouvernement du Québec a toujours maintenu une approche basée substantiellement sur les principes de l'EPOG. Il importe de se rappeler que cette entente est d'ordre général et que plusieurs sujets doivent être négociés et définis de façon plus précise dans un accord final. Le traité aborde de nombreuses questions complexes, qui touchent des régions où il y a une forte population non autochtone. L'équipe de négociation du gouvernement du Québec tente de concilier les contraintes des ministères avec les positions des autres parties pour présenter des solutions mutuellement satisfaisantes.

Les 23 chapitres du projet de 300 pages sont à un stade avancé. Le projet d'entente porte notamment sur la reconnaissance des droits ancestraux, le territoire, l'autonomie gouvernementale des Innus, les aspects financiers et le

développement des communautés. L'année 2019-2020 a été marquée par un temps de réflexion de la part des Premières Nations et des élections fédérales qui ont résulté en peu de rencontres de négociation.

Les objectifs du gouvernement du Québec :

- Améliorer les relations avec les Premières Nations;
- Consolider la paix sociale et contribuer à un contexte d'investissement positif;
- Encourager les partenariats entre Autochtones et non-Autochtones;
- Obtenir une certitude quant aux droits que les Premières Nations pourront exercer et sur quels territoires.

f) Le nom des négociateurs pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement du Québec

M ^e Pierre-Christian Labeau	Norton Rose Fulbright, négociateur en chef
M ^{me} Julie Cyr	Secrétariat aux affaires autochtones
M ^{me} Viviane Denis-Ducharme	Secrétariat aux affaires autochtones
M ^{me} Félicité Belisimbi	Secrétariat aux affaires autochtones
M ^e Catheryne Bélanger	Ministère de la Justice
M ^e Hubert Noreau-Simpson	Ministère de la Justice
M. Luc Imbeault	Représentant des régions, Côte-Nord
M. Denis Taillon	Représentant des régions, Saguenay-Lac-Saint-Jean

Des représentants des ministères sectoriels accompagnent ponctuellement l'équipe de négociation, selon les sujets abordés.

g) Le nom des négociateurs pour le gouvernement fédéral et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement fédéral

M. André Bourgeois	Négociateur en chef
M. Bruno Marion	Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord
M ^e Pierre-Luc Lavoie	Justice Canada
M ^e Lauren Heyer	Justice Canada
M. Luc Lavigne	Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord
M. Hubert Villeneuve	Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord
M. Robert Gariépy	Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord
M. Matthew Case	Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord

Des représentants des ministères sectoriels accompagnent ponctuellement l'équipe de négociation, selon les sujets abordés.

- h) Le nom du négociateur pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la communauté autochtone

Regroupement Petapan

M ^e Carl Nepton	Négociateur en chef
M ^{me} Adèle Robertson	Négociatrice associée
M ^e François Tremblay	Conseiller juridique
M ^e Nancy Fillion	Conseillère juridique
M ^e Dominic Tremblay	Conseiller juridique
M. Paul Michaud	Comptable

Les coordonnateurs des négociations pour chaque communauté accompagnent l'équipe de négociation depuis l'automne 2017.

- i) Le total des coûts engendrés par les négociations, comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et par des négociateurs externes.

Voir à la fin de la réponse.

- j) Les autres ministères impliqués dans les négociations et les ententes

Ministère de la Justice
Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles
Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation
Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale
Commission de la construction du Québec
Secrétariat du Québec aux relations canadiennes
Ministère de la Sécurité publique
Ministère de la Culture et des Communications
Ministère des Transports
Hydro-Québec
Société des établissements de plein air du Québec
Ministère des Finances
Ministère de la Famille

- k) Les ministères et organismes fédéraux impliqués

Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord
Ministère de la Justice
Agence canadienne d'évaluation environnementale
Office national de l'énergie
Agence parcs Canada
Garde côtière
Transports Canada
Environnement et Changements climatiques Canada
Finances Canada
Ministère des Pêches et Océans / Garde côtière
Ressources naturelles Canada
Secrétariat du Conseil du Trésor
Services aux Autochtones Canada
Défense nationale

LES MICMACS

Négociation tripartite entre le gouvernement du Québec, le gouvernement du Canada et le Secrétariat Mi'gmawei Mawiomi

a) L'objet des négociations

En 2003, le gouvernement du Canada a voulu entamer la négociation d'une revendication territoriale avec la nation micmaque du Québec, avec un organisme administratif représentant les trois communautés micmaques du Québec appelé le Secrétariat Mi'gmawei Mawiomi. À l'époque, le gouvernement du Québec a indiqué qu'il ne souhaitait pas s'engager dans une négociation de revendication territoriale globale, mais qu'il participerait à une démarche alternative visant la conclusion d'ententes sectorielles qui augmenteraient le degré de certitude juridique entourant la question des droits des Micmacs au Québec, évitant ainsi des poursuites judiciaires et créant un climat favorable au développement économique.

En 2008, les parties ont convenu d'une entente, appelée *Niganita'suatas'gl IIsutaqann* (NI Process), qui engage les parties à poursuivre les discussions afin de conclure une entente-cadre qui établit les sujets devant faire l'objet de négociations ultérieures. Cette voie est la solution convenue pour concilier les différentes positions des parties quant au type de négociation à privilégier.

En 2012, les parties ont convenu d'une première entente-cadre intitulée *Niganiljoga'tagan*. L'objet de cette entente était d'engager les parties à négocier des ententes visant à concilier les positions des parties sur des sujets donnés tout en n'abordant pas la question des droits. Toutefois, compte tenu de l'asymétrie des mandats du Québec et du Canada, les parties n'ont pu obtenir de résultats tangibles de ce cadre.

En 2016, à la suite d'analyses approfondies, le gouvernement du Québec a modifié sa position quant aux revendications et son mandat de négociation. Ainsi, il s'est engagé à poursuivre les négociations dans une perspective de conclure une entente finale concernant les revendications micmaques.

Depuis, les intérêts des trois parties ont évolué et des approches alternatives sont davantage explorées. Plusieurs des sujets d'intérêt d'abord établis à la table tripartite font dorénavant l'objet de discussions exploratoires ou de négociations bilatérales entre les Micmacs et le gouvernement du Canada (p. ex. concernant les pêches et les parcs) ou entre les Micmacs et le gouvernement du Québec, dans le but de faire des avancées plus significatives.

b) Les dates des rencontres

	2019
19 juin	
	2020
30 janvier	

c) L'échéancier des négociations

En 2016, le gouvernement du Québec s'est engagé à poursuivre les négociations dans une perspective de négociation territoriale globale. Les parties sont toujours à convenir d'une nouvelle entente-cadre.

d) Les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement

Après avoir effectué une évaluation de risques, le gouvernement fédéral a demandé au gouvernement du Québec de participer à une négociation sur les droits aux terres, aux ressources, à l'autonomie gouvernementale et les droits issus de traités. Quant aux Micmacs, ils ont transmis aux gouvernements une déclaration de revendication (« Statement of Claim ») en 2007.

e) Un état de situation des négociations

En 2016, le gouvernement du Québec a convenu de poursuivre des négociations avec les Micmacs dans un cadre de négociation territoriale globale en vue de convenir au final d'un traité. Les parties ont convenu de revoir l'entente-cadre à la lumière du nouveau mandat du gouvernement du Québec.

En février 2019, à l'aube de convenir des textes finaux, le MMS a avisé les parties de son intention de suspendre les discussions sur l'entente-cadre le temps de revoir le texte à la lumière des commentaires des chefs micmacs. Nous sommes toujours en attente d'un retour de la part des Micmacs sur les suites.

Dans l'intervalle, le gouvernement du Québec et les Micmacs ont convenu de consacrer les efforts de négociation à un niveau bilatéral sur des sujets représentant un intérêt commun, dont la mise en valeur des hydrocarbures et le volet de la gestion du territoire public.

En marge des discussions sur l'entente-cadre, le gouvernement fédéral poursuit également des discussions en bilatéral avec la nation micmaque ou avec certaines communautés micmaques, à l'intérieur de ses champs de compétence. Ces négociations s'appuient sur un mandat exploratoire du gouvernement fédéral et visent à convenir d'ici 2022 d'ententes portant sur les pêches ou sur la question des parcs fédéraux.

Les discussions tripartites se poursuivent en parallèle, mais à un rythme moins soutenu dans l'attente des orientations du leadership micmac.

f) Le nom des négociateurs pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement du Québec

M. Olivier Bourdages Sylvain	Négociateur, Secrétariat aux affaires autochtones
M ^{me} Alexia Desmeules	Conseillère, Secrétariat aux affaires autochtones
M ^{me} Sophie Bussièrès	Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles
M ^e Rosemarie Fortier	Ministère de la Justice
M ^e Sylvie Boulay	Ministère de la Justice

- g) Le nom des négociateurs pour le gouvernement fédéral et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement fédéral

M ^e Ritu Sood	Négociateur, Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord
M ^{me} Allisa Kouki	Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord
M. Denis Labossière	Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord

- h) Le nom du négociateur pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la communauté autochtone

M. Clément Bernard	Négociateur, Secrétariat Mi'gmawei Mawiomi
M ^{me} Tanya Barnaby	Secrétariat Mi'gmawei Mawiomi
M ^e Richard Jeannotte	Secrétariat Mi'gmawei Mawiomi
M ^{me} Chastity Mitchell	Secrétariat Mi'gmawei Mawiomi
M ^{me} Alicia Moffat	Secrétariat Mi'gmawei Mawiomi
M. Donald Jeannotte-Anglehart	Secrétariat Mi'gmawei Mawiomi

- i) Le total des coûts engendrés par les négociations, comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et par des négociateurs externes.

Voir à la fin de la réponse.

- j) Les autres ministères impliqués dans les négociations et les ententes

Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles

- k) Les ministères et organismes fédéraux impliqués

Pêches et Océans Canada
Parcs Canada

-
- i) Le total des coûts engendrés par les négociations, comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et par des négociateurs externes.

2019-2020

Employés du SAA	100 262 \$
Négociateurs externes	<u>480 000 \$</u>
TOTAL :	580 262 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

2. Liste des négociations bilatérales entre le gouvernement du Québec et les différentes communautés autochtones, qui ont eu lieu en 2019-2020, actuellement en cours et à venir pour l'année 2020-2021 incluant les détails sur :
- a) l'objet des négociations;
 - b) la date des rencontres;
 - c) l'échéancier des négociations;
 - d) les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement;
 - e) un état de situation des négociations;
 - f) le nom du négociateur pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes pour le gouvernement du Québec;
 - g) le nom du négociateur pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la communauté autochtone;
 - h) le total des coûts engendrés par les négociations, comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et par des négociateurs externes;
 - i) les autres ministères impliqués dans les négociations et les ententes.

LES ABÉNAQUIS

- a) L'objet des négociations

Négociation d'une entente sur la consultation et l'accommodement entre le gouvernement du Québec et le Bureau du Ndakina du Grand Conseil de la Nation Waban-Aki (GCNWA), qui représente les Conseils des Abénaquis d'Odanak et de Wôlinak.

- b) Les dates des rencontres

2020

27 janvier 2020 26 mars 2020

- c) L'échéancier des négociations

Les deux parties veulent convenir d'une entente dans les meilleurs délais possibles, idéalement en 2020-2021.

- d) Les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement

Ne s'applique pas.

e) Un état de situation des négociations

À la suite d'une demande formulée par le GCNWA, à la fin de décembre 2017, le Secrétariat aux affaires autochtones (SAA) a entrepris des discussions avec ses représentants, en vue de conclure une entente en matière de consultation et d'accommodement. Une rencontre de démarrage s'est déroulée en mai 2018, un premier projet d'entente a été transmis par le SAA, au mois d'août suivant, et deux rencontres de négociation ont eu lieu les 17 octobre et 5 décembre 2018.

Depuis, chaque partie a poursuivi ses démarches internes respectives pour documenter davantage certains éléments, entre autres concernant la question du territoire d'application d'une éventuelle entente. Les discussions doivent reprendre à un rythme plus soutenu à l'été 2020.

f) Le nom du négociateur pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes pour le gouvernement du Québec

M. Martin Demers	Secrétariat aux affaires autochtones (jusqu'au 16 janvier 2020)
M ^{me} Alexia Desmeules	Secrétariat aux affaires autochtones
M. Olivier Bourdages Sylvain	Secrétariat aux affaires autochtones
M ^e Rosemarie Fortier	Ministère de la Justice

g) Le nom du négociateur pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la communauté autochtone

M ^{me} Suzie O'Bomsawin	Directrice du bureau du Ndaakina
M ^e Jameela Jeeroburkhan	Conseillère juridique

h) Le total des coûts engendrés par les négociations, comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et par des négociateurs externes

Voir à la fin de la réponse.

i) Les autres ministères impliqués dans les négociations et les ententes

Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles
Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques

LES ALGONQUINS – LAC-BARRIÈRE

a) L'objet des négociations

La négociation vise à conclure une entente afin de mettre en œuvre les recommandations conjointes de 2006 des représentants spéciaux respectifs du gouvernement du Québec et des Algonquins de Lac-Barrière. La négociation porte principalement sur la participation à la gestion des ressources renouvelables (forestières et fauniques) et aux bénéfices économiques qui en découlent.

b) Les dates des rencontres

2019-2020		
4 juillet 2019	31 juillet 2019	28 août 2019
9 décembre 2019	5 mars 2020	

c) L'échéancier des négociations

En juillet 2019, les parties ont convenu d'un échéancier comportant quatre rencontres pour tenter de s'entendre sur les modifications à apporter au projet d'entente de 2017. Les quatre rencontres devaient avoir lieu aux dates suivantes : le 31 juillet, le 28 août, le 25 septembre et le 24 octobre. La communauté de Lac-Barrière a cependant demandé la suspension des négociations et l'annulation des rencontres du 25 septembre et du 24 octobre en raison de ses griefs dans le dossier de la chasse à l'orignal dans la réserve faunique La Vérendrye. La communauté a accepté de reprendre les discussions en décembre 2019. Les parties poursuivent leurs échanges en vue de convenir de solutions mutuellement satisfaisantes.

d) Les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement

Cette question ne s'applique pas.

e) Un état de situation des négociations

Le 3 mai 2019, le chef de la communauté de Lac-Barrière, M. Casey Ratt, faisait parvenir une lettre au SAA précisant les modifications qu'il souhaitait apporter au texte de l'entente de mise en œuvre des recommandations conjointes des représentants spéciaux; entente convenue entre les négociateurs du gouvernement de Québec et de Lac-Barrière en 2017, mais n'ayant jamais été signée par le chef, car il craignait un manque d'appui dans sa communauté. D'un commun accord, les parties ont accepté de relancer les rencontres de négociation entre le gouvernement du Québec et le Conseil de bande des Algonquins de Lac-Barrière (ALB), qui ont repris au début de juillet 2019.

À l'automne 2019, les ALB ont suspendu les discussions dans le contexte du moratoire qu'ils réclament sur la chasse à l'orignal dans la réserve faunique La Vérendrye. La communauté est préoccupée par l'état des populations d'orignal et demande l'imposition d'un moratoire sur la chasse sportive. Les ALB refusent également de participer au comité mis en place par le MFFP avec l'ensemble des communautés de la nation algonquine pour discuter de l'enjeu de l'orignal. Ce comité a d'ailleurs chapeauté un inventaire, réalisé conjointement par le MFFP et les communautés algonquines, des populations d'orignal dans la réserve faunique à l'hiver 2020.

f) Le nom du négociateur pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes pour le gouvernement du Québec

M. Patrick Brunelle	Secrétariat aux affaires autochtones
M. Olivier Bourdages Sylvain	Secrétariat aux affaires autochtones
M ^{me} Coralie Laurendeau	Secrétariat aux affaires autochtones
M ^{me} Lucie Sainte-Croix	Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs

M. Hugo Jacqmain	Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
M. Martin Gingras	Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
M ^{me} Solaine Prince	Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
M. François-Xavier Perron-Maranda	Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
M ^e Rosemarie Fortier	Ministère de la Justice

- g) Le nom du négociateur pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la communauté autochtone

M. Casey Ratt	Chef
M ^{me} Anida Decoursay	Membre du Conseil de bande
M. Hector Jérôme	Membre du Conseil de bande
M. Charles T. Ratt	Membre du Conseil de bande
M. Kevin Decoursay	Membre du Conseil de bande
M. Hervey Papatie	Membre du Conseil de bande
M ^{me} Christal Ratt	Adjointe administrative, Conseil de bande
M ^e Katherine Hensel	Avocate, Hensel Barristers
M ^e Julia Tousaw	Avocate, Hensel Barristers
M ^e Kaelan Unrau	Avocat, Hensel Barristers

- h) Le total des coûts engendrés par les négociations, comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et par des négociateurs externes

Voir à la fin de la réponse.

- i) Les autres ministères impliqués dans les négociations et les ententes.

Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs

LES ALGONQUINS – LAC-SIMON

- a) L'objet des négociations

Processus de discussion exploratoire visant, dans un premier temps, à établir les enjeux auxquels la communauté algonquine de Lac-Simon est confrontée et, dans un deuxième temps, à convenir d'un mandat de négociation visant à résoudre ces enjeux. L'objectif ultime est de trouver une solution aux enjeux identifiés par la conclusion d'ententes.

b) Les dates des rencontres

2019-2020		
29 mai 2019	2 octobre 2019	18 décembre 2019
30 janvier 2020		

c) L'échéancier des négociations

Aucun échéancier n'a été déterminé.

d) Les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement

Cette question ne s'applique pas.

e) Un état de situation des négociations

Les parties ont échangé de manière approfondie sur les enjeux avec lesquels compose la communauté de Lac-Simon et ont discuté de la mise sur pied d'un forum dans lequel les solutions pour les résoudre pourraient être discutées. Les discussions se poursuivent afin de convenir d'une entente à cette fin et des priorités d'action pour les prochaines étapes.

f) Le nom du négociateur pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes pour le gouvernement du Québec

M. Olivier Bourdages Sylvain	Négociateur, Secrétariat aux affaires autochtones
M ^{me} Félicité Belisimbi	Secrétariat aux affaires autochtones
M ^e Hubert Noreau-Simpson	Ministère de la Justice

g) Le nom du négociateur pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la communauté autochtone

M ^{me} Adrienne Jérôme	Chef
M ^{me} Pamela Papatie	Vice-chef
M. Lucien Wabanonik	Conseiller
M. Brian Dumont	Conseiller
M. Randy Pien	Conseiller
M. Marc-Antoine Jetté	Consultant
M. Gislain Nequado	Employé
M ^{me} Ketty-Rose Mitchell	Directrice générale
M ^e Charlotte Chicoine-Wilson	Avocate
M ^e Laurence Hamer	Avocate

h) Le total des coûts engendrés par les négociations, comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et par des négociateurs externes

Voir à la fin de la réponse.

- i) Les autres ministères impliqués dans les négociations et les ententes

Le ministère de la Justice accompagne le ministère du Conseil exécutif dans cette négociation. D'autres ministères sectoriels seront interpellés aux phases à venir.

LES ALGONQUINS – PIKOGAN

- a) L'objet des négociations

Processus de discussion exploratoire visant à dégager un mandat officiel de négociation dont l'objectif serait de trouver des solutions à différents enjeux territoriaux qui sont propres à la Première Nation Abitibiwinini.

- b) Les dates des rencontres

2020

12 mars 2020

Les parties ont également eu plusieurs échanges par courriel pour faire avancer les discussions.

- c) L'échéancier des négociations

Des discussions sont en cours sur la base de sujets convenus et les parties souhaitent convenir des ententes sectorielles dans les meilleurs délais.

- d) Les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement

Cette question ne s'applique pas.

- e) Un état de situation des négociations

Les parties ont eu des discussions sur les principes, les objectifs et les sujets de la négociation. La participation à la gestion et à la mise en valeur des ressources naturelles, les mesures de développement économique et la participation aux retombées économiques sont parmi les sujets qui feront l'objet de négociation d'ententes sectorielles. Les discussions avancent et les représentants des parties se rencontrent une fois par mois.

- f) Le nom du négociateur pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes pour le gouvernement du Québec

M. Olivier Bourdages Sylvain	Négociateur, Secrétariat aux affaires autochtones
M ^{me} Félicité Belisimbi	Secrétariat aux affaires autochtones
M ^e Hubert Noreau-Simpson	Ministère de la Justice
M ^e Tania Clercq	Ministère de la Justice
M. David Saint-Pierre	Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles

- g) Le nom du négociateur pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la communauté autochtone

M. Steve Rankin	Négociateur
M. Morgan Kendall	Conseiller juridique

- h) Le total des coûts engendrés par les négociations, comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et par des négociateurs externes

Voir à la fin de la réponse.

- i) Les autres ministères impliqués dans les négociations et les ententes.

Ministère de la Culture et des Communications
Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques
Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale
Ministère du Tourisme

LES ALGONQUINS-WINNEWAY

- a) L'objet des négociations

Mettre en œuvre l'Entente-cadre de 2008, plus précisément en négociant des ententes sectorielles sur les sujets suivants :

- l'assise territoriale;
- l'harmonisation forestière;
- la sécurité publique;
- les mesures favorisant le développement économique de la communauté.

- b) Les dates des rencontres

2020			
29 janvier (conférence téléphonique)	18 février	12 mars	27 mars conférence téléphonique)

- c) L'échéancier des négociations

Aucun échéancier adopté à ce moment-ci.

- d) Les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement

Cette question ne s'applique pas.

- e) Un état de situation des négociations

À l'hiver 2019, la communauté a rencontré la ministre responsable des Affaires autochtones afin de remettre à l'avant-scène l'entente-cadre de 2008.

Le chef a exprimé la volonté de reprendre les discussions sur les sujets énumérés, dont la question de l'assise, en mettant en place une table de négociation formelle. Une demande de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III a été déposée, pour la mise en place de cette table. Cette demande est présentement à l'étude par le SAA.

La communauté a demandé de ratifier une lettre d'entente spécifique qui viendrait confirmer la volonté commune de redémarrer ces discussions. Le SAA et la communauté ont convenu du libellé de la lettre en décembre 2019 et le gouvernement du Québec a approuvé celle-ci le 1^{er} avril 2020. Les discussions sur la base de l'Entente-cadre de 2008 ont déjà commencé relativement à l'assise territoriale de la Première Nation de Longue-Pointe et à l'harmonisation forestière.

- f) Le nom du négociateur pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes pour le gouvernement du Québec

M. Olivier Bourdages Sylvain	Secrétariat aux affaires autochtones
M ^{me} Félicité Belisimbi	Secrétariat aux affaires autochtones
M. Martin Demers (jusqu'en janvier 2020)	Secrétariat aux affaires autochtones
M. Gaétan Fortin	Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles
M ^{me} Andréanne Brière	Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles
M. François Dupuis	Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles
M ^e Hubert Noreau-Simpson	Ministère de la Justice

- g) Le nom du négociateur pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la communauté autochtone

M. Steeve Mathias	Chef du Conseil
M ^{me} Sharon Hunter	Directrice des relations intergouvernementales
M. Éric Cardinal	Négociateur

- h) Le total des coûts engendrés par les négociations, comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et par des négociateurs externes

Voir à la fin de la réponse.

- i) Les autres ministères impliqués dans les négociations et les ententes.

Ministère de la Justice et ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles

LES INNUS

Négociation avec Uashat mak Mani-Utenam

a) L'objet des négociations

À la suite de la signature de l'Entente au sujet de la rivière Moisie / Mishta Shipu entre le gouvernement du Québec, les Innus de Uashat mak Mani-Utenam et la Nation innu Matimekush-Lac John, des rencontres de mise en œuvre ont été tenues. Les discussions concernent une entente sur le saumon entre le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs et la communauté de Uashat mak Mani-Utenam,

Aussi, il a été convenu entre les deux parties de poursuivre des discussions de « nation à nation » en vue de conclure une entente dans un délai d'environ 18 mois. Cette entente serait la base d'une relation renouvelée et permettrait la poursuite de discussions sur différents sujets d'intérêt pour les deux parties.

b) Les dates des rencontres

2019		
2 décembre	5 décembre	

2020		
23 janvier	2 février	6 février
16 mars	25 mars	

c) L'échéancier des négociations

Les négociateurs des deux parties ont convenu d'une entente au printemps 2020. Le processus de ratification de celle-ci est en cours.

Concernant les discussions de « nation à nation », les parties souhaitent convenir d'une entente d'ici 12 à 18 mois.

d) Les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement

Ne s'applique pas.

e) Un état de situation des négociations

Dans le souhait d'en venir à une conclusion rapide de l'Entente sur la conservation et la mise en valeur du saumon sur la rivière Moisie, les négociateurs des deux parties se sont entendus sur une entente réglant la mésentente concernant le code de pêche. Le processus de ratification de l'entente est en cours.

Concernant les discussions de « nation à nation », les parties ont convenu de les amorcer en vue de convenir d'une entente dans les prochains mois. Quelques réunions ont été tenues depuis décembre 2019. Des échanges se poursuivent sur les objectifs communs visés par ce processus.

- f) Le nom du négociateur pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement du Québec

M. Patrick Brunelle	Secrétariat aux affaires autochtones
M. Martin Demers (jusqu'en janvier 2020)	Secrétariat aux affaires autochtones
M ^{me} Viviane Denis-Ducharme	Secrétariat aux affaires autochtones
M. Hugo Jacqmain	Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
M. Moncef Bouaziz	Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
M ^{me} Soazig Le Breton	Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
M ^{me} Charlène Lavallée	Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
M. Maxime Guérard	Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
M ^e Hubert Noreau-Simpson	Ministère de la Justice

- g) Le nom des négociateurs pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la nation autochtone

M. Antoine Maniteu Grégoire	Vice-chef, Conseil Innu Takuaikan Uashat mak Mani-Utenam
M. Kenny Régis	Conseiller, Conseil Innu Takuaikan Uashat mak Mani-Utenam
M ^e Marie-Claude André-Grégoire	Conseillère juridique, Conseil Innu Takuaikan Uashat mak Mani-Utenam
M ^e Sophia Ladovrechis	Conseillère juridique, Conseil Innu Takuaikan Uashat mak Mani-Utenam
M ^e Jean-François Bertrand	Conseiller juridique, Conseil Innu Takuaikan Uashat mak Mani-Utenam
M ^e Kendall Morgan	Conseiller juridique, Conseil Innu Takuaikan Uashat mak Mani-Utenam
M. André Michel	Conseil Innu Takuaikan Uashat mak Mani-Utenam

- h) Le total des coûts engendrés par les négociations, comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et par des négociateurs externes

Voir à la fin de la réponse.

i) Les autres ministères impliqués dans les négociations et les ententes

Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur
Ministère de la Santé et des Services sociaux

LA NATION HURONNE-WENDAT

a) L'objet des négociations

Le SAA, le MFFP et la Société des établissements de plein air du Québec (Sépaq) discutent avec la Nation huronne-wendat afin de trouver des solutions durables aux problèmes de cohabitation lors de la saison de chasse à l'original dans la réserve faunique des Laurentides. Le comité stratégique mis en place en 2017 a comme mandat d'établir un dialogue sur des sujets d'intérêt commun en vue de formuler des recommandations aux autorités politiques des parties.

Un comité technique a également été mis en place afin de travailler conjointement sur des pistes de solution concrètes aux enjeux soulevés par le comité stratégique.

b) Les dates de rencontres

2019			
Comité stratégique : 26 novembre	Comité technique : 29 octobre	Comité technique : 13 novembre	Comité technique : 12 décembre

2020
Comité stratégique : 12 février

c) L'échéancier des négociations

Le mandat convenu entre les parties ne mentionne pas un échéancier précis. Toutefois, elles ont toujours tenté de trouver des solutions mutuellement acceptables avant les tirages au sort préalables à la saison de chasse. Aucune solution permanente n'a encore été trouvée.

d) Les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement

Ne s'applique pas.

e) Un état de situation des négociations

Une solution proposée par la Sépaq a été mise en place pour la saison de chasse 2019 pour éviter tout chevauchement entre les chasseurs sportifs et les chasseurs hurons-wendats. Aussi, afin de s'assurer de la sécurité de tous les utilisateurs sur le territoire de la RFL, le SAA avait coordonné deux rencontres avec la participation de la NHW, des Innus de Mashteuiatsh et des agents de protection de la faune, en septembre 2019. Ces rencontres ont été utiles pour l'échange d'information entre les deux groupes et ont contribué à régler une mésentente sur l'utilisation d'une zone.

Toutefois, l'expérience de la saison 2019 n'a pas été concluante pour la NHW, qui souhaite d'autres modalités pour la saison 2020. Malgré de

nombreuses discussions, les parties ne se sont pas entendues pour des modalités de chasse pour la saison 2020.

- f) Le nom du négociateur pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement du Québec

M ^{me} Lucie Sainte-Croix	Sous-ministre associée aux opérations régionales, MFFP
M ^{me} Cécile Tremblay, dir. gén. (M. Marc-André Boivin) M. Martin Arvisais, dir. Gestion de la faune M. Dominic Bourget M. Thomas Faguy-Bernier	Direction générale – Secteur central, MFFP
M. Moncef Bouaziz M. François-Xavier Perron-Maranda	Direction des relations avec les nations autochtones, MFFP
M. Jacques Caron, pdg M. Dave Boulet M. Jessy Bynes M. Sylvain Boucher	Sépaq
M ^{me} Viviane Denis-Ducharme	SAA

- g) Le nom des négociateurs pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la nation autochtone

M. René W. Picard	Chef familial, Conseil de la Nation huronne-wendat
M. Louis Lesage	Directeur du bureau du Nionwentsïo
M ^{me} Émilie Gros-Louis	Agente en aménagement du territoire
M. Charles-Antoine Lesage	Stagiaire au bureau du Nionwentsïo

- h) Le total des coûts engendrés par les négociations, comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et par des négociateurs externes

Voir à la fin de la réponse.

- i) Les autres ministères impliqués dans les négociations et les ententes

Les agents de protection de la faune (MFFP) peuvent être interpellés.

LES MALÉCITES

Discussions bilatérales en vue de convenir d'une éventuelle entente de « nation à nation » ou d'ententes sectorielles entre la Première Nation Wolastoqiyik (Malécite) Wapishpekuk et le gouvernement du Québec

a) L'objet des négociations

Depuis l'automne 2018, des discussions exploratoires sont en cours entre des représentants du SAA et des représentants de la Première Nation Wolastoqiyik (Malécite) Wapishpekuk (PNWW) concernant une éventuelle entente de « nation à nation » entre les parties ou des ententes sectorielles sur des sujets ciblés.

b) Les dates des rencontres

2019			
17 juin	7 août	17 octobre	28 novembre
2020			
7 février	10 mars		

c) L'échéancier des négociations

Les parties souhaitent convenir d'une entente de « nation à nation » dans les meilleurs délais, idéalement avant le 31 mars 2021.

d) Les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement

En 2010, la PNMV a transmis au gouvernement du Québec un mémoire présentant des faits historiques à l'appui de ses démarches de revendication territoriale globale. Un mémoire contenant des éléments d'information complémentaire a été présenté en 2012. Le gouvernement du Québec a été invité par la PNMV en tant qu'observateur aux discussions entre la PNMV et le gouvernement du Canada, en 2017 et 2018. Cette invitation s'inscrivait dans une volonté de faire des avancées vers une négociation territoriale globale.

Or, à l'heure actuelle, le gouvernement du Québec privilégie plutôt une approche bilatérale sur des dossiers d'intérêt commun.

e) Un état de situation des négociations

Les rencontres entre les représentants du gouvernement du Québec et de la PNWW ont porté, jusqu'à présent, sur les paramètres de la négociation et les objectifs généraux des parties articulés autour du développement d'une relation politique plus structurée et significative.

Ces échanges ont permis de dégager une compréhension commune pour la suite, notamment autour de sujets d'intérêt pour la PNWW (processus de consultation et d'accommodement; activités de chasse, de pêche et de piégeage; développement économique; lieux d'intérêt; renforcement et réappropriation de la culture).

- f) Le nom du négociateur pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement du Québec

M. Martin Demers	Secrétariat aux affaires autochtones (jusqu'au 16 janvier 2020)
M ^{me} Alexia Desmeules	Secrétariat aux affaires autochtones
M. Olivier Bourdages Sylvain	Secrétariat aux affaires autochtones
M ^e Sylvie Boulay	Ministère de la Justice

- g) Le nom des négociateurs pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la nation autochtone

M ^e Benoît Amyot	Négociateur pour le Grand Conseil de la PNMV
M. Pierre Morais	Coordonnateur, Grand Conseil de la PNMV
M ^{me} Édith Bélanger	Consultante, Grand Conseil de la PNMV
M ^e Léonie Boutin	Conseillère juridique pour le Grand Conseil de la PNMV

- h) Le total des coûts engendrés par les négociations, comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et par des négociateurs externes

Voir à la fin de la réponse.

- i) Les autres ministères impliqués dans les négociations et les ententes

Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles
Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques
Ministère de la Culture et des Communications
Ministère des Transports

LES MICMACS

Négociations en vue de conclure l'Entente entre les Mi'gmaq et le Québec sur le processus de consultation et d'accommodement à l'égard d'activités relatives aux hydrocarbures (ci-après « l'Entente »)

- a) L'objet des négociations

Finaliser une entente de consultation et d'accommodement au regard des activités de la filière des hydrocarbures avec la nation micmaque.

b) Les dates des rencontres

2019			
9 mai	27 juin	8 juillet	27 septembre
20 novembre			

c) L'échéancier des négociations

Le processus de signature de l'Entente a été complété le 5 février 2020 et celle-ci est entrée en vigueur le 6 mars 2020.

d) Les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement

Ne s'applique pas.

e) Un état de situation des négociations

Après deux ans de négociation, au terme d'efforts soutenus, les parties se sont entendues sur un texte d'entente, lequel a été approuvé par le leadership micmac et par le gouvernement du Québec à l'automne 2019, puis l'Entente a été signée par les parties en février 2020.

Cette entente entre les Micmacs et le gouvernement du Québec met en place un processus de consultation mutuellement convenu, prévisible et adapté à la réalité des Micmacs et aux activités d'exploration et d'exploitation d'hydrocarbures se déroulant sur le territoire visé par l'entente, qui couvre la Gaspésie et une portion du Bas-Saint-Laurent.

f) Le nom du négociateur pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement du Québec

M. Olivier Bourdages Sylvain	Secrétariat aux affaires autochtones
M ^{me} Mélanie Savoie	Secrétariat aux affaires autochtones (jusqu'en mai 2019)
M ^{me} Alexia Desmeules	Secrétariat aux affaires autochtones
M ^{me} Sophie Bussièrès	Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles
M ^e Sylvie Boulay	Ministère de la Justice
M ^e Rosemarie Fortier	Ministère de la Justice

g) Le nom des négociateurs pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la nation autochtone

M ^{me} Tanya Barnaby	Secrétariat Mi'gmawei Mawiomi
M ^e Nadir André	Conseiller juridique
M ^{me} Chastity Mitchell	Secrétariat Mi'gmawei Mawiomi
M ^{me} Terri Lynn Morisson	Secrétariat Mi'gmawei Mawiomi (jusqu'en mai 2019)
M. Mathieu Gray-Lehoux	Secrétariat Mi'gmawei Mawiomi
M ^{me} Amanda Barnaby	Secrétariat Mi'gmawei Mawiomi

Des représentants des trois conseils de bande micmacs ont participé à titre d'observateurs.

- h) Le total des coûts engendrés par les négociations, comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et par des négociateurs externes

Voir à la fin de la réponse.

- i) Les autres ministères impliqués dans les négociations et les ententes

Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques

Discussions exploratoires bilatérales en vue d'obtenir des mandats pour la négociation d'ententes sectorielles

- a) L'objet des négociations

Suivant le modèle de l'entente de consultation conclue avec les Micmacs concernant les activités relatives aux hydrocarbures, les équipes de négociation ont poursuivi des discussions bilatérales pour explorer d'autres sujets d'intérêt commun qui pourraient faire l'objet d'ententes sectorielles.

- b) Les dates des rencontres

2019			
9 mai	27 juin	8 juillet	27 septembre
21-22 novembre			
2020			
14-15 janvier			

- c) L'échéancier des négociations

Puisque les discussions sont encore au stade exploratoire, aucun échéancier n'a été fixé par les parties pour le moment.

- d) Les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement

Ne s'applique pas.

- e) Un état de situation des négociations

Les sujets qui ont fait l'objet des discussions exploratoires pour l'instant concernent le tourisme, la toponymie, la gestion du territoire public, notamment en matière de villégiature, les aires protégées ainsi que les pêcheries sous juridiction provinciale.

Les représentants du Secrétariat Mi'gmawei Mawiomi doivent présenter l'état des discussions exploratoires au leadership des trois communautés micmaques à l'été 2020 en vue d'obtenir des orientations et des mandats de négociation sur certains des sujets ciblés.

- f) Le nom du négociateur pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement du Québec

M. Olivier Bourdages Sylvain	Secrétariat aux affaires autochtones
M ^{me} Alexia Desmeules	Secrétariat aux affaires autochtones
M ^{me} Sophie Bussièrès	Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles
M ^e Sylvie Boulay	Ministère de la Justice
M ^e Rosemarie Fortier	Ministère de la Justice

- g) Le nom des négociateurs pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la nation autochtone

M. Clement Bernard	Secrétariat Mi'gmawei Mawiomi
M ^{me} Tanya Barnaby	Secrétariat Mi'gmawei Mawiomi
M ^{me} Chastity Mitchell	Secrétariat Mi'gmawei Mawiomi
M ^{me} Alicia Moffat	Secrétariat Mi'gmawei Mawiomi
M. Mathieu Gray-Lehoux	Secrétariat Mi'gmawei Mawiomi
M ^{me} Laura Vicaire	Secrétariat Mi'gmawei Mawiomi
M. Donald Jeannotte-Anglehart	Secrétariat Mi'gmawei Mawiomi
M ^e Richard Jeannotte	Secrétariat Mi'gmawei Mawiomi

- h) Le total des coûts engendrés par les négociations, comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et par des négociateurs externes

Voir à la fin de la réponse.

- i) Les autres ministères impliqués dans les négociations et les ententes

Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques
Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec

Négociation avec Listuguj concernant le dossier foresterie

- a) L'objet des négociations

Le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (MFFP), le SAA et les représentants de Listuguj discutent depuis de nombreuses années sur les façons de mieux concilier leurs responsabilités, obligations, besoins et intérêts respectifs en matière de foresterie, notamment sur la manière de rendre durables les activités de récolte de la communauté.

Trois rencontres formelles ont eu lieu en 2019, respectivement au printemps, à l'été et à l'automne, en vue de convenir d'une éventuelle entente en matière de délégation de certaines activités forestières avec Listuguj.

b) Les dates des rencontres

2019		
15 avril	25 juin	18 septembre

c) L'échéancier des négociations

Les parties souhaiteraient convenir d'une entente en matière de foresterie dans les meilleurs délais, mais aucun échéancier n'a encore été convenu.

d) Les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement

Ne s'applique pas.

e) Un état de situation des négociations

Les discussions ont porté sur l'élaboration de principes et d'objectifs communs en matière de foresterie, notamment concernant une saine gestion et conservation de la ressource forestière, une meilleure communication et collaboration entre le gouvernement du Québec et Listuguj pour y arriver ainsi qu'une participation accrue de Listuguj aux activités de planification et de récolte.

f) Le nom du négociateur pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement du Québec

M ^{me} Marie-José Thomas	Secrétariat aux affaires autochtones
M. Olivier Bourdages Sylvain	Secrétariat aux affaires autochtones
M ^{me} Alexia Desmeules	Secrétariat aux affaires autochtones
M ^{me} Line Drouin	Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
M. Hugo Jacqmain	Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
M. Marc Lauzon	Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
M ^{me} Marie-Christine Adam	Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
M. Maxime Boily	Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs

g) Le nom des négociateurs pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la nation autochtone

M. Fred Metallic	Listuguj
M. Scott Martin	Listuguj

M. Sky Metallic	Listuguj
M. Michael Isaacs	Listuguj
M. Martin Cummings	Listuguj
M ^e Zachary Davis	Conseiller juridique, Listuguj

- h) Le total des coûts engendrés par les négociations, comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et par des négociateurs externes

Voir à la fin de la réponse.

- i) Les autres ministères impliqués dans les négociations et les ententes

Ne s'applique pas.

Négociation avec Listuguj concernant le dossier cannabis

- a) L'objet des négociations

Depuis la légalisation du cannabis par le gouvernement fédéral, en octobre 2018, plusieurs nations autochtones ont fait connaître leurs positions variées sur ce dossier. Certaines ont manifesté le désir de resserrer davantage l'encadrement du cannabis sur leur territoire alors que d'autres aimeraient plutôt s'inscrire dans le marché de la vente au détail.

L'article 62 de la *Loi encadrant le cannabis* permet au gouvernement du Québec de convenir d'ententes avec les nations autochtones dans le but d'adapter les mesures prévues par son cadre législatif et réglementaire aux réalités autochtones.

La communauté de Listuguj fait partie des communautés ayant manifesté le désir de convenir d'une telle entente bilatérale avec le gouvernement du Québec.

- b) Les dates des rencontres

2019-2020

7 octobre 20 février

- c) L'échéancier des négociations

Les parties souhaiteraient convenir d'une entente dans les meilleurs délais, mais aucun échéancier n'a été déterminé à ce stade.

- d) Les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement

Ne s'applique pas.

e) Un état de situation des négociations

Deux rencontres ont eu lieu entre les représentants de Listugu et ceux du gouvernement du Québec. La première était de nature plutôt exploratoire et a permis aux représentants de Listugu de présenter les démarches entreprises au sein de leur communauté pour encadrer le cannabis. Ils ont fait connaître leur désir de convenir rapidement d'une entente avec le gouvernement du Québec.

Une première rencontre officielle a eu lieu en février 2020. D'autres sont prévues au courant des mois à venir.

f) Le nom du négociateur pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement du Québec

M. Olivier Bourdages Sylvain	Secrétariat aux affaires autochtones
M ^{me} Alexia Desmeules	Secrétariat aux affaires autochtones
M. Marc Foisy	Secrétariat aux affaires autochtones
M. Yovan Fillion	Ministère de la Santé et des Services sociaux
M ^{me} Joëlle Villeneuve	Ministère de la Santé et des Services sociaux
M ^{me} Julie Gauthier	Ministère de la Santé et des Services sociaux
M ^e Sylvie Boulay	Ministère de la Justice
M ^e Rosemarie Fortier	Ministère de la Justice

g) Le nom des négociateurs pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la nation autochtone

M. Alexander Kocsis	Listuguj Mi'gmaq Government
M. Lloyd Alcon	Listuguj Mi'gmaq Government
M. Peter Arsenault	Listuguj Mi'gmaq Government
M. Darcy Gray	Listuguj Mi'gmaq Government
M. Sky Metallic	Listuguj Mi'gmaq Government
M. Michael Isaacs	Listuguj Mi'gmaq Government

h) Le total des coûts engendrés par les négociations, comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et par des négociateurs externes

Voir à la fin de la réponse.

i) Les autres ministères impliqués dans les négociations et les ententes

Ministère des Finances
Ministère de la Sécurité Publique

Négociation avec Gesgapegiag concernant la rivière Cascapédia

a) L'objet des négociations

En février 2019, les représentants du leadership des Micmacs de Gesgapegiag ont fait état de leurs préoccupations au gouvernement du Québec à l'égard des activités de pêche sur la rivière Cascapédia. Celles-ci concernent, d'une part, le modèle de gestion des activités de pêche de la rivière Cascapédia, qui est jugé inéquitable par les représentants micmacs, et d'autre part, la suspension de la pêche traditionnelle au filet maillant en vertu d'une entente convenue avec le gouvernement du Québec en 2013.

Les représentants du MFFP et du SAA ont accepté d'entreprendre des discussions formelles avec Gesgapegiag pour tenter de trouver des solutions mutuellement acceptables aux enjeux ciblés.

b) Les dates des rencontres

2019	
30 juillet	24 octobre

c) L'échéancier des négociations

Aucun échéancier prévu à ce moment-ci.

d) Les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement

Ne s'applique pas.

e) Un état de situation des négociations

Une première rencontre formelle a eu lieu en juillet 2019 entre des représentants du leadership de Gesgapegiag et ceux du gouvernement du Québec pour permettre au chef de présenter ses préoccupations et sa vision concernant la gestion des activités de pêche sur la rivière Cascapédia.

Le 20 août 2019, un nouveau chef a été élu à la tête de la communauté. Celui-ci a rapidement fait savoir qu'il désirait poursuivre les discussions entamées par son prédécesseur.

Une nouvelle rencontre a ainsi eu lieu en octobre 2019 entre des représentants de Gesgapegiag, du MFFP et du SAA pour permettre au nouveau chef de faire valoir sa vision du dossier. Ses attentes concernent une participation accrue à la gestion des activités de pêche sur la rivière et une reprise des activités de pêche traditionnelles des membres de la communauté.

Il a été convenu que les parties s'échangeraient des documents contenant leurs objectifs à long terme respectifs pour la suite du dossier avant d'organiser la tenue d'une nouvelle rencontre.

f) Le nom du négociateur pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement du Québec

M^{me} Marie-José Thomas

Secrétariat aux affaires autochtones

M. Patrick Brunelle	Secrétariat aux affaires autochtones
M. Olivier Bourdages Sylvain	Secrétariat aux affaires autochtones
M ^{me} Alexia Desmeules	Secrétariat aux affaires autochtones
M ^{me} Line Drouin	Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
M. Hugo Jacqmain	Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
M. Paul St-Laurent	Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
M ^{me} Marie-Christine Adam	Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
M. Maxime Boily	Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs

- g) Le nom des négociateurs pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la nation autochtone

M. Roderick Larocque	Micmacs de Gesgapegiag
M. John Martin	Micmacs de Gesgapegiag
M. Frederic Vicaire	Micmacs de Gesgapegiag
M. Douglas Martin	Micmacs de Gesgapegiag

- h) Le total des coûts engendrés par les négociations, comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et par des négociateurs externes

Voir à la fin de la réponse.

- i) Les autres ministères impliqués dans les négociations et les ententes

Ne s'applique pas.

LES MOHAWKS DE KAHNAWAKE

- a) L'objet des négociations

Les négociations entre le gouvernement du Québec et Kahnawake en 2019-2020 se sont concentrées principalement sur deux objets :

- 1) *La mise en œuvre de l'Entente en matière de travail, ratifiée en 2014.* Les échanges se sont poursuivis en 2019-2020 afin d'y donner suite, en collaboration avec la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST), la Commission de la construction du Québec (CCQ) et la Régie du bâtiment du Québec (RBQ). Des efforts particuliers ont été consacrés à la définition des conditions de travail des travailleurs de Kahnawake sur le pont Honoré-Mercier, notamment dans le

cadre du contrat de maintien de l'actif, en collaboration avec la CCQ et le Bureau du travail de Kahnawake (BTK).

- 2) La poursuite des négociations avec le Conseil mohawk de Kahnawake en prévision du chantier majeur de reconstruction de la portion amont du pont Honoré-Mercier.

Par ailleurs, les négociations se sont poursuivies sur d'autres enjeux. C'est le cas notamment en matière de développement économique, afin de conclure une entente en matière de commerce et d'échange, de consultation, de transport et de protection de la jeunesse.

b) Les dates des rencontres

La Table centrale de négociation entre le Québec et Kahnawake s'est réunie le 23 janvier 2020.

Le Groupe chargé de la mise en œuvre des dispositions de l'Entente en matière de conditions de travail a tenu 10 rencontres en 2019-2020 (en 2019 : le 30 mai, le 28 juin, le 9 juillet, le 9 septembre, le 12 septembre, le 11 octobre et le 4 décembre; en 2020 : le 27 janvier, le 12 février et le 19 février).

Le Comité spécial – pont Honoré-Mercier a tenu formellement deux rencontres, soit le 22 janvier et le 21 février 2020. Plusieurs rencontres de travail entre les représentants du Québec (MTQ et SAA) et de Kahnawake ont toutefois eu lieu en marge du Comité spécial – pont Honoré-Mercier afin de discuter d'enjeux liés au projet majeur de la reconstruction de la portion amont (le 3 mai 2019, le 1^{er} août 2019, le 19 août 2019 et le 12 mars 2020).

La Table sectorielle de développement économique s'est réunie le 25 juillet 2019.

La Table sectorielle commerce et échanges a tenu une rencontre le 30 octobre 2019.

Le Groupe de travail sur le cannabis a tenu des rencontres le 30 octobre 2019 et le 7 février 2020.

Les échanges se poursuivent en marge de ces rencontres pour faire progresser les discussions.

c) L'échéancier des négociations

Les différents projets sont abordés de manière régulière aux tables de travail et des résultats sont attendus dans les meilleurs délais.

d) Les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement

Ne s'applique pas.

e) Un état de situation des négociations

Table centrale

La Table centrale Québec-Kahnawake veille au développement de la communauté par la conception, la négociation, la ratification et la mise en application d'ententes sectorielles ou globales dans des domaines jugés

d'intérêt. À cette fin, la Table centrale peut notamment constituer et mandater des tables sectorielles afin qu'elles élaborent le contenu d'ententes sectorielles sur les objets qu'elle juge pertinents.

Tables sectorielles

En matière de travail, les échanges se sont poursuivis afin de donner suite à l'entente signée en 2014. De nombreuses rencontres ont eu lieu afin d'assurer cette mise en œuvre, sous l'égide du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS), en collaboration avec la CNESST, la CCQ et la RBQ. Plusieurs démarches sont en cours :

- Un groupe de travail sur la mobilité de la main-d'œuvre a été constitué afin de donner suite à l'article 10 de l'Entente en matière de travail. Une entente issue de ses travaux et impliquant la CCQ a été approuvée par le gouvernement du Québec le 25 mars 2020. Ce groupe assurera la mise en œuvre de cette entente.
- Les échanges se poursuivent actuellement entre Kahnawake et la CNESST afin de produire une entente administrative précisant les règles financières d'interaction entre le régime du Québec et le régime de Kahnawake en matière d'indemnisation. Cette entente devrait également définir les règles régissant le fonds prévu pour pallier à la possibilité de catastrophes.
- Les échanges se poursuivent également avec la RBQ, d'une part, afin de favoriser l'obtention de licences par de futurs entrepreneurs de Kahnawake et, d'autre part, afin de réfléchir au rôle que le BTK pourrait jouer dans l'application du Code de sécurité à Kahnawake.
- Un groupe de travail, constitué de représentants du MTESS, de la CCQ et du BTK, a donné suite aux dispositions de l'Entente en matière de travail à l'égard des conditions de travail des travailleurs de Kahnawake sur le territoire de l'Entente. Une entente issue de ses travaux a été approuvée par le gouvernement du Québec le 25 mars 2020. Cette entente a été mise en œuvre immédiatement afin de permettre aux travailleurs régis par le contrat de maintien sur le pont Honoré-Mercier d'en bénéficier.

En matière de transports, les discussions ont eu principalement pour objet la préparation d'une entente entre le gouvernement du Québec et le Conseil mohawk de Kahnawake en prévision du projet majeur de construction sur le pont Honoré-Mercier. Afin de mettre en œuvre les conditions gagnantes pour la réalisation de ce projet, un comité spécial pont Honoré-Mercier a été mis en place, le 20 novembre 2017, par la Table transport. M. Florent Gagné, actuel négociateur gouvernemental auprès de Kahnawake, a été désigné facilitateur dans le cadre de ce comité dans le but d'arriver à une entente avec le CMK quant aux modalités de réalisation des travaux et pour aplanir les différents enjeux qui pourraient être soulevés.

Trois sujets sont au cœur des discussions :

- l'implication des travailleurs autochtones de Kahnawake;
- l'implication d'entrepreneurs de Kahnawake;
- les autres questionnements dont la consultation liée aux droits ancestraux, l'environnement, l'archéologie et l'utilisation des terres de réserve de l'île Maline.

Plusieurs rencontres ont eu lieu en marge du Comité spécial – pont Honoré-Mercier afin de donner suite à son mandat et de préparer la tenue d'études, notamment de l'étude géotechnique sous le pont permettant de caractériser le sol et le roc.

Les négociations entre Québec et Kahnawake ont aussi permis des échanges entre les parties afin de préparer une entente entre le gouvernement du Québec et Kahnawake en matière de protection de la jeunesse. Ces échanges ont toutefois été suspendus à la demande de Kahnawake, en raison de l'entrée en vigueur du projet de loi fédéral C-92.

Par ailleurs, Kahnawake et le gouvernement du Québec ont amorcé des négociations afin de parvenir à une entente quant aux modalités de gestion de la production, de la distribution et de la vente de cannabis sur la réserve. Ces échanges impliquent notamment des représentants du MSSS et du ministère des Finances.

- f) Le nom du négociateur pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement du Québec

Table centrale :

M. Florent Gagné	Négociateur
M. Éric Laplante	Conseiller, Secrétariat aux affaires autochtones
M ^e Tania Clercq	Ministère de la Justice
M. Mario Limoges	Ministère de l'Économie et de l'Innovation
M. Jean Villeneuve	Ministère des Transports
M. Marc Grandisson	Ministère des Finances
M ^{me} Anne Racine	Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale

Des représentants des ministères sectoriels accompagnent ponctuellement l'équipe de négociation, selon les sujets abordés.

Table sectorielle Travail :

M. Florent Gagné	Négociateur
M. Éric Laplante	Conseiller, Secrétariat aux affaires autochtones
M. Michel Sauvé	Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale
M ^{me} Josée Marotte	Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale

Les représentants du MTESS étaient assistés par des personnes de la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail et de la Commission de la construction du Québec. Des représentants des ministères sectoriels accompagnent ponctuellement l'équipe de négociation, selon les sujets abordés.

Table sectorielle Transports :

M. Jean Villeneuve	Négociateur, ministère des Transports
M. Éric Laplante	Conseiller, Secrétariat aux affaires autochtones
M ^{me} Valérie Maltais	Ministère des Transports
M ^{me} Annie Lavallée	Ministère des Transports

D'autres personnes du ministère des Transports ont assisté aux réunions, selon le sujet abordé.

Table sectorielle Développement économique :

M. Mario Limoges	Négociateur
M. Éric Laplante	Conseiller, Secrétariat aux affaires autochtones
M. Jean-Marc Ménard	Ministère de l'Économie et de l'Innovation, direction régionale de la Montérégie

Table sectorielle Santé et enjeux sociaux :

M. Éric Laplante	Conseiller, Secrétariat aux affaires autochtones
<i>Protection de la jeunesse</i>	
M ^{me} Pascale Lemay	Ministère de la Santé et des Services sociaux
M ^{me} Audrey-Maude Southière	Ministère de la Santé et des Services sociaux

Services ambulanciers

M ^{me} Colette Laplante	Ministère de la Santé et des Services sociaux
M ^{me} Marie Simard	Ministère de la Santé et des Services sociaux
M. Luc Jolicoeur	Ministère de la Santé et des Services sociaux

Coordination du MSSS

M ^{me} Julie Gauthier	Ministère de la Santé et des Services sociaux
M ^{me} Johanne Rhains	Ministère de la Santé et des Services sociaux
M ^{me} Johanne Destrempe	Ministère de la Justice

Table sectorielle Taxation :

M. Florent Gagné	Négociateur
M. Éric Laplante	Conseiller, Secrétariat aux affaires autochtones
M. Marc Grandisson	Ministère des Finances
M. Étienne Paré	Ministère des Finances
M ^{me} Erika Desjardins-Dufresne	Ministère des Finances
M ^{me} Catherine Beaulieu-Voyer	Ministère des Finances

Groupe de travail « Cannabis »

M. Étienne Paré	Ministère des Finances
M. Yovan Fillion	Ministère de la Santé et des Services sociaux
M ^{me} Joëlle Villeneuve	Ministère de la Santé et des Services sociaux

Table sectorielle Culture :

M. Kevin Cogland	Ministère de la Culture et des Communications
M. Éric Laplante	Conseiller, Secrétariat aux affaires autochtones

- g) Le nom du négociateur pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la nation autochtone

Table centrale :

M ^{me} Nelly Marcoux	M ^{me} Rhonda Kirby, chef
M. Jean Pommainville	M ^{me} Gina Deer, chef
M. Joe Norton, grand chef	M ^{me} Winona Polson-Lahache

Table sectorielle Travail :

M. Oliver Montour	M. Mike O'Brien
M. Mike Delisle, chef	M. Jean Pommainville

Table sectorielle Transports :

M^{me} Rhonda Kirby, chef
M^{me} Nelly Marcoux
M. David Lahache

Autres personnes selon le sujet traité

Table sectorielle Développement économique :

M ^{me} Gina Deer, chef	M. Bud Morris
M. David Lahache	
M ^{me} Barbara McComber	

Table sectorielle Santé et enjeux sociaux :

M^{me} Rhonda Kirby, chef
M. Derek Montour, KSCS

Table sectorielle Taxation :

M^{me} Rhonda Kirby, chef
M. Joe Norton, grand chef

M^{me} Gina Deer, chef
M^{me} Nelly Marcoux

Table sectorielle Culture :

M^{me} Christine Zachary-Deom, chef M^{me} Trina C. Diabo

- h) Le total des coûts engendrés par les négociations, comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et par des négociateurs externes

Voir à la fin de la réponse.

- i) Les autres ministères impliqués dans les négociations et les ententes

Sans objet.

Coût total pour l'ensemble des négociations bilatérales

- h) Le total des coûts engendrés par les négociations, comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et par des négociateurs externes

2019-2020	Employés du SAA	279 157 \$
	Négociateurs externes	<u>52 031 \$</u>
	TOTAL :	331 188 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

3. Liste et sommaire de toutes les ententes signées en 2019-2020 avec les communautés autochtones. Détail des coûts engendrés par chacune d'elles pour le gouvernement du Québec ou le SAA.

La liste des ententes conclues entre le 1^{er} avril 2019 et le 31 mars 2020 sous la responsabilité du Secrétariat aux affaires autochtones (SAA) et déposées au greffe de ce dernier est annexée à la présente. Ces ententes peuvent être consultées au SAA durant les heures ouvrables.

LISTE SOMMAIRE DES ENTENTES

- 1 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Garantie de prêt
Objet :
Définir les modalités de l'aide financière sous forme de garantie de prêt accordée pour le projet intitulé « Innuberge ».
Parties :
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Innuberge (promotrice)
Date de signature: 3 avril 2019

- 2 - Avenant à l'Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Développement social
Objet :
Amender l'Entente de façon à y apporter le changement officiel de nom du CALACS Assaut sexuel secours Val-d'Or pour celui de CALACS L'étoile du Nord.
Parties :
Secrétariat aux affaires autochtones (SAA) (secrétaire générale associée)
CALACS L'étoile du Nord (présidente)
Date de signature: 3 avril 2019

- 3 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Développement économique catégorie Entrepreneurat
Objet :
Définir les modalités de financement du projet intitulé « La Granaudière ».
Parties :
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Conseil des Atikamekw de Manawan (chef)
Date de signature: 9 avril 2019

- 4 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Développement économique - Femmes
Objet :
Définir les modalités de financement du projet intitulé « Fumoir artisanal Indian Bay ».
Parties :
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Fumoir artisanal Indian Bay (actionnaire principale)
Date de signature: 9 avril 2019

- 5 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Infrastructure communautaire
Objet :
Définir les modalités de financement du projet intitulé « Restauration du parc communautaire de Gesgapegiag ».
Parties :
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Conseil de bande des Micmacs de Gesgapegiag (chef)
Date de signature: 10 avril 2019

6 - Convention (financière)

Objet :

Le SAA s'engage, à même la subvention octroyé eà l'Emprunteur (CAALT) par le SAA pour le projet « Sakihikan - Rénovation et réaménagement du centre communautaire », à remettre directement à l'Institution financière pour le compte de l'Emprunteur, lors de chaque échéance et dans la mesure où il sera payable, chaque versement de capital et d'intérêts prévu au Contrat de prêt à terme, jusqu'à parfait paiement des obligations de l'Emprunteur envers l'Institution financière.

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (SAA) (secrétaire générale associée)
Caisse populaire Desjardins de La Tuque (directrice de comptes)
Centre d'amitié autochtone de La Tuque (CAALT) (présidente)

Date de signature: 11 avril 2019

7 - Règlement financier

Objet :

Remboursement par le gouvernement du Québec des sommes dépensées par Kahnawà:ke pour l'achat de 17 acres de terres permettant l'accès à la parcelle D des terres ajoutées à la réserve.

Parties :

Gouvernement du Québec (ministre responsable des Affaires autochtones, ministre responsable des Relations canadiennes et de la Francophonie canadienne)
Conseil Mohawk de Kahnawà:ke (grand chef)

Date de signature: 16 avril 2019

8 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Infrastructure communautaire

Objet :

Définir les modalités de financement du projet intitulé « Amélioration de la patinoire ».

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Conseil des Innus de Pakua Shipu (directrice générale)

Date de signature: 16 avril 2019

9 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Infrastructure communautaire

Objet :

Définir les modalités de financement du projet intitulé « Salle communautaire ».

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Conseil des Innus de Pakua Shipu (directrice générale)

Date de signature: 16 avril 2019

10 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Développement économique catégorie Entrepreneuriat

Objet :

Définir les modalités de financement du projet intitulé « Construction d'un bateau de pêche polyvalent ».

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (SAA) (secrétaire générale associée)
Conseil des Innus de Nutashkuan (chef)

Date de signature: 23 avril 2019

11 - Convention de garantie de prêt dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)

Objet :

Le SAA s'engage à garantir auprès de l'Institution financière le prêt contracté par Mme Dolores Bellefleur, pour le projet « Innuberge ».

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (SAA) (secrétaire générale associée)

Société d'aide au développement des collectivités de la Côte-Nord Inc. (directrice générale)

Date de signature: 26 avril 2019

12 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Infrastructure communautaire

Objet :

Définir les modalités de financement du projet intitulé « Réfection de la toiture ».

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)

Maison des Jeunes Niwitcewakan-Wapi (directrice générale)

Date de signature: 26 avril 2019

13 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Développement économique catégorie Entrepreneuriat

Objet :

Définir les modalités de financement du projet « Widjikiwe Gas Bar ».

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)

Widjikiwe Holdings Corporation (administratrice)

Date de signature: 6 mai 2019

14 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Développement économique - Femmes

Objet :

Définir les modalités de financement du projet intitulé « Acquisition d'un camion de cuisine de rue Thaïzone ».

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)

TZ Mobile 32 inc. (présidente)

Date de signature: 9 mai 2019

15 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Développement économique

Objet :

Définir les modalités de financement du projet intitulé « Relais la Cache ».

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)

Conseil de bande des Micmacs de Gesgapegiag (chef)

Date de signature: 15 mai 2019

- 16 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Soutien à la consultation**
- Objet :**
Définir les modalités de l'aide financière provenant du FIA III versée à titre de soutien à la consultation pour permettre au Conseil de se doter de la structure et de l'expertise nécessaires pour participer aux consultations initiées par le gouvernement du Québec.
- Parties :**
Gouvernement du Québec (secrétaire générale associée aux Affaires autochtones)
Conseil de la Première Nation de Timiskaming (chef)
- Date de signature:** 17 mai 2019
-
- 17 - Convention (financière)**
- Objet :**
Le SAA s'engage, à même la subvention octroyée par lui pour le projet « Salle communautaire », à remettre directement à l'Institution financière pour le compte de l'Emprunteur (Conseil des Innus de Pakua Shipu) pour le projet « Salle communautaire », chaque versement de capital et d'intérêts prévu au Contrat de prêt à terme, jusqu'à parfait paiement des obligations de l'Emprunteur envers l'Institution financière en capital, intérêts et frais.
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (SAA) (secrétaire générale associée)
Société d'épargne des Autochtones du Canada (directeur général)
Conseil des Innus de Pakua Shipu (directrice générale)
- Date de signature:** 1 juin 2019
-
- 18 - Convention (financière)**
- Objet :**
Le SAA s'engage, à même la subvention octroyée par lui pour le projet « Amélioration de la patinoire », à remettre directement à l'Institution financière pour le compte de l'Emprunteur (Conseil des Innus de Pakua Shipu) pour le projet « Amélioration de la patinoire », chaque versement de capital et d'intérêts prévu au Contrat de prêt à terme, jusqu'à parfait paiement des obligations de l'Emprunteur envers l'Institution financière en capital, intérêts et frais.
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (SAA) (secrétaire générale associée)
Société d'épargne des Autochtones du Canada (directeur général)
Conseil des Innus de Pakua Shipu (directrice générale)
- Date de signature:** 1 juin 2019
-
- 19 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Développement économique catégorie Mobilisateur**
- Objet :**
Définir les modalités de financement du projet intitulé « Nogom 8abek - Quand le présent inspire le futur ».
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Tourisme Autochtone Québec (directeur général)
- Date de signature:** 3 juin 2019
-

- 20 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Infrastructure communautaire

Objet :

Définir les modalités de financement du projet intitulé « Bureau des services sociaux ».

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Conseil des Innus de Pessamit (chef)

Date de signature: 5 juin 2019

- 21 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Développement économique catégorie Entrepreneuriat

Objet :

Définir les modalités de financement du projet intitulé « NHM - Réparation du concasseur ».

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Nation naskapie de Kawawachikamach (chef)

Date de signature: 10 juin 2019

- 22 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Développement économique catégorie Économie sociale

Objet :

Définir les modalités de financement du projet intitulé « Démarrage des services alimentaires Miro Mitcim ».

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Centre d'amitié autochtone de Lanaudière (directrice générale par intérim)

Date de signature: 10 juin 2019

- 23 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Infrastructure communautaire

Objet :

Définir les modalités de financement du projet intitulé « Acquisition d'un bâtiment ».

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Conseil de la Première Nation Timiskaming (chef)

Date de signature: 11 juin 2019

- 24 - Convention (financière)

Objet :

Le SAA s'engage, à même la subvention octroyée pour le projet « Centre multiservices pour Autochtones en milieu urbain de Québec (MAMUK) » à remettre directement à l'Institution financière pour le compte de l'Emprunteur, chaque versement de capital et d'intérêts prévu au Contrat de prêt à terme, jusqu'à parfait paiement des obligations de l'Emprunteur envers l'Institution financière en capital, intérêts et frais.

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (SAA) (secrétaire générale associée)
Caisse d'économie solidaire Desjardins (directeur de comptes)
Maison communautaire Missinak (présidente)

Date de signature: 14 juin 2019

- 25 - Avenant à l'Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Soutien à la consultation - Projet spécifique
- Objet :**
Modifier l'entente intervenue entre les parties le 19 mars 2019 afin de couvrir un besoin financier additionnel pour finaliser les travaux associés à la négociation du protocole de consultation sur les hydrocarbures.
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Secrétariat Mi'gmawei Mawiomi (MMS) (directrice exécutive)
- Date de signature:** 17 juin 2019
-
- 26 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Développement économique catégorie Entrepreneuriat
- Objet :**
Définir les modalités de financement du projet intitulé « Buck's Autoparts ».
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Pièces d'auto Buck (propriétaire)
- Date de signature:** 17 juin 2019
-
- 27 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Développement économique catégorie Entrepreneuriat
- Objet :**
Définir les modalités de financement du projet intitulé « Auberge Hipou ».
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Conseil des Innus de Nutashkuan (chef)
- Date de signature:** 17 juin 2019
-
- 28 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Développement économique - Femmes
- Objet :**
Définir les modalités de financement du projet intitulé « Esthétique Patsy Expansion ».
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Esthétique Patsy (propriétaire)
- Date de signature:** 17 juin 2019
-
- 29 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Développement économique - Femmes
- Objet :**
Définir les modalités de financement du projet intitulé « Diamond Phoenix Creations ».
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Créations Diamond Phoenix (propriétaire)
- Date de signature:** 17 juin 2019
-

- 30 -** Avenant à l'Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Infrastructure communautaire
- Objet :**
Amender l'Entente de façon à y apporter les changements appropriés et souhaités par les parties.
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Conseil de la nation huronne-wendat (grand chef)
- Date de signature:** 17 juin 2019
-
- 31 -** Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Développement économique - Femmes
- Objet :**
Définir les modalités de financement du projet intitulé « Chenil Heartland King Pet Stop ».
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Chenil Heartland King Pet Stop (présidente)
- Date de signature:** 18 juin 2019
-
- 32 -** Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Infrastructure communautaire
- Objet :**
Définir les modalités de financement du projet intitulé « Bâtiment Infrastructures et services publics ».
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Pekuakamiulnuatsh Takuhikan (directrice des Infrastructures et services publics)
- Date de signature:** 19 juin 2019
-
- 33 -** Entente particulière pour la conservation du secteur du lac Cambrien / lac Nachicapau / Fort MacKenzie (Waskaikinis)
- Objet :**
Définir les modalités selon lesquelles le secteur du lac Cambrien / lac Nachicapau / Fort MacKenzie (Waskaikinis) bénéficiera de certaines mesures de protection pour la durée de l'entente, tout en convenant de mesures applicables à l'expiration de celle-ci.
- Parties :**
Gouvernement du Québec (ministre responsable des Affaires autochtones, ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles et ministre responsable du Plan Nord, ministre responsable des Relations canadiennes et de la Francophonie canadienne)
Nation naskapie de Kawawachikamach (chef)
Administration régionale Kativik (présidente)
Société Makivik (président)
Hydro-Québec (chef de l'exploitation et président d'Hydro-Québec Production)
- Date de signature:** 26 juin 2019
-

- 34 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Soutien à la consultation**
- Objet :**
Définir les modalités de l'aide financière provenant du FIA III versée à titre de soutien à la consultation pour permettre au Conseil de se doter de la structure et de l'expertise nécessaires pour participer aux consultations initiées par le gouvernement du Québec.
- Parties :**
Gouvernement du Québec (secrétaire générale associée aux Affaires autochtones)
Nation naskapie de Kawawachikamach (chef)
- Date de signature:** 26 juin 2019
-
- 35 - Convention (financière)**
- Objet :**
Le SAA s'engage auprès de l'Institution financière afin d'effectuer directement à celle-ci tous les paiements devant être versés par l'Emprunteur, à même la subvention octroyée à l'Emprunteur par le SAA pour le projet intitulé « Église anglicane de Kuujuaq », et ce, conformément à la Convention de prêt.
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (SAA) (secrétaire générale associée)
Banque Canadienne Impériale de Commerce (CIBC) (directrice groupes entreprises)
Oeuvre anglicane de Kuujuaq (président)
- Date de signature:** * 28 juin 2019
-
- 36 - Convention (financière)**
- Objet :**
Le SAA s'engage, à même la subvention octroyée pour le projet « Centre multifonctionnel Uashat mak Mani-Utenam - volet communautaire » à remettre directement à l'Institution financière pour le compte de l'Emprunteur, les prochains paiements devant être versés par l'Emprunteur, et ce, conformément à l'Offre de financement signée le 27 mars 2018 entre l'Emprunteur et l'Institution financière.
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Caisse populaire Desjardins (directeur des comptes)
Conseil Innu Takuaikan Uashat mak Mani-Utenam (chef)
- Date de signature:** 1 juillet 2019
-
- 37 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Développement économique catégorie Aide au développement économique local**
- Objet :**
Définir les modalités de financement du projet intitulé « Aide au développement économique local ».
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Conseil de la Première Nation de Timiskaming (chef)
- Date de signature:** 5 juillet 2019
-
- 38 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Développement social**
- Objet :**
Définir les modalités de financement du projet intitulé « Kwe! Édition 2019 ».
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Kwe! À la rencontre des peuples autochtones (directrice générale)
- Date de signature:** 10 juillet 2019
-

- 39 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Développement économique catégorie Entrepreneuriat**
- Objet :**
Définir les modalités de financement du projet intitulé « Restaurant-Auberge de Manawan ».
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Conseil atikamekw de Manawan (chef)
- Date de signature:** 22 juillet 2019
-
- 40 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Soutien à la consultation**
- Objet :**
Définir les modalités de l'aide financière provenant du FIA III versée à titre de soutien à la consultation pour permettre au Conseil de se doter de la structure et de l'expertise nécessaires pour participer aux consultations initiées par le gouvernement du Québec.
- Parties :**
Gouvernement du Québec (secrétaire générale associée aux Affaires autochtones)
Conseil des Atikamekw de Manawan (chef)
- Date de signature:** 23 juillet 2019
-
- 41 - Convention de subvention**
- Objet :**
Définir les modalités de financement de l'Organisme par le gouvernement du Québec pour lui permettre de réaliser les activités inhérentes à la mise en oeuvre des recommandations du rapport du Comité sur l'application de la Loi modifiant le Code des professions et d'autres dispositions législatives dans le domaine de la santé mentale et des relations humaines au sein des communautés autochtones (Mesure).
- Parties :**
Gouvernement du Québec (secrétaire générale associée aux Affaires autochtones)
Régie régionale de la santé et des services sociaux du Nunavik (directrice générale)
- Date de signature:** 24 juillet 2019
-
- 42 - Convention (financière)**
- Objet :**
Le SAA s'engage, à même la subvention octroyée pour le projet « Rénovation et aménagement », à remettre directement à l'Institution financière tous les paiements devant être versés par l'Emprunteur (La Porte ouverte Montréal).
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (SAA) (secrétaire générale associée)
BMO Banque de Montréal (directrice de comptes)
La Porte ouverte Montréal - The Open Door Montreal (présidente)
- Date de signature:** 25 juillet 2019
-
- 43 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones II (FIA II) volet Infrastructure communautaire**
- Objet :**
Définir les modalités de financement du projet intitulé « Serre communautaire ».
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Village nordique de Kangiqsualujjuaq (maire)
- Date de signature:** 30 juillet 2019
-

- 44 - Amendement au Protocole d'entente particulière visant le raccordement électrique de la réserve de Lac-Rapide au réseau d'Hydro-Québec
- Objet :**
Modifier le Protocole afin d'en prolonger la durée pour une période de cinq (5) ans, soit jusqu'au 31 juillet 2024.
- Parties :**
Gouvernement du Québec (secrétaire générale associée aux Affaires autochtones, secrétaire général associé aux Relations canadiennes)
Gouvernement du Canada (directeur général régional, Région de Québec Services aux Autochtones Canada)
- Date de signature:** 31 juillet 2019
-
- 45 - Avenant à l'Entente de financement de soutien à la consultation dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)
- Objet :**
Amender l'Entente de façon à y apporter les changements appropriés et souhaités par les parties.
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Kahnawake Labor Office (directeur)
- Date de signature:** 2 août 2019
-
- 46 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Développement économique catégorie Études
- Objet :**
Définir les modalités de financement du projet intitulé « Plan d'affaires pour la pourvoirie Étamamiou ».
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Conseil des Innus d'Unamen Shipu (chef)
- Date de signature:** 5 août 2019
-
- 47 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Développement économique catégorie Entrepreneuriat
- Objet :**
Définir les modalités de financement du projet intitulé « Travaux urgents à la pourvoirie Étamamiou ».
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Conseil des Innus d'Unamen Shipu (chef)
- Date de signature:** 5 août 2019
-
- 48 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Développement économique catégorie Entrepreneuriat
- Objet :**
Définir les modalités de financement du projet intitulé « Transport maritime Alain Bellefleur ».
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Transport maritime Alain Bellefleur (propriétaire)
- Date de signature:** 14 août 2019
-

- 49 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Développement économique catégorie Entrepreneuriat
- Objet :**
Définir les modalités de financement du projet intitulé « Acquisition de la succession de Jacques Maloney ».
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Conseil des Innus de Pakua Shipu (directrice générale)
- Date de signature:** 14 août 2019
-
- 50 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Développement économique - Jeunes
- Objet :**
Définir les modalités de financement du projet intitulé « Decontie Clean ».
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Decontie Clean (propriétaire)
- Date de signature:** 14 août 2019
-
- 51 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Développement économique catégorie Aide au développement économique local
- Objet :**
Définir les modalités de financement du projet intitulé « Département de développement économique 2018-2022 ».
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Conseil de bande des Micmacs de Gesgapegiag (chef)
- Date de signature:** 16 août 2019
-
- 52 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Développement économique catégorie Entrepreneuriat
- Objet :**
Définir les modalités de financement du projet intitulé « Pourvoirie du lac Dionne (2019) inc. ».
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Pourvoirie du lac Dionne (2019) inc. (propriétaire)
- Date de signature:** 23 août 2019
-
- 53 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Garantie de prêt
- Objet :**
Définir les modalités de l'aide financière sous forme de garantie de prêt accordée pour le projet intitulé « Pourvoirie du lac Dionne (2019) inc. ».
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Pourvoirie du lac Dionne (2019) inc. (propriétaire)
- Date de signature:** 23 août 2019
-

- 54 - Avenant à l'Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Développement économique
- Objet :**
Amender l'Entente de façon à y apporter les changements appropriés et souhaités par les parties concernant un financement additionnel pour le projet « Processeur industriel pour bois de chauffage ».
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Conseil de la Nation Micmac de Gespeg (conseiller élu désigné)
- Date de signature:** 23 août 2019
-
- 55 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Développement économique - Jeunes
- Objet :**
Définir les modalités de financement du projet intitulé « Librairie Hannenorak ».
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Librairie Hannenorak (associé)
- Date de signature:** 23 août 2019
-
- 56 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Développement économique - Jeunes
- Objet :**
Définir les modalités de financement du projet intitulé « Pêcheries Jenniss-Bourgeois ».
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Pêcheries Jenniss-Bourgeois (propriétaire)
- Date de signature:** 23 août 2019
-
- 57 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Développement économique - Femmes
- Objet :**
Définir les modalités de financement du projet intitulé « Hébergement Agara - le repos du guerrier ».
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Envirolik (présidente)
- Date de signature:** 23 août 2019
-
- 58 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Garantie de prêt
- Objet :**
Définir les modalités de l'aide financière sous forme de garantie de prêt accordée pour le projet « Hébergement Agara - le repos du guerrier ».
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Envirolik (présidente)
- Date de signature:** 23 août 2019
-

- 59 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Développement économique catégorie Entrepreneuriat
- Objet :**
Définir les modalités de financement du projet intitulé « Acquisition d'une centrale hydroélectrique ».
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Pekuakamiulnuatsh Takuhikan (directeur de l'Économie, emploi et partenariats stratégiques)
- Date de signature:** 23 août 2019
-
- 60 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Soutien à la consultation
- Objet :**
Définir les modalités de l'aide financière provenant du FIA III versée à titre de soutien à la consultation pour permettre au Conseil de se doter de la structure et de l'expertise nécessaires pour participer aux consultations initiées par le gouvernement du Québec.
- Parties :**
Gouvernement du Québec (secrétaire générale associée aux Affaires autochtones)
Grand Conseil de la Nation Waban-Aki (directeur général)
- Date de signature:** 23 août 2019
-
- 61 - Avenant à l'Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Action communautaire
- Objet :**
Amender l'Entente de façon à y apporter les changements appropriés et souhaités par les parties.
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Centre d'amitié autochtone de Saguenay (présidente)
- Date de signature:** 23 août 2019
-
- 62 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Développement économique - Jeunes
- Objet :**
Définir les modalités de financement du projet intitulé « S.M.D. Construction inc. ».
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
S.M.D. Construction inc. (président)
- Date de signature:** 23 août 2019
-
- 63 - Avenant no 1 à l'Entente sur le financement de mesures visant la réduction du coût de la vie au Nunavik
- Objet :**
Revoir le calendrier de versements de la subvention afin de permettre à l'ARK de mettre en oeuvre des mesures visant la réduction du coût de la vie au Nunavik.
- Parties :**
Gouvernement du Québec (ministre responsable des Affaires autochtones)
Administration régionale Kativik (ARK) (présidente, secrétaire)
Société Makivik (président)
- Date de signature:** 10 septembre 2019
-

64 - Convention (financière)

Objet :

Le SAA s'engage, à même la subvention octroyée au Conseil pour le projet « Toiture de la patinoire de Kitcisakik » à effectuer directement à l'Institution financière pour le compte de l'Emprunteur, tous les paiements devant lui être versés par l'Emprunteur.

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Banque royale du Canada (directrice des comptes)
Conseil des Anicinapek de Kitcisakik (Conseil) (chef)

Date de signature: 15 septembre 2019

65 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Développement économique catégorie Mobilisateur

Objet :

Définir les modalités de financement du projet intitulé « Formations et Journées-conférences 2019-2020 ».

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Commission de développement économique des Premières Nations du Québec et du Labrador (directeur général)

Date de signature: 18 septembre 2019

66 - Convention (financière)

Objet :

Le SAA s'engage, à même la subvention octroyée pour le projet « Youth and Family Care Center Expansion and Improvement », à remettre directement à l'Institution financière pour le compte de l'Emprunteur (le Conseil), chaque versement de capital et d'intérêts prévu au Contrat de prêt à terme.

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (SAA) (secrétaire générale associée)
Banque de Montréal (directeur de comptes)
Conseil de la nation Listuguj Mi'gmaq (chef)

Date de signature: 20 septembre 2019

67 - Avenant à l'Entente de financement en soutien aux services offerts par un organisme communautaire dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Aide aux Autochtones en milieu urbain - Services directs

Objet :

Amender l'Entente de façon à y apporter les changements appropriés et souhaités par les parties.

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Projets Autochtones du Québec (PAQ) (président)

Date de signature: 23 septembre 2019

- 68 - Entente de financement en soutien aux services offerts par un organisme communautaire dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Aide aux Autochtones en milieu urbain - Services directs
- Objet :**
Définir les modalités de financement du projet intitulé « Animation communautaire et intervention spirituelle et traditionnelle ».
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Centre d'amitié autochtone du Lac-Saint-Jean (directrice générale)
- Date de signature:** 23 septembre 2019
-
- 69 - Avenant à l'Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Développement économique
- Objet :**
Amender l'Entente de façon à y apporter les changements appropriés et souhaités par les parties quant à l'augmentation des coûts finaux et de la contribution du SAA.
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Conseil des Innus de Nutashkuan (chef)
- Date de signature:** 23 septembre 2019
-
- 70 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Développement économique catégorie Aide au développement économique local
- Objet :**
Définir les modalités de financement du projet intitulé « Kahnawake collective Impact ».
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Kahnawake Economic Development Commission (directrice générale par intérim)
- Date de signature:** 23 septembre 2019
-
- 71 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Développement économique catégorie Entrepreneurat
- Objet :**
Définir les modalités de financement du projet intitulé « Reconstruction du dépanneur Pakigan ».
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Société économique de Kitcisakik (président)
- Date de signature:** 23 septembre 2019
-
- 72 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Développement économique catégorie Entrepreneurat
- Objet :**
Définir les modalités de financement du projet intitulé « Installation d'un réservoir de diesel hors-terre ».
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Société économique de Kitcisakik (président)
- Date de signature:** 23 septembre 2019
-

73 - Convention (financière)

Objet :

Le SAA s'engage auprès de l'Institution financière à effectuer directement à celle-ci tous les paiements devant être versés par l'ARK, à même les subventions octroyée à l'ARK par le SAA pour les trois dossiers d'arénas à Akulivik, Ivujivik et Umiujak.

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (SAA) (secrétaire générale associée)
Fédération des caisses Desjardins du Québec (vice-président clientèle institutionnelle, ventes services spécialisés et directrice principale, clientèle institutionnelle)
Administration régionale Kativik (ARK) (présidente et trésorier)

Date de signature: 30 septembre 2019

74 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Développement économique catégorie Entrepreneuriat

Objet :

Définir les modalités de financement du projet intitulé « Station-service Takutaut ».

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Conseil des Innus de Pessamit (Conseil) (directeur général)

Date de signature: 1 octobre 2019

75 - Convention de garantie de prêt dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)

Objet :

Le SAA s'engage à garantir auprès de l'Institution financière le prêt contracté par M. Jonathan Pigeon pour le projet « Pourvoirie du Lac Dionne (2019) Inc. ».

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (SAA) (secrétaire générale associée)
Société d'aide au développement des collectivités (SADC) de la Côte nord Inc. (directrice générale de la SADC)

Date de signature: 1 octobre 2019

76 - Convention (financière)

Objet :

Le SAA s'engage, à même la subvention octroyée pour le projet « Acquisition d'un système intégré d'information de gestion », à remettre directement à l'Institution financière tous les paiements devant être versés par l'Emprunteur.

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (SAA) (secrétaire générale associée)
Société de crédit commercial autochtone (SOCCA) (directeur général)
Conseil de la nation huronne-wendat (CNHW) (directrice des finances)

Date de signature: 1 octobre 2019

77 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Développement social

Objet :

Définir les modalités de financement du projet intitulé « Réalités jeunesse Atikamekw - consultation auprès des jeunes ».

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Conseil de la Nation Atikamekw (grand chef)

Date de signature: 2 octobre 2019

- 78 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Développement économique catégorie Entrepreneuriat
- Objet :**
Définir les modalités de financement du projet intitulé « Complexe sportif de Wendake - Phase II ».
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Conseil de la nation huronne-wendat (grand chef)
- Date de signature:** 2 octobre 2019
-
- 79 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Développement économique catégorie Aide au développement économique local
- Objet :**
Définir les modalités de financement du projet intitulé « Plan stratégique de développement ».
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Conseil des Innus de Pakua Shipu (chef)
- Date de signature:** 8 octobre 2019
-
- 80 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Soutien à la consultation
- Objet :**
Définir les modalités de l'aide financière provenant du FIA III versée à titre de soutien à la consultation pour permettre au Conseil de se doter de la structure et de l'expertise nécessaires pour participer aux consultations initiées par le gouvernement du Québec.
- Parties :**
Gouvernement du Québec (secrétaire générale associée aux Affaires autochtones)
Conseil de la Première Nation Abitibiwinni (chef)
- Date de signature:** 16 octobre 2019
-
- 81 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Développement économique catégorie Entrepreneuriat
- Objet :**
Définir les modalités de financement du projet intitulé « Acquisition de la pourvoirie Mistawac ».
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Société de développement économique Amik (directeur général)
- Date de signature:** 16 octobre 2019
-
- 82 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Développement économique catégorie Mobilisateur
- Objet :**
Définir les modalités de financement du projet intitulé « Retraite ADEC ».
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Commission de développement économique des Premières Nations du Québec et du Labrador (directeur général)
- Date de signature:** 16 octobre 2019
-

- 83 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Développement économique catégorie Mobilisateur**
Objet :
Définir les modalités de financement du projet intitulé « Québec Mines + Énergie 2019 ».
Parties :
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Commission de développement économique des Premières Nations du Québec et du Labrador (directeur général)
Date de signature: 16 octobre 2019
-
- 84 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Infrastructure communautaire**
Objet :
Définir les modalités de financement du projet intitulé « Étude de faisabilité visant la mise en place d'une cuisine communautaire multiservice ».
Parties :
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Conseil des Innus de Nutashkuan (Conseil) (chef)
Date de signature: 16 octobre 2019
-
- 85 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Développement social**
Objet :
Définir les modalités de financement du projet intitulé « Consolidation et expansion du volet autochtone de Fusion Jeunesse ».
Parties :
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Fusion Jeunesse (directrice générale)
Date de signature: 21 octobre 2019
-
- 86 - Convention (financière)**
Objet :
Le SAA s'engage, à même la subvention octroyée pour le projet « Parc familial », à remettre directement à l'Institution financière tous les paiements devant être versés par l'Emprunteur.
Parties :
Secrétariat aux affaires autochtones (SAA) (secrétaire générale associée)
Banque de Montréal (directeur)
Conseil des Innus de Pessamit (chef)
Date de signature: 1 novembre 2019
-
- 87 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Développement économique catégorie Aide au développement économique local**
Objet :
Définir les modalités de financement du projet intitulé « Stratégie en tourisme de Listuguj 2019-2022 ».
Parties :
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Conseil de la nation Listuguj Mi'gmaq (chef)
Date de signature: 6 novembre 2019
-

- 88 -** Avenant à l'Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Développement économique - catégorie Mobilisateur social
- Objet :**
Amender l'Entente de façon à y apporter les changements appropriés et souhaités par les parties en ce qui concerne la contribution du SAA et la durée de l'Entente.
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (SAA) (secrétaire générale associée)
Société de communication Atikamekw-Montagnais (SOCAM) (directeur des opérations)
- Date de signature:** 7 novembre 2019
-
- 89 -** Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Infrastructure communautaire
- Objet :**
Définir les modalités de financement du projet intitulé « Sentier communautaire d'Odanak ».
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Conseil des Abénakis d'Odanak (chef)
- Date de signature:** 18 novembre 2019
-
- 90 -** Avenant à l'Entente de financement en soutien aux services offerts par un organisme communautaire dans le cadre du Programme d'aide aux Autochtones en milieu urbain volet Services directs
- Objet :**
Amender l'Entente de façon à y apporter les changements appropriés et souhaités par les parties en ce qui concerne une modification au projet pour l'exercice 2019-2020 et le départ du président du CAAL.
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (SAA) (secrétaire générale associée)
Centre d'amitié autochtone de Lanaudière (CAAL) (directrice générale)
- Date de signature:** 21 novembre 2019
-
- 91 -** Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Infrastructure communautaire
- Objet :**
Définir les modalités de financement du projet intitulé « Kanesatake Youth of Tomorrow - KYOT ».
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Conseil des Mohawks de Kanesatake (grand chef)
- Date de signature:** 21 novembre 2019
-
- 92 -** Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Développement économique - Jeunes
- Objet :**
Définir les modalités de financement du projet intitulé « Acquisition de Voltimage ».
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
9403-0087 Québec inc. (président)
- Date de signature:** 26 novembre 2019
-

- 93 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Garantie de prêt
Objet :
Définir les modalités de l'aide financière sous forme de garantie de prêt accordée pour le projet « Acquisition de Voltimage ».
Parties :
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
9403-0087 Québec inc. (président)
Date de signature: 26 novembre 2019
-
- 94 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Développement économique catégorie Entrepreneuriat
Objet :
Définir les modalités de financement du projet intitulé « Travaux d'agrandissement Dan Esso ».
Parties :
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Station Dan Esso service enr. (propriétaire)
Date de signature: 27 novembre 2019
-
- 95 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Développement économique catégorie Entrepreneuriat
Objet :
Définir les modalités de financement du projet intitulé « Achat de Portes Excelor ».
Parties :
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
8950911 Canada Inc. (propriétaire)
Date de signature: 2 décembre 2019
-
- 96 - Avenant à l'Entente de financement d'immobilisation dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Aide au Autochtones en milieu urbain - Infrastructures
Objet :
Amender l'Entente de façon à y apporter les changements appropriés et souhaités par les parties afin d'en bonifier le montant.
Parties :
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Centre d'amitié autochtone du Lac-Saint-Jean (CAALSJ) (directrice générale)
Date de signature: 2 décembre 2019
-
- 97 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Développement économique catégorie Entrepreneuriat
Objet :
Définir les modalités de financement du projet intitulé « MiskiZann ».
Parties :
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
MiskiZann (propriétaire)
Date de signature: 4 décembre 2019
-

- 98 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Développement économique - Femmes
- Objet :**
Définir les modalités de financement du projet intitulé « MiskiZann ».
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
MiskiZann (propriétaire)
- Date de signature:** 4 décembre 2019
-
- 99 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Garantie de prêt
- Objet :**
Définir les modalités de l'aide financière sous forme de garantie de prêt accordée pour le projet «MiskiZann ».
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
MiskiZann (propriétaire)
- Date de signature:** 4 décembre 2019
-
- 100 - Convention (financière)
- Objet :**
Le SAA s'engage, à même la subvention octroyée à l'Emprunteur (Conseil des Innus de Pessamit) pour le projet « Bureau des services sociaux », à remettre directement à l'Institution financière tous les paiements devant être versés par l'Emprunteur.
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (SAA) (secrétaire générale associée)
Banque de Montréal (directeur)
Conseil des Innus de Pessamit (Conseil) (chef)
- Date de signature:** 9 décembre 2019
-
- 101 - Entente de financement en soutien aux services offerts par un organisme communautaire dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Aide aux Autochtones en milieu urbain - Services directs
- Objet :**
Définir les modalités de financement du projet intitulé « Centre de jour Résilience Montréal au Square Cabot ».
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Foyer pour femmes autochtones de Montréal (présidente)
- Date de signature:** 10 décembre 2019
-
- 102 - Entente de financement en soutien aux services offerts par un organisme communautaire dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Aide aux Autochtones en milieu urbain - Services directs
- Objet :**
Définir les modalités de financement du projet intitulé « Services aux victimes pour les Autochtones de Montréal ».
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Centre de justice des Premiers Peuples de Montréal (président)
- Date de signature:** 10 décembre 2019
-

- 103 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Garantie de prêt**
Objet :
Définir les modalités de l'aide financière sous forme de garantie de prêt accordée pour le projet intitulé « Machinerie Makwa ».
Parties :
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Machinerie Makwa inc. (président)
Date de signature: 10 décembre 2019
-
- 104 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Développement économique - Femmes**
Objet :
Définir les modalités de financement du projet intitulé « Achat de l'entreprise Les Cupcakes de Coquelikot ».
Parties :
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Les Cupcakes de Coquelikot inc. (promotrice)
Date de signature: 13 décembre 2019
-
- 105 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Garantie de prêt**
Objet :
Définir les modalités de l'aide financière sous forme de garantie de prêt accordée pour le projet « Achat de l'entreprise Les Cupcakes de Coquelikot ».
Parties :
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Les Cupcakes de Coquelikot inc. (promotrice)
Date de signature: 13 décembre 2019
-
- 106 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Développement économique catégorie Entrepreneuriat**
Objet :
Définir les modalités de financement du projet intitulé « Station innu et café gourmand ».
Parties :
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Conseil des Innus de Pakua Shipu (directrice générale)
Date de signature: 13 décembre 2019
-
- 107 - Convention de garantie de prêt dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)**
Objet :
Le SAA s'engage à garantir, auprès de l'Institution financière, le prêt contracté par l'Emprunteur (Machinerie Makwa inc.) pour le projet « Machinerie Makwa », pour une durée maximale de cinq ans, de même qu'à lui rembourser les pertes en capital et d'intérêt, ainsi que les dépenses admises et engagées par l'Institution financière pour la protection des garanties.
Parties :
Secrétariat aux affaires autochtones (SAA) (secrétaire générale associée)
Banque royale du Canada (directeur des prêts spéciaux et services consultatifs)
Date de signature: 13 janvier 2020
-

- 108 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Développement social**
Objet :
Définir les modalités de financement du projet intitulé « Sommet sur la réconciliation ».
Parties :
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Conseil de la nation huronne-wendat (grand chef)
Date de signature: 13 janvier 2020
-
- 109 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Développement économique catégorie Aide au développement économique local**
Objet :
Définir les modalités de financement du projet intitulé « Tourisme Manawan ».
Parties :
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Tourisme Manawan (président)
Date de signature: 13 janvier 2020
-
- 110 - Convention de garantie de prêt dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)**
Objet :
Le SAA s'engage à garantir, auprès de l'Institution financière, le prêt contracté par Guillaume Boulianne (9403-0087 Québec inc.) pour le projet « Acquisition de Voltimage », pour une durée maximale de cinq ans, de même qu'à lui rembourser les pertes de principal et d'intérêt, ainsi que les dépenses admises et engagées par l'Institution financière pour la protection des garanties.
Parties :
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Corporation de développement économique montagnaise (CDEM) (directeur général)
Date de signature: 13 janvier 2020
-
- 111 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Infrastructure communautaire**
Objet :
Définir les modalités de financement du projet intitulé « Remplacement de la génératrice principale ».
Parties :
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Conseil des Anicinapek de Kitcisakik (Conseil) (chef)
Date de signature: 14 janvier 2020
-
- 112 - Entente de financement en soutien aux services offerts par un organisme communautaire dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Aide aux Autochtones en milieu urbain - Services directs**
Objet :
Définir les modalités de financement du projet intitulé « Programme bien-être familial et santé holistique ».
Parties :
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Centre d'amitié autochtone de Maniwaki (directrice générale)
Date de signature: 20 janvier 2020
-

- 113 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Aide aux Autochtones en milieu urbain - Infrastructures**
- Objet :**
Définir les modalités de financement du projet intitulé « Maison d'hébergement de seconde étape ».
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Foyer pour femmes autochtones de Montréal (présidente)
- Date de signature:** 21 janvier 2020
-
- 114 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Développement économique catégorie Entrepreneuriat**
- Objet :**
Définir les modalités de financement du projet intitulé « Pêcheries Vincent Brière ».
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Pêcheries Vincent Brière Inc. (président)
- Date de signature:** 24 janvier 2020
-
- 115 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Développement économique - Jeunes**
- Objet :**
Définir les modalités de financement du projet intitulé « Pêcheries Vincent Brière ».
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Pêcheries Vincent Brière Inc. (président)
- Date de signature:** 24 janvier 2020
-
- 116 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones II (FIA II) volet Infrastructure communautaire**
- Objet :**
Définir les modalités de financement du projet intitulé « Agrandissement de la salle communautaire ».
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Conseil des Innus d'Unamen Shipu (chef)
- Date de signature:** 29 janvier 2020
-
- 117 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Développement économique**
- Objet :**
Définir les modalités de financement du projet intitulé « Bayside Gas ».
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Bayside Gas (propriétaire)
- Date de signature:** 29 janvier 2020
-

- 118 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Soutien à la consultation**
- Objet :**
Définir les modalités de l'aide financière provenant du FIA III versée à titre de soutien à la consultation pour permettre au Conseil de se doter de la structure et de l'expertise nécessaires pour participer aux consultations initiées par le gouvernement du Québec.
- Parties :**
Gouvernement du Québec (secrétaire générale associée aux Affaires autochtones)
Gouvernement Listuguj Mi'gmaq (chef)
- Date de signature:** 4 février 2020
-
- 119 - Entente entre les Mi'gmaq et le Québec sur le processus de consultation et d'accommodement à l'égard d'activités relatives aux hydrocarbures**
- Objet :**
- Définir des processus de consultation et d'accommodement applicables aux Activités relatives aux hydrocarbures favorisant une consultation et un dialogue véritables, notamment en ce qui concerne les préoccupations exprimées par les Mi'gmaq et les mesures d'accommodement visant à éliminer ou à diminuer les effets préjudiciables des Activités relatives aux hydrocarbures sur les droits revendiqués par les Mi'gmaq, le cas échéant;
 - Progresser vers l'objectif de réconciliation entre le Québec et les Mi'gmaq en ce qui concerne les Activités relatives aux hydrocarbures;
 - Assurer la participation des Mi'gmaq le plus tôt possible au processus décisionnel relativement aux Activités relatives aux hydrocarbures;
 - Respecter les principes du développement durable définis à l'article 6 de la Loi sur le développement durable (RLRQ, c. D-8.1.1), notamment l'équité et la solidarité sociales, la précaution, la préservation de la biodiversité et le respect de la capacité de support des écosystèmes.
- Parties :**
Gouvernement du Québec (ministre responsable des Affaires autochtones, ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles, ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques et ministre responsable des Relations canadiennes et de la Francophonie canadienne)
Mi'gmaq (chef du Conseil de bande des Micmacs de Gesgapegiag, chef du Conseil de bande de la Nation Micmac de Gespeg, chef du Listuguj Mi'gmaq Government et la directrice générale du Secrétariat Mi'gmawei Mawiomi)
- Date de signature:** 5 février 2020
-
- 120 - Convention de garantie de prêt dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)**
- Objet :**
Le SAA s'engage à garantir, auprès de la SOCCA, le prêt contracté pour le projet « MiskiZann », pour une durée maximale de cinq ans, de même qu'à lui rembourser les pertes en capital et d'intérêt, ainsi que les dépenses admises et engagées par la SOCCA pour la protection des garanties.
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (SAA) (secrétaire générale associée)
Société de crédit commercial autochtone (SOCCA) (directeur de compte)
- Date de signature:** 6 février 2020
-

- 121 - Entente de financement en soutien aux services offerts par un organisme communautaire dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Aide aux Autochtones en milieu urbain - Services directs**
- Objet :**
Définir les modalités de financement du projet intitulé « Animation communautaire et intervention psychosociale ».
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Montréal Autochtone (présidente)
- Date de signature:** 6 février 2020
-
- 122 - Protocole d'entente sur le Programme Cris-Québec de développement durable d'infrastructures dans la région d'Eeyou Istchee Baie-James**
- Objet :**
Promouvoir et consolider le développement durable et la collaboration en matière socioéconomique dans le but de relier, développer et protéger la région d'Eeyou Istchee Baie-James.
- Parties :**
Gouvernement du Québec (premier ministre, ministre responsable des Affaires autochtones, ministre responsable des Relations canadiennes et de la Francophonie canadienne, ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles)
Grand Conseil des Cris (grand chef)
Gouvernement de la nation crie (président)
- Date de signature:** 17 février 2020
-
- 123 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Action communautaire**
- Objet :**
Définir les modalités de financement de l'Organisme pour lui permettre de réaliser sa mission et les activités qui y sont inhérentes.
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Centre d'amitié autochtone de Trois-Rivières (Organisme) (président)
- Date de signature:** 18 février 2020
-
- 124 - Avenant à l'Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones (FIA III) volet Infrastructure communautaire**
- Objet :**
Amender l'entente de manière à répartir plus progressivement les déboursés prévus.
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Corporation de développement économique Wabak Pimadizi (directeur général)
- Date de signature:** 24 février 2020
-
- 125 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Développement social**
- Objet :**
Définir les modalités de financement du projet intitulé « Place aux femmes Inuatsh 2020-2022 ».
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Puakuteu - Comité des femmes de Mashteuiatsh (directrice générale)
- Date de signature:** 24 février 2020
-

- 126 -** Avenant à l'Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Action communautaire
- Objet :**
Amender l'entente de manière à compléter le processus d'autonomisation administrative de son Point de services pour les Autochtones à Trois-Rivières (PSATR).
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Centre d'amitié autochtone de La Tuque (CAALT) (présidente)
- Date de signature:** 24 février 2020
-
- 127 -** Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Développement économique - Femmes
- Objet :**
Définir les modalités de financement du projet intitulé « Transport et déménagement DEC ».
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Transport et déménagement DEC inc. (propriétaire)
- Date de signature:** 24 février 2020
-
- 128 -** Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Infrastructure communautaire
- Objet :**
Définir les modalités de financement du projet intitulé « Keboawek Community Radio ».
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Conseil de la Première Nation de Keboawek (Conseil) (membre)
- Date de signature:** 24 février 2020
-
- 129 -** Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Soutien à la consultation
- Objet :**
Définir les modalités de l'aide financière provenant du FIA III versée à titre de soutien à la consultation pour permettre au Conseil de se doter de la structure et de l'expertise nécessaires pour participer aux consultations initiées par le gouvernement du Québec.
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Pekuakamiulnuatsh Takuhikan (directeur - Droits et protection du territoire)
- Date de signature:** 24 février 2020
-
- 130 -** Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Développement économique - Femmes
- Objet :**
Définir les modalités de financement du projet intitulé « Keskamizit - Corps et cheveux ».
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Keskamizit - Corps et cheveux (propriétaire)
- Date de signature:** 26 février 2020
-

131 - Convention (financière)

Objet :

Le SAA s'engage, à même la subvention octroyée au Conseil (Emprunteur) pour le projet « Piscine communautaire », à remettre directement à l'Institution financière tous les paiements devant être versés par l'Emprunteur.

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (SAA) (secrétaire générale associée)
Société de crédit commercial autochtone (directeur général)
Conseil de la Première nation Abitibiwinini (Conseil) (chef)

Date de signature: 28 février 2020

132 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Développement économique catégorie Entrepreneurat

Objet :

Définir les modalités de financement du projet intitulé « Démarrage de Sichuun inc. ».

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Conseil de la Nation Innu Matimekush-Lac John (Conseil) (directeur général)

Date de signature: 3 mars 2020

133 - Entente de financement en soutien aux services offerts par un organisme communautaire dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Aide aux Autochtones en milieu urbain - Services directs

Objet :

Définir les modalités de financement du projet intitulé « Consolidation des services directs à la clientèle ».

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Centre d'amitié autochtone de Québec (président)

Date de signature: 3 mars 2020

134 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Développement social

Objet :

Définir les modalités de financement du projet intitulé « Ateliers de création musicale et développement professionnel ».

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Musique nomade (directrice générale)

Date de signature: 3 mars 2020

135 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Soutien à la consultation

Objet :

Définir les modalités de l'aide financière provenant du FIA III versée à titre de soutien à la consultation pour permettre au Conseil de se doter de la structure et de l'expertise nécessaires pour participer aux consultations initiées par le gouvernement du Québec.

Parties :

Gouvernement du Québec (secrétaire générale associée aux Affaires autochtones)
Première Nation Wolastoqiyik (Malécite) Wahsipekuk (grand chef)

Date de signature: 17 mars 2020

- 136 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Soutien à la consultation - Projet**
Objet :
Définir les modalités de financement du projet intitulé « Table exploratoire Québec-Lac-Simon ».
Parties :
Gouvernement du Québec (secrétaire générale associée aux Affaires autochtones)
Conseil de la nation Anishnabe de Lac-Simon (cheffe)
Date de signature: 17 mars 2020
-
- 137 - Modification no 13 à l'Entente concernant le financement global de l'Administration régionale Kativik**
Objet :
Modifier l'entente de manière à refléter des changements à apporter aux mandats B.2, B.3 (aéroports) et B.16 (sécurité civile et sécurité incendie) et au financement de l'ARK.
Parties :
Gouvernement du Québec (ministre responsable des Affaires autochtones)
Administration régionale Kativik (présidente, secrétaire)
Date de signature: 26 mars 2020
-
- 138 - Convention pour l'octroi d'une aide financière**
Objet :
Réaliser une étude de faisabilité technique et financière dans le cadre de la phase I du programme d'infrastructures et élaborer une étude de préfaisabilité pour les phases II et III du programme d'infrastructures.
Parties :
Gouvernement du Québec (ministre responsable des Affaires autochtones, ministre responsable des Relations canadiennes et de la Francophonie canadienne)
Gouvernement de la nation crie (président)
Date de signature: 27 mars 2020
-
- 139 - Entente de financement pour l'exercice financier 2019-2020 concernant l'Entente sur la gouvernance dans le territoire d'Eeyou Istchee Baie-James**
Objet :
Versement d'une subvention au Gouvernement de la nation crie pour lui permettre d'exercer ses responsabilités sur les terres de la catégorie II.
Parties :
Gouvernement du Québec (ministre responsable des Affaires autochtones, ministre responsable des Relations canadiennes et de la Francophonie canadienne)
Les Cris d'Eeyou Istchee (grand chef et président du Grand Conseil des Cris et du Gouvernement de la nation crie)
Date de signature: 27 mars 2020
-
- 140 - Entente de financement d'immobilisation dans le cadre du projet de construction du centre régional de rétablissement Isuarsivik**
Objet :
Définir les modalités de financement du projet de construction du centre régional de rétablissement Isuarsivik
Parties :
Gouvernement du Québec (secrétaire générale associée aux Affaires autochtones)
Centre régional de rétablissement Isuarsivik (président)
Date de signature: 31 mars 2020
-

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

4. Liste des consultations menées par le gouvernement du Québec auprès des communautés autochtones en 2019-2020 et celles à venir pour 2020-2021. Préciser pour chacune :
- l'objet des consultations;
 - le moyen utilisé;
 - les dates des rencontres;
 - les communautés et les personnes consultées;
 - les résultats des consultations;
 - les montants afférents.

Préciser le budget total alloué aux consultations entre le gouvernement du Québec et les communautés autochtones, ventilé par communauté.

Il n'est pas possible pour le Secrétariat aux affaires autochtones (SAA) de préciser ces informations pour l'ensemble des consultations menées par le gouvernement du Québec, puisque l'approche est davantage sectorielle. En 2019-2020, le SAA n'a mené qu'une seule consultation.

- a) L'objet des consultations

Le SAA a participé à une consultation (processus sérieux et approfondi) auprès de la Nation huronne-wendat sur le territoire que devrait couvrir l'*Entente de principe d'ordre général* signée par les communautés innues de Mashteuiatsh, Essipit et Nutashkuan.

- b) Le moyen utilisé

Des rencontres, courriels, appels et lettres sont les moyens utilisés pour échanger dans le cadre du processus.

- c) La date des rencontres

Un appel conférence a été tenu le 28 mai 2019.

- d) Les communautés et personnes consultées

La Nation huronne-wendat.

- e) Le résultat des consultations

Il est prévu que le processus se poursuive en 2020-2021.

f) Les montants afférents

Les seuls frais engendrés sont ceux qui ont été occasionnés par le déplacement des représentants du gouvernement du Québec. Or, aucune dépense n'a été directement engendrée en 2019-2020.

Pour ce qui est de l'ensemble des ministères, il y a eu des centaines de consultations en 2019-2020, et ce, dans divers domaines tels que les forêts, la faune, le territoire, les aires protégées, etc. Depuis l'adoption du *Guide intérimaire en matière de consultation des communautés autochtones* par le gouvernement du Québec, au printemps 2006, et sa mise à jour en 2008, les ministères consultent les communautés autochtones lorsque des projets ou des actions gouvernementales sont susceptibles d'avoir un effet préjudiciable sur les droits revendiqués par ces communautés.

a) L'objet des consultations

L'objet des consultations varie d'un ministère à l'autre, mais, globalement, celles-ci portent sur des actions opérationnelles, de planification ou d'élaboration de politiques qui sont susceptibles d'avoir des effets préjudiciables sur les droits revendiqués pour des communautés autochtones.

b) Le moyen utilisé

Les moyens utilisés sont modulés en fonction de l'effet préjudiciable d'un projet sur les droits revendiqués. Il s'agit principalement de communications écrites ou verbales, de rencontres d'information, etc.

c) La date des rencontres

Il n'est pas possible pour le SAA de préciser ces informations pour l'ensemble des consultations menées par le gouvernement du Québec.

d) Les communautés et les personnes consultées

La consultation autochtone vise toutes les communautés autochtones du Québec. La détermination des communautés à consulter se fait en tenant compte du contexte factuel propre à la mesure faisant l'objet d'une consultation.

e) Le résultat des consultations

Il n'est pas possible pour le SAA de préciser ces informations pour l'ensemble des consultations menées par le gouvernement du Québec.

f) Les montants afférents

Il n'est pas possible pour le SAA de préciser ces informations pour l'ensemble des consultations menées par le gouvernement du Québec.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

Secrétariat aux affaires autochtones Portefeuille 140 Programme 04

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

5. Liste des rencontres faites avec les communautés autochtones par la ministre et/ou son cabinet pour l'année 2019-2020. Inclure les noms des personnes qui y ont assisté et les sujets abordés et les lieux.

Voici la liste des rencontres tenues avec les communautés autochtones par la ministre et son cabinet pour l'année 2019-2020.

Date	Personnes rencontrées	Sujet	Lieu
2019			
3 avril	M ^{me} Manon Barbeau M ^{me} Odile Joannette	Wapikoni mobile	Wendake
8 au 10 avril	M. Denis Lamothe, député d'Ungava M. Charlie Watt, président Société Makivik M. Jean Dupuis, directeur des relations Nunavik-Québec	Première rencontre : - visite de l'Hôpital de Kuujjuaq et du Centre de recherche du Nunavik, - Projet des serres conteneur hydroponique de Kuujjuaq - Les Créations Nunavik Inc. - Gouvernance des Inuits	Tournée à Kuujjuaq
17 avril	M. Darcy Gray, chef Listuguj	Première rencontre et priorités du Conseil	Québec
8 mai	M. Jean Charles Piétcho, chef Ekuanitshit M. Réal McKenzie, chef Matimekush M. Benjamin Bélair, attaché politique bureau du PM	Rencontre sur les priorités et infrastructures communautaires	Québec
23 mai	M. Serge Otsi Simon, grand chef M ^{me} Patricia Meilleur, conseillère	Inondations	Kanesatake
25 juin	M ^{me} Michèle Audette, commissaire M ^{me} Sonia LeBel, ministre, MJQ M ^{me} Guilbault, ministre, MSP	La commissaire Audette présente ses observations à propos de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées et son rapport	Québec

Date	Personnes rencontrées	Sujet	Lieu
13 juillet	M. Charles-Édouard Verreault, vice-chef de Mashteuiatsh M. Carl Cleary, secrétaire aux relations gouvernementales et stratégiques	Pow wow et échanges introductifs sur enjeux	Mashteuiatsh
17 juillet	M. Thierry Biron, pour le chef Pietacho	Projet centre multifonctionnel	Québec
26 juillet	M. Serge OtsiSimon, grand chef Kanesatake M. Marc Miller, ministre des Services aux Autochtones du gouvernement du Canada M. James Fitzmorris, directeur des communications et de la gestion des enjeux; cabinet de l'honorable Carolyn Bennett M. Ghislain Picard, chef de l'APNQL	Rencontre avec grand chef Simon et le gouvernement fédéral	Montréal
30 juillet	M. Lionel Carmant, ministre délégué, MSSS M ^{me} Andrée Laforest, ministre, MAMH M. Benjamin Bélair, attaché politique bureau du PM M ^{me} Lucy Qalingo Aupalu, mairesse Représentants municipaux Représentants de l'ARK	Rencontre avec la mairesse, des représentants municipaux et des représentants de l'Administration régionale Kativik (ARK)	Puvirnituq
31 juillet	M. Lionel Carmant, ministre délégué, MSSS M ^{me} Andrée Laforest, ministre, MAMH M. Benjamin Bélair, attaché politique bureau du PM	Visite de la communauté	Pakuashipi
31 juillet	M. Lionel Carmant, ministre délégué, MSSS M ^{me} Andrée Laforest, ministre, MAMH M. Benjamin Bélair, attaché politique bureau du PM	Visite de la communauté	Unamen Shipu
1 ^{er} août	M. Mike McKenzie, chef Uashat mak Mani-Utenam	Dîner et visite avec chef Mckenzie	Wendake
1 ^{er} août		Participation au pow wow	Gespeg
8 août	M ^{me} Marjolaine Étienne, pdg, Collectif Femmes autochtones	Présentation du Collectif Femmes autochtones, leadership et gouvernance et du projet de mise en lumière	Montréal
14 août	M. Marcel Rancourt, pour le chef Rodrigue	Préparatif de rencontre et dernière mise à jour de dossier (pourvoirie)	Appel téléphonique
1 ^{er} septembre	Divers chefs, dont MM. Mike Mackenzie, Jean-Charles Pietacho M ^{me} Marjolaine Étienne, pdg, Collectif Femmes autochtones	25 ^e rassemblement des aînés innus et naskapis	Chalet scandinave
2 septembre	M ^{me} Rita Mestokosho, conseillère M. Mario Pietacho, conseiller	Visite de la communauté et échange sur divers dossiers, dont Centre multifonctionnel	Ekuanitshit
2 septembre	M. Rodrigue Wapistan, chef Nutashkuan Membres du conseil de bande	Souper discussion avec le conseil	Natashquan - Auberge

Date	Personnes rencontrées	Sujet	Lieu
	M. Benjamin Bélair, attaché politique du bureau du PM	Discussions diverses : - Hydro-Québec - Transports - Érosion des berges - Tristan Malec - Traité EPOG et caribou - Développement économique, social, communautaire et affaires culturelles - Cuisine communautaire - Centre de la petite enfance - Formation professionnelle (pêche et pourvoirie) - Résidences pour aîné(e)s - Bureaux administratifs du conseil	Hipou
3 septembre	M. Rodrigue Wapistan, chef Nutashkuan	Déjeuner informel avec le chef de Nutashkuan à l'auberge La cache	Natashquan - Auberge La cache
5 septembre	M. Carl Cleary, relations gouvernementales	Préparation rencontre du 10 septembre 2019	Appel téléphonique
6 septembre	M. Simon Picard, services juridiques Wendake	Dossier réserve faunique des Laurentides	Appel téléphonique
10 septembre	M. Simon Picard, services juridiques Wendake	Dossier réserve faunique des Laurentides	Appel téléphonique
10 septembre	M. Charles-Édouard Verreault, vice-chef de Mashteuiaish M. Carl Cleary, secrétaire aux relations gouvernementales et stratégiques	Dossier enjeu territorial réserve faunique des Laurentides	Québec
11 septembre	M ^{me} Maggie Emudluk, vice-présidente au développement économique de la Société Makivik	Priorité de contrat (mise en œuvre CBJNQ et entente Sanarrutik) Habitat Inuit au Nunavik Santé (Services à la population)	Québec
13 septembre	M. Simon Picard, services juridiques Wendake	Dossier enjeu territorial réserve faunique des Laurentides	Appel téléphonique
16 septembre	M. Denis Martin, préfet de la MRC de Deux-Montagnes M. Serge Otsi Simon, grand chef Kanesatake	Développement économique	Saint-Eustache - MRC de

Date	Personnes rencontrées	Sujet	Lieu
			Deux-Montagnes
17 septembre	M. Marcel Rancourt, pour le chef Rodrigue	Dossier avion hôpital - soumission pas retenue	Appel téléphonique
18 septembre	M. Simon Picard, services juridiques Wendake	Dossier enjeu territorial réserve faunique des Laurentides	Appel téléphonique
18 septembre		Rencontre APNQL	Québec
18 septembre	M. Martin Dufour, chef Essipit	Projet garage de pompiers	Québec
19 septembre	M. Steeve Mathias, chef de la Première Nation de Longue-Pointe M ^{me} Sharon Hunter, directrice des relations intergouvernementales de la Première Nation de Longue-Pointe M. Éric Cardinal, spécialiste des affaires autochtones		Québec
11 octobre	Dr Stanley Vollant M ^{me} Véronique Rankin, directrice générale M. Éric Cardinal, vice-président de l'organisation	Organisme Chemin des milles rêves	Montréal
17 octobre	Chefs des diverses communautés membres de l'APNQL M. Ian Lafrenière, député de Vachon M ^{me} Isabelle Charest, ministre déléguée à l'Éducation M. Lionel Carmant, ministre délégué, MSSS M ^{me} Andrée Laforest, ministre, MAMH M. Denis Lamothe, député d'Ungava	Suites à apporter aux appels à l'action adressés au gouvernement du Québec par l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées et la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec	Québec
4 novembre	M. Philippe Meilleur, dg de Montréal Autochtone, et toute son équipe		Montréal
4 novembre	M ^{me} Jennifer Brazeau, directrice générale, et toute son équipe	Visite au Centre d'amitié autochtone de Lanaudière	Joliette
16 novembre	M ^{me} Adrienne Jérôme, chef M ^{me} Paméla Papatie, conseillère M. Brian Dumon, conseiller M. Randy Pien, conseiller M. Marc-Antoine Jetté, responsable des communications M. Simon Derome, MSSS M. Ian Lafrenière, député de Vachon	Visite de la communauté de Lac-Simon et discussion entourant les principaux enjeux : surpopulation des maisons, va-et-vient des membres de Kitcisakik (occupation saisonnière),	Lac-Simon - Conseil de bande de Lac-Simon

Date	Personnes rencontrées	Sujet	Lieu
		violence familiale, projet d'un centre pour les jeunes et maison d'hébergement pour femmes.	
16 novembre	M. Régis Penosway, chef M. Robert Penosway, vice-chef M. Charlie Papatie, conseiller M ^{me} Valérie Penosway, conseillère M ^{me} Catherine Anichinapéo, conseillère M ^{me} Doris Papatie, directrice générale du conseil de bande de Kitcisakik M. Simon Derome, MSSS M. Ian Lafrenière, député de Vachon	Visite de la communauté de Kitcisakik et discussions entourant les principaux enjeux : besoins en infrastructures sanitaires, violence familiale, besoin d'agrandissement du centre de santé, pénurie d'habitations, accès à l'eau potable et à l'électricité.	Kitcisakik - Conseil de bande de Kitcisakik
17 novembre	M ^{me} Monik Kistabish, chef de Pikogan M. Gerry Mapachee, chef de police de Pikogan M. James Kananasso, vice-chef de Pikogan M ^{me} Suzanne Blais, députée Abitibi-Ouest M ^{me} Hélène Desjardins, attachée politique et directrice du bureau de M ^{me} Blais M. Simon Derome, MSSS M. Ian Lafrenière, député de Vachon	Dîner avec chef de Pikogan et discussion entourant les principaux enjeux : projet de justice réparatrice et réinsertion sociale, agenda politique de la nouvelle chef et besoins en services sociaux	Val-d'Or
18 novembre	M. Constant Awashish, grand chef, CNA M. François Néashit, chef de Wemotaci M ^{me} Alice Quoquochi, conseillère, Wemotaci M. Paul-Émile Ottawa, chef de Manawan	Visite du CNA et discussion entourant les principaux enjeux de la nation : manque de coordination avec les centres d'amitié, bébés disparus	La Tuque
21 novembre	Rencontre avec tous les directeurs des centres d'amitié autochtones au Québec, puis des membres du RCAAQ		Québec
11 décembre	M. Konrad Sioui, grand chef de Wendake	Dossier implantation SAQ à Wendake et projet avec Loto-Québec	Québec
13 décembre	Rencontre avec APNQL	Finances	Montréal
16 décembre	M. Carl Cleary, relations gouvernementales M. Francis Verreault-Paul M. Michel Paradis	Suivi négociations Petapan	Québec
18 décembre	Rencontre avec APNQL et CSSSPNQL M ^{me} Danielle McCann, ministre, MSSS M ^{me} Sonia LeBel, ministre, MJQ	PL C-92	Québec
19 décembre	M. Constant Awashish, grand chef, CNA	PL-31	Bécancour

Date	Personnes rencontrées	Sujet	Lieu
	Les chefs attikameks M ^{me} Monik Kistabish (par téléphone), chef Pikogan		
20 décembre	M. Abel Bosum, grand chef de la nation crie M. Martin Koskinen, directeur de cabinet du PM M ^{me} Ariane Gauthier Maher, conseillère politique MFFP M. Yves Ouellet, secrétaire général et greffier, MCE M. Jonatan Julien, ministre, MERN M. Pierre-Yves Boivin, directeur de cabinet, MERN	Plan de développement économique "La Grande Alliance" proposé par les Cris	Montréal
2020			
27 janvier	M ^{me} Isabelle Charest, ministre déléguée à l'Éducation M. Ian Lafrenière, député de Vachon M. Christopher Skeete, député de Sainte-Rose	Rencontre avec les chefs, suivi commissions d'enquête ENFFADA & Viens - suite du 17 octobre 2019	Montréal
28 janvier	M. Mike Mckenzie, chef Uashat M. Martin Dufour, chef Essipit M. Genest M. Serge Ashini Goupil, conseiller nation innue	Rencontre de travail avec les représentants autochtones et les ministres D'Amours et Julien concernant le dossier Apuiat	Québec
12 février	M. John Martin, chef porteur du dossier en éducation pour l'APNQL M. Rémy Vincent, chef, pour le grand chef Konrad Sioui M. Harry Rice, (par visio-conférence), chef Kahnawake M ^{me} Barbara Gravel, chef des opérations M ^{me} Nadine Gros-Louis, conseillère aux relations intergouvernementales M. Denis Gros-Louis, directeur général M ^{me} Annie Gros-Louis, directrice des services éducatifs M. Tim Whiteduck, directeur des technologies M ^{me} Sonia Couture, directrice des finances M ^{me} Isabelle Dumont, conseillère aux politiques	- Présentation du Conseil en Éducation des Premières Nations - Table nationale sur la réussite éducative - Langues ancestrales - Épreuves uniques - Résidences étudiantes	Wendake - CEPN
19 février	M. François Néashit, chef Wemotaci M. Constant Awashish, grand chef, CNA M. Jean-Claude Mequish, chef Opitciwan M ^{me} Monik Kistabish, chef Pikogan	Discussion et mise à jour sur le projet de loi sur les bébés disparus (PL-31).	Bécancour
24 février	M. Clifford Moar, chef Mashteuiatsh M. Stacy Bossum, conseiller M. Charles-Édouard Verreault, vice-chef et conseiller M. Patrick Courtois, conseiller	Discussion entourant les principaux enjeux de la communauté : - sécurité publique	Mashteuiatsh - Conseil de bande de Mashteuiatsh

Date	Personnes rencontrées	Sujet	Lieu
	M ^{me} Nancy Guillemette, députée de Roberval	<ul style="list-style-type: none"> - revendications territoriales - services à l'enfance - autonomie - éducation et langue. 	
4 mars	M. Marcel Rancourt, pour le chef Rodrigue Wapistan	Bateau et permis de pêche	Appel téléphonique
19 mars	Nation Waban-Aki : M. Rick O'Bomsawin, chef d'Odanak M. Daniel Gauthier-Nolet, directeur général Odanak M. Denis Bernard, directeur général du Grand Conseil de la nation Waban-Aki (GCNWA) M. Michel Thibeault, GCNWA M. Dave Bernard, directeur général de Wôlinak M. Paul-Émile Auger, expert en gestion des urgences GCNWA M ^{me} Mira Levasseur-Moreau, APNQL M. Ghislain Picard, APNQL	Discussion entourant les enjeux de la nation en contexte de pandémie et de leurs besoins.	Conférence téléphonique
20 mars	Nation Anishnabe : M ^{me} Verna Polson, grande chef de la nation Anishnabe M. Regis Penosway, chef Kitcisakik,	Discussion entourant les enjeux de la nation en contexte de pandémie et de ses besoins.	Conférence téléphonique
26 mars	Nation Anishnabe : M ^{me} Verna Polson, grand chef de la nation Anishnabe M. Norm Odjick, directeur général Kitigan Zibi M. Lance Haymond, chef Kebaowek M. Francky Côté, Kitigan Zibi M ^{me} Lisa Robinson, chef Wolf Lake M ^{me} Monik Kistabish, chef Pikogan M ^{me} Adrienne Jérôme, chef Lac-Simon M. Casey Ratt, chef Timiskaming M. Steeve Mathias, chef Longue-Pointe M ^{me} Marjolaine Sioui, directrice générale CSSSPNQL M ^{me} Mira Levasseur-Moreau, APNQL	Discussion entourant les enjeux de la nation en contexte de pandémie et de ses besoins. Discussion entourant les préoccupations en sécurité publique.	Conférence téléphonique

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

6. Concernant la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics, communément appelé « la commission Viens », veuillez fournir bilan, plan de déploiement, analyses, sommes et budgets mis de côté pour donner suite, et tous autres documents pertinents.

Bilan

Le 21 décembre 2016, le gouvernement du Québec a nommé M. Jacques Viens, juge à la retraite de la Cour supérieure, à titre de commissaire à la tête de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec (Commission Viens).

Celle-ci avait pour mandat d'enquêter, de constater les faits et de formuler des recommandations quant aux actions concrètes et efficaces à mettre en place, par le gouvernement du Québec, afin de remédier à toute forme de violence, de discrimination systémique et de traitements différents qui pourraient exister à l'égard des Autochtones du Québec. Elle couvrait les quinze dernières années et les services publics visés étaient : les services policiers, les services correctionnels, les services de justice, les services de santé et services sociaux ainsi que les services de protection de la jeunesse.

Le gouvernement du Québec a collaboré pleinement et entièrement aux travaux de la Commission Viens, et ce, depuis le début des travaux publics, en juin 2017. Il a par ailleurs témoigné à plusieurs reprises, à travers différentes institutions concernées, lors des blocs d'audiences publiques qui se sont tenues entre juin 2017 et décembre 2018. Il a également déposé, en décembre 2018, un mémoire contenant la contribution des différents ministères visés par les travaux de la Commission Viens.

Une structure de gouvernance, mise en place afin de permettre au gouvernement du Québec de suivre attentivement les travaux de la Commission Viens et ceux de la Commission d'enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées (ENFFADA), inclut la participation des ministères de la Justice, de la Sécurité publique, de la Santé et des Services sociaux, de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, du Secrétariat à la condition féminine ainsi que du Secrétariat du Québec aux relations canadiennes. Ainsi, des comités interministériels se réunissent ponctuellement afin de suivre les travaux, tout en coordonnant l'action du gouvernement du Québec quant à ces commissions.

Plan de déploiement et analyses

Le rapport de la Commission Viens a été rendu public le 30 septembre 2019.

Les différentes équipes visées par les recommandations, c'est-à-dire une dizaine de ministères et organisations du gouvernement du Québec, ont procédé à une analyse approfondie des 142 recommandations émanant du rapport de la Commission Viens afin d'évaluer les besoins en ressources humaines et financières pour pouvoir répondre à ces recommandations.

Le gouvernement du Québec s'est engagé à mettre en œuvre les recommandations de la Commission Viens et de l'ENFFADA par une démarche de priorisation et d'évaluation en collaboration avec les organisations autochtones.

Comme les recommandations de l'ENFFADA et de la Commission Viens sont particulièrement nombreuses et qu'elles se chevauchent parfois, des priorités doivent être établies.

Des rencontres de travail avec les chefs et divers représentants des milieux autochtones ont eu lieu, soit les 17 octobre 2019 et 27 janvier 2020. Les rencontres techniques sont maintenant prévues entre le cabinet de la ministre D'Amours, le Secrétariat aux affaires autochtones et certaines organisations autochtones représentatives afin de développer une structure conjointe de priorisation et de mise en œuvre des recommandations des deux commissions d'enquête.

Sommes et budgets mis de côté pour donner suite

Un montant de 200 millions de dollars sur cinq ans a été annoncé dans le cadre du budget 2020 du gouvernement du Québec pour donner suite aux recommandations de la Commission Viens et de l'ENFFADA.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

7. Les crédits demandés au Conseil du Trésor pour la mise en œuvre des appels à l'action du rapport de la Commission Viens.

Le rapport de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec (Commission Viens) a été rendu public le 30 septembre 2019.

Les différentes équipes visées par les recommandations, c'est-à-dire une dizaine de ministères et organisations du gouvernement du Québec, ont procédé à une analyse approfondie des 142 recommandations émanant du rapport de la Commission Viens afin d'évaluer les besoins en ressources humaines et financières pour pouvoir répondre à ces recommandations.

Le gouvernement du Québec s'est engagé à mettre en œuvre les recommandations de la Commission Viens et de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées (ENFFADA), par une démarche de priorisation et d'évaluation, en collaboration avec les organisations autochtones.

Comme les recommandations de l'ENFFADA et de la Commission Viens sont particulièrement nombreuses et qu'elles se chevauchent parfois, des priorités doivent être établies.

Des rencontres de travail avec les chefs et divers représentants des milieux autochtones ont eu lieu, soit les 17 octobre 2019 et 27 janvier 2020. Les rencontres techniques sont maintenant prévues entre le cabinet de la ministre D'Amours, le Secrétariat aux affaires autochtones (SAA) et certaines organisations autochtones représentatives afin de développer une structure conjointe de priorisation et de mise en œuvre des recommandations des deux commissions d'enquête.

À cet effet, pour les recommandations relevant de la mission du SAA, différents scénarios budgétaires ont été proposés à la ministre responsable des Affaires autochtones afin de s'inscrire dans le cycle budgétaire annuel au gouvernement du Québec.

Un montant de 200 M\$ sur cinq ans a été annoncé dans le cadre du budget 2020 du gouvernement du Québec pour donner suite aux recommandations de la Commission Viens et de l'ENFFADA.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

Secrétariat aux affaires autochtones Portefeuille 140 Programme 04

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

8. Liste des rencontres auxquelles des fonctionnaires du SAA ont assisté, des actions posées, rapports et des sommes engagées dans le cadre du rapport de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec.

Rencontres et actions posées

Une structure de gouvernance, coordonnée par le Secrétariat aux affaires autochtones (SAA) et le ministère de la Justice, est en place afin de permettre au gouvernement du Québec de suivre attentivement les travaux de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec (Commission Viens) et ceux de la Commission d'enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées (ENFFADA). Cette instance inclut également la participation des ministères de la Sécurité publique, de la Santé et des Services sociaux, de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, du Secrétariat à la condition féminine ainsi que du Secrétariat du Québec aux relations canadiennes.

Ainsi, des rencontres de niveau professionnel (groupe de travail) et sous-ministériel (Comité directeur) ont lieu ponctuellement afin de suivre les travaux, tout en coordonnant l'action du gouvernement du Québec quant à ces commissions. Aucune somme n'est engagée dans ces processus.

Pour l'année 2019-2020, les rencontres du groupe de travail ont eu lieu les 19 juillet, 9 septembre, 24 septembre, 26 septembre, 1^{er} octobre, 9 octobre, 18 octobre, 21 octobre et 14 novembre 2019.

Celles du Comité directeur se sont tenues les 9 avril, 15 mai, 22 mai, 30 mai, 25 septembre, 9 octobre, 15 octobre, 28 octobre et 9 décembre 2019 ainsi que les 20 janvier et 18 février 2020.

Aussi, le gouvernement du Québec s'est engagé à mettre en œuvre les recommandations de la Commission Viens et de l'ENFFADA par une démarche de priorisation, en collaboration avec les organisations autochtones.

Comme les recommandations de l'ENFFADA et de la Commission Viens sont particulièrement nombreuses et qu'elles se chevauchent parfois, des priorités doivent être établies.

Deux rencontres de travail avec les chefs et divers représentants des milieux autochtones ont eu lieu, soit les 17 octobre 2019, à Québec, et le 27 janvier 2020, à Montréal, auxquelles les équipiers du SAA ont assisté. Pour la rencontre du 17 octobre 2019, le SAA a engagé un montant de 28 351 \$ pour la tenue de cette rencontre. Pour le 27 janvier 2020, le SAA est à compiler les sommes engagées par les organisations autochtones.

Des rencontres techniques sont maintenant prévues entre le cabinet de la ministre D'Amours, le SAA et certaines organisations autochtones représentatives afin de développer une structure conjointe de priorisation et de mise en œuvre des recommandations des deux commissions d'enquête. Les

premières ont eu lieu les 10 février et 9 mars 2020. Aucune somme n'est engagée dans le processus.

Rapports

Outre le rapport rendu public par la Commission Viens, aucun autre rapport interne n'a été produit en lien avec cette commission d'enquête.

Sommes engagées

Un montant de 200 M\$ sur cinq ans a été annoncé dans le cadre du budget 2020 du gouvernement du Québec pour donner suite aux recommandations de la Commission Viens et de l'ENFFADA.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

Secrétariat aux affaires autochtones Portefeuille 140 Programme 04

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

9. Liste des rencontres auxquelles des fonctionnaires du SAA ont assisté, des actions posées, rapports et des sommes engagées dans le cadre de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées.

Rencontres

Dans le cadre des travaux de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées (ENFFADA), le gouvernement fédéral a mis en place un groupe de suivi auquel il participe, avec les provinces et territoires, afin de partager de l'information sur les travaux.

Le Secrétariat aux affaires autochtones (SAA) a donc participé aux rencontres téléphoniques à ces dates : 11 avril, 16 mai, 30 mai, 3 juin, 11 juillet, 8 août, 22 août, 14 novembre et 19 décembre 2019 ainsi que les 30 janvier, 13 février, 26 février, 4 mars et 12 mars 2020.

Aussi, dans le cadre des rencontres du Groupe de travail de la structure de gouvernance mise en place par le gouvernement du Québec pour le suivi des recommandations de l'ENFFADA et de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec (Commission Viens), les travaux de l'ENFFADA ont certainement été abordés en date des : 19 juillet, 9 septembre, 24 septembre, 26 septembre, 1^{er} octobre, 9 octobre, 18 octobre, 21 octobre et 14 novembre 2019.

En parallèle, dans le cadre des rencontres du Comité directeur de cette même structure de gouvernance, les travaux de l'ENFFADA ont certainement été abordés en date des : 9 avril, 15 mai, 22 mai, 30 mai, 25 septembre, 9 octobre, 15 octobre, 28 octobre et 9 décembre 2019 ainsi que des 20 janvier et 18 février 2020.

Rapports

Outre le rapport rendu public par l'ENFFADA, incluant un sous-rapport spécifique pour le Québec, aucun autre rapport interne n'a été produit en lien avec cette commission d'enquête.

Actions posées

Comme mentionné précédemment, une structure de gouvernance, mise en place afin de permettre au gouvernement du Québec de suivre attentivement les travaux de la Commission Viens et ceux de l'ENFFADA, inclut la participation des ministères de la Justice, de la Sécurité publique, de la Santé et des Services sociaux, de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, du Secrétariat à la condition féminine ainsi que du Secrétariat du Québec aux relations canadiennes. Ainsi, des comités interministériels se réunissent ponctuellement afin de suivre les travaux, tout en coordonnant l'action du gouvernement du Québec quant à ces commissions.

Aussi, le gouvernement du Québec s'est engagé à mettre en œuvre les recommandations de l'ENFFADA et de la Commission Viens, par une démarche

de priorisation et d'évaluation, en collaboration avec les organisations autochtones.

Comme les recommandations de l'ENFFADA et de la Commission Viens sont particulièrement nombreuses et qu'elles se chevauchent parfois, des priorités doivent être établies. Deux rencontres de travail avec les chefs et divers représentants des milieux autochtones ont eu lieu, soit les 17 octobre 2019 et 27 janvier 2020.

Des rencontres techniques sont maintenant prévues entre le cabinet de la ministre D'Amours, le Secrétariat aux affaires autochtones (SAA) et certaines organisations autochtones représentatives afin de développer une structure conjointe de priorisation et de mise en œuvre des recommandations des deux commissions d'enquête. Les premières ont eu lieu les 10 février et 9 mars 2020. Aucune somme n'est engagée dans le processus.

Sommes engagées

Un montant de 200 M\$ sur cinq ans a été annoncé dans le cadre du budget 2020 du gouvernement du Québec pour donner suite aux recommandations de la Commission Viens et de l'ENFFADA.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

Secrétariat aux affaires autochtones Portefeuille 140 Programme 04

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

10. Les crédits demandés au Conseil du Trésor pour la mise en œuvre des appels à la justice du rapport de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées.

Le rapport de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles disparues et assassinées (ENFFADA) a été rendu public le 3 juin 2019. Le rapport national comprenait 251 recommandations, en plus des 21 recommandations spécifiques pour le Québec.

Les différentes équipes visées par les recommandations, c'est-à-dire une dizaine de ministères et organisations du gouvernement du Québec, ont procédé à une analyse approfondie de ces 21 recommandations afin d'évaluer les besoins en ressources humaines et financières pour être en mesure d'y répondre.

Le gouvernement du Québec s'est engagé à mettre en œuvre les recommandations de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec (Commission Viens) et de l'ENFFADA, par une démarche de priorisation et d'évaluation, en collaboration avec les organisations autochtones.

Comme les recommandations de l'ENFFADA et de la Commission Viens sont particulièrement nombreuses et qu'elles se chevauchent parfois, des priorités doivent être établies.

Des rencontres de travail avec les chefs et divers représentants des milieux autochtones ont eu lieu, soit les 17 octobre 2019 et 27 janvier 2020. Les rencontres techniques sont maintenant prévues entre le cabinet de la ministre D'Amours, le Secrétariat aux affaires autochtones (SAA) et certaines organisations autochtones représentatives afin de développer une structure conjointe de priorisation et de mise en œuvre des recommandations des deux commissions d'enquête. Les premières ont eu lieu les 10 février et 9 mars 2020. Aucune somme n'est engagée dans le processus.

À cet effet, pour les recommandations relevant de la mission du SAA, différents scénarios budgétaires ont été proposés à la ministre responsable des Affaires autochtones afin de s'inscrire dans le cycle budgétaire annuel au gouvernement du Québec.

Un montant de 200 M\$ sur cinq ans a été annoncé dans le cadre du budget 2020 du gouvernement du Québec pour donner suite aux recommandations de la Commission Viens et de l'ENFFADA.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

11. Liste des montants accordés aux organisations, aux associations ou aux entreprises, etc. situées hors réserve, notamment les organisations représentant les métis, des groupes de pression, des organismes communautaires, etc.

Le Secrétariat aux affaires autochtones administre deux programmes par lesquels il peut accorder du financement à des organismes situés en milieu urbain :

PROGRAMME PROJETS PONCTUELS AUTOCHTONES (PPA)

Le programme PPA permet de soutenir des projets ponctuels à caractère sportif, culturel, social ou communautaire.

PROGRAMME FONDS D'INITIATIVES AUTOCHTONES III (FIA III)

Le programme FIA III vise à soutenir les Autochtones dans leur développement, qu'il soit économique, social ou communautaire et à répondre aux obligations gouvernementales en matière de consultation. Par le biais de quatre enveloppes distinctes, le FIA III intervient auprès d'organismes situés hors réserve qui offrent des services aux Autochtones.

Enveloppe Action communautaire

Cette enveloppe vise à offrir aux organismes d'action communautaire hors réserve ou sur réserve, qui assurent des services à la clientèle autochtone, un soutien financier en appui à leur mission globale (*budget : 12 M\$ sur 5 ans, dont 11 M\$ hors réserve*).

Enveloppe Développement économique

Cette enveloppe vise à mettre en place les conditions favorisant l'émergence du développement économique, à créer et développer des entreprises, à créer et consolider des emplois, à favoriser l'entrepreneuriat chez les femmes et les jeunes et à favoriser le développement des entreprises d'économie sociale (*budget : 60,6 M\$ sur cinq ans*). Les organismes situés hors réserve peuvent se voir accorder un financement par le biais de deux catégories :

- **Catégorie Économie sociale**

Cette catégorie vise à soutenir les projets d'économie sociale développés par des entreprises ou des organismes autochtones situés hors réserve ou sur réserve (*budget : 2 M\$ sur cinq ans*).

- Catégorie Mobilisateur économique

Cette catégorie vise à soutenir les organismes autochtones à but non lucratif situés hors réserve ou sur réserve qui ont développé un projet ayant un effet mobilisateur dans le domaine économique pour les communautés autochtones en général (*budget : 1,6 M\$ sur cinq ans*).

Enveloppe Développement social

Cette enveloppe vise à soutenir des projets, des initiatives et des ententes de partenariat en matière de développement social autochtone afin de déployer des actions pertinentes et adaptées aux réalités des Autochtones hors réserve ou sur réserve (*budget : 20 M\$ sur cinq ans*).

Enveloppe Aide aux Autochtones en milieu urbain

Cette enveloppe intègre au FIA III, avec bonification, le Programme d'aide aux Autochtones en milieu urbain (PAAMU), qui avait été mis en place en 2016-2017. Il vise à améliorer les conditions de vie des citoyennes et citoyens autochtones dans les villes du Québec, en donnant notamment aux organismes communautaires les moyens d'offrir des services directs de qualité à cette clientèle (*budget : 15,9 M\$ sur cinq ans*).

Cette enveloppe est constituée de deux volets :

- Volet Services directs

Ce volet vise le renforcement des services offerts aux Autochtones qui vivent ou qui sont de passage dans les villes du Québec, notamment dans les domaines psychosocial, sociojudiciaire, de la santé, de l'éducation et de la culture (*budget : 8,5 M\$ sur cinq ans*).

- Volet Infrastructures

Ce volet vise à renouveler et à améliorer les infrastructures des organismes communautaires afin d'augmenter et de consolider leurs capacités d'intervention (*budget : 7,4 M\$ sur 5 ans*).

Le total des sommes octroyées à des organismes hors-réserve au cours de l'exercice financier 2019-2020 s'élève à 4 778 913 \$, soit 292 255 \$ dans le cadre du PPA et 4 486 658 \$ dans le cadre du FIA III.

Voici le détail des montants accordés à ces organismes :

PROJETS PONCTUELS AUTOCHTONES (PPA)

BÉNÉFICIAIRE	TITRE	VILLE	MONTANT
Archéo-Mamu Côte-Nord	Qui sont vraiment les Innus? (phase 1)	Baie-Comeau	4 995 \$
Archéo-Mamu Côte-Nord	Peuples de la Côte-Nord	Baie-Comeau	4 950 \$
Association canadienne francophone pour le savoir	Colloque Réconciliation entre les Autochtones et les Allochtones : Perspectives multiples	Montréal	5 000 \$
Association canadienne pour les Nations Unies section de Québec	Gala des Nations Unies de Québec - 3 ^e édition	Québec	3 000 \$
Association québécoise de l'industrie du disque, du spectacle et de la vidéo inc.	Capsule vidéo sur le Félix autochtone de l'ADISQ	Montréal	10 000 \$
Centre Cyber-aide	Si tu savais	Québec	14 949 \$
Centre d'amitié autochtone de La Tuque	Journée nationale des Autochtones	La Tuque	1 500 \$
Centre d'amitié autochtone de Québec	Mamu Menuatetau - Fêtons ensemble	Québec	1 500 \$
Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or	20 ^e Semaine contre la discrimination raciale	Val-d'Or	3 000 \$
Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or	Journée nationale des Autochtones et Gala Mëmëgwachi	Val-d'Or	4 000 \$
Centre d'amitié autochtone du Saguenay	Livres audio pour l'apprentissage des langues autochtones	Saguenay	5 000 \$
Centre d'amitié autochtone du Saguenay	Là où je me sens bien	Saguenay	5 000 \$
Centre des Premières Nations Nikanite	Nikanite - Capsules vidéo Table locale Sept-Îles	Chicoutimi	9 000 \$
Centre des Premières Nations Nikanite	4 ^e Colloque persévérance et réussite scolaires	Chicoutimi	25 000 \$
Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal	Consolidation des activités de la Table locale d'accessibilité aux services de santé et services sociaux pour les Autochtones à Montréal	Montréal	25 000 \$
Centre interuniversitaire d'études et de recherches autochtones – Montréal	Colloque " Genres et identités : perspectives autochtones contemporaines"	Montréal	3 001 \$
Centre Unicura	Girls Inc. 2019	Montréal	3 616 \$
Chaire de leadership en enseignement en foresterie autochtone de l'Université Laval	Coordination d'un numéro de la revue RAQ	Québec	2 500 \$
Chaire de leadership en enseignement en foresterie autochtone de l'Université Laval	Colloque CLE en foresterie autochtone 2019	Québec	14 820 \$
Coop de solidarité Nitaskinan	État des lieux sur la réalité de l'emploi autochtone à Shawinigan et ses environs	Shawinigan	5 000 \$
Élisabeth Chantal-Janicki	XO Tatouage Montréal	Mont-Royal	10 085 \$
Enviro Foto	Reportage sur la diversité culturelle	Stoneham-et-Tewkesbury	3 500 \$
Événements Côte-Nord	Festival Côte-Nord	Baie-Comeau	5 000 \$
Festival du conte et de la légende de l'Innucadie	Camp culturel et artistique de la relève Innucadie	Natashquan	10 000 \$
Festival du conte et de la légende de l'Innucadie	Festival du conte et de la légende de l'Innucadie	Natashquan	15 000 \$

BÉNÉFICIAIRE	TITRE	VILLE	MONTANT
Festival L'Outaouais en fête	JNA, une réconciliation en marche!	Gatineau	1 500 \$
Fun sport Canada	Balle molle Nottaway Cup	Val-d'Or	1 000 \$
Fun sport Canada	Football scolaire à Kitcisakik et Lac-Simon	Val-d'Or	1 000 \$
Fun sport Canada	Tournoi de ballon-balai sur neige	Val-d'Or	1 900 \$
Fun Sport Canada	Compétition de karaté et de MMA	Val-d'Or	1 000 \$
Groupe d'éducation et d'éco-surveillance de l'eau	Adaptation du programme J'adopte un cours d'eau	Québec	5 000 \$
Le Groupe d'Intérêt en Santé autochtone de l'Université Laval	Mini-écoles de la santé à Pessamit	Québec	4 200 \$
Les productions 24 images inc.	Tournée de diffusion du documentaire Les Coasters	Montréal	1 000 \$
Les Productions de brousse	Recueil de poésie bilingue inuttitut – français	Montréal	5 000 \$
Maison nouvelle fédération	Chefs autochtones du Canada - 2 ^e édition	Montréal	1 000 \$
Mundial Montréal	Le rendez-vous nord-américain des musiques du monde	Montréal	5 000 \$
Musée ambulant	Visite du Musée ambulant à l'École primaire Nussim de Pessamit	Québec	5 000 \$
Nunavik Volleyball	Nunavik Volleyball – Championnat provincial masculin	Beaupré	3 000 \$
Nunavik Volleyball	Nunavik Volleyball - Québec espoir féminin	Beaupré	3 000 \$
OktoÉcho	Enregistrement du CD Trancestral	Montréal	4 000 \$
Orchestre philharmonique de la Relève du Québec	Bâtir des ponts en musique	Québec	4 000 \$
Parc régional du Mont-Ham	JNA Parc du Mont-Ham	Ham Sud	1 500 \$
Partenariat de recherche Habiter le Nord québécois - École d'architecture de l'Université Laval	IMAGINER - livre en micro-édition	Québec	8 050 \$
Paysages éclatés	Festival Masq'Alors! 2019	Saint-Camille	2 000 \$
Pointe-à-Callière - Cité d'archéologie et d'histoire de Montréal	Marché public dans l'ambiance du 18 ^e siècle	Montréal	5 000 \$
Recherches amérindiennes au Québec	Midis des Nations	Montréal	5 000 \$
Recherches amérindiennes au Québec	Publication d'un livre sur les pensionnats	Montréal	5 000 \$
Régie intermunicipale du Parc régional de la Rivière-du-Nord	Fête autochtone Kwei Kwei	Saint-Jérôme	1 500 \$
Sakia Wabie-Alarie	Kisakin	Val-d'Or	3 189 \$
Saturviit	Atelier pour femmes inuites de Montréal	Saint-Lazare	10 000 \$
Université de Montréal - Département d'anthropologie	Miaji: l'histoire de Lac-Simon en bande dessinée	Montréal	5 000 \$
Université du Québec à Montréal	Colloque « Résistance des femmes autochtones dans les Amériques : dialogues, réflexions et actions »	Montréal	5 000 \$

TOTAL

292 255 \$

FONDS D'INITIATIVES AUTOCHTONES III (FIA III)

Enveloppe Action communautaire (soutien à la mission globale)

ORGANISME	VILLE	MONTANT
Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec	Divers	200 000 \$
Femmes Autochtones du Québec	Divers	250 000 \$
Centre d'amitié autochtone de Québec	Québec	120 000 \$
Montréal autochtone	Montréal	130 000 \$
Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or	Val-d'Or	160 000 \$
Centre d'amitié autochtone du Lac-Saint-Jean	Roberval	130 000 \$
Centre d'amitié autochtone de Lanaudière	Joliette	135 000 \$
Centre d'amitié autochtone de La Tuque	La Tuque	160 000 \$
Centre d'amitié autochtone de Trois-Rivières	Trois-Rivières	130 000 \$
Centre d'amitié autochtone de Maniwaki	Maniwaki	130 000 \$
Centre d'amitié autochtone de Sept-Îles	Sept-Îles	130 000 \$
Centre d'amitié autochtone du Saguenay	Saguenay	130 000 \$
Centre d'amitié Eenou de Chibougamau	Chibougamau	110 000 \$
Centre d'entraide et d'amitié autochtone de Senneterre	Senneterre	110 000 \$
TOTAL		2 025 000 \$

Enveloppe Développement économique - catégorie Économie sociale

ORGANISME ET PROJET	VILLE	MONTANT
Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or – Kinawit Phase de consolidation	Val-d'Or	100 000 \$
Centre d'amitié autochtone de Lanaudière – Services alimentaires Miro Mitcim	Joliette	35 000 \$
TOTAL		135 000 \$

Enveloppe Développement économique - catégorie Mobilisateur économique

ORGANISME ET PROJET	VILLE	MONTANT
Tourisme Autochtone Québec – Nogom Babek	Divers	66 638 \$
TOTAL		66 638 \$

Enveloppe Développement social

ORGANISME ET PROJET	VILLE	MONTANT
Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec – Conseiller en développement social et économique	Divers	100 000 \$
Fusion Jeunesse – Consolidation et expansion du volet autochtone	Québec	70 000 \$
KWE!	Québec	100 000 \$
CALACS L'étoile du Nord – Mikizi Culturellement et collectivement pour elles	Divers	83 113 \$
Exeko – Ville inclusive Montréal-Trickster-YEL-HUB Nunavik	Montréal	100 000 \$
Terres en vue – Festival Présence autochtone	Montréal	85 000 \$
CIUSSS-Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal – Coordonnateur-conseil – Table locale d'accessibilité aux services en milieu urbain pour les Autochtones à Montréal	Montréal	36 000 \$
Foyer pour femmes autochtones de Montréal – RÉSEAU pour la stratégie urbaine de la communauté autochtone à Montréal	Montréal	30 000 \$
Jeunes musiciens du monde – École de Val-d'Or et communautés	Val-d'Or	100 000 \$
Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or – Coordonnateur - Table locale d'accessibilité aux services en milieu urbain pour les Autochtones de la MRC de la Vallée-de-l'Or	Val-d'Or	26 200 \$
TOTAL		747 200 \$

Enveloppe Aide aux Autochtones en milieu urbain

Volet - Services directs

ORGANISME ET PROJET	VILLE	MONTANT
Montréal autochtone – Animatrice communautaire et intervenant psychosocial	Montréal	100 000 \$
Centre de Justice des Premiers Peuples de Montréal – Services aux victimes	Montréal	33 782 \$
Centre d'amitié autochtone de Montréal – Teioronhióen (Consolidation des services directs)	Montréal	77 538 \$
Projets Autochtones du Québec – Consolidation et développement des services directs	Montréal	100 000 \$
The Open Door – Renforcement de la capacité d'intervention	Montréal	99 898 \$
Plein Milieu – Jeter des ponts	Montréal	99 600 \$
Centre d'amitié autochtone de Québec – Bonification des services	Québec	100 000 \$
Maison communautaire Missinak – Bonification des services au Centre MAMUK	Québec	100 000 \$
Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or – Mowsogokan (Animation communautaire)	Val-d'Or	100 000 \$
Centre d'amitié autochtone de La Tuque (Point de services pour les Autochtones à Trois-Rivières) – Intervenant psychosocial et organisateur communautaire	Trois-Rivières	100 000 \$
Centre d'entraide et d'amitié autochtone de Senneterre – Services psychosociaux	Senneterre	74 389 \$
Centre d'amitié autochtone du Lac-Saint-Jean – Animation communautaire et intervention spirituelle et traditionnelle	Roberval	100 000 \$
Centre d'amitié autochtone de Maniwaki – Travailleur psychosocial et animateur culturel	Maniwaki	100 000 \$
Centre d'amitié autochtone de La Tuque – Intervention communautaire et psychosociale	La Tuque	100 000 \$
Centre d'amitié autochtone de Lanaudière – Services psychosociaux	Joliette	98 025 \$
Centre d'amitié autochtone de Sept-Îles – Intervenant psychosocial et animateur culturel	Sept-Îles	100 000 \$
Centre d'amitié autochtone du Saguenay – Ateliers de langue innue et attikamek	Saguenay	24 156 \$
Foyer pour femmes autochtones de Montréal – Centre de jour Résilience Montréal	Montréal	100 000 \$
TOTAL		<u>1 607 388 \$</u>

Notons que le gouvernement du Québec reconnaît officiellement la présence de 11 nations autochtones (Premières Nations et Inuits) sur son territoire. Sur la base des principes contenus dans les résolutions de l'Assemblée nationale de 1985 et 1989 portant sur la reconnaissance des droits des Autochtones, ces nations ont le droit de développer leurs identités, leurs cultures, leur base économique et leur autonomie au sein du Québec et dans le cadre des lois québécoises. Les regroupements métis ne sont pas inclus dans la clientèle visée. C'est dans ce contexte que le SAA contribue financièrement à des organismes, qu'ils se trouvent à l'intérieur ou à l'extérieur des réserves.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

12. Pour chaque négociateur qui œuvre au nom du gouvernement du Québec auprès des communautés autochtones en 2019-2020, déposer : le mandat et le contrat, la durée du contrat, les tâches effectuées, une copie du ou des rapports, et le suivi donné. Indiquer également les sommes accordées à la rémunération globale de chacun de ces négociateurs.

Norton Rose Fulbright Canada S.E.N.C.R.L., s.r.l.

Agir à titre de négociateur dans le cadre de la négociation territoriale globale entre les gouvernements du Québec et du Canada et les Premières Nations de Mashteuiatsh, d'Essipit et de Nutashkuan ainsi que dans le cadre de la négociation territoriale globale entre les gouvernements du Québec et du Canada et le Conseil de la nation atikamekw.

Durée du contrat : 1^{er} octobre 2018 au 30 septembre 2019

Norton Rose Fulbright Canada S.E.N.C.R.L., s.r.l.

Agir à titre de négociateur dans le cadre de la négociation territoriale globale entre les gouvernements du Québec et du Canada et les Premières Nations de Mashteuiatsh, d'Essipit et de Nutashkuan ainsi que dans le cadre de la négociation territoriale globale entre les gouvernements du Québec et du Canada et le Conseil de la nation atikamekw.

Durée du contrat : 1^{er} octobre 2019 au 30 septembre 2020

Mandat : voir document joint

Rémunération globale : 480 000 \$¹

Florent Gagné consultation

Représentante du gouvernement du Québec dans le cadre des travaux de la Table centrale Québec-Kahnawake ainsi que lors des négociations découlant de cette table, notamment dans les domaines de la santé et des services sociaux, du travail, du développement économique ou de la fiscalité. Représente le gouvernement du Québec dans d'autres forums de discussion ou négociation concernant Kahnawake, notamment en matière de revendications particulières ou de transfert de terres.

Durée du contrat : 22 septembre 2017 au 22 septembre 2020

Mandat : voir document joint

Rémunération globale : 52 031 \$ (honoraires professionnels, frais de déplacement et d'hébergement)

¹ En raison des contraintes budgétaires découlant de la crise sanitaire reliée à la pandémie de la COVID-19, les activités du négociateur ont été suspendues le 1^{er} avril 2020 pour une période indéterminée.



MANDAT DE NORTON ROSE FULBRIGHT CANADA, S.E.N.C.R.L., s.r.l.

Contrat pour la période du 1^{er} octobre 2019 au 30 septembre 2020

et

MANDAT DE NORTON ROSE FULBRIGHT CANADA, S.E.N.C.R.L., s.r.l.

Contrat pour la période du 1^{er} octobre 2018 au 30 septembre 2019

Agir à titre de négociateur dans le cadre de la négociation territoriale globale entre les gouvernements du Québec et du Canada et les Premières Nations de Mashteuiatsh, d'Essipit et de Nutashkuan ainsi que dans le cadre de la négociation territoriale globale entre les gouvernements du Québec et du Canada et le Conseil de la nation atikamekw.

Dans le cadre de la négociation territoriale globale entre les gouvernements du Québec et du Canada ainsi que les Premières Nations de Mashteuiatsh, d'Essipit et de Nutashkuan, le Prestataire s'engage à :

- Contribuer à développer les orientations et les objectifs de négociation du gouvernement du Québec en vue d'obtenir un consensus à la table de négociation;
- Participer aux séances de négociation et aux travaux préparatoires à celles-ci;
- Proposer des pistes de solution constructives au regard, notamment, des éléments juridiques des négociations qui aideront les parties à atteindre leurs objectifs;
- Appuyer l'équipe interministérielle du gouvernement du Québec dans l'élaboration et dans la rédaction des textes d'entente;
- Représenter, sur invitation, l'équipe de négociation dans le cadre de tournées d'information, de rencontres de négociation sur des dossiers spécifiques ou avec des représentants gouvernementaux.

Dans le cadre de la négociation territoriale globale entre les gouvernements du Québec et du Canada, et le Conseil de la nation atikamekw, le Prestataire s'engage à :

- Contribuer à développer les orientations et les objectifs de négociation du gouvernement du Québec en vue d'obtenir un consensus à la table de négociation;
- Participer aux séances de négociation et aux travaux préparatoires à celles-ci;
- Proposer des pistes de solution constructives au regard, notamment, des éléments juridiques des négociations qui aideront les parties à atteindre leurs objectifs;
- Appuyer l'équipe interministérielle du gouvernement du Québec dans l'élaboration et dans la rédaction des textes d'entente;
- Représenter, sur invitation, l'équipe de négociation dans le cadre de tournées d'information, de rencontres de négociation sur des dossiers spécifiques ou avec des représentants gouvernementaux;
- Produire un rapport écrit à l'attention de la ministre responsable des Affaires autochtones à la fin du mandat.

MANDAT DE FLORENT GAGNÉ CONSULTATION

Contrat pour la période du 22 septembre 2017 au 22 septembre 2020

Représentante du gouvernement du Québec dans le cadre des travaux de la Table centrale Québec-Kahnawake, à laquelle sont représentés le gouvernement du Québec et le Conseil des Mohawks de Kahnawake, ainsi que dans le cadre des négociations découlant de cette table, notamment dans les domaines de la santé et des services sociaux, du travail, du développement économique ou de la fiscalité; représentante du gouvernement du Québec dans d'autres forums de discussion ou négociation concernant Kahnawake, notamment en matière de revendications particulières ou de transfert de terres.

Dans le cadre des travaux de la Table centrale Québec-Kahnawake entre le Conseil des Mohawks de Kahnawake et le gouvernement du Québec, et des autres mandats afférents pouvant lui être confiés, Florent Gagné consultation a le mandat :

- D'agir à titre de négociatrice pour le gouvernement du Québec afin qu'elle représente ce dernier à la table de négociation et qu'elle dirige l'équipe gouvernementale du Québec;
- De développer des propositions de manière à atteindre les objectifs visés par le gouvernement du Québec;
- De faire des recommandations au gouvernement du Québec sur toute autre question susceptible de conduire le gouvernement du Québec à l'atteinte de ses objectifs dans le cadre de cette négociation;
- De présenter à la ministre responsable des Affaires autochtones des rapports verbaux et un rapport final au terme du contrat.



ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

13. Liste détaillée de toutes les activités ou rencontres entre la ministre, son cabinet, les fonctionnaires et les communautés innues concernant le projet Apuiat. Préciser les coûts engendrés ainsi que toute entente intervenue et, le cas échéant, le détail des ententes.

Une rencontre a été tenue le 28 janvier 2020, à laquelle participait la ministre responsable des Affaires autochtones et le ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles, ainsi que les chefs innus Martin Dufour et Mike Mckenzie. MM. Marc Genest et Serge Ashini Goupil accompagnaient les chefs.

Aucune entente n'est intervenue. Les discussions n'ont engendré aucun coût.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

Secrétariat aux affaires autochtones Portefeuille 140 Programme 04

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

14. Concernant le Fonds d'initiatives autochtones III (FIA) : nombre de demandes reçues (par volet et par communauté) de même que la liste et la nature des projets financés et des projets refusés en 2019-2020, ainsi que les montants déboursés, et ce, pour chaque volet du programme :

- a) Développement économique;
- b) Garantie de prêt;
- c) Infrastructure communautaire;
- d) Action communautaire;
- e) Soutien à la consultation;
- f) Développement social;
- g) Aide aux Autochtones en milieu urbain.

La liste et la nature des projets financés en 2019-2020 ainsi que les montants déboursés pour chaque volet du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)

VOLET / NOM DU PROJET	DÉBOURSÉS
a) DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE	11 043 015 \$
Développement économique général	9 377 324 \$
800 degrees wood fired pizza	6 122 \$
Accompagnement au développement économique et touristique	4 900 \$
Achat de Portes Excelor	400 000 \$
Achat d'un bateau de pêche commercial et quota	120 000 \$
Acquisition de la Pourvoirie du Lac Dionne Inc.	30 000 \$
Acquisition de la Pourvoirie Mistawac	180 000 \$
Acquisition de la succession de Jacques Maloney	400 000 \$
Acquisition de machinerie - CTIN	32 500 \$
Acquisition de matériel à la cuisine Pakigan	7 835 \$
Acquisition de niveleuse : déneigement-arasement	108 720 \$
Acquisition d'équipements de construction	79 800 \$
Acquisition d'un permis et bateau de pêche au crabe	30 000 \$
Acquisition d'une centrale hydroélectrique	520 000 \$
ADEL - Timiskaming	30 000 \$
ADEL - Société de développement économique Amik	33 748 \$
ADEL - Gespeg	54 250 \$
Agent de développement touristique Listuguj	54 000 \$
ADEL - Lac-Simon - Wabak Pimadizi	9 590 \$
Amélioration du Casse-croûte Ali-baba	5 000 \$
Auberge Hipou	1 360 000 \$
Buck's Auto Parts	162 455 \$
ADEL - CDEE	97 875 \$
Centre de mécanique GT - NAPA AutoCare	100 000 \$

VOLET / NOM DU PROJET	DÉBOURSÉS
Centre de recherche Agrinova - Biochar Boréal	258 000 \$
Complexe sportif de Wendake - Phase II	402 495 \$
Construction d'un bateau de pêche polyvalent	642 250 \$
Démarrage de Sichuun inc.	160 000 \$
Dépanneur 6 à 11 - Remplacement réservoirs essence	14 810 \$
Domaine du Lac des Cèdres	6 000 \$
Economic and Tourism Master Plan	36 750 \$
Entrepôt Pêcherie Uapan	39 960 \$
Étude concernant l'achat de Portes Excelor	8 025 \$
Étude géotechnique des sols	7 475 \$
Étude concernant l'acquisition de la Pourvoirie	7 625 \$
Expansion of KLM inc. Forestry Operations	449 474 \$
Expansion - Les pro de la construction	14 878 \$
Formation en mycologie	5 115 \$
Frank Storage	21 750 \$
Gespeg - Pêches - bateaux et camion	9 884 \$
JD's Casse-croûte Expansion	10 446 \$
Kahnawà:ke Collective Impact - Tewatohnhi'saktha	361 029 \$
Les pêcheries UAPAN - Permis de pêche homard	30 000 \$
Lobster hut - Cabane à homard	87 344 \$
Mise à niveau et développement du Club Odanak	105 000 \$
MiskiZann	36 015 \$
Naskapi Fiber Optic Project	325 000 \$
Pêcheries Brière	30 000 \$
Plan d'affaires pour la pourvoirie Etamamiou	27 216 \$
Pourvoirie Étamamiou - Rénovations	46 334 \$
Préparation du plan stratégique de développement	30 440 \$
Processeur industriel avec remorque pour l'entreprise forestière de Gespeg	9 006 \$
Programme de développement économique Gesgapegiag	135 000 \$
Kebaowek - Tourism Development Plan	11 111 \$
Réaménagement du Motel industriel I - Kiuna	62 554 \$
Reconstruction du dépanneur Pakigan	128 600 \$
Relais la Cache - Phase I	159 967 \$
Rénovation de station-service Takutaut	500 000 \$
Réservoir de diesel	30 000 \$
Restaurant-Auberge Manawan	221 656 \$
Station innue et Café gourmand Pakua Shipu	72 000 \$
Station Uapishka	100 000 \$
Tenascon Tattoo	3 500 \$
TFN Construction (Démarrage de l'entreprise)	225 000 \$
Tourisme Manawan	31 500 \$
Transport maritime	83 120 \$
Travaux d'agrandissement Dan Esso	79 200 \$
Widjikiwe Gas Bar	525 000 \$
Développement économique - Économie sociale	185 000 \$
Acquisition de machinerie - CTIN	50 000 \$
CAAL - Services alimentaires Miro Mitcim	35 000 \$
CAAVD - Kinawit Phase consolidation	100 000 \$
Développement économique - Jeunes et Femmes	1 296 321 \$
Achat de l'entreprise Les Cupcakes de Coquelikot	46 250 \$
Acquisition de Distribution Voltimage	100 000 \$
Acquisition d'un camion de cuisine de rue	150 000 \$

VOLET / NOM DU PROJET	DÉBOURSÉS
Aux Cinq Sens - hébergement en nature	79 020 \$
Awastoki - Création numérique	27 004 \$
Chenil Heartland King Pet Shop	30 700 \$
David Savard - S.M.D. Construction Inc.	6 500 \$
Decontie Clean	78 645 \$
Diamond Phoenix Creations	115 505 \$
Espace concierge	19 100 \$
Esthétique Patsy Expansion	13 148 \$
FGL Artisanat	2 052 \$
Fumoir artisanal de poisson - Indian Bay Smokehouse	150 000 \$
Les amis de Fripouille - Salon de toilette	368 \$
Librairie Hannenorak	49 812 \$
MiskiZann	25 000 \$
Ouverture d'une succursale d'un restaurant Yuzu	13 100 \$
Pêcheries Brière	50 000 \$
Pêcheries Jenniss	65 200 \$
Produits naturels Keskamizit - Nadia Robertson	67 330 \$
Repos du guerrier	84 638 \$
Service de cuisine autochtone	14 000 \$
Services d'entretien ménager	3 000 \$
Transport-Déménagement DEC Inc.	40 000 \$
Travoy	32 549 \$
Veaux d'embouche	33 400 \$
Développement économique - Mobilisateur économique	184 370 \$
Formations-conférences	45 000 \$
Québec Mines + Énergie	30 000 \$
TAQ - Nogom Babek	66 638 \$
CDEPNQL - Conseillers en développement économique	22 732 \$
Table de concertation en économie sociale	20 000 \$
b) GARANTIE DE PRÊT	24 017 \$
CRYO2 Inc.	24 017 \$
c) INFRASTRUCTURE COMMUNAUTAIRE	673 535 \$
Amélioration de la patinoire	49 009 \$
Améliorations du parc communautaire	37 000 \$
Centre Multifonctionnel Uashat	126 054 \$
Étude - cuisine communautaire multiservice	37 924 \$
Étude préliminaire pour le terrain de baseball	11 044 \$
Maison des jeunes - Réfection de la toiture	59 481 \$
Mise à jour des systèmes technologiques	16 000 \$
Projet conjoint d'Aréna	19 600 \$
Recouvrement de la patinoire	30 409 \$
Remplacement de la génératrice principale	73 920 \$
Remplacement du revêtement extérieur du Musée	70 000 \$
Salle communautaire	65 621 \$
Wôlinak - Piscine communautaire	39 584 \$
Youth and family care expansion/improvement	37 889 \$
d) ACTION COMMUNAUTAIRE	2 167 347 \$
APSPNIQL - Soutien à la mission globale	100 000 \$
CAAL - Soutien à la mission globale	135 000 \$
CAALSJ - Soutien à la mission globale	130 000 \$
CAALT - Soutien à la mission globale	160 000 \$

VOLET / NOM DU PROJET	DÉBOURSÉS
CAAMW - Soutien à la mission globale	130 000 \$
CAAQ - Soutien à la mission globale	120 000 \$
CAAS - Soutien à la mission globale	130 000 \$
CAASI - Soutien à la mission globale	130 000 \$
CAATR - Soutien à la mission globale	130 000 \$
CAAVD - Soutien à la mission globale	160 000 \$
CAEC - Soutien à la mission globale	110 000 \$
CEAAS - Soutien à la mission globale	110 000 \$
FAQ - Soutien à la mission globale	250 000 \$
M.A. - Soutien à la mission globale	130 000 \$
Pessamiu Ka Ntuut - Soutien à la mission globale	7 347 \$
RCAAQ - Soutien à la mission globale	200 000 \$
Tukisivallirutitsanut Parnaitiit - Soutien à la mission globale	35 000 \$
e) SOUTIEN À LA CONSULTATION	4 658 244 \$
Agent de liaison avec le Kahnawake Labor Office	33 373 \$
Agent de liaison avec le Kahnawake Economic Development Commission	82 400 \$
Bureau de consultation - Kebaowek Eagle-Village	55 000 \$
Bureau de consultation - Pikogan	230 689 \$
Bureau de consultation - Wendake	525 000 \$
Bureau de consultation - Wolf Lake	350 000 \$
Bureau de consultation - Malécites de Viger	208 000 \$
Bureau de consultation - Kitcisakik	310 326 \$
Bureau de consultation - Listuguj	60 000 \$
Bureau de consultation - Opitciwan	230 000 \$
Consultations - Naskapis	82 456 \$
Discussions exploratoires - Malécites	5 000 \$
IDDPNQL - Centre d'expertise ERA	300 000 \$
Pont de l'Île d'Orléans - Wendake	24 000 \$
SMM - Projet spécifique - Hydrocarbures	295 000 \$
Soutien à la consultation - Grand Conseil de la Nation Waban-Aki	196 000 \$
Soutien à la consultation - Manawan	510 000 \$
Soutien à la consultation - SMM	425 000 \$
Soutien à la consultation - Mashteuiatsh	671 000 \$
Soutien à la consultation - Baril-Moses Mashteuiatsh	25 000 \$
Soutien aux consultations - Essipit	40 000 \$
f) DÉVELOPPEMENT SOCIAL	2 933 021 \$
CAAVD - Table locale accessibilité Vallée-Or	26 200 \$
CALACS L'étoile du Nord - Projet Mikizi	83 113 \$
CIUSSS-CS - Table locale d'accessibilité Montréal	36 000 \$
Exeko - Ville inclusive-Trickster	100 000 \$
Expo-Sciences autochtone	25 000 \$
FFAM - RÉSEAU	30 000 \$
Fondation Nouveaux Sentiers - Camps et Deviens	100 000 \$
Harmonie inter-communautés	65 000 \$
Jeunes musiciens du monde - École de Val-d'Or et communautés	100 000 \$
KWE! 2019	100 000 \$
La voix des Premières Nations - Innuvelle	16 000 \$
Laissez-nous raconter - Terre Innue	20 000 \$
Musique nomade - Ateliers de création musicale et de développement professionnel	23 408 \$

VOLET / NOM DU PROJET	DÉBOURSÉS
Place aux femmes Innuatsh	37 500 \$
Programme des coordonnateurs en mobilisation communautaire	1 427 380 \$
Projets de Fusion jeunesse	70 000 \$
Puamun Meshkenu (Chemin des mille rêves)	135 000 \$
RCAAQ - Coordonnateur DS et DE	100 000 \$
Réforme du droit de la Famille - Consultation	9 520 \$
SOCAM - Financement pluriannuel	150 000 \$
Sommet sur la réconciliation	48 000 \$
Stratégie nationale pour la Jeunesse Atikamekw	31 500 \$
Terres en vues - Festival présence autochtone	85 000 \$
Wanaki	14 400 \$
Wapikoni mobile	100 000 \$
g) AIDE AUX AUTOCHTONES EN MILIEU URBAIN	1 926 604 \$
Montréal autochtone – Animatrice communautaire et intervenante psychosocial	100 000 \$
Centre de Justice des Premiers Peuples de Montréal – Services aux victimes	33 782 \$
Centre d'amitié autochtone de Montréal – Teironhióen (Consolidation des services directs)	77 538 \$
Projets Autochtones du Québec – Consolidation et développement des services directs	100 000 \$
The Open Door – Renforcement de la capacité d'intervention	99 898 \$
Plein Milieu – Jeter des ponts	99 600 \$
Centre d'amitié autochtone de Québec – Bonification des services	100 000 \$
Maison communautaire Missinak – Bonification des services au Centre MAMUK	100 000 \$
Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or – Mowsogokan (Animation communautaire)	100 000 \$
Centre d'amitié autochtone de La Tuque (Point de services pour les Autochtones à Trois-Rivières) – Intervenant psychosocial et organisateur communautaire	100 000 \$
Centre d'entraide et d'amitié autochtone de Senneterre – Services psychosociaux	74 389 \$
Centre d'amitié autochtone du Lac-Saint-Jean – Animation communautaire et intervention spirituelle et traditionnelle	100 000 \$
Centre d'amitié autochtone de Maniwaki – Travailleur psychosocial et animateur culturel	100 000 \$
Centre d'amitié autochtone de La Tuque – Intervention communautaire et psychosociale	100 000 \$
Centre d'amitié autochtone de Lanaudière – Services psychosociaux	98 025 \$
Centre d'amitié autochtone de Sept-Îles – Intervenant psychosocial et animateur culturel	100 000 \$
Centre d'amitié autochtone du Saguenay – Ateliers de langue innue et attikamek	24 156 \$
Foyer pour femmes autochtones de Montréal – Centre de jour Résilience Montréal	100 000 \$
Centre d'amitié autochtone de La Tuque – Sakihikan Rénovation et réaménagement	104 252 \$
Centre d'entraide et d'amitié autochtone de Senneterre – Shabougamak II	61 155 \$
Maison communautaire Missinak – Centre multiservices MAMUK	42 382 \$
Centre d'amitié autochtone de Maniwaki – Acquisition et rénovation	76 590 \$
Open Door – Rénovation et aménagement	34 837 \$
GRAND TOTAL	23 736 383 \$

Notons qu'en 2019-2020, le SAA a déboursé 3 851 520,18 \$ pour des programmes antérieurs (FIA II, FIA et FDA), ce qui porte les déboursés totaux à 27 268 688 \$.

Nombre de demandes reçues en 2019-2020 par volet et par communauté dans le cadre du FIA III

Nation / Communauté	Action communautaire	Développement économique	Développement économique - Économie sociale	Développement économique - Jeunes entrepreneurs	Développement économique - Mobilisateur	Développement social	Garantie de prêt	Infrastructure communautaire	Soutien à la consultation	Aide aux Autochtones en milieu urbain	Total général
ABÉNAQUIS		1		1				1			3
Wôlinak		1		1				1			3
ALGONQUINS		13		3		1	2	5	6		30
Général									1		1
Kebaowek		3						1			4
Kitcisakik		2				1		2			5
Kitigan Zibi		5		2			1		1		9
Lac-Rapide		1						1	1		3
Lac-Simon									1		1
Pikogan		2						1	2		5
Timiskaming				1							1
Winneway							1				1
ATTIKAMEKS		9		2		2	1	2			16
Général						1					1
Manawan		1						2			3
Obedjiwan		2		1		1					4
Wemotaci		6		1			1				8
HURONS-WENDATS		1		5		2	2	1			11
Wendake		1		5		2	2	1			11
INUITS	1	1				2		4			8
Général	1	1				1					3
Inukjuak								1			1
Ivujivik								1			1
Kangiqsualujuaq								1			1
Kangirsuk								1			1
Kuujuuaq						1					1

Nation / Communauté	Action communautaire	Développement économique	Développement économique - Économie sociale	Développement économique - Jeunes entrepreneurs	Développement économique - Mobilisateur	Développement social	Garantie de prêt	Infrastructure communautaire	Soutien à la consultation	Aide aux Autochtones en milieu urbain	Total général
MALÉCITES		2		1			1		2		6
Malécites de Viger		2		1			1		2		6
MICMACS		2		6		1	1		1		11
Gesgapegiag				2							2
Gespeg		1		2							3
Listuguj		1		2		1	1		1		6
MOHAWKS		5	1	3		1	1	2	2		15
Akwesasne						1					1
Kahnawake		1						1	1		3
Kanesatake		4	1	3			1	1	1		11
MONTAGNAIS (INNUS)	2	14		4		2	2	5	2		31
Betsiamites		1		1		1		1			4
La Romaine		2									2
Mashteuiatsh		2		2		1	1	1	1		8
Matimekosh		2									2
Mingan	1	2						1			4
Natashquan		1						2			3
Pakuashipi		1									1
Uashat-Maliotenam	1	3		1			1		1		7
NASKAPIS									2		2
Kawawachikamach									2		2
ORGANISMES AUTOCHTONES TOUCHANT PLUS D'UNE NATION	1		2		5	14			1	8	31
Organismes autochtones	1		2		5	14			1	8	31
ORGANISMES NON AUTOCHTONES						8				2	10
Organismes non autochtones						8				2	10
TOTAL GÉNÉRAL	4	48	3	25	5	33	10	20	16	10	174

Liste des projets refusés en 2019-2020

VOLET / PROJETS	MOTIF
Développement économique	
Odjick's Farm (Kitigan Zibi)	Le projet ne répond pas aux normes du programme
Développement économique - Jeunes entrepreneurs	
CB Groupe Conseil (Uashat-Maliotenam)	Le projet ne répond pas aux normes du programme
Développement social	
Yarha' – Comprendre pour avancer (Organismes autochtones)	Le projet ne répond pas aux normes du programme
Aide aux Autochtones en milieu urbain, volet Services directs	
Maison de Job – Soutenir les Premières Nations pour vaincre les dépendances	Le projet ne répond pas aux normes du programme
RÉSEAU pour la stratégie urbaine de la communauté autochtone à Montréal – Travailleurs de proximité – Secteur du Plateau-Mont-Royal	Le projet ne répond pas aux normes du programme

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

Secrétariat aux affaires autochtones Portefeuille 140 Programme 04

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

15. Liste des projets économiques présentés en 2019-2020 par les administrations autochtones au SAA et l'état d'avancement de ces projets, incluant les motifs invoqués pour les projets non retenus. Détail des coûts engendrés pour le SAA pour chacun des projets.

Liste des projets économiques présentés par les administrations autochtones en 2019-2020 dans le cadre du programme Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) et état d'avancement de ces projets et coûts engendrés pour le Secrétariat aux affaires autochtones (SAA).

NATION / COMMUNAUTÉ / PROJET	ÉTAT D'AVANCEMENT	DÉBOURSÉS
ABÉNAQUIS Wôlinak Pharmacie dans la résidence de Wôlinak	Analyse en cours	
ALGONQUINS Kebaowek ADEL Île Fitzpatrick Acquisition de Transport Clouâtre Kitcisakik Coaching Dépanneur Réservoir de diesel Kitigan Zibi Étude concernant l'achat de Portes Excelor Lac-Rapide Plan d'affaires - Station-service Pikogan Acquisition de la Pourvoirie Mistawac Études concernant l'acquisition de la Pourvoirie Mistawac	Analyse en cours Analyse en cours Analyse en cours Analyse en cours Annoncé Annoncé Annoncé Annoncé	 30 000 \$ 8 025 \$ 180 000 \$ 7 625 \$
ATTIKAMEKS Manawan Scierie St-Michel Wemotaci Bonichoix Wemotaci: redressement Meskano - Achat de machinerie Auberge Wemotaci Réfection station-service Étude géotechnique des sols	Analyse en cours Analyse en cours Analyse en cours Analyse en cours Annoncé	 7 475 \$
HURONS-WENDATS Wendake Complexe santé de Wendake	Analyse en cours	

NATION / COMMUNAUTÉ / PROJET	ÉTAT D'AVANCEMENT	DÉBOURSÉS
MICMACS		
Gespeg Érablière de Gespeg	Analyse en cours	
Listuguj Agent de développement touristique Listuguj	Annoncé	54 000 \$
MOHAWKS		
Kahnawake Aquaponics Farm	Analyse en cours	
MONTAGNAIS (INNUS)		
La Romaine Accompagnement au développement économique et touristique	Annoncé	4 900 \$
Mashteuiatsh Étude pour le Centre multiservice ferroviaire	Analyse en cours	
Matimekosh Démarrage de Sichuun inc.	Annoncé	160 000 \$
Natashquan Acquisition d'un permis de pêche	Analyse en cours	
Pakuashipi Acquisition de la succession de Jacques Maloney	Annoncé	400 000 \$
Uashat-Maliotenam Implantation de quatre bannières commerciales "Côté-Reco"	Analyse en cours	
Achat d'un bateau de pêche	Analyse en cours	
	TOTAL	852 025 \$

Aucun projet économique présenté en 2019-2020 par des administrations autochtones n'a fait l'objet d'un refus au cours de l'exercice financier concerné.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

Secrétariat aux affaires autochtones Portefeuille 140 Programme 04

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

16. État d'avancement, budget ventilé et échéanciers du *Plan d'action gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et des Inuits 2017-2022*

Le *Plan d'action gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et des Inuits 2017-2022* (Plan d'action) vient de terminer sa troisième année financière et les indications préliminaires des ministères et organismes (M/O) permettent d'affirmer que la mise en œuvre des mesures continue de bien se dérouler. Il est à noter que le Secrétariat aux affaires autochtones ne détient pas encore le portrait complet des résultats de l'année 2019-2020, puisque la reddition de comptes formelle ne sera complétée qu'en juillet 2020.

La ventilation des budgets pour 2019-2020 selon les M/O est présentée ci-dessous :

Ministère ou organisme	Nombre de mesures	Budgets 2018-2019
Commission de la construction du Québec	3	100 000 \$
Directeur des poursuites criminelles et pénales	1	-\$
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation	1	-\$
Ministère de la Culture et des Communications	11	3 339 500 \$
Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	8	5 741 250 \$
Ministère de la Famille	1	425 000 \$
Ministère de la Justice du Québec	15	1 657 839 \$
Ministère de la Sécurité publique	12	1 584 983 \$
Ministère de la Santé et des Services sociaux/Aînés ¹	31	2 794 708 \$
Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale	1	8 000 000 \$
Secrétariat aux affaires autochtones	22	5 259 416 \$
Secrétariat à la jeunesse	2	877 643 \$
Secrétariat à la condition féminine	8	1 411 000 \$
Société d'habitation du Québec	3	2 540 000 \$
Total	119	33 731 339 \$

En date du 1^{er} mars 2020, les budgets prévus pour la mise en œuvre des mesures des différents M/O sont répartis comme suit pour les cinq années du Plan d'action :

2017-2018	2018-2019	2019-2020	2020-2021	2021-2022	Total 2017-2022
21 541 954 \$	27 932 348 \$	33 734 339 \$	34 219 973 \$	32 691 439 \$	150 120 053 \$

¹ Notez que le Secrétariat aux aînés a été intégré à la structure organisationnelle du ministère de la Santé et des Services sociaux.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

17. État d'avancement, budget ventilé et échéanciers pour le Mois de l'histoire des Autochtones

État d'avancement

Un projet de loi proclamant le Mois de l'histoire des Autochtones a été déposé au printemps 2013.

Le mois de juin avait été sélectionné afin d'être en concordance avec le gouvernement fédéral, qui avait déjà fait de ce mois le Mois de l'histoire des Autochtones, ce qui permettait d'y intégrer les festivités de la journée nationale des Autochtones. Cet arrimage permettait de favoriser la complémentarité entre les programmes de financement québécois et fédéral.

Toutefois, tous les acteurs concernés n'étaient pas convaincus que le mois de juin était approprié, puisqu'un des objectifs visés était de rejoindre la clientèle scolaire. Cette période de l'année est déjà très occupée par les examens et la fin des classes. Le projet de loi est mort au feuillet lors du déclenchement des élections, au printemps 2014.

Cet engagement a été réitéré lors du dépôt du rapport final de la Commission de vérité et réconciliation, en décembre 2015.

Budget ventilé

Aucun budget n'a été alloué à l'instauration d'un Mois de l'histoire des Autochtones, en 2019-2020.

Échéancier

Le SAA n'est pas en mesure, pour l'instant, de fournir un échéancier précis. Cet aspect nécessiterait des discussions avec les organisations autochtones concernées.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

Secrétariat aux affaires autochtones Portefeuille 140 Programme 04

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

18. État d'avancement et rapport détaillé du fonctionnement du Gouvernement régional d'Eeyou Istchee Baie-James pour l'année 2019-2020.

- Conformément à la *Loi instituant le Gouvernement régional d'Eeyou Istchee Baie-James* (RLRQ, chapitre G-1.04), le Gouvernement régional d'Eeyou Istchee Baie-James (GREIBJ) a succédé à la Municipalité de Baie-James le 1^{er} janvier 2014, pour l'administration des terres de la catégorie III qui en faisaient partie. Ce faisant, le territoire du GREIBJ exclut les terres des catégories I et II de la sélection allouée aux communautés criées ainsi que le territoire municipalisé des villes enclavées de Chapais, Chibougamau, Lebel-sur-Quévillon et Matagami.
- La représentation au GREIBJ est paritaire entre les Cries et les Jamésiens pour les dix premières années de son fonctionnement. Onze représentants jamésiens de chacune des villes enclavées et des localités dans le territoire du GREIBJ ont été désignés au conseil. Chibougamau y détient neuf voix; Lebel-sur-Quévillon, quatre voix; Chapais, trois voix; Matagami, trois voix; Valcanton, une voix; Villebois, une voix; Radisson, une voix. Un représentant du gouvernement du Québec, sans droit de vote, a été nommé au conseil du GREIBJ. Membre d'office, le président du Gouvernement de la nation crie (GNC) et son vice-président siègent aussi au conseil avec deux voix chacun, de même que les neuf chefs des communautés criées.
- Le conseil du GREIBJ se réunit habituellement aux deux mois pour une séance d'une demi-journée. En 2019-2020, six séances ordinaires ont été tenues, soit le 30 mai, le 13 août, le 18 septembre et le 21 novembre 2019, ainsi que le 23 janvier et le 19 mars 2020. En outre, le conseil s'est réuni à une reprise en séance extraordinaire, soit le 11 décembre 2019.
- Le président du GNC et le membre désigné par un vote secret entre les onze représentants jamésiens agissent, en alternance, comme président et vice-président du conseil, pour des mandats de deux ans. La mairesse de Chibougamau, M^{me} Manon Cyr, a agi à ce titre pour les deux premières années de fonctionnement du GREIBJ. À compter de janvier 2016, le grand chef Matthew Coon Come, a occupé le poste de président jusqu'à la fin de son mandat en juillet 2017. Le nouveau grand chef, D^r Abel Bosum, l'a remplacé à la suite de son élection, jusqu'au 31 décembre 2017. La mairesse de Chibougamau, M^{me} Manon Cyr, a été élue de nouveau pour deux ans le 1^{er} janvier 2018. Depuis le 1^{er} janvier 2020, c'est le grand chef Bosum qui occupe le poste de président pour un mandat de deux ans.
- Pour refléter la situation linguistique de la population et des représentants criés et jamésiens, un service de traduction assure que les conseillers et le public puissent s'exprimer en français, en anglais ou en cri lors des séances du conseil. De plus, les séances se tiennent en alternance dans les communautés criées et jamésiennes.

- Les séances se sont déroulées dans un climat de collaboration. Le conseil du GREIBJ a traité les affaires du GREIBJ en conformité avec la loi qui l'encadre.
- Conformément aux dispositions de cette même loi, le budget du GREIBJ, pour les cinq premières années, devait être approuvé par la ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Étant donné que la GREIBJ est à sa sixième année d'existence, son budget n'a plus à faire l'objet d'une approbation par la ministre. À noter qu'à l'instar des autres organismes municipaux, l'année financière du GREIBJ est l'année civile.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

19. État d'avancement et rapport détaillé de la mise en œuvre de la *Loi concernant principalement la mise en œuvre d'ententes en matière de travail entre le gouvernement du Québec et le Conseil mohawk de Kahnawake*.

Travaux en cours avec la Commission de la construction du Québec (CCQ) et la Régie du bâtiment du Québec (RBQ) afin de donner suite à l'article 10 de l'Entente entre Québec et Kahnawake en matière de travail

L'article 10 de l'Entente en matière de travail signée en 2014 prévoit :

« Mobilité de la main-d'œuvre

Les parties s'engagent, à la suite de la signature de la présente entente, à s'assurer que l'Autorité, travaillant de concert avec les institutions du Québec, facilite l'intégration des travailleurs et des entrepreneurs de Kahnawà:ke qui souhaitent participer à l'industrie de la construction en dehors du Territoire visé par cette entente, conformément aux règles du Régime du Québec, notamment pour l'obtention d'une qualification de la CCQ ou d'une licence de la RBQ. ».¹

Collaboration avec la CCQ

Afin de donner suite à cet article, la CCQ collabore, depuis le printemps 2017, avec la communauté de Kahnawake et ses institutions (Bureau de travail de Kahnawake, Kahnawà:ke Economic Development Commission et le Conseil mohawk de Kahnawake). Cette démarche :

- 1- cible les obstacles limitant l'intégration de la main-d'œuvre mohawk à l'industrie de la construction et propose des solutions adaptées;
- 2- porte une attention particulière aux obstacles de nature systémique afin de formuler des correctifs également systémiques;
- 3- considère comme enjeu central la formation, l'intégration et le maintien en emploi de la main-d'œuvre mohawk à l'industrie de la construction, et l'acquisition de qualifications en vertu des standards de la CCQ comme une condition essentielle à cette intégration;
- 4- tient compte des obstacles à l'intégration de la main-d'œuvre mohawk inhérents à l'industrie de la construction, mais également de ceux propres à la communauté de Kahnawake;

¹ Entente en matière de travail entre le Conseil mohawk de Kahnawà:ke et le gouvernement du Québec, article 10, page 6, 2014.

5- propose, dans la mesure du possible, des solutions pertinentes pour plusieurs communautés des Premières Nations et Inuits.

Un groupe de travail sur la mobilité de la main-d'œuvre a été constitué afin d'animer cette démarche. Des représentants du Secrétariat aux affaires autochtones, du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) et de la CCQ y participent. Une entente issue de ses travaux et impliquant la CCQ a été approuvée par le gouvernement du Québec le 25 mars 2020. Ce groupe assurera la mise en œuvre de cette entente.

Collaboration avec la RBQ

Dès janvier 2018, des représentants de la RBQ se sont joints aux travaux du Groupe de travail sur la mobilité de la main-d'œuvre. La participation de la RBQ permettra à Kahnawake de mieux comprendre le fonctionnement de la Régie et ses exigences pour l'octroi de licences. En contrepartie, la RBQ a l'occasion de se familiariser avec la réalité de Kahnawake et d'envisager des manières de faciliter l'intégration des entrepreneurs mohawks à l'industrie québécoise.

La qualification de la main-d'œuvre mohawk prend notamment une importance particulière en raison du grand projet de reconstruction de la structure amont provinciale du pont Honoré-Mercier.

Les échanges se poursuivent également avec la RBQ afin de définir le rôle que le Bureau de travail de Kahnawake pourrait jouer dans l'application du Code de sécurité à Kahnawake.

Travaux en cours avec la CCQ afin de donner suite aux dispositions de l'Entente entre Québec et Kahnawake en matière de conditions de travail

L'Entente en matière de travail prévoit :

- « Conditions de travail :
 - que tous les travailleurs de la construction couverts par le régime de Kahnawà:ke aient des conditions salariales et de travail semblables à celles des travailleurs de la construction couverts par le régime du Québec;
 - que, sur le Territoire, tous les entrepreneurs appliquent soit le *Fair Wage Agreement* de Kahnawà:ke, soit le Régime du Québec, selon le choix du travailleur;
 - que les travailleurs de Kahnawà:ke effectuant des travaux de construction couverts par le Régime de Kahnawà:ke aient le choix d'adhérer ou non à un syndicat. »²

Un groupe de travail, constitué de représentants du MTESS, de la CCQ et du Bureau de travail de Kahnawake, a donné suite aux dispositions de l'Entente en matière de travail à l'égard des conditions de travail des travailleurs de Kahnawake sur le territoire de l'Entente. Une entente issue de ses travaux a été approuvée par le gouvernement du Québec le 25 mars 2020.

Cette entente a été mise en œuvre immédiatement afin de permettre aux travailleurs régis par le contrat de maintien sur le pont Honoré-Mercier d'en bénéficier.

² Ibid, page 6.

Travaux en cours avec la CNESST

L'entente intervenue entre le Conseil mohawk de Kahnawake et le gouvernement du Québec, approuvée par décret le 24 juillet 2014 (décret n° 730-2014), visait la mise en œuvre d'un régime de Kahnawake en matière de travail sur le territoire.

L'article 9 de l'Entente prévoyait que *Le régime de Kahnawake sera voué à la réalisation d'objectifs que les parties partagent en ces matières à savoir : L'indemnisation des accidents du travail et des maladies professionnelles, La santé et sécurité du travail, La construction et Les procédures de règlement et mesures correctives.*

C'est dans ce contexte que la CNESST s'est vu confier par le gouvernement du Québec le mandat de négocier les responsabilités respectives et les modalités d'application du régime particulier de Kahnawake en matière d'indemnisation des accidents du travail et des maladies professionnelles.

La conclusion d'une entente de principe concernant l'indemnisation et la couverture des travailleurs de Kahnawake et les échanges entourant les besoins de protection financière du Bureau du travail de Kahnawake (BTK) à l'égard de la survenance d'évènements exceptionnels ont permis la rédaction d'une entente complémentaire à la satisfaction des deux parties. Le gouvernement du Québec et Kahnawake ont signé, le 20 décembre 2017, l'*Entente complémentaire pour la mise en œuvre du Régime de Kahnawà:ke en matière d'indemnisation des victimes d'accidents du travail et de maladies professionnelles et de retrait préventif de la travailleuse enceinte ou qui allaite*, approuvée par décret (n° 1077-2017) le 1^{er} novembre 2017.

Cette entente complémentaire permet de définir « l'administration des cotisations et des compensations entre les parties » (Entente, article 7) et de convenir, avec la CNESST, de la mise sur pied d'un mécanisme visant à assurer la sécurité financière du régime de Kahnawake.

À cette entente complémentaire viendront se greffer des ententes administratives entre la CNESST et le Conseil mohawk de Kahnawake permettant d'en définir les modalités de mise en œuvre et de suivi.

Les échanges se poursuivent actuellement entre Kahnawake et la CNESST afin de produire une entente administrative précisant les règles financières d'interaction entre le régime du Québec et le régime de Kahnawake en matière d'indemnisation. Cette entente devrait également définir les règles régissant le fonds prévu pour pallier la possibilité de catastrophes.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

20. Pour tous les programmes du Secrétariat aux affaires autochtones, donner le détail des crédits existants en 2019-2020 qui n'ont pas été reconduits en 2020-2021, en incluant les programmes qui ont été abolis.

Programme 04 :

Tous les crédits existants en 2019-2020 ont été reconduits en 2020-2021.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

21. Par programme, donner le niveau des crédits demandés au Conseil du trésor pour l'année 2019-2020 et 2020-2021.

Programme 04 :

Crédits demandés au Conseil du trésor
2020-2021
344 169 600 \$

En ce qui concerne les crédits demandés en 2019 -2020, veuillez vous référer à l'étude des crédits 2019-2020.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

22. État d'avancement de la table nationale sur la réussite éducative des élèves autochtones, jeunes et adultes. Liste des rencontres auxquelles des fonctionnaires du SAA ont assisté, des actions accomplies et des sommes engagées dans le cadre de cette table.

État d'avancement

La Table nationale sur la réussite éducative des élèves autochtones (Table nationale) s'est réunie à huit reprises depuis son lancement : les 25 octobre et 11 avril 2017, les 12 septembre et 28 novembre 2018, les 14 février, 15-16 mai et 26-27 septembre 2019 ainsi que les 22-23 janvier 2020.

Au cours de ces rencontres, les organisations participantes ont pu s'approprier le cadre de travail de la Politique de la réussite éducative (Politique). Elles ont présenté leurs milieux respectifs, ont défini conjointement le mandat et le fonctionnement de la Table nationale et, plus récemment, ont débuté un exercice de priorisation des mesures à mettre en œuvre pour répondre efficacement aux enjeux liés à la réussite éducative des élèves autochtones. Les priorités de travail retenues pour l'exercice 2019-2020 sont la valorisation des langues et des cultures autochtones, la création de matériel pédagogique culturellement pertinent et signifiant ainsi que le soutien à la santé mentale pour les élèves et le personnel. Le développement de mesures pour les enfants autochtones de 0 à 8 ans dans le contexte du lancement de la Stratégie relative aux services éducatifs offerts aux enfants de 0 à 8 ans (Stratégie), *Tout pour nos enfants*, a été abordé, notamment par la mise en place d'un comité spécifique. Les travaux en lien avec la littérature jeunesse en langue autochtone, ou encore le suivi du *Plan d'action numérique* au regard des réalités des Premières Nations et des Inuits sont des exemples des enjeux présentés et discutés.

Dans la mesure où la responsabilité de la poursuite des travaux de la Table nationale relève du ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur (MEES), il appartient à ce dernier de fournir des informations détaillées les concernant.

Liste des rencontres auxquelles des fonctionnaires du SAA ont assisté

Les professionnels responsables du dossier de l'éducation et de la persévérance scolaire à la Direction des relations avec les Autochtones du Secrétariat aux affaires autochtones (SAA) ont participé à l'ensemble des rencontres susmentionnées.

Sommes engagées dans le cadre de cette table

Concernant le SAA, aucun autre coût que celui du salaire des professionnels impliqués au dossier n'a été engendré.

Dans la mesure où la Table nationale relève du MEES, il appartient à ce dernier de fournir des informations financières la concernant.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

Secrétariat aux affaires autochtones Portefeuille 140 Programme 04

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

23. Indiquer les mesures déployées et les sommes engagées en 2019-2020 pour prévenir et lutter contre les violences sexuelles dans les communautés autochtones.

Le *Plan d'action gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et des Inuits 2017-2022* comprend plus de treize mesures en lien avec la prévention et la lutte contre les violences sexuelles. Parmi ces mesures, le Secrétariat aux affaires autochtones est responsable de soutenir des projets structurants pour les femmes autochtones en matière de violences sexuelles, en partenariat avec les organisations autochtones. En 2019-2020, les actions suivantes ont été déployées et les sommes engagées pour un montant total de 361 617 \$, afin de prévenir et lutter contre les violences sexuelles dans les communautés autochtones :

Mesures déployées et sommes engagées en 2019-2020 pour prévenir et lutter contre les violences sexuelles dans les communautés autochtones

Organisme	Projet	Sommes engagées	Programme	Objet des initiatives soutenues
Femmes autochtones du Québec	Soutien à la mission globale	250 000 \$	Fonds d'initiatives autochtones III, enveloppe Action communautaire	Amélioration de la qualité de vie des femmes autochtones et de leur famille dans les communautés et hors communauté (santé, éducation, emploi, etc.)
CALACS Étoile du Nord	Mikizi	83 113 \$	Fonds d'initiatives autochtones III, volet Développement social	Intervention, prévention, concertation et formation en matière d'agressions sexuelles et d'exploitation sexuelle dans les communautés de Lac-Simon et de Kitcisakik (Algonquins) et dans les municipalités de la MRC de la Vallée-de-l'Or
Centre Unicura	Girls Inc.	3 616 \$	Projets ponctuels autochtones	Camps d'été pour adolescentes visant spécifiquement la prévention du suicide, de la violence et des agressions sexuelles
Centre interuniversitaire d'études et de recherche autochtone – Montréal	Colloque « Genres et identités : perspectives autochtones contemporaines »	3 001 \$	Projets ponctuels autochtones	Permettre l'avancement des connaissances sur les problématiques vécues par les personnes autochtones lesbiennes, gaies, bisexuelles, transgenres et bispirituelles.
Recherches amérindiennes au Québec	Midis des Nations	5 000 \$	Projets ponctuels autochtones	Échange entre le milieu académique et des chefs de communautés autochtones sur les suites à la Commission Viens.
TOTAL		344 730 \$		



ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

Secrétariat aux affaires autochtones Portefeuille 140 Programme 04

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

24. Indiquer les mesures déployées et les sommes engagées en 2019-2020 pour prévenir les problèmes de la santé mentale et lutter contre les suicides dans les communautés autochtones. Incluant les ressources disponibles ainsi que les ententes spécifiques et leurs revendications des communautés.

Instances de concertation

Le Secrétariat aux affaires autochtones (SAA) et le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) siègent avec le gouvernement fédéral à la Table de concertation sur les problématiques de crise sociale dans les communautés des Premières Nations du Québec (Table), qui a pour mandat de soutenir les communautés des Premières Nations du Québec qui traversent des périodes de crise sociale. Sous la responsabilité de la Commission de la santé et des services sociaux des Premières Nations du Québec et du Labrador (CSSSPNQL), cette table se réunit lorsque des demandes sont adressées par les communautés autochtones.

Le MSSS, le ministère de la Sécurité publique et le SAA participent également aux travaux d'une table de concertation coordonnée par le Centre intégré de santé et de services sociaux de la Côte-Nord et le Centre de santé et services sociaux Uauitshitun de Uashat-Maliotenam, dont le mandat est d'assurer la concertation entre les différents intervenants impliqués dans la mise en œuvre des recommandations contenues dans le rapport du coroner sur la vague de suicides survenus à Uashat-Maliotenam en quelques mois en 2015. Le CLSC Naskapi, la Commission de la santé et des services sociaux des Premières Nations du Québec et du Labrador et le gouvernement fédéral sont également membres de la Table. Une première rencontre de la Table s'est tenue le 29 mai 2018. Pour l'exercice financier 2019-2020, une rencontre formelle a eu lieu le 16 mai 2019 et une rencontre préparatoire s'est tenue le 12 mars 2020.

Initiatives en matière de prévention du suicide et de santé mentale

Le SAA finance, depuis plusieurs années, l'Association de prévention du suicide des Premières Nations du Québec et du Labrador. L'organisme a bénéficié d'un soutien de 525 000 \$ par le biais du volet Action communautaire du Fonds d'initiatives autochtones II entre 2012-2013 et 2016-2017, soit 105 000 \$ par année, afin de soutenir sa mission globale. L'organisme s'est vu confirmer par le SAA un financement de 100 000 \$ par année, de 2017-2018 à 2021-2022, par le biais du volet Action communautaire du Fonds d'initiatives autochtones III. En 2019-2020, 100 000 \$ ont été engagés pour le soutien à la mission globale de l'organisme.

Le SAA soutient par ailleurs des initiatives ponctuelles visant la guérison traditionnelle, ainsi que la prévention du suicide, de la violence et des agressions sexuelles (21 617 \$ en 2019-2020). Il agit également en matière de lutte à l'intimidation, intervention de premier ordre dans la prévention du suicide, par le

soutien de projets réalisés par les communautés et les milieux locaux. Un total de 134 529 \$ a ainsi été investi en 2019-2020 pour soutenir sept projets locaux.

Dans le contexte de la problématique du suicide au Nunavik, le gouvernement du Québec accueille favorablement les efforts de mobilisation des différentes instances de la Régie régionale de la santé et des services sociaux du Nunavik, notamment le lancement, en novembre 2019, de la Stratégie en prévention du suicide du Nunavik. Le gouvernement du Québec entend collaborer pleinement à la recherche et à la mise en œuvre de mesures de prévention et d'intervention adaptées au contexte inuit.

De nombreuses mesures de lutte aux dépendances et de soutien aux différentes dimensions de la santé mentale sont incluses au *Plan d'action gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et des Inuits* (PAGDSCPNI). Leur réalisation étant sous la responsabilité d'autres ministères, dont le MSSS et le ministère de la Justice du Québec, il appartient à ces derniers d'en présenter les informations de mise en œuvre.

Initiatives pour l'amélioration des conditions de vie

Le gouvernement du Québec travaille plus largement, par divers moyens, à l'amélioration des conditions de vie des Autochtones : le PAGDSCPNI a été lancé à cette fin le 28 juin 2017. Plusieurs de ses mesures visent des problématiques soulevées précédemment, qui ont un lien direct avec les taux de suicide chez les Premières Nations et les Inuits. Dans le contexte du développement de nouvelles initiatives, le SAA a poursuivi en 2019-2020 sa collaboration avec le ministère de la Famille pour élaborer une réponse pertinente aux besoins des Autochtones en la matière. Il a notamment soutenu la tenue d'une consultation spécifique des organisations autochtones pour la lutte contre l'intimidation le 11 février 2020.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

Secrétariat aux affaires autochtones Portefeuille 140 Programme 04

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

25. Actions posées et crédits engagés en 2019-2020 auprès des jeunes et des femmes autochtones et prévisions pour 2020-2021.

Les tableaux suivants présentent les sommes déboursées par le Secrétariat aux affaires autochtones (SAA) au courant de l'exercice financier 2019-2020 pour des projets auprès des jeunes et des femmes autochtones, tous programmes confondus.

JEUNES

NOM DU PROJET	DÉBOURSÉS
Fondation Nouveaux Sentiers – Camps de leadership et programme Deviens	100 000 \$
Jeunes musiciens du monde – École de Val-d'Or et communautés	100 000 \$
Fusion Jeunesse – Consolidation et expansion du volet autochtone	70 000 \$
Centre d'amitié autochtone de Lanaudière – Services alimentaires Miro Mitcim	35 000 \$
Centre d'amitié autochtone du Saguenay – Ateliers de langue innue et attikamek	24 156 \$
Tukisiniarvik School Netting Project	5 000 \$
Compétition d'arts martiaux	1 000 \$
Tournoi de ballon balai sur neige	1 900 \$
4 ^e Colloque persévérance et réussite scolaires	25 000 \$
Colloque du CIÉRA 2019	3 001 \$
Programmation Sous le Shaputuan 2019	15 000 \$
Bourses Yatsayonhcha' 2019	4 000 \$
Visite du Musée ambulant à Pessamit	5 000 \$
Nunavik Volleyball–Championnat provincial masculin	3 000 \$
Mini-écoles de la santé à Pessamit	4 200 \$
Tenue des JAIB	80 000 \$
Football scolaire à Kitcisakik et Lac-Simon	1 000 \$
Balle molle Nottaway Cup	1 000 \$
Gathering for cultural activities	3 000 \$
Kokominok kirika kimocomok (Sensibilisation des jeunes aux réalités des aînés)	10 000 \$
Parcours réflexe aîné (Sensibilisation des jeunes aux réalités des aînés)	9 505 \$
Forum Minuenimutau	5 000 \$
Forum Reformons le Cercle (Projet de transmission culturelle entre jeunes et aînés)	3 000 \$

JEUNES (SUITE)

NOM DU PROJET	DÉBOURSÉS
Apirsuutiniq (Projet de transmission culturelle entre jeunes et aînés)	3 000 \$
Présence de transmetteur au rassemblement en langues et culture (Projet de transmission culturelle entre jeunes et aînés)	3 000 \$
Wisdom of Elders (Projet de transmission culturelle entre jeunes et aînés)	3 000 \$
Nikeckotatotan mamō ka kiceatisitcik kaie ockinikiwok (Projet de transmission culturelle entre jeunes et aînés)	3 000 \$
Noko x Mosowan (Projet de transmission culturelle entre jeunes et aînés)	3 000 \$
Yānonhchia' de yānenda'yeh (Projet de transmission culturelle entre jeunes et aînés)	3 000 \$
Onkwehonwehnéha on the Land (Projet de transmission culturelle entre jeunes et aînés)	3 000 \$
Passing traditional knowledge (Projet de transmission culturelle entre jeunes et aînés)	3 000 \$
lonkhiwenna:wis (Projet de transmission culturelle entre jeunes et aînés)	3 000 \$
Rencontre avec des aînés (Projet de transmission culturelle entre jeunes et aînés)	2 000 \$
Kakita (Projet de transmission culturelle entre jeunes et aînés)	3 000 \$
Anti-bullying Program (Projet contre l'intimidation)	20 000 \$
Si tu savais (Projet contre l'intimidation)	14 949 \$
Connaissance de l'autre (Projet contre l'intimidation)	20 000 \$
Minoayawi (Projet contre l'intimidation)	19 800 \$
Anti-Bullying Campaign Pprojet contre l'intimidation)	19 980 \$
Trans RD	28 000 \$
Distribution Voltimage	100 000 \$
Awastoki – Création numérique	27 004 \$
David Savard – SMD Construction Inc.	6 500 \$
Decontie Clean	78 645 \$
Pêcheries Brière	80 000 \$
Pêcheries Jenniss	65 200 \$
Travoy	32 549 \$
TOTAL	1 053 389 \$

En plus de ces projets, certains autres, bien qu'ils ne les visent pas exclusivement, ont une incidence particulière sur les jeunes, notamment le *Programme d'embauche de coordonnateurs en mobilisation communautaire, participation citoyenne et promotion des saines habitudes de vie* avec un financement en 2019-2020 de **1 427 380 \$**.

FEMMES

NOM DU PROJET	DÉBOURSÉS
Femmes autochtones du Québec – Soutien à la mission globale	250 000 \$
CALACS L'étoile du Nord – Mikizi Culturellement et collectivement pour elles	83 113 \$
3rd Kuukuminuuch Gathering (Rassemblement pour aînées)	10 000 \$
Girls Inc. (Camp d'été pour adolescentes)	3 616 \$
Tournoi de volleyball Orange Alouettes 2019	1 200 \$
Nunavik Volleyball - Québec espoir féminin	3 000 \$
Volley-ball féminin Atikussat à Sept-Îles 2019	1 000 \$
Résistance des femmes autochtones en Amérique	5 000 \$
Un effort collectif, c'est fantastique	5 000 \$
Kisakin	3 189 \$
Expansion de l'institut Yarha	23 277 \$
Les Cupcakes de Coquelicot	46 250 \$
Cuisine de rue	150 000 \$
Hébergement Aux Cinq Sens	79 020 \$
Diamond Phoenix Creations	115 505 \$
Espace concierge	19 100 \$
Esthétique Patsy Expansion	13 148 \$
FGL Artisanat	2 052 \$
Indian Bay Smokehouse	150 000 \$
Les amis de Fripouille	368 \$
Librairie Hannenorak	49 812 \$
MiskiZann	61 015 \$
Succursale Yuzu	13 100 \$
Produits naturels Keskamizit	67 330 \$
Repos du guerrier	84 638 \$
Service de cuisine autochtone	14 000 \$
Services d'entretien ménager	3 000 \$
Déménagement DEC	40 000 \$
Veaux d'embouche	33 400 \$
TOTAL	1 330 133 \$

En prenant en compte les engagements pluriannuels dans le cadre de certains projets, le SAA a déjà, pour l'exercice financier 2020-2021, des engagements de 177 500 \$ pour les projets auprès des femmes.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

Secrétariat aux affaires autochtones Portefeuille 140 Programme 04

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

26. Détail de l'état d'avancement des travaux entre le SAA et le MSSS concernant un plan d'action sur les services de santé et les services sociaux pour les peuples autochtones. État d'avancement du comité tripartite et coûts engendrés par sa mise en place, ses activités, etc.

La Commission de la santé et des services sociaux des Premières Nations du Québec et du Labrador (CSSSPNQL) est elle-même responsable de l'élaboration et de la mise en œuvre de son *Plan directeur de la santé et des services sociaux des Premières Nations du Québec et du Labrador*. Le plan directeur 2007-2017 est toujours le plan en vigueur. Il est mis en œuvre par un plan stratégique (2017-2020) dans le but de soutenir l'atteinte des cibles et le partage d'une vision commune s'appuyant sur les progrès réalisés et l'évolution des services offerts par les communautés des Premières Nations.

Il n'existe pas de plan d'action gouvernemental sur les services de santé et services sociaux pour les peuples autochtones, mais plutôt des plans d'action sectoriels ciblés abordant des thématiques telles que l'itinérance, la violence, la toxicomanie, les agressions sexuelles et autres. Il n'existe pas non plus de comité tripartite pour l'élaboration d'un tel plan d'action gouvernemental.

Le Secrétariat aux affaires autochtones coordonne actuellement la mise en œuvre du *Plan d'action gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et des Inuits 2017-2022* dont l'objectif est non seulement de consolider les efforts gouvernementaux, mais également de renouveler l'action gouvernementale en cette matière et d'en assurer, pour la première fois, une véritable cohésion. À cet effet, il a été convenu que l'ensemble des mesures spécifiques aux Autochtones qui auraient dû se retrouver dans les différents plans d'action sectoriels des ministères et organismes s'inscrivent dorénavant dans ce plan d'action.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

27. Les détails du coût des commissions scolaires autochtones en 2019-2020.

À l'instar de l'ensemble des commissions scolaires québécoises, le ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur (MEES) est responsable du financement et des liens directs avec les commissions scolaires crie et Kativik, ainsi qu'avec l'école des Naskapis. En effet, elles font partie du système scolaire québécois, elles assurent l'administration de l'éducation à l'intention des élèves en territoire conventionné et sont assujetties à la *Loi sur l'instruction publique pour les autochtones cris, inuit et naskapis* (chapitre I-14).

En conséquence, il revient au MEES de répondre à cette question.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

28. Les détails du coût du corps de police autochtone pour les différentes communautés.

Les crédits octroyés au financement des ententes concernant la prestation des services policiers dans les communautés autochtones du Québec relèvent du ministère de la Sécurité publique du Québec.

Par conséquent, il revient à ce dernier de répondre à cette question.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

29. Les coûts et le nombre d'ETC qui travaillent à la résolution des différends entre les diverses communautés de chasseurs et le gouvernement du Québec concernant les droits de chasse sur les réserves fauniques Québec. Ventilation des coûts des parties privées qui œuvrent pour le gouvernement dans ce dossier, le cas échéant et par réserve faunique.

Le coût : 17 561 \$
Cela représente environ 0,25 ETC

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

30. Pour l'année 2019-2020, liste de toute étude, analyse ou document concernant le projet Tortue et son avancement dans la nation huron-wendat.

La participation gouvernementale à la mise en œuvre du projet Tortue relève de la responsabilité du ministère de la Santé et des Services sociaux.

Le Secrétariat aux affaires autochtones ne détient aucune étude, analyse ou document concernant le projet en question.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

31. État d'avancement et état des lieux des négociations et des relations entre les Innus de Natashquan et Hydro-Québec suite aux manifestations de la Romaine en novembre 2018

Après qu'un campement de chasse communautaire ait été érigé près du chemin menant au chantier de La Romaine, le 28 novembre 2018, des discussions se sont tenues entre la communauté, Hydro-Québec et le gouvernement du Québec pour trouver des voies de passage.

Une rencontre a eu lieu à Havre-Saint-Pierre, le 30 novembre 2018, entre les hautes autorités du Secrétariat aux affaires autochtones, d'Hydro-Québec Production, du ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs et celles de la communauté de Nutashkuan.

Ces discussions ont permis de démanteler la barricade. Suivant cette rencontre, des échanges de lettres entre les parties ont permis de confirmer les engagements convenus.

Conformément à ce qui avait été convenu, des entreprises de Nutashkuan ont poursuivi leurs travaux de déboisement pour le bassin de Romaine 4.

Par ailleurs, un autre projet d'Hydro-Québec se trouve à proximité de la communauté de Nutashkuan, soit le projet de raccordement de La Romaine et d'Unamen Shipu, et a complexifié les échanges avec la communauté en 2019. Pour ce projet, HQ poursuit les discussions avec Nutashkuan, auxquelles le SAA ne participe pas activement, afin d'en venir à une entente.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

Secrétariat aux affaires autochtones Portefeuille 140 Programme 04

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

32. Pour l'année 2019-2020, et les prévisions pour 2020-2021 concernant les ressources en habitation pour les communautés, le nombre de logements sociaux à développer, ainsi que toute étude, analyse ou document relié.
-

Situation du logement au Nunavik

En vertu de la *Convention de la Baie-James et du Nord québécois* (CBJNQ), les gouvernements du Québec et du Canada assument une responsabilité partagée envers les Inuits du Nunavik. À ce titre, ils signent depuis 2000 des ententes récurrentes (*l'Entente concernant la mise en œuvre de la Convention de la Baie-James et du Nord québécois en matière de logement au Nunavik*) visant à construire des logements sociaux au Nunavik. Ils ont ainsi signé, le 24 mai 2018, une nouvelle entente pour la période 2017-2022. L'investissement du gouvernement du Canada s'élève à un peu plus de 25 M\$. Comme c'était le cas pour l'Entente 2016-2017, le gouvernement du Québec est responsable de financer le déficit d'exploitation sur une période de quinze ans.

Le gouvernement du Canada a annoncé, lors du budget fédéral 2016, un investissement de 50 M\$ sur deux ans devant servir à répondre aux besoins urgents en matière de logement au Nunavik. Le gouvernement du Québec n'a pas été interpellé quant à la mise en œuvre de cet engagement. L'entente conclue entre le gouvernement du Canada et la Société Makivik n'aborde pas la couverture du déficit d'exploitation, alors que cet aspect est généralement financé par le gouvernement du Québec lorsqu'il est partie prenante aux ententes.

Par ailleurs, lors du budget fédéral 2018, le Canada a annoncé une enveloppe de 250 M\$ pour le Nunavik, sur 10 ans, dans le cadre de la Stratégie de logement pour l'Inuit Nunangat. À ce jour, la Société Makivik a reçu 50 M\$ et a construit avec une portion de cette somme, 96 logements sociaux au cours de l'été 2019. 25 M\$ lui seront versés en 2020-2021 et il est prévu que 54 logements soient réalisés en 2020.

Les investissements fédéraux ont ainsi permis la construction de 144 logements en 2017 et 96 logements en 2019. Afin d'éviter que ces logements demeurent inoccupés, le gouvernement du Québec a accepté d'en financer, de façon exceptionnelle, le déficit d'exploitation jusqu'au 31 mars 2021. Ce financement temporaire est estimé à un coût total de 10 M\$ entre novembre 2017 et mars 2021.

Des discussions sont en cours entre la Société Makivik, le gouvernement fédéral et le gouvernement du Québec afin de trouver une solution permettant d'assurer un financement à long terme.

Autochtones en milieu urbain

En ce qui a trait à la situation du logement en milieu urbain pour les Autochtones, le Secrétariat aux affaires autochtones (SAA) est au fait des besoins particuliers du nombre grandissant de personnes autochtones vivant ou de passage dans les milieux urbains québécois. Les motivations et aspirations des Autochtones se dirigeant vers les villes varient grandement d'un individu à l'autre. À titre d'exemple, soulignons le cas des Autochtones qui ne sont que de passage en ville afin de recevoir des soins de santé spécialisés ou encore, afin de poursuivre des études postsecondaires. Par ailleurs, de plus en plus d'Autochtones en milieu urbain y sont nés et n'ont jamais vécu dans le

contexte des réserves autochtones. De même, il est constaté que la présence autochtone dans plusieurs villes régionales se caractérise par des ménages à faibles revenus ayant plusieurs enfants, où les femmes agissent souvent à titre de chef de famille, et ce, dans un contexte de monoparentalité.

Bien que le SAA ne réalise pas d'investissements directs en matière de logement, il collabore tout de même à différents chantiers d'intérêts portés par certains ministères et organismes. À ce titre, notons les mesures 1.1.6 et 1.2.27 portées respectivement par le ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur et la Société d'habitation du Québec, dans le cadre du *Plan d'action gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et des Inuits*. Alors que la première vise la création, à Sept-Îles et Trois-Rivières, de résidences adaptées pour les élèves et étudiants autochtones et leur famille, la deuxième propose de faciliter la construction de logements sociaux pour une clientèle autochtone vulnérable dans des villes caractérisées par un marché du logement sous pression et par une importante population autochtone.

Enfin, il importe de mentionner que la marge de manœuvre du SAA en matière d'habitation est limitée par le fait que la question de l'habitation autochtone sur terres de réserve relève du gouvernement fédéral.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

33. Pour l'année 2019-2020, liste de toute étude, analyse ou document concernant les besoins de main-d'œuvre dans les communautés autochtones

Selon les informations détenues par le Secrétariat aux affaires autochtones, les trois publications suivantes ont paru pendant l'année 2019-2020. Le Secrétariat aux affaires autochtones a participé de manière indirecte à celles-ci, soit en siégeant au comité de suivi de la recherche du Fonds de recherche du Québec – Société et culture (FQRSC), soit à titre de membre observateur du Comité consultatif des Premières Nations et des Inuits sur le marché du travail.

Théberge, D., Beaudoin, J-M, Asselin, H., Ben Mansour, J., Bouthillier, L., St-Jean, É. et Fabi, E. (2019), *Regards sur les attitudes et comportements des employeurs à l'égard de la diversité de la main-d'œuvre autochtone* (rapport global). Rapport soumis à : FQRSC et ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale. Université Laval.

http://www.frqsc.gouv.qc.ca/documents/11326/448958/MRA-rapport_Jean-Michel.Beaudoin.pdf/02cac77b-307b-4bd2-b390-c2cbfe02d762

Comité consultatif des Premières Nations et des Inuits sur le marché du travail, *Avis pour soutenir le développement en emploi des Premières Nations et des Inuits en économie sociale*, septembre 2019.

<http://www.ccpnimt-fnilmac.com/publica/Avis-pour-soutenir-le-developpement-en-emploi-des-Premieres-Nations-et-des-Inuits-en-economie-sociale.pdf>

Comité consultatif des Premières Nations et des Inuits sur le marché du travail, *Le marché du travail des Premières Nations et des Inuits au Québec*, Situation récente et tendances 2019, juin 2019.

<http://www.ccpnimt-fnilmac.com/publica/le-marche-du-travail-des-premieres-nations-et-des-inuits-du-quebec2019.pdf>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

Secrétariat aux affaires autochtones Portefeuille 140 Programme 04

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

34. Les programmes et ressources disponibles pour faciliter l'entrepreneuriat autochtone dans leur communauté, ainsi que les ressources investies, ventilées par projet et les projets rejetés accompagnés des raisons du refus. Prévisions pour 2020-2021.

Le Secrétariat aux affaires autochtones (SAA) est responsable du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III), un programme d'aide financière de 167,5 M\$ qui s'échelonne sur une période de cinq ans (2017-2022). Le FIA III comporte sept volets, dont un de 60,6 M\$ prévu pour soutenir le développement économique autochtone.

Une communauté autochtone qui souhaite bénéficier du volet Développement économique du FIA III doit signer une entente particulière avec le gouvernement du Québec.

Au total, trente-deux (32) communautés autochtones ont signé une entente particulière avec le gouvernement du Québec, auxquelles s'ajoute l'Administration régionale Kativik, qui a signé une entente particulière permettant de couvrir les besoins des 14 villages inuits du Québec.

Le volet Développement économique du FIA III compte trois enveloppes distinctes réservées à des clientèles spécifiques :

- Entrepreneuses ou jeunes entrepreneurs de 35 ans et moins (2,55 M\$);
- Économie sociale (2 M\$);
- Mobilisateur économique (1,6 M\$).

Les promotrices et les promoteurs autochtones peuvent déposer leurs demandes d'aide financière en tout temps. Le SAA ne fait donc pas de prévisions annuellement.

La liste suivante présente les projets de développement économique soutenus financièrement par le SAA au cours de l'exercice financier 2019-2020 :

VOLET DU FIA III / PROJET	DÉBOURSÉS
DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE	11 353 615 \$
Développement économique général	9 377 324 \$
800 degrees wood fired pizza	6 122 \$
Accompagnement au développement économique et touristique	4 900 \$
Achat de Portes Excelor	400 000 \$
Achat d'un bateau de pêche commercial et quota	120 000 \$
Acquisition de la Pourvoirie du Lac Dionne Inc.	30 000 \$

VOLET DU FIA III / PROJET	DÉBOURSÉS
Acquisition de la Pourvoirie Mistawac	180 000 \$
Acquisition de la succession de Jacques Maloney	400 000 \$
Acquisition de machinerie - CTIN	32 500 \$
Acquisition de matériel à la cuisine Pakigan	7 835 \$
Acquisition de niveleuse : déneigement-arasement	108 720 \$
Acquisition d'équipements de construction	79 800 \$
Acquisition d'un permis et bateau de pêche au crabe	30 000 \$
Acquisition d'une centrale hydroélectrique	520 000 \$
ADEL - Timiskaming	30 000 \$
ADEL - Embauche d'un directeur général pour la Société de développement économique Amik	33 748 \$
Agent de développement économique - Gespeg	54 250 \$
Agent de développement touristique - Listuguj	54 000 \$
Aide au développement économique local - Wabak Pimadizi	9 590 \$
Amélioration du Casse-croûte Ali-baba	5 000 \$
Auberge Hipou	1 360 000 \$
Buck's Auto Parts	162 455 \$
CDEE - Agent de développement économique	97 875 \$
Centre de mécanique GT - NAPA AutoCare	100 000 \$
Centre recherche Agrinova - Biochar Boréal	258 000 \$
Complexe sportif de Wendake - Phase II	402 495 \$
Construction d'un bateau de pêche polyvalent	642 250 \$
Démarrage de Sichuun inc.	160 000 \$
Dépanneur 6 à 11 - Remplacement réservoirs essence	14 810 \$
Domaine du lac des Cèdres	6 000 \$
Economic and Tourism Master Plan	36 750 \$
Entrepôt Pêcherie Uapan	39 960 \$
Étude concernant l'achat de Portes Excelor	8 025 \$
Étude géotechnique des sols	7 475 \$
Études concernant l'acquisition de la Pourvoirie Mistawac	7 625 \$
Expansion of KLM inc. Forestry Operations	449 474 \$
Expansion - Les pro de la construction	14 878 \$
Formation en mycologie	5 115 \$
Frank Storage	21 750 \$
Gespeg - Pêches - bateaux et camion	9 884 \$
JD's Casse-croûte Expansion	10 446 \$
Kahnawà:ke Collective Impact - Tewatohnhi'saktha	361 029 \$
Les pêcheries UAPAN - Permis de pêche au homard	30 000 \$

VOLET DU FIA III / PROJET	DÉBOURSÉS
Lobster hut - Cabane à homard	87 344 \$
Mise à niveau et développement du Club Odanak	105 000 \$
MiskiZann	36 015 \$
Naskapi Fiber Optic Project	325 000 \$
Pêcheries Brière	30 000 \$
Plan d'affaires pour la pourvoirie Etamamiou	27 216 \$
Pourvoirie Étamamiou - Travaux d'urgents	46 334 \$
Préparation du plan stratégique de développement	30 440 \$
Processeur industriel avec remorque pour l'entreprise forestière de Gespeg	9 006 \$
Programme de développement économique Gesgapegiag	135 000 \$
Kebaowek - Tourism Development Plan	11 111 \$
Réaménagement du Motel industriel I - Kiuna	62 554 \$
Reconstruction du dépanneur Pakigan	128 600 \$
Relais la cache - Phase I	159 967 \$
Rénovation de station service Takutaut	500 000 \$
Réservoir de diesel	30 000 \$
Restaurant-Auberge Manawan	221 656 \$
Station innue et Café gourmand Pakua Shipu	72 000 \$
Station Uapishka	100 000 \$
Tenascon Tattoo	3 500 \$
TFN Construction (Démarrage de l'entreprise)	225 000 \$
Tourisme Manawan	31 500 \$
Transport maritime	83 120 \$
Travaux d'agrandissement Dan Esso	79 200 \$
Widjikiwe Gas Bar	525 000 \$
Développement économique - Économie sociale	185 000 \$
Acquisition de machinerie - CTIN	50 000 \$
CAAL - Services alimentaires Miro Mitcim	35 000 \$
CAAVD - Kinawit Phase consolidation	100 000 \$
Développement économique - Jeunes et Femmes	1 296 321 \$
Achat de l'entreprise Les Cupcakes de Coquelikot	46 250 \$
Acquisition de Distribution Voltimage	100 000 \$
Acquisition d'un camion de cuisine de rue	150 000 \$
Aux cinq sens - hébergement en nature	79 020 \$
Awastoki - Création numérique	27 004 \$

VOLET DU FIA III / PROJET	DÉBOURSÉS
Chenil Heartland King Pet Shop	30 700 \$
David Savard - S.M.D. Construction Inc.	16 500 \$
Decontie Clean	78 645 \$
Diamond Phoenix Creations	115 505 \$
Espace concierge	19 100 \$
Esthetique Patsy Expansion	13 148 \$
FGL Artisanat	2 052 \$
Fumoir artisanal de poisson - Indian Bay Smokehouse	150 000 \$
Les amis de Fripouille - Salon de toilettage	368 \$
Librairie Hannenorak	49 812 \$
MiskiZann	25 000 \$
Ouverture d'une succursale d'un restaurant Yuzu	13 100 \$
Pêcheries Brière	50 000 \$
Pêcheries Jenniss	65 200 \$
Produits naturels Keskamizit	67 330 \$
Repos du guerrier	84 638 \$
Service de cuisine autochtone	14 000 \$
Services d'entretiens ménagers	3 000 \$
Transport-Déménagement DEC Inc.	40 000 \$
Travoy	32 549 \$
Veaux d'embouche	34 000 \$
Développement économique - Mobilisateur économique	184 370 \$
Formations-conférences	45 000 \$
Québec Mines + Énergie	30 000 \$
TAQ - Nogom 8abek	66 638 \$
CDEPNQL - Conseillers en développement économique	22 732 \$
Table de concertation en économie sociale	20 000 \$

La liste suivante présente les projets de développement économique refusés au cours de l'exercice financier 2019-2020.

VOLET / PROJETS	MOTIF
Développement économique	
Odjick's Farm (Kitigan Zibi)	Le projet ne répond pas aux normes du programme
Développement économique - Jeunes entrepreneurs	
CB Groupe Conseil (Uashat-Maliotenam)	Le projet ne répond pas aux normes du programme

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

35. État de situation des négociations avec la réserve autochtone de Kahnawake pour l'opération d'un casino, salon de jeux, salle de poker ainsi que tout document pertinent à celles-ci. Préciser s'il y a eu entente et le cas échéant, préciser les conclusions et les coûts afférents.

Le projet de casino actuellement en construction à Kahnawake constitue une initiative privée par les propriétaires de Playground Poker. Ce casino viendra ajouter des appareils de loterie vidéo à l'offre de poker de table de Playground Poker, sans offrir la gamme complète de jeux d'un casino standard (black jack, roulette, etc.). L'opération de ce casino ne fait pas l'objet d'une entente avec le gouvernement du Québec.

Kahnawake se considère comme autonome dans la gestion de l'offre de jeu sur son territoire. En fait, le Conseil mohawk de Kahnawake considère que l'offre de jeu sur son territoire relève exclusivement de sa juridiction.

Les négociations entre le gouvernement du Québec et Kahnawake se font par l'entremise de rencontres des membres d'une table centrale de négociation et de tables sectorielles chargées d'aborder des enjeux spécifiques. Au cours des dernières années, les échanges tenus dans le cadre de ces tables de négociation ont notamment porté sur les enjeux de juridiction. Il s'agit d'une question complexe pour laquelle les échanges se poursuivent.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

Secrétariat aux affaires autochtones Portefeuille 140 Programme 04

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

36. Liste détaillée de toutes les activités ou rencontres entre la ministre, son cabinet, les fonctionnaires et les communautés micmaques relativement aux consultations, au développement du projet Galt en Gaspésie. Préciser s'il y a eu entente et, le cas échéant, préciser les conclusions et les coûts afférents.

Le 5 décembre 2018, le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC) a reçu un avis de projet concernant le projet de mise en production Galt-Sud-Ouest, situé en Gaspésie, par la compagnie Cuda Pétrole et Gaz. Le projet vise à produire du pétrole léger. Il s'agit d'un réservoir pétrolier conventionnel dont la production ne nécessite pas la fracturation hydraulique.

Suivant le dépôt de l'avis de projet, et conformément à ses obligations constitutionnelles, le gouvernement du Québec a entrepris une consultation des Micmacs sur le projet Galt à la fin de décembre 2018. La consultation devait se poursuivre suivant le dépôt de l'étude d'impact, qui était attendue pour l'automne 2019.

Or, en juillet 2019, Cuda Pétrole et Gaz a vendu tous ses actifs pétroliers et gaziers en Gaspésie, incluant la propriété de Galt. Ces actifs ont été rachetés par la compagnie Utica Ressources, qui a fait connaître son intention de reprendre le projet initié par Cuda Pétrole et Gaz pour Galt.

À l'heure actuelle, Utica Ressources n'a cependant pas encore déposé son étude d'impact au MELCC.

Dans l'intervalle, les Micmacs et le gouvernement du Québec ont conclu l'*Entente entre les Micmacs et le Québec sur le processus de consultation et d'accommodement à l'égard d'activités relatives aux hydrocarbures* (ci-après « l'Entente »), le résultat de négociations soutenues menées par les parties depuis plus de deux ans.

L'Entente met en place un processus de consultation mutuellement convenu, prévisible et adapté à la réalité des Micmacs et aux activités d'exploration et de production d'hydrocarbures se déroulant sur le territoire visé par l'Entente, qui couvre la Gaspésie et une portion du Bas-Saint-Laurent.

L'Entente établit deux mécanismes de consultation distincts selon que les activités envisagées sont assujetties ou non à la procédure d'évaluation et d'examen des impacts sur l'environnement (PÉEIE). Si elles le sont, le MELCC est responsable de coordonner le processus de consultation. Si elles ne le sont pas, cette responsabilité revient au ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles.

Puisque le projet Galt est assujetti à la PÉEIE, la consultation des Micmacs, suivant le dépôt attendu de l'étude d'impact par Utica Ressources, sera coordonnée par le MELCC et sera menée conformément aux processus prévus à l'Entente. Au terme de cette consultation et des autres étapes de la PÉEIE, le

gouvernement du Québec devra prendre la décision d'autoriser ou non le projet aux conditions qu'il détermine.

Ultimement, l'Entente vise un développement plus harmonieux de la filière hydrocarbures en ouvrant la voie à un échange privilégié avec la nation micmaque. Elle offre de nouveaux mécanismes aux Micmacs pour qu'ils puissent faire entendre directement leurs préoccupations. L'Entente favorise un climat de confiance, une collaboration constructive et un meilleur dialogue entre le gouvernement du Québec et les Micmacs.

Pour l'année 2019-2020, quelques rencontres entre les parties ont été requises pour finaliser les révisions juridiques de l'Entente en vue de sa présentation et de son approbation par le leadership des trois communautés micmaques et le gouvernement du Québec. Le processus de signature a été complété le 5 février 2020 et l'entente est entrée en vigueur le 6 mars 2020.

Les dates des rencontres

Pour le Secrétariat aux affaires autochtones

2019			
9 mai	27 juin	8 juillet	27 septembre
20 novembre			

Pour la ministre responsable des Affaires autochtones et son cabinet

Aucune rencontre n'a eu lieu.

Coûts afférents

L'Entente prévoit que le gouvernement du Québec soutienne financièrement le Secrétariat Mi'gmawei Mawiomi (celui-ci étant mandaté par les conseils des trois communautés micmaques pour gérer les activités de consultation) pour lui permettre d'accomplir ses obligations prévues à l'Entente par le biais du financement disponible dans le volet soutien à la consultation du Fonds d'initiatives autochtones III, conformément aux modalités et conditions de ce programme et sous réserve des crédits budgétaires votés par l'Assemblée nationale et de la disponibilité des fonds. Le montant exact sera déterminé annuellement, sur la base du volume de travail requis pour remplir ces obligations. Aucun financement spécifique à la mise en œuvre de l'Entente n'a été octroyé en 2019-2020.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

37. En vertu de la *Loi encadrant le cannabis* au Québec :

- a) Pour l'année 2019-2020, liste de toute étude, analyse ou document concernant la réglementation du cannabis chez les différentes communautés autochtones du Québec;
 - b) le nombre de communautés ayant instauré des règles et quelles sont les règles pour chacune;
 - c) les ressources disponibles pour les communautés pour contrôler le produit.
-

- a) Pour l'année 2019-2020, liste de toute étude, analyse ou document concernant la réglementation du cannabis chez les différentes communautés autochtones du Québec

s. o.

- b) Le nombre de communautés ayant instauré des règles et quelles sont les règles pour chacune

Au total, trois communautés ont adopté des lois ou des règlements concernant la vente de cannabis au détail sur leur territoire. Il s'agit des communautés mohawks d'Akwesasne et de Kahnawake, et de la communauté micmaque de Listuguj. Ces lois varient d'une communauté à l'autre et couvrent notamment les aspects suivants : la possession de cannabis à des fins personnelles, la culture de cannabis à des fins personnelles, les restrictions d'usage du cannabis dans certains lieux, la production, la vente, la surveillance, etc. Les cadres développés suivent des objectifs de santé publique, de protection de la jeunesse et de lutte au marché illégal, à l'instar des orientations du gouvernement du Québec.

Les communautés de Wendake, d'Odanak et de Manawan ont, quant à elles, interdit la vente et la consommation sur leur territoire.

- c) Les ressources disponibles pour les communautés pour contrôler le produit

Les programmes susceptibles d'épauler les communautés autochtones dans le contrôle du produit ne relèvent pas des crédits du SAA, mais bien du ministère de la Sécurité publique (MSP) et du ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS).

Les corps policiers autochtones peuvent en effet faire appel à la Sûreté du Québec s'ils jugent manquer de ressources pour gérer un enjeu de trafic de cannabis. Un fonds géré et administré par le MSP est disponible pour financer ce genre d'enquête. Pour le travail quotidien, les ententes de police bonifiées sont censées couvrir les dépenses liées au contrôle de la substance. Les questions à cet égard devraient être posées dans l'étude de crédits du MSP.

En matière de prévention, le MSSS a décidé de verser des fonds à la Commission de la santé et des services sociaux des Premières Nations du Québec et du Labrador qui est responsable de leur redistribution. C'est le MSSS qui gère ces fonds. Les questions à cet égard devraient lui être posées directement.

Par ailleurs, l'article 62 de la *Loi encadrant le cannabis* permet au gouvernement du Québec de convenir d'ententes avec les nations autochtones, dans le but d'adapter les mesures prévues par son cadre législatif et réglementaire aux réalités autochtones. Ainsi, des discussions ont été entamées avec les communautés autochtones qui ont manifesté leur intérêt de convenir de telles ententes avec le gouvernement du Québec. Elles pourront notamment comporter des mesures pour renforcer la surveillance et le contrôle du produit.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

38. Pour l'année 2019-2020, liste de toute étude, analyse ou document concernant l'utilisation de cartes autochtones, notamment délivrées par les Métis de l'organisation Alliance autochtone du Québec
-

Le Secrétariat aux affaires autochtones n'a pas lui-même réalisé, commandité ou commandé de tels travaux. Il mène plutôt une veille scientifique et médiatique informelle. Il collabore avec les ministères et les organismes du gouvernement du Québec qui sont interpellés par des groupes qui prétendent, d'une manière ou d'une autre, au statut d'Indien.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

39. En lien avec les terrains de la défense nationale à Sainte-Foy, tous les échanges de la ministre et de son cabinet avec la nation huronne-wendat.

La ministre responsable des Affaires autochtones et son cabinet n'ont eu aucun échange avec la nation huronne-wendat au sujet des terrains de la Défense nationale, à Sainte-Foy.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

40. Pour l'année 2019-2020, liste de toute étude, analyse, document et plan d'agrandissement concernant la maison Ullivik, ainsi que les prévisions pour 2020-2021 en ce domaine.

La maison Ullivik est un centre d'hébergement destiné aux bénéficiaires inuits du Nunavik qui doivent se déplacer dans la région montréalaise afin de recevoir des soins de santé.

Le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) est responsable du dossier de la maison Ullivik. En conséquence, il revient au MSSS de répondre à cette question.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

41. Pour l'année 2019-2020, les échanges de la ministre, son cabinet et/ou le ministère avec la ministre de la Sécurité publique, son cabinet et/ou ministère concernant le registre des armes à feu pour les communautés autochtones.

Ni le cabinet de la ministre responsable des Affaires autochtones ni le personnel administratif n'ont eu d'échanges avec le ministère de la Sécurité publique (MSP) au sujet du registre des armes à feu.

Ce dossier relève du MSP et le Secrétariat aux affaires autochtones a été tenu informé des progrès au dossier par ce dernier, notamment par rapport aux discussions avec les nations inuite et crie qui ont mené à l'adoption d'ententes particulières.

Pour la période demandée, une entente a été conclue avec la nation inuite et le décret approuvant cette entente a été pris le 25 mars 2020 par le gouvernement du Québec.

Dans le cas de l'*Entente relative à l'octroi d'une subvention pour la mise en place de mesures pour favoriser l'immatriculation des armes à feu sans restriction* entre l'Association des trappeurs cris et le gouvernement du Québec, celle-ci a été signée en avril 2019. Ce sont les crédits du MSP qui ont permis d'assumer le volet financier de ces ententes.

Ces dernières ont été signées par la ministre responsable des Affaires autochtones en vertu de la *Loi sur le ministère du Conseil exécutif* (chapitre M-30).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

42. Pour l'année 2019-2020, tout document demandé au ministère du Conseil du Trésor concernant l'application de la *Loi sur le registre des armes à feu* pour les communautés autochtones.

Le Secrétariat aux affaires autochtones a travaillé en collaboration avec le ministère de la Sécurité publique afin de le conseiller dans la gestion de ce dossier. Par contre, il n'a pas produit de document à ce sujet et n'a adressé aucune demande de documentation au ministère du Conseil du Trésor.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

Secrétariat aux affaires autochtones Portefeuille 140 Programme 04

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

43. La liste de tous les comités interministériels en 2019-2020, desquels a fait partie le SAA avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.

Le Secrétariat aux affaires autochtones (SAA) a siégé en 2019-2020 à l'ensemble des comités interministériels coordonnés par différents ministères et organismes :

Secrétariat à la jeunesse

- Comité interministériel sur la jeunesse

Secrétariat à la condition féminine

- Comité de travail interministériel violence conjugale et familiale - Premières Nations et Inuits
- Comité Femmes autochtones

Ministère de la Santé et des Services sociaux ou son réseau

- Table interministérielle en itinérance
- Table interministérielle en dépendances
- Comité interministériel sur le Plan d'action interministériel de la Politique gouvernementale de prévention en santé
- Comité directeur intersectoriel régional en itinérance (CIUSSS Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal)
- Comité directeur intersectoriel en itinérance (CISSS de l'Abitibi-Témiscamingue)
- Comité aviseur pour la démarche de développement d'une approche de sécurisation culturelle dans la prestation des services de santé et des services sociaux
- Table de concertation assurant le suivi des recommandations du rapport du coroner à Uashat mak Mani-Utenam (CISSS Côte-Nord)
- Comité des partenaires du Programme des facultés de médecine pour les Premières Nations et les Inuits du Québec
- Projet de régulation sociale au Nunavik Saqijuq – Table de coordination
- Groupe de travail sur l'apport alimentaire (GT1)

Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale

- Comité consultatif des Premières Nations et des Inuit relatif au marché du travail
- Réseau des répondant(e)s en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale
- Comité de travail en matière d'action communautaire sur communautés autochtones

Secrétariat à l'Action communautaire autonome et aux initiatives sociales

- Comité interministériel de l'action communautaire

Ministère de la Justice du Québec

- Forum sociojudiciaire
- Comité pour une pleine justice au Nunavik
- Comité justice Nunavik

Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation

- Conférences administratives régionales
- Table gouvernementale en affaires territoriales

Ministère de la Famille

- Comité de travail interministériel sur l'intimidation
- Comité de travail interministériel sur l'intimidation Premières Nations et Inuits

Ministère des Relations internationales

- Comité interministériel sur les droits de la personne
- Comité interministériel sur les affaires nordiques et arctiques (en collaboration avec la Société du Plan Nord)

Ministère de l'Économie et de l'Innovation

- Comité interministériel en économie sociale

Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs

- Comité de travail interministériel - négociations relatives à la gestion des camps mobiles pour la chasse au caribou

Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques

- Groupe de travail sur l'affectation prioritaire de 30 % du territoire du Plan Nord à la protection de l'environnement, à la sauvegarde de la biodiversité et à la mise en valeur de divers types de développement
- Groupe de travail interministériel sur le prochain cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020
- Comité directeur sur les aires protégées
- Groupe de travail technique sur la planification régionale des aires protégées à la Baie-James

Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur

- Table nationale sur la réussite éducative des élèves autochtones

Société d'habitation du Québec

- Comité tripartite sur le logement au Nunavik

Société du Plan Nord

- Comité interministériel sur le navettage aéroporté

Secrétariat du Québec aux relations canadiennes

- Réseau des responsables des Unités de relations canadiennes

Transition énergétique Québec

- Comité Transition énergétique Québec – Premières Nations sur les bâtiments résidentiels et communautaires des Premières Nations

Fonds de recherche du Québec

- Comité de suivi - Action concertée Chaire-réseau de recherche sur la jeunesse du Québec

Commission de la santé et des services sociaux des Premières Nations du Québec et du Labrador (CSSSPNQL)

- Table de concertation sur les problématiques de crises sociales dans les communautés Premières Nations
- Comité des partenaires - Processus de gouvernance en matière de santé et de services sociaux
- Sous-comité du Comité des partenaires sur les appels à l'action de la Commission de vérité et réconciliation du Canada

Gouvernement fédéral

- Comité régional des coordonnateurs du Québec pour la mise en œuvre du principe de Jordan

Puisque ces derniers ne sont pas sous la responsabilité du SAA, il revient aux ministères et organismes de donner les détails concernant le mandat, les membres, le budget et les résultats de ces comités.

Le SAA est responsable quant à lui des comités suivants :

Comité	Mandat	Membres	Budget	Résultats
Comité interministériel de coordination du Plan d'action gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et des Inuits	<ul style="list-style-type: none"> • Partager l'information sur la mise en œuvre des mesures • Assurer le suivi général de la mise en œuvre du Plan d'action • Concertation autour de la mise en œuvre des mesures • Production de la reddition de comptes et des bilans annuels 	<ul style="list-style-type: none"> • CCQ • MAMH • MCC • MÉES • MFamille • MJQ • DPCP • MSP • MSSS • MTESS • SAA • SAJ • SCF • SHQ 	Aucun budget n'est associé à ce comité	<ul style="list-style-type: none"> • Suivi des mesures • Augmentation de la concertation interministérielle • Création de groupes de travail
Comité des sous-ministres adjoints du Plan d'action gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et des Inuits	<ul style="list-style-type: none"> • Assurer la concertation à un niveau décisionnel concernant les actions gouvernementales en matière de développement social et culturel autochtone • Assurer l'application des orientations gouvernementales telles qu'elles ont été établies dans le Plan d'action • Assurer la cohérence des actions gouvernementales en matière de développement social et culturel autochtone 	<ul style="list-style-type: none"> • CCQ • MAMH • MCC • MÉES • MFamille • MJQ • DPCP • MSP • MSSS • MTESS • SAA • SAJ • SCF 	Aucun budget n'est associé à ce comité	<ul style="list-style-type: none"> • Suivi des mesures • Augmentation de la concertation interministérielle

Comité	Mandat	Membres	Budget	Résultats
Comité de travail conjoint du Plan d'action gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et des Inuits	<ul style="list-style-type: none"> Assurer le suivi général de la mise en œuvre du Plan d'action Partager l'information et les meilleures pratiques en matière de développement social et culturel autochtone Faire les liens avec les comités sectoriels (ex. : Forum sociojudiciaire) Planifier des activités de communication (diffusion du bilan annuel, information auprès des organisations politiques autochtones et autres) Effectuer une veille sur le développement social et culturel autochtone au Québec et appuyer le SAA dans ses démarches d'évaluation 	<ul style="list-style-type: none"> SHQ SAA Ministères et organismes sectoriels du gouvernement du Québec (présence ponctuelle) APNQL CDÉPNQL CDRHPNQL CSSSPNQL CNA CEPN FAQ GNC IDDPNQL IT RCAAQ NNK 		<ul style="list-style-type: none"> Une première rencontre a eu lieu concernant la validation du mandat du comité
Tables d'accessibilité aux services en milieu urbain pour les Autochtones (SAA) — Table centrale de coordination	<ul style="list-style-type: none"> Une Table centrale de coordination supervise les travaux pour l'ensemble du Québec. Le mandat de celle-ci est d'appuyer les Tables locales, en plus de coordonner l'ensemble des travaux afin d'assurer la cohérence et la cohésion des démarches en cours au Québec, de permettre le transfert d'expertise et d'élaborer les orientations générales en matière de prestation de services 	<ul style="list-style-type: none"> SAA, coprésident RCAAQ, coprésident MJQ DPCP SQ MSP MSSS 	À l'échelle du SAA, eu égard aux activités de la Table centrale de coordination, outre le salaire des effectifs impliqués au	Retombées générées <ul style="list-style-type: none"> Une plus grande connaissance des prestataires de services en ce qui a trait aux besoins et aux réalités des Autochtones dans les villes d'implantation de chacune des tables locales Une diffusion exacerbée des principes associés à la démarche de sécurisation culturelle auprès des parties prenantes pertinentes Une amélioration de la concertation entre, d'une part, les

Comité	Mandat	Membres	Budget	Résultats
	<p>dans les villes pour les Autochtones. Par ailleurs, elle a supervisé la réalisation, par le Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec (RCAAQ), du document « Les Autochtones en milieu urbain et l'accès aux services publics – Portrait de la situation au Québec ».</p>	<ul style="list-style-type: none"> • MEES • MTESS • SAC (Observateur) • Autres partenaires selon le besoin 	<p>dossier, un budget de l'ordre de 50 000 \$ a été réservé pour des projets d'ampleur provinciale devant appuyer les travaux poursuivis par les différentes tables locales. L'allocation de ce montant, sous gestion du SAA, doit être déterminée par les membres de la Table centrale de coordination réunis en instance.</p>	<p>différents prestataires de services publics et, d'autres parts, entre ces mêmes prestataires et le centre d'amitié autochtone local</p> <ul style="list-style-type: none"> • Un accroissement de l'accessibilité, de la complémentarité et de la continuité des services en milieu urbain pour les Autochtones • L'amélioration de la collaboration intersectorielle entre les intervenants gouvernementaux et le rapprochement des ministères et organismes centraux avec leur réseau de services régionaux/locaux • Le développement de cadres d'analyse, d'orientations et d'éléments de recommandation en matière d'amélioration des conditions de vie des Autochtones en milieu urbain <p>Livrables produits</p> <ul style="list-style-type: none"> • La production et la diffusion du document « Les Autochtones en milieu urbain et l'accès aux services publics – Portrait de la situation au Québec » • La signature, par trois tables locales, d'ententes de collaboration et de complémentarité des services • La tenue de séances de formation sur la démarche de sécurisation culturelle au sein de l'ensemble des régions visées par l'initiative des Tables d'accessibilité, de même qu'auprès des ministères et organismes concernés • La priorisation de projets de rapprochement, de sensibilisation et de recherche au sein des plans d'action de chacune des tables locales • L'organisation de deux rencontres provinciales de
<p>Tables d'accessibilité aux services en milieu urbain pour les Autochtones (SAA) — Tables locales d'accessibilité aux</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Le mandat principal de ces tables locales est de créer des liens de collaboration et de travailler en partenariat afin d'assurer la complémentarité et la continuité des services entre les réseaux québécois et les partenaires régionaux, dont les centres d'amitié autochtones, de manière à adapter l'offre de services de ces réseaux et 	<ul style="list-style-type: none"> • CISSS ou CIUSSS, coprésident • CAA, coprésident • RCAAQ • SAA • La ou les commissions 	<p>Les projets et initiatives portés par les tables locales bénéficient d'un soutien financier dédié par</p>	<ul style="list-style-type: none"> • L'organisation de deux rencontres provinciales de

Comité	Mandat	Membres	Budget	Résultats
services en milieu urbain pour les Autochtones (tables locales)	<p>s'assurer qu'ils répondent adéquatement aux besoins des Autochtones dans les villes.</p> <ul style="list-style-type: none"> Les tables locales doivent assurer le suivi et la mise en œuvre d'une entente de collaboration et de complémentarité des services, et ce, en effectuant les ajustements requis en cours de route. Elles doivent également soumettre à la Table centrale de coordination l'état d'avancement de leurs travaux, selon les modalités convenues. 	<p>scolaires présentes sur le territoire</p> <ul style="list-style-type: none"> Le ou les établissements d'enseignement postsecondaire présents sur le territoire CAVAC Les services correctionnels (le cas échéant) les services de justice généraux (le cas échéant) DPCP CLE Le corps de police municipal ou la SQ, le cas échéant Organismes partenaires : CALACS, maisons d'hébergement pour femmes, SPAQ, centres de désintoxication autochtones, etc. 	<p>l'entremise d'une mesure, au sein du Plan d'action gouvernemental <i>Faire plus, faire mieux</i>, mettant à leur disposition un montant de 112 000 \$ par table locale, pour un grand total de 560 000 \$ d'ici 2022 (la mesure a été bonifiée dans la foulée de la publication des appels à l'action de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec). Ce soutien financier de la part du gouvernement du</p>	<p>réseautage et de bilan par la Table centrale de coordination : les Rencontres annuelles des coprésident(e)s des tables locales d'accessibilité aux services en milieu urbain pour les Autochtones</p>

Comité	Mandat	Membres	Budget	Résultats
		<ul style="list-style-type: none"> Lorsque jugé opportun, des représentants des communautés autochtones limitrophes pourront également être présents. 	<p>Québec s'ajoute à celui annoncé à la fin de l'année 2017 par le gouvernement fédéral et visant à soutenir le fonctionnement et les activités des différentes tables locales.</p>	
<p>Groupe de travail et comité directeur concernant les suivis des commissions d'enquête (Commission Viens et Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées)</p>	<ul style="list-style-type: none"> Une structure de gouvernance a été mise en place afin de faciliter la participation du gouvernement du Québec aux travaux des deux commissions d'enquête en cours. Le SAA et le ministère de la Justice du Québec ont la responsabilité de coordonner, à parts égales, ces travaux. Un comité directeur regroupant les sous-ministres ou secrétaires généraux des ministères concernés a le mandat de faire le suivi des travaux auprès des autorités gouvernementales et d'émettre les orientations relatives aux demandes formulées par les commissions d'enquête. Il se réunit au besoin, soit environ aux six semaines. Un groupe de travail, codirigé par le SAA et le 	<p>Groupe de travail : SAA, MJQ, MSSS, MSP, SCF, SQRC, MEES. Des représentants du MAMH, du MCC, du MTESS, de la SHQ et du DPCP participent lorsque requis.</p> <p>Comité directeur : SAA, MJQ, MSSS, MSP, SCF, SQRC et MEES y siègent continuellement.</p>	<p>Aucun budget n'est associé au groupe de travail ou au comité directeur.</p>	<ul style="list-style-type: none"> Favorise un suivi adéquat des travaux des deux commissions d'enquête et encourage le partage d'informations sur les avancées des travaux. Permet une meilleure concertation entre les ministères et organismes visés par les travaux des deux commissions d'enquête et favorise la prise de décisions lorsque requis.

Comité	Mandat	Membres	Budget	Résultats
	MJQ et regroupant les représentants désignés des ministères respectifs, assure la coordination interministérielle de l'ensemble des travaux. Il se réunit au besoin			
Comité sous-ministériel de coordination des dossiers inuits	<ul style="list-style-type: none"> Le Comité est un lieu d'échange interministériel permanent qui a pour objectif de favoriser une meilleure collaboration et une meilleure coordination de l'action gouvernementale au Nunavik afin de mettre en place, en collaboration avec les milieux inuits, des mesures et des actions concrètes et structurantes visant l'amélioration de la qualité de vie des habitants du Nunavik. 	<ul style="list-style-type: none"> MJQ MSSS MSP MÉES MAMH MFamille MTESS MEI SAJ SAA SHQ 	Aucun budget n'est associé au Comité sous-ministériel	En 2019-2020, des rencontres ponctuelles ont eu lieu sur différents enjeux, dont la crise des suicides au Nunavik.
Groupe interministériel de soutien sur la consultation des Autochtones (GIS)	<ul style="list-style-type: none"> En avril 2006, le ministre responsable des Affaires autochtones a été chargé de la mise sur pied du Groupe interministériel de soutien sur la consultation des Autochtones (GIS), dont le mandat consiste à : <ul style="list-style-type: none"> conseiller les ministères lorsqu'ils doivent modifier ou ajuster leurs pratiques pour appliquer le Guide intérimaire ; conseiller les ministères qui le désirent lorsqu'ils doivent amorcer une démarche de consultation ; créer les outils pour appuyer les 	<ul style="list-style-type: none"> SAA MJQ MELCC MERN MFFP MTQ MAMH MCC 	Aucun budget n'est associé à ce comité	Le GIS, en plus de répondre aux besoins ponctuels qui lui sont présentés, adopte annuellement un plan d'action. Celui-ci comprend notamment l'élaboration de fiches de positionnement en lien avec la consultation, ainsi que divers autres outils d'aide à la décision.

Comité	Mandat	Membres	Budget	Résultats
	<p>fonctionnaires devant analyser des revendications ;</p> <ul style="list-style-type: none"> – contribuer à la formation du personnel ayant à travailler dans ces dossiers ; – appuyer les ministères visés dans l'élaboration de mesures d'accommodement jugées adéquates selon différents types de secteurs et de projets, et ce, dans l'optique d'assurer une certaine cohérence. 			
<p>Comité interministériel sur la gestion des expertises historiques en matière autochtone (CIEH)</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Le CIEH constitue le principal forum de concertation permettant la mise en œuvre de <i>l'Entente concernant le traitement administratif des devis et des contrats de services professionnels relatifs à la réalisation de travaux de recherche et autres travaux reliés en matière autochtone (2017)</i>. • Cette entente a pour objet : <ul style="list-style-type: none"> – de convenir d'un processus visant à encadrer la gestion des fonds alloués par le MERN pour permettre la réalisation des travaux qui peuvent être requis en matière autochtone ; – d'établir des mécanismes de concertation entre les parties impliquées dans la réalisation des activités visées par l'entente ; – d'établir les responsabilités respectives de chacune des parties, de même que leurs responsabilités collectives quant à certains 	<ul style="list-style-type: none"> • MERN • MJQ • Procureure générale du Québec • SAA 	<p>Enveloppe budgétaire du MERN</p>	<p>Gestion des contrats de services professionnels liés aux expertises historiques réalisées pour le gouvernement du Québec.</p>

Comité	Mandat	Membres	Budget	Résultats
	aspects.			
Comité directeur, Comité de mise en œuvre et groupes de travail pour la mesure d'application du PL 21 au sein des communautés autochtones	Assurer l'élaboration et le déploiement de la mesure d'application du PL 21 au sein des communautés autochtones.	<ul style="list-style-type: none"> • MSSS • MÉES • OPQ • RRSSSN • CCSSBJ • CSSSPNQL • CLSC Nakapi • CNA • OPPQ • OTSTCFQ 	Aucun budget n'est associé à ce comité	<p>La planification des travaux a été réalisée.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les travaux, qui représentent cinq chantiers distincts correspondant aux recommandations du Rapport du Comité de travail sur l'application du projet de loi 21 (<i>Loi modifiant le Code des professions et d'autres dispositions législatives dans le domaine de la santé mentale et des relations humaines</i>) sont en cours d'élaboration. <p>Comité directeur : Trois rencontres Comité de mise en œuvre : Trois rencontres Groupes de travail : Huit rencontres</p>
Comité interministériel sur la formation en ligne sur les réalités autochtones	<ul style="list-style-type: none"> • Conseiller le SAA dans la mise en place d'une formation générale accessible en ligne sur les réalités autochtones pour les employés de l'État et des secteurs public et parapublic (mesure 1.1.18 du <i>Plan d'action gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et des Inuits</i>) 	<ul style="list-style-type: none"> • MJQ • MSSS • MÉES • MAMH • MSP • MTESS 	Aucun budget n'est associé à ce comité	<ul style="list-style-type: none"> • Production d'un devis de projet ayant servi à l'appel de projets. • Le comité interministériel a aussi servi de comité de sélection de projets pour le choix d'un partenaire universitaire qui aura le mandat de produire la formation en ligne.
Comité interministériel sur les camps autochtones	<ul style="list-style-type: none"> • Conseiller le gouvernement au sujet de l'établissement de camps autochtones sur les terres du domaine de l'État, à l'extérieur du territoire d'application des conventions en milieu nordique. 	<ul style="list-style-type: none"> • MERN • MFFP • MJQ • MELCC • MAMH 	Aucun budget n'est associé à ce comité	<ul style="list-style-type: none"> • Élaborer, à la lumière de la jurisprudence en cette matière, une approche gouvernementale au regard des camps autochtones sur les terres du domaine de l'État.
Comité permanent de mise en œuvre des ententes en	<ul style="list-style-type: none"> • Développer des outils favorisant la pérennité de la mémoire institutionnelle et le partage des connaissances au regard des conventions et 	<ul style="list-style-type: none"> • MERN • MFFP • MJQ 	Aucun budget n'est associé à ce comité	<ul style="list-style-type: none"> • Le comité a été mis en place en 2019-2020. La première année a permis l'élaboration du mandat et la tenue de discussions concernant le premier plan de travail qui sera

Comité	Mandat	Membres	Budget	Résultats
milieu nordique	<ul style="list-style-type: none"> ententes en milieu nordique; • Conseiller les ministères et les organismes lorsqu'ils doivent adopter des mesures ou négocier et mettre en œuvre des conventions et ententes en milieu nordique; • Établir des positionnements gouvernementaux prenant appui sur l'interprétation de certaines dispositions des conventions et ententes en milieu nordique; • Assurer le respect des dispositions et des cadres mis en place par les ententes en milieu nordique, par toutes les parties signataires; • Assurer la coordination et le partage d'information entre les ministères et organismes sur les dossiers de mise en œuvre actifs; • Contribuer à adapter ou à élaborer le programme de formation pour assurer le développement de la relève et la diffusion de la connaissance au sein du gouvernement du Québec. 	<ul style="list-style-type: none"> • MELCC 		mis en œuvre en 2020-2021.
Sous-comité interministériel de réflexion sur la consultation en milieu nordique	<ul style="list-style-type: none"> • Analyser des cas qui seront soumis au SAA à la suite de la diffusion de l'annexe <i>Analyse du cas particulier de la nation naskapie</i> à la fiche <i>Obligation du gouvernement de consulter les nations signataires des conventions nordiques en territoire conventionné</i>. L'objectif étant de mettre de l'avant un mécanisme de concertation interministérielle afin de dégager des pistes de 	<ul style="list-style-type: none"> • MERN • MFFP • MJQ • MELCC 	Aucun budget n'est associé à ce comité	<ul style="list-style-type: none"> • Le comité a finalisé l'annexe <i>Analyse du cas particulier de la nation naskapie</i> à la fiche <i>Obligation du gouvernement de consulter les nations signataires des conventions nordiques en territoire conventionné</i> qui a été adopté par le Groupe interministériel de soutien sur la consultation des Autochtones. • Démarrer l'analyse approfondie des aspects consultatifs des chapitres 22, 23 et 24 de la <i>Convention de la Baie-James et</i>

Comité	Mandat	Membres	Budget	Résultats
	<p>solution qui favorisent la cohérence gouvernementale face à ces enjeux.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Analyser des cas qui lui seront soumis par le Comité permanent de mise en œuvre des ententes en milieu nordique, par le GIS-Consultation ou assister le GIS-Consultation lorsqu'une expertise nordique sera pertinente. Le sous-comité pourra également, au besoin, solliciter l'avis et l'expertise du GIS-Consultation. • Identifier les ministères responsables des consultations et s'assurer qu'ils comprennent bien le rôle des différents comités. 			<p><i>du Nord québécois.</i></p>

APNQL : Assemblée des Premières Nations Québec-Labrador
 ARK : Administration régionale Kativik
 BAVAC : Bureau d'aide aux victimes d'actes criminels
 CAA : Centre d'amitié autochtone
 CALACS : Centre d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel
 CAVAC : Centre d'aide aux victimes d'actes criminels
 CCQ : Commission de la construction du Québec
 CCSSBJ : Conseil cri de la santé et des services sociaux de la Baie James
 CDÉPNQL : Commission de développement économique des Premières Nations du Québec et du Labrador
 CDRHPNQ : Commission de développement des ressources humaines des Premières Nations du Québec
 CEPN : Conseil en éducation des Premières Nations
 CISSS : Centre intégré de santé et de services sociaux
 CIUSS : Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux
 CLE : Centre local d'emploi

 CNA : Conseil de la Nation Atikamekw
 CSSSPNQL : Commission de la santé et des services sociaux des Premières Nations du Québec et du Labrador
 DPCP : Directeur des poursuites criminelles et pénales
 FAQ : Femmes autochtones du Québec
 GNC : Gouvernement de la nation crie
 IDDPNQL : Institut de développement durable des Premières Nations du Québec et du Labrador
 IT : Institut Tshakapesh
 MAMH : Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation
 MCC : Ministère de la Culture et des Communications
 MÉES : Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur
 MEI : Ministère de l'Économie et de l'Innovation

 MELCC : Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques
 MERN : Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles
 MFamille : Ministère de la Famille
 MF : Ministère des Finances
 MFFP : Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
 MJQ : Ministère de la Justice du Québec
 MSSS : Ministère de la Santé et des Services sociaux
 MSP : Ministère de la Sécurité publique
 MTESS : Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale

 MTQ : Ministère des Transports

 NNK : Nation naskapie de Kawawachikamach
 OPPQ : Ordre des psychoéducateurs et psychoéducatrices du Québec
 OPQ : Office des professions du Québec
 OTSTCFQ : Ordre des travailleurs sociaux et des thérapeutes conjugaux et familiaux du Québec
 RCAAQ : Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec
 RRSSSN : Régie régionale de la santé et des services sociaux du Nunavik

 SAC : Services aux Autochtones Canada
 SAJ : Secrétariat à la jeunesse
 SAA : Secrétariat aux affaires autochtones
 SCF : Secrétariat à la condition féminine

 SHQ : Société d'habitation du Québec
 SPAQ : Services parajudiciaires autochtones du Québec
 SPN : Société du Plan Nord
 SQ : Sûreté du Québec
 SQRC : Secrétariat du Québec aux relations canadiennes

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

Secrétariat aux affaires autochtones Portefeuille 140 Programme 04

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

44. Pour l'année 2019-2020, état d'avancement, budget ventilé, échéanciers et crédits demandés pour le projet de Résilience Montréal destiné à la population en situation d'itinérance du Square Cabot et de ses environs

Le SAA a contribué en 2019-2020 au lancement du projet du centre de jour Résilience Montréal par le biais du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) :

ORGANISME ET PROJET	VILLE	MONTANT 2019-2020	VOLET DU FIA III	DURÉE DE L'ENTENTE
Foyer pour femmes autochtones de Montréal – Centre de jour Résilience Montréal au Square Cabot	Montréal	100 000 \$	Aide aux Autochtones en milieu urbain – Services directs (AAMU-SD)	2019-2020 (1 an)

La somme de 100 000 \$ accordée au projet représente le soutien annuel maximum permis par le biais du volet AAMU-SD du FIA III. Ce soutien s'inscrit dans l'esprit de l'appel à l'action n° 99 « Soutenir financièrement et de façon pérenne les services offerts en milieu urbain aux clientèles itinérantes autochtones » de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec (Commission Viens).

Des discussions ont été amorcées par le SAA en mars 2020 avec Nakuset, co-coordonnatrice de Résilience Montréal et directrice générale du Foyer pour femmes autochtones de Montréal, en vue d'un renouvellement du soutien financier du SAA au projet pour l'année 2020-2021.

Le SAA participe, par ailleurs, à la concertation au sein du comité de partenaires qui œuvre à trouver une réponse adéquate à long terme aux besoins des populations itinérantes ou vulnérables fréquentant le Square Cabot.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

Secrétariat aux affaires autochtones Portefeuille 140 Programme 04

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

45. Pour l'année 2019-2020, état d'avancement, budget ventilé, échéanciers et crédits demandés en matière d'itinérance chez les populations autochtones dans la métropole et ailleurs au Québec

Le *Plan d'action interministériel en itinérance 2015-2020* intitulé *Mobilisés et engagés pour prévenir et réduire l'itinérance* qui découle de la *Politique nationale de lutte à l'itinérance : Ensemble pour éviter la rue et en sortir*, est venu à échéance le 31 mars 2020, et son coordonnateur, le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS), travaille actuellement à son renouvellement en vue d'un lancement pour la fin de l'année 2020.

Les modalités de consultation spécifiques aux enjeux autochtones sont en élaboration. Le SAA collaborera avec le MSSS au cours des prochains mois à cette démarche de consultation et à l'élaboration de nouvelles mesures en itinérance autochtone, notamment dans l'esprit des appels à l'action de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec (CERP). Rappelons que les mesures spécifiques pour les Premières Nations et les Inuits seront intégrées au *Plan d'action gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et des Inuits 2017-2022* (Plan d'action), conformément à l'orientation gouvernementale en place.

Le SAA contribue en outre au développement et à l'amélioration des services aux Autochtones en situation d'itinérance par le biais du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) :

ORGANISME ET PROJET	VILLE	MONTANT 2019-2020	VOLET DU FIA III	DURÉE DE L'ENTENTE
Foyer pour femmes autochtones de Montréal – Centre de jour Résilience Montréal au Square Cabot	Montréal	100 000 \$	Aide aux Autochtones en milieu urbain – Services directs (AAMU-SD)	2019-2020 (1 an)
Projets Autochtones du Québec – Consolidation et développement des services directs (refuge et transition)	Montréal	100 000 \$	AAMU-SD	2018-2019 à 2020-2021 (3 ans)
The Open Door – Renforcement de la capacité d'intervention (centre de jour)	Montréal	99 898 \$	AAMU-SD	2018-2019 à 2020-2021 (3 ans)
Centre d'amitié autochtone de Montréal – Teironhióen (Consolidation des services directs au centre de jour et patrouille de rue)	Montréal	77 538 \$	AAMU-SD	2018-2019 à 2020-2021 (3 ans)
Plein Milieu – Jeter des ponts (travail de rue)	Montréal	99 600 \$	AAMU-SD	2017-2018 à 2019-2020 (3 ans)
Centre de Justice des Premiers Peuples de Montréal – Services aux victimes	Montréal	33 782 \$	AAMU-SD	2019-2020 à 2021-2022 (3 ans)
Exeko – Médiation culturelle auprès des populations autochtones itinérantes et vulnérables	Montréal	100 000 \$	Développement social	2017-2018 à 2019-2020 (3 ans)
TOTAL		<u>610 818 \$</u>		

Un dernier montant de 10 000 \$ (subvention totale de 30 000 \$) a aussi été versé à partir de Projets ponctuels autochtones pour la tenue d'ateliers sur la situation des femmes inuites itinérantes à Montréal.

Le SAA participe, par ailleurs, à plusieurs instances de concertation gouvernementale, nationale et régionale, notamment pour la région de Montréal et de l'Abitibi-Témiscamingue, en plus de siéger à titre d'observateur au sous-comité en itinérance du *Réseau de la communauté autochtone à Montréal*. Sur une base *ad hoc*, le SAA participe aussi à la concertation au sein du comité de partenaires qui œuvre à trouver une réponse adéquate à long terme aux besoins des populations itinérantes ou vulnérables fréquentant le Square Cabot.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

46. Pour l'année 2019-2020, liste détaillée de toutes les activités ou rencontres entre la ministre, son cabinet, les fonctionnaires et les communautés autochtones impliquées dans les manifestations ferroviaires en solidarité avec la communauté Wet'suwet'en. Préciser les coûts engendrés ainsi que toute entente intervenue et, le cas échéant, le détail des ententes.

Liste des discussions entre la ministre et les chefs :

- 2020-02-17 : rencontre du grand chef Constant Awashish du Conseil de la Nation Atikamekw
- 2020-02-17 : rencontre avec M^{me} Jennifer O'Bomsawin et le grand chef Constant Awashish du Conseil de la Nation Atikamekw
- 2020-02-18 : rencontre avec le grand chef Serge Simon de la communauté de Kanesatake
- 2020-02-19 : rencontre avec le grand chef Serge Simon de la communauté de Kanesatake
- 2020-03-05 : rencontre avec le chef Darcy Gray de la communauté de Listuguj

En plus de ces discussions, des contacts quotidiens avec les chefs des communautés ou leurs représentants désignés, plus particulièrement ceux de Kahnawake et de Listuguj, ont été établis par la secrétaire générale associée aux Affaires autochtones en vue de convenir de solutions mutuellement acceptables.

Aucune entente n'est intervenue. Les discussions n'ont engendré aucun coût.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

47. Pour l'année 2019-2020, tous les documents relatifs au projet de loi 31, incluant les groupes consultés et les dates des rencontres. Les prévisions budgétaires liées à l'application du projet de loi.

Cette question devrait être adressée au ministère de la Justice, de même qu'au ministère de la Santé et des Services sociaux qui étaient les ministères porteurs de l'ensemble des démarches entourant le projet de loi 31.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

48. État de situation pour 2019-2020 des différentes mesures mises en place en protection de la jeunesse dans le Grand Nord québécois.

À l'instar du gouvernement fédéral, dont la *Loi concernant les enfants, les jeunes et les familles des Premières Nations, des Inuits et des Métis* est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2020, le gouvernement du Québec souhaite que les Autochtones exercent une plus grande autonomie en matière de protection de la jeunesse.

La ministre responsable des Affaires autochtones ainsi que la ministre de la Santé et des Services sociaux ont d'ailleurs été mandatées pour développer une stratégie prévoyant des mesures concrètes à cet effet. La Stratégie est présentement en élaboration au ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS).

Le gouvernement du Québec s'était déjà engagé dans cette voie avec les modifications apportées à la *Loi sur la protection de la jeunesse*, de manière à favoriser l'intérêt de l'enfant et la préservation de l'identité culturelle des enfants autochtones tout comme le prévoit l'énoncé de principes de la loi fédérale.

Le gouvernement du Québec s'est aussi engagé à mettre en œuvre des mesures priorisées avec les Autochtones, notamment en lien avec les appels à l'action de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec.

Pour le détail des différentes mesures mises en place spécifiquement pour le Grand Nord québécois, il revient au MSSS de répondre à cette question.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

49. Liste des sommes dues par le gouvernement fédéral aux centres jeunesse desservant les communautés autochtones.

Cette question a également été soumise au ministère de la Santé et des Services sociaux et relève de sa responsabilité sectorielle.

Par conséquent, il revient à ce dernier d'y répondre.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

50. Liste de chaque consultation menée par le ministère et les organismes auprès des communautés autochtones en 2019-2020 :

- a) l'objet des consultations;
- b) le moyen utilisé;
- c) les dates des rencontres;
- d) les communautés et les personnes consultées;
- e) les résultats des consultations;
- f) les montants afférents.

Réponse : Veuillez référer à la réponse de la question 4.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

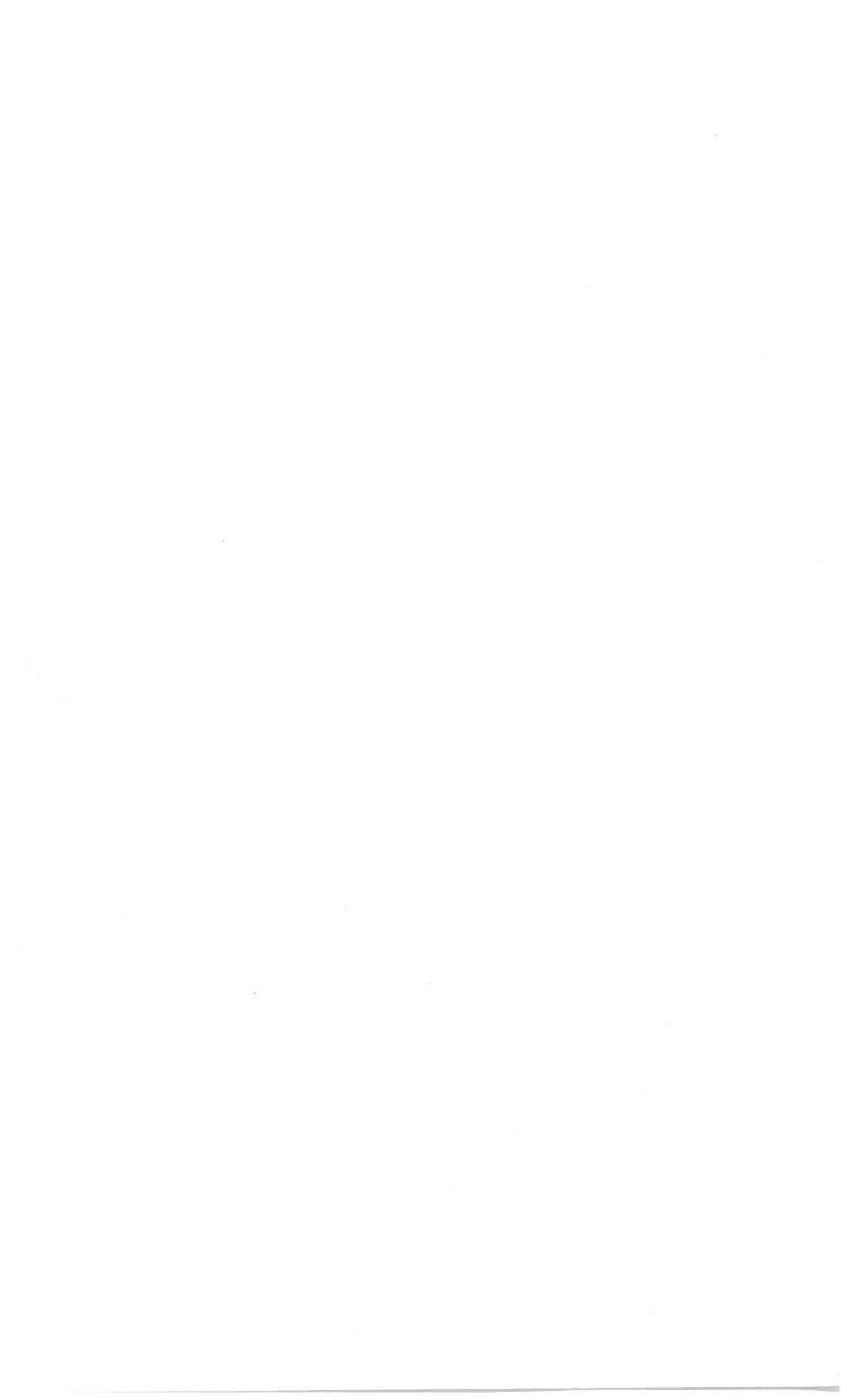
Demande de renseignements de l'Opposition officielle

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

51. État d'avancement des travaux liés au plan d'action pour la santé des populations nordiques.

Le Conseil cri de la santé et des services sociaux de la Baie James et la Régie régionale de la santé et des services sociaux du Nunavik, ainsi que le CLSC naskapi font partie du système québécois; ils assurent notamment le développement et la couverture des soins en territoire conventionné et sont assujettis à la *Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris* (chapitre S-5) ou à la *Loi sur les services de santé et les services sociaux* (chapitre S-4.2).

En conséquence, il revient au ministère de la Santé et des Services sociaux de répondre à cette question. Celui-ci nous a d'ailleurs confirmé avoir reçu la même question de son côté.



SECTION 3.2

DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

**Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04**

Demande de renseignements du Deuxième groupe d'Opposition**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS**

<p>1. Le taux de scolarisation des Autochtones ventilé par :</p> <p>a. l'ensemble des Autochtones au Québec;</p> <p>b. par nations.</p>
<p>2. Les ressources financières allouées pour augmenter le taux de scolarisation des Autochtones ventilé par programme.</p>
<p>3. Quel budget a été consacré à des programmes pour les Autochtones en milieux urbains? Veuillez ventiler votre réponse par programme, ville et montant.</p>
<p>4. Veuillez dresser la liste des formations données par le Secrétariat des affaires autochtones aux autres ministères et organismes gouvernementales pour sensibiliser aux réalités autochtones. Veuillez nommer ces ministères et organismes bénéficiaires.</p>
<p>5. Combien de personnes autochtones travaillent pour le Secrétariat des affaires autochtones?</p>
<p>6. Quel est le montant qui a été octroyé dans l'année financière 2019-2020 pour la mise en œuvre des recommandations du rapport Viens et du rapport de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées?</p>
<p>7. Quel est le montant total prévu pour la mise en œuvre des recommandations du rapport Viens et du rapport de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées?</p>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements du Deuxième groupe d'opposition

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

1. Le taux de scolarisation des Autochtones ventilé par :
 - a. l'ensemble des Autochtones au Québec;
 - b. par nation.

Les données relatives au taux de scolarisation des Autochtones sur communautés non conventionnées ne relèvent pas du Secrétariat aux affaires autochtones, mais de Statistique Canada. Les données relatives au taux de scolarisation des Autochtones des communautés conventionnées relèvent, quant à elles, du ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur.

Cette question ne concerne donc pas l'étude des crédits du Secrétariat aux affaires autochtones.



ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements du Deuxième groupe d'opposition

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

2. Les ressources financières allouées pour augmenter le taux de scolarisation des Autochtones, ventilé par programme.

Les programmes et les ressources financières visant à augmenter le taux de scolarisation des Autochtones sont sous la responsabilité du ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur.

Cette question ne concerne donc pas l'étude des crédits du Secrétariat aux affaires autochtones.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements du Deuxième groupe d'opposition

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

3. Quel budget a été consacré à des programmes pour les Autochtones en milieu urbain? Veuillez ventiler votre réponse par programme, ville et montant.

Le Secrétariat aux affaires autochtones administre deux programmes par lesquels il peut accorder du financement à des organismes situés en milieu urbain :

PROGRAMME PROJETS PONCTUELS AUTOCHTONES (PPA)

Le programme PPA permet de soutenir des projets ponctuels à caractère sportif, culturel, social ou communautaire.

PROGRAMME FONDS D'INITIATIVES AUTOCHTONES III (FIA III)

Le programme FIA III vise à soutenir les Autochtones dans leur développement, qu'il soit économique, social ou communautaire et à répondre aux obligations gouvernementales en matière de consultation. Par le biais de quatre enveloppes distinctes, le FIA III intervient auprès d'organismes situés hors réserve qui offrent des services aux Autochtones.

Enveloppe Action communautaire

Cette enveloppe vise à offrir aux organismes d'action communautaire hors réserve ou sur réserve, qui assurent des services à la clientèle autochtone, un soutien financier en appui à leur mission globale (*budget : 12 M\$ sur 5 ans, dont 11 M\$ hors réserve*).

Enveloppe Développement économique

Cette enveloppe vise à mettre en place les conditions favorisant l'émergence du développement économique, à créer et développer des entreprises, à créer et consolider des emplois, à favoriser l'entrepreneuriat chez les femmes et les jeunes et à favoriser le développement des entreprises d'économie sociale (*budget : 60,6 M\$ sur cinq ans*). Les organismes situés hors réserve peuvent se voir accorder un financement par le biais de deux catégories :

- **Catégorie Économie sociale**

Cette catégorie vise à soutenir les projets d'économie sociale développés par des entreprises ou des organismes autochtones situés hors réserve ou sur réserve (*budget : 2 M\$ sur cinq ans*).

- Catégorie Mobilisateur économique

Cette catégorie vise à soutenir les organismes autochtones à but non lucratif situés hors réserve ou sur réserve qui ont développé un projet ayant un effet mobilisateur dans le domaine économique pour les communautés autochtones en général (*budget : 1,6 M\$ sur cinq ans*).

Enveloppe Développement social

Cette enveloppe vise à soutenir des projets, des initiatives et des ententes de partenariat en matière de développement social autochtone afin de déployer des actions pertinentes et adaptées aux réalités des Autochtones hors réserve ou sur réserve (*budget : 20 M\$ sur cinq ans*).

Enveloppe Aide aux Autochtones en milieu urbain

Cette enveloppe intègre au FIA III, avec bonification, le Programme d'aide aux Autochtones en milieu urbain (PAAMU), qui avait été mis en place en 2016-2017. Il vise à améliorer les conditions de vie des citoyennes et citoyens autochtones dans les villes du Québec, en donnant notamment aux organismes communautaires les moyens d'offrir des services directs de qualité à cette clientèle (*budget : 15,9 M\$ sur cinq ans*).

Cette enveloppe est constituée de deux volets :

- Volet Services directs

Ce volet vise le renforcement des services offerts aux Autochtones qui vivent ou qui sont de passage dans les villes du Québec, notamment dans les domaines psychosocial, sociojudiciaire, de la santé, de l'éducation et de la culture (*budget : 8,5 M\$ sur cinq ans*).

- Volet Infrastructures

Ce volet vise à renouveler et à améliorer les infrastructures des organismes communautaires afin d'augmenter et de consolider leurs capacités d'intervention (*budget : 7,4 M\$ sur cinq ans*).

Le total des sommes octroyées à des organismes hors-réserve au cours de l'exercice financier 2019-2020 s'élève à 4 778 913 \$, soit 292 255 \$ dans le cadre du PPA et 4 486 658 \$ dans le cadre du FIA III.

Voici le détail des montants accordés à ces organismes :

PROJETS PONCTUELS AUTOCHTONES (PPA)

BÉNÉFICIAIRE	TITRE	VILLE	MONTANT
Archéo-Mamu Côte-Nord	Qui sont vraiment les Innus? (phase 1)	Baie-Comeau	4 995 \$
Archéo-Mamu Côte-Nord	Peuples de la Côte-Nord	Baie-Comeau	4 950 \$
Association canadienne francophone pour le savoir	Colloque Réconciliation entre les Autochtones et les Allochtones : Perspectives multiples	Montréal	5 000 \$
Association canadienne pour les Nations Unies section de Québec	Gala des Nations Unies de Québec - 3 ^e édition	Québec	3 000 \$
Association québécoise de l'industrie du disque, du spectacle et de la vidéo inc.	Capsule vidéo sur le Félix autochtone de l'ADISQ	Montréal	10 000 \$
Centre Cyber-aide	Si tu savais	Québec	14 949 \$
Centre d'amitié autochtone de La Tuque	Journée nationale des Autochtones	La Tuque	1 500 \$
Centre d'amitié autochtone de Québec	Mamu Menuatetau - Fêtons ensemble	Québec	1 500 \$
Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or	20 ^e Semaine contre la discrimination raciale	Val-d'Or	3 000 \$
Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or	Journée nationale des Autochtones et Gala Mëmëgwachi	Val-d'Or	4 000 \$
Centre d'amitié autochtone du Saguenay	Livres audio pour l'apprentissage des langues autochtones	Saguenay	5 000 \$
Centre d'amitié autochtone du Saguenay	Là où je me sens bien	Saguenay	5 000 \$
Centre des Premières Nations Nikanite	Nikanite - Capsules vidéo Table locale Sept-Îles	Chicoutimi	9 000 \$
Centre des Premières Nations Nikanite	4 ^e Colloque persévérance et réussite scolaires	Chicoutimi	25 000 \$
Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal	Consolidation des activités de la Table locale d'accessibilité aux services de santé et services sociaux pour les Autochtones à Montréal	Montréal	25 000 \$
Centre interuniversitaire d'études et de recherches autochtones – Montréal	Colloque " Genres et identités : perspectives autochtones contemporaines"	Montréal	3 001 \$
Centre Unicura	Girls Inc. 2019	Montréal	3 616 \$
Chaire de leadership en enseignement en foresterie autochtone de l'Université Laval	Coordination d'un numéro de la revue RAQ	Québec	2 500 \$
Chaire de leadership en enseignement en foresterie autochtone de l'Université Laval	Colloque CLE en foresterie autochtone 2019	Québec	14 820 \$
Coop de solidarité Nitaskinan	État des lieux sur la réalité de l'emploi autochtone à Shawinigan et ses environs	Shawinigan	5 000 \$
Élisabeth Chantal-Janicki	XO Tatouage Montréal	Mont-Royal	10 085 \$
Enviro Foto	Reportage sur la diversité culturelle	Stoneham-et-Tewkesbury	3 500 \$
Événements Côte-Nord	Festival Côte-Nord	Baie-Comeau	5 000 \$
Festival du conte et de la légende de l'Innucadie	Camp culturel et artistique de la relève Innucadie	Natashquan	10 000 \$

BÉNÉFICIAIRE	TITRE	VILLE	MONTANT
Festival du conte et de la légende de l'Innucadie	Festival du conte et de la légende de l'Innucadie	Natashquan	15 000 \$
Festival L'Outaouais en fête	JNA, une réconciliation en marche!	Gatineau	1 500 \$
Fun sport Canada	Balle molle Nottaway Cup	Val-d'Or	1 000 \$
Fun sport Canada	Football scolaire à Kitcisakik et Lac-Simon	Val-d'Or	1 000 \$
Fun sport Canada	Tournoi de ballon-balai sur neige	Val-d'Or	1 900 \$
Fun Sport Canada	Compétition de karaté et de MMA	Val-d'Or	1 000 \$
Groupe d'éducation et d'éco-surveillance de l'eau	Adaptation du programme J'adopte un cours d'eau	Québec	5 000 \$
Le Groupe d'Intérêt en Santé autochtone de l'Université Laval	Mini-écoles de la santé à Pessamit	Québec	4 200 \$
Les productions 24 images inc.	Tournée de diffusion du documentaire Les Coasters	Montréal	1 000 \$
Les Productions de brousse	Recueil de poésie bilingue inuttitut – français	Montréal	5 000 \$
Maison nouvelle fédération	Chefs autochtones du Canada - 2 ^e édition	Montréal	1 000 \$
Mundial Montréal	Le rendez-vous nord-américain des musiques du monde	Montréal	5 000 \$
Musée ambulant	Visite du Musée ambulant à l'École primaire Nussim de Pessamit	Québec	5 000 \$
Nunavik Volleyball	Nunavik Volleyball – Championnat provincial masculin	Beaupré	3 000 \$
Nunavik Volleyball	Nunavik Volleyball - Québec espoir féminin	Beaupré	3 000 \$
OktoÉcho	Enregistrement du CD Trancestral	Montréal	4 000 \$
Orchestre philharmonique de la Relève du Québec	Bâtir des ponts en musique	Québec	4 000 \$
Parc régional du Mont-Ham	JNA Parc du Mont-Ham	Ham Sud	1 500 \$
Partenariat de recherche Habiter le Nord québécois - École d'architecture de l'Université Laval	IMAGINER - livre en micro-édition	Québec	8 050 \$
Paysages éclatés	Festival Masq'Alors! 2019	Saint-Camille	2 000 \$
Pointe-à-Callière - Cité d'archéologie et d'histoire de Montréal	Marché public dans l'ambiance du 18 ^e siècle	Montréal	5 000 \$
Recherches amérindiennes au Québec	Midis des Nations	Montréal	5 000 \$
Recherches amérindiennes au Québec	Publication d'un livre sur les pensionnats	Montréal	5 000 \$
Régie intermunicipale du Parc régional de la Rivière-du-Nord	Fête autochtone Kwei Kwei	Saint-Jérôme	1 500 \$
Sakia Wabie-Alarie	Kisakin	Val-d'Or	3 189 \$
Saturviit	Atelier pour femmes inuites de Montréal	Saint-Lazare	10 000 \$
Université de Montréal - Département d'anthropologie	Miaji: l'histoire de Lac-Simon en bande dessinée	Montréal	5 000 \$
Université du Québec à Montréal	Colloque « Résistance des femmes autochtones dans les Amériques : dialogues, réflexions et actions »	Montréal	5 000 \$
TOTAL			292 255 \$

FONDS D'INITIATIVES AUTOCHTONES III (FIA III)

Enveloppe Action communautaire (soutien à la mission globale)

ORGANISME	VILLE	MONTANT
Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec	Divers	200 000 \$
Femmes Autochtones du Québec	Divers	250 000 \$
Centre d'amitié autochtone de Québec	Québec	120 000 \$
Montréal autochtone	Montréal	130 000 \$
Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or	Val-d'Or	160 000 \$
Centre d'amitié autochtone du Lac-Saint-Jean	Roberval	130 000 \$
Centre d'amitié autochtone de Lanaudière	Joliette	135 000 \$
Centre d'amitié autochtone de La Tuque	La Tuque	160 000 \$
Centre d'amitié autochtone de Trois-Rivières	Trois-Rivières	130 000 \$
Centre d'amitié autochtone de Maniwaki	Maniwaki	130 000 \$
Centre d'amitié autochtone de Sept-Îles	Sept-Îles	130 000 \$
Centre d'amitié autochtone du Saguenay	Saguenay	130 000 \$
Centre d'amitié Eenou de Chibougamau	Chibougamau	110 000 \$
Centre d'entraide et d'amitié autochtone de Senneterre	Senneterre	110 000 \$
TOTAL		2 025 000 \$

Enveloppe Développement économique - catégorie Économie sociale

ORGANISME ET PROJET	VILLE	MONTANT
Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or – Kinawit Phase de consolidation	Val-d'Or	100 000 \$
Centre d'amitié autochtone de Lanaudière – Services alimentaires Miro Mitcim	Joliette	35 000 \$
TOTAL		135 000 \$

Enveloppe Développement économique - catégorie Mobilisateur économique

ORGANISME ET PROJET	VILLE	MONTANT
Tourisme Autochtone Québec – Nogom 8abek	Divers	66 638 \$
TOTAL		66 638 \$

Enveloppe Développement social

ORGANISME ET PROJET	VILLE	MONTANT
Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec – Conseiller en développement social et économique	Divers	100 000 \$
Fusion Jeunesse – Consolidation et expansion du volet autochtone	Québec	70 000 \$
KWE!	Québec	100 000 \$
CALACS L'étoile du Nord – Mikizi Culturellement et collectivement pour elles	Divers	83 113 \$
Exeko – Ville inclusive Montréal-Trickster-YEL-HUB Nunavik	Montréal	100 000 \$
Terres en vue – Festival Présence autochtone	Montréal	85 000 \$
CIUSSS-Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal – Coordonnateur-conseil – Table locale d'accessibilité aux services en milieu urbain pour les Autochtones à Montréal	Montréal	36 000 \$
Foyer pour femmes autochtones de Montréal – RÉSEAU pour la stratégie urbaine de la communauté autochtone à Montréal	Montréal	30 000 \$
Jeunes musiciens du monde – École de Val-d'Or et communautés	Val-d'Or	100 000 \$
Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or – Coordonnateur - Table locale d'accessibilité aux services en milieu urbain pour les Autochtones de la MRC de la Vallée-de-l'Or	Val-d'Or	26 200 \$
TOTAL		747 200 \$

Enveloppe Aide aux Autochtones en milieu urbain

Volet - Services directs

ORGANISME ET PROJET	VILLE	MONTANT
Montréal autochtone – Animatrice communautaire et intervenant psychosocial	Montréal	100 000 \$
Centre de Justice des Premiers Peuples de Montréal – Services aux victimes	Montréal	33 782 \$
Centre d'amitié autochtone de Montréal – Teioronhióen (Consolidation des services directs)	Montréal	77 538 \$
Projets Autochtones du Québec – Consolidation et développement des services directs	Montréal	100 000 \$
The Open Door – Renforcement de la capacité d'intervention	Montréal	99 898 \$
Plein Milieu – Jeter des ponts	Montréal	99 600 \$
Centre d'amitié autochtone de Québec – Bonification des services	Québec	100 000 \$
Maison communautaire Missinak – Bonification des services au Centre MAMUK	Québec	100 000 \$
Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or – Mowsogokan (Animation communautaire)	Val-d'Or	100 000 \$
Centre d'amitié autochtone de La Tuque (Point de services pour les Autochtones à Trois-Rivières) – Intervenant psychosocial et organisateur communautaire	Trois-Rivières	100 000 \$
Centre d'entraide et d'amitié autochtone de Senneterre – Services psychosociaux	Senneterre	74 389 \$
Centre d'amitié autochtone du Lac-Saint-Jean – Animation communautaire et intervention spirituelle et traditionnelle	Roberval	100 000 \$
Centre d'amitié autochtone de Maniwaki – Travailleur psychosocial et animateur culturel	Maniwaki	100 000 \$
Centre d'amitié autochtone de La Tuque – Intervention communautaire et psychosociale	La Tuque	100 000 \$
Centre d'amitié autochtone de Lanaudière – Services psychosociaux	Joliette	98 025 \$
Centre d'amitié autochtone de Sept-Îles – Intervenant psychosocial et animateur culturel	Sept-Îles	100 000 \$
Centre d'amitié autochtone du Saguenay – Ateliers de langue innue et attikamek	Saguenay	24 156 \$
Foyer pour femmes autochtones de Montréal – Centre de jour Résilience Montréal	Montréal	100 000 \$
TOTAL		<u>1 607 388 \$</u>

Notons que le gouvernement du Québec reconnaît officiellement la présence de 11 nations autochtones (Premières Nations et Inuits) sur son territoire. Sur la base des principes contenus dans les résolutions de l'Assemblée nationale de 1985 et 1989 portant sur la reconnaissance des droits des Autochtones, ces nations ont le droit de développer leurs identités, leurs cultures, leur base économique et leur autonomie au sein du Québec et dans le cadre des lois québécoises. Les regroupements métis ne sont pas inclus dans la clientèle visée. C'est dans ce contexte que le SAA contribue financièrement à des organismes, qu'ils se trouvent à l'intérieur ou à l'extérieur des réserves.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

Secrétariat aux affaires autochtones Portefeuille 140 Programme 04

Demande de renseignements du Deuxième groupe d'opposition

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

4. Veuillez dresser la liste des formations données par le Secrétariat des affaires autochtones aux autres ministères et organismes gouvernementales pour sensibiliser aux réalités autochtones. Veuillez nommer ces ministères et organismes bénéficiaires.

Le Secrétariat aux affaires autochtones (SAA) offre aux ministères et aux organismes du gouvernement du Québec des formations de sensibilisation aux réalités autochtones, ainsi que des formations sur les négociations et les consultations en milieu autochtone.

Les formations sont offertes ponctuellement, en réponse aux circonstances et / ou à la disponibilité des ressources.

Selon le cas, la durée des formations va de 7 heures (= 1 jour) à 14 heures (= 2 jours).

Le contenu des formations est ajusté en vertu des besoins des ministères et des organismes.

Les formations sont offertes à des groupes dont la taille varie entre 15 et 40 personnes.

Le SAA a offert quinze séances de formation en 2018-2019.

Il en a offert douze en 2019-2020.

Les trois formations qui devaient être offertes à la fin du mois de mars 2020 ont été reportées, en raison des mesures qui ont été mises en place afin de freiner la propagation de la COVID-19.

Voici la liste des formations données par le SAA en 2019-2020 :

Formation	Date	Ministères ou organismes	Nombre de participants
Introduction aux réalités autochtones québécoises	1 ^{er} avril 2019	Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC)	17
Ententes en milieu nordique	2 avril 2019	MELCC	17
Négociations et consultation	2 avril 2019	MELCC	17

Introduction aux réalités autochtones québécoises	9 mai 2019	Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (MERN) / Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (MFFP)	41
Ententes en milieu nordique	9 mai 2019	MERN/MFFP	41
Négociations et consultation	9 mai 2019	MERN/MFFP	41
Introduction aux réalités autochtones québécoises (résumé)	22 mai 2019	Ministère des Relations internationales et de la Francophonie (Directions États-Unis / Amérique latine et Antilles)	8
Introduction aux réalités autochtones québécoises	6 juin 2019	MERN/MFFP	14
Ententes en milieu nordique	7 juin 2019	MERN/MFFP	14
Négociations et consultation	7 juin 2019	MERN/MFFP	14
Introduction aux réalités autochtones québécoises (résumé)	6 novembre 2019	Consule générale des États-Unis à Québec	3
Négociations et consultation	12 novembre 2019	MAMH	20
Introduction aux réalités autochtones québécoises (résumé)	3 décembre 2019	Direction des poursuites criminelles et pénales (magistrat français)	3
Introduction aux réalités autochtones québécoises	20 janvier 2020	Ministère des Transports (MTQ)	21
Négociations et consultation	21 janvier 2020	MTQ	21
Ententes en milieu nordique	21 janvier 2020	MTQ	21
Introduction aux réalités autochtones québécoises	28 janvier 2020	Ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS)	26

Ententes en milieu nordique	29 janvier 2020	MSSS	26
Négociations et consultation	29 janvier 2020	MSSS	26
Bref historique des relations avec les Inuits du Nunavik	29 janvier 2020	Ministère de Conseil exécutif (Direction de l'évaluation)	8
Ententes en milieu nordique	12 mars 2020	Sécurité publique	12

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements du Deuxième groupe d'opposition

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

5. Combien de personnes autochtones travaillent pour le Secrétariat des affaires autochtones ?

Il y a trois (3) autochtones qui travaillent pour le Secrétariat aux affaires autochtones.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements du Deuxième groupe d'opposition

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

6. Quel est le montant qui a été octroyé dans l'année financière 2019-2020 pour la mise en œuvre des recommandations du rapport Viens et du rapport de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées.

Le rapport de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées (ENFFADA) a été rendu public le 3 juin 2019, tandis que le rapport de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec (Commission Viens) a été rendu public le 30 septembre 2019.

Les différentes équipes visées par les recommandations, c'est-à-dire une dizaine de ministères et organisations du gouvernement du Québec, ont procédé à une analyse approfondie des 142 recommandations émanant du rapport de la Commission Viens, de même que des 21 recommandations spécifiques pour le Québec émanant du rapport de l'ENFFADA afin d'évaluer les besoins en ressources humaines et financières pour pouvoir répondre à ces recommandations.

Le gouvernement du Québec s'est engagé à mettre en œuvre les recommandations de la Commission Viens et celles de l'ENFFADA par une démarche de priorisation et d'évaluation, en collaboration avec les organisations autochtones.

Comme les recommandations de l'ENFFADA et de la Commission Viens sont particulièrement nombreuses et qu'elles se chevauchent parfois, des priorités doivent être établies.

Des rencontres de travail avec les chefs et divers représentants des milieux autochtones ont eu lieu, soit les 17 octobre 2019 et 27 janvier 2020. Les rencontres techniques sont maintenant prévues entre le cabinet de la ministre D'Amours, le Secrétariat aux affaires autochtones et certaines organisations autochtones représentatives afin de développer une structure conjointe de priorisation et de mise en œuvre des recommandations des deux commissions d'enquête. Les premières ont eu lieu les 10 février et 9 mars 2020. Aucune somme n'est engagée dans le processus.

Pour l'année 2019-2020, compte tenu des démarches avec les organisations autochtones et des nécessités budgétaires, aucun montant spécifique n'a été octroyé.

En parallèle, soulignons que le gouvernement du Québec travaille également et activement à la mise en œuvre de son *Plan d'action gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et des Inuits 2017-2020*, comprenant 119 mesures et totalisant des investissements de 150 millions de dollars (dont 26 mesures pouvant bénéficier particulièrement aux femmes et aux filles autochtones).

À titre d'information, un montant de 200 M\$ sur cinq ans a été annoncé dans le cadre du budget 2020 du gouvernement du Québec pour donner suite aux recommandations de la Commission Viens et de l'ENFFADA.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements du Deuxième groupe d'opposition

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

7. Quel est le montant total prévu pour la mise en œuvre des recommandations du rapport Viens et du rapport de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées ?

Un montant de 200 M\$ sur cinq ans a été annoncé dans le cadre du budget 2020 du gouvernement du Québec pour donner suite aux recommandations de la Commission Viens et de l'ENFFADA.

SECTION 3.3

TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION



ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

**Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04**

Demande de renseignements du Troisième groupe d'Opposition**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS**

<p>1. Liste des négociations tripartites entre le gouvernement du Québec, le gouvernement du Canada et les différentes communautés autochtones, actuellement en cours et qui ont eu lieu en 2019-2020, incluant des détails sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> a. l'objet des négociations; b. la date des rencontres; c. l'échéancier des négociations; d. les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement; e. un état de situation des négociations; f. le nom des négociateurs pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement du Québec; g. le nom des négociateurs pour le gouvernement fédéral et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement fédéral; h. le nom du négociateur pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la communauté autochtone; i. le total des coûts engendrés par les négociations, comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et par des négociateurs externes.
<p>2. Liste des négociations bilatérales entre le gouvernement du Québec et les différentes communautés autochtones, actuellement en cours et qui ont eu lieu en 2019-2020, incluant les détails sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> a. l'objet des négociations; b. la date des rencontres; c. l'échéancier des négociations; d. les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement; e. un état de situation des négociations; f. le nom du négociateur pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes pour le gouvernement du Québec; g. le nom du négociateur pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la communauté autochtone; h. le total des coûts engendrés par les négociations, comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et par des négociateurs externes.
<p>3. Liste des consultations menées par le gouvernement du Québec auprès des communautés autochtones en 2019-2020 et, pour chacune, préciser :</p> <ul style="list-style-type: none"> a. l'objet des consultations; b. le moyen utilisé; c. les dates des rencontres; d. les communautés et les personnes consultées; e. les résultats des consultations; f. les montants afférents.
<p>4. Budget total alloué aux consultations entre le gouvernement du Québec et les communautés autochtones, ventilé par communauté.</p>
<p>5. Liste des montants accordés aux organisations, aux associations ou aux entreprises, etc. situées hors réserve, notamment les organisations représentant des métis, des groupes de pression, des organismes communautaires, etc.</p>

6. Pour chaque négociateur qui œuvre au nom du gouvernement du Québec auprès des communautés autochtones en 2019-2020, déposer : le mandat et le contrat, la durée du contrat, les tâches effectuées, une copie du ou des rapports et le suivi donné. Indiquer également les sommes accordées à la rémunération globale de chacun de ces négociateurs.
7. Liste détaillée de toutes les activités et de tous les coûts engendrés au SAA relativement aux consultations, au développement et à la mise en place du Plan Nord.
8. Liste détaillée de toutes les activités et de tous les coûts engendrés au SAA relativement aux consultations, au développement et à la mise en place de la stratégie maritime.
9. Concernant le Fonds d'initiatives autochtones III (FIA) : nombre de demandes reçues (par volet et par communauté) de même que la liste et la nature des projets financés et des projets refusés en 2019-2020, ainsi que les montants déboursés, et ce, pour chaque volet du programme : <ol style="list-style-type: none"> développement économique; garantie de prêt; infrastructure communautaire; action communautaire; soutien à la consultation.
10. État d'avancement, budget ventilé et échéanciers du Plan d'action gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et des Inuits 2017-2022.
11. État d'avancement, budget ventilé et échéanciers du Mois de l'histoire des Autochtones.
12. État d'avancement et rapport détaillé du fonctionnement du gouvernement régional d'Eeyou Istchee Baie-James pour l'année 2019-2020.
13. Liste et sommaire de toutes les ententes signées en 2019-2020 avec les communautés autochtones. Détail des coûts engendrés par chacune d'elles pour le gouvernement du Québec ou le SAA.
14. Pour tous les programmes du Secrétariat, donner le détail des crédits existants en 2019-2020 qui n'ont pas été reconduits en 2020-2021, en incluant les programmes qui ont été abolis.
15. Par programme, donner le niveau des crédits demandés au Conseil du trésor pour l'année 2019-2020.
16. Liste des rencontres auxquelles des fonctionnaires du SAA ont assisté, des actions posées et des sommes engagées dans le cadre de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées.
17. État d'avancement du projet de village permanent pour la communauté algonquienne de Kitcisakik. Liste des rencontres auxquelles des fonctionnaires du SAA ont assisté, des actions posées et des sommes engagées dans ce dossier.
18. État d'avancement, budget ventilé et échéancier de la mise en œuvre du point 4.8 du Plan d'action concerté pour prévenir et contrer l'intimidation 2015-2018 « Ensemble contre l'intimidation, une responsabilité partagée », c'est-à-dire « Soutenir des initiatives visant l'adaptation aux réalités des Premières Nations et des Inuits, selon les besoins, d'outils de prévention, d'intervention ou de soutien en matière d'intimidation ».
19. État d'avancement de la table nationale sur la réussite éducative des élèves autochtones, jeunes et adultes. Liste des rencontres auxquelles des fonctionnaires du SAA ont assisté, des actions accomplies et des sommes engagées dans le cadre de cette table.

20. Indiquer les mesures déployées et les sommes engagées par votre ministère ou organisme en 2019-2020 pour prévenir et lutter contre les violences sexuelles dans les communautés autochtones.
21. État d'avancement et rapport détaillé de la réflexion entourant la création d'un ministère des Affaires autochtones.
22. Liste des rencontres faites dans les communautés autochtones par la ministre en 2019-2020. Inclure les dates, les noms des personnes du SAA qui y ont assisté et les sujets abordés.
23. Pour chacune des cinq dernières années, indiquer le nombre de demandes d'accès à l'information transmises au cabinet ministériel pour approbation.

Condition féminine

24. Indiquer les mesures et les sommes engagées en 2019-2020 par les autres ministères partenaires de la Stratégie 2016-2021 pour prévenir et contrer les violences sexuelles dans les milieux autochtones.
25. Indiquer les mesures déployées et les sommes engagées par votre ministère ou organisme en 2019-2020 pour donner suite à la l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées et à la commission Viens. Indiquer les mesures et les sommes prévues pour 2020-2021.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

Secrétariat aux affaires autochtones Portefeuille 140 Programme 04

Demande de renseignements du Troisième groupe d'opposition

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

1. Liste des négociations tripartites entre le gouvernement du Québec, le gouvernement du Canada et les différentes communautés autochtones, actuellement en cours et qui ont eu lieu en 2019-2020, incluant des détails sur :
 - a) l'objet des négociations;
 - b) la date des rencontres;
 - c) l'échéancier des négociations;
 - d) les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement;
 - e) un état de situation des négociations;
 - f) le nom des négociateurs pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement du Québec;
 - g) le nom des négociateurs pour le gouvernement fédéral et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement fédéral;
 - h) le nom du négociateur pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la communauté autochtone;
 - i) le total des coûts engendrés par les négociations, comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et par des négociateurs externes.

LES ATTIKAMEKS

Négociation de la revendication territoriale globale des Attikameks

a) L'objet des négociations

La négociation porte sur le règlement de la revendication territoriale et sur la conclusion d'une entente sur l'autonomie gouvernementale de la nation attikamek.

Cette négociation a pour objectifs de :

- préciser les droits des Attikameks et l'exercice de ceux-ci sur un territoire convenu;
- mettre en place des règles claires en matière d'exercice d'une autorité gouvernementale par la nation et les communautés attikameks sur des activités et des territoires convenus;
- s'entendre sur la participation des Attikameks au développement du territoire et aux bénéfices des retombées économiques qui y sont liées.

b) Les dates des rencontres

Pour la période du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020, la table centrale de négociation s'est réunie aux dates suivantes :

2019	
17 et 18 décembre	
2020	
21 et 22 janvier	28 au 30 janvier

c) L'échéancier des négociations

Le gouvernement du Québec, le gouvernement du Canada et le Conseil de la Nation Atikamekw (CNA) souhaitent conclure une entente de principe dans les meilleurs délais. Toutefois, le retrait d'Obedjiwan et le retrait partiel de Wemotaci des négociations de même que le besoin pour le CNA de renouveler son mandat ont des incidences sur l'échéancier présentement difficiles à évaluer.

d) Les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement

La revendication territoriale a initialement été présentée en 1979 par le Conseil Attikamek-Montagnais (CAM).

e) Un état de situation des négociations

En 1997, le gouvernement du Québec, le gouvernement du Canada et le CNA ont signé un protocole politique qui encadre le processus de la négociation de la revendication territoriale globale des Attikameks. Depuis, les parties négocient une entente de principe qui est l'étape précédant la conclusion d'un traité.

En novembre 2009, le CNA a remplacé son équipe de négociation et les négociations ont été suspendues pendant presque un an. Au moment de la reprise, en décembre 2010, le gouvernement du Canada a informé les autres parties que le mandat de son négociateur était arrivé à échéance, et que le renouvellement risquait d'être long. Dès lors, les parties ont convenu que le gouvernement du Québec et le CNA allaient continuer les négociations et que le gouvernement du Canada allait assister aux négociations en tant qu'observateur.

En juin 2011, les négociations ont encore une fois été interrompues en raison de la suspension du mandat de négociation du CNA par les conseils de bande d'Opitciwan et de Wemotaci, pour diverses raisons et pour un temps indéterminé.

En décembre 2012, le gouvernement du Canada a annoncé le renouvellement de son mandat pour une période de cinq ans.

Au printemps 2013, les chefs attikameks ont accepté de confier à nouveau le mandat de négociation au CNA et, à l'automne 2013, les négociations ont repris. Les travaux se sont déroulés à un rythme soutenu de 2013 à 2018 et ont porté sur un projet d'entente de principe de 26 chapitres.

Le 22 janvier 2019, le Conseil des Atikamekw d'Opitciwan a déposé une requête à la Cour supérieure du Québec pour obtenir une reconnaissance de son titre ancestral et de ses droits ancestraux sur un territoire d'une superficie

de 26 360 km². Le chef de l'époque, M. Christian Awashish, annonçait du même coup le retrait de sa communauté du processus de négociation en cours avec la nation atikamekw. De concert avec ses partenaires fédéraux, le Secrétariat aux affaires autochtones (SAA) a maintenu un dialogue avec le conseil de bande d'Opitciwan à la suite du dépôt de sa requête judiciaire. Le 27 février dernier, le SAA et les représentants fédéraux ont d'ailleurs rencontré le nouveau conseil de bande, élu en septembre 2019, afin de mieux comprendre les préoccupations de ses membres eu égard aux négociations territoriales globales en cours avec la nation atikamek.

Le 4 décembre 2019, le Conseil des Atikamekw de Wemotaci annonçait, pour sa part, sa décision de rapatrier le mandat de négociation sur l'autonomie gouvernementale qu'il avait accordé au CNA. Il précisait toutefois souhaiter que le CNA conserve le mandat du volet « négociation territoriale ».

De plus, le mandat de la négociatrice atikamek, qui arrivait à échéance à l'automne 2018, n'a pas encore été renouvelé par le CNA.

Le gouvernement du Québec est en discussion avec ses partenaires atikameks et fédéraux à la table de négociation pour déterminer les avenues qui permettront de poursuivre des avancées en vue de finaliser une entente de principe. Il souhaite également maintenir ouvertes les voies de communication avec les conseils de bande d'Opitciwan et de Wemotaci.

En attente du positionnement du CNA au regard de son mandat de négociation, les parties ont convenu de poursuivre les travaux déjà entamés à la table de négociation.

- f) Le nom des négociateurs pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement du Québec

M ^e Pierre-Christian Labeau	Négociateur en chef, Norton Rose Fulbright
M ^{me} Coralie Laurendeau	Conseillère, Secrétariat aux affaires autochtones
M ^e Tania Clercq	Ministère de la Justice

Des représentants des ministères sectoriels accompagnent ponctuellement l'équipe de négociation, selon les sujets abordés.

- g) Le nom des négociateurs pour le gouvernement fédéral et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement fédéral

M. Bruno Marion	Négociateur en chef, Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord
M. Jean-Sébastien Potvin	Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord
M. Louis-Charles Gagnon-Tessier	Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord
M ^e Pierre-Luc Lavoie	Justice Canada

Des représentants des ministères sectoriels accompagnent ponctuellement l'équipe de négociation, selon les sujets abordés.

- h) Le nom du négociateur pour la communauté autochtone et la liste de toutes

les personnes présentes aux négociations pour la communauté autochtone

M ^e Hélène Dubé	Négociatrice en chef
M ^{me} Sandra Vaillancourt	Secrétaire de direction, CNA
M ^e Benoît Champoux	Conseiller juridique, CNA
M ^e Annie Neashish	Conseillère juridique, CNA
M. Dany Chilton	Directeur du Secrétariat au territoire, CNA

- i) Le total des coûts engendrés par les négociations, comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et par des négociateurs externes.

Voir à la fin de la réponse.

LES INNUS

- a) L'objet des négociations

Les gouvernements du Canada et du Québec ainsi que les Premières Nations de Mashteuiatsh, Essipit et Nutashkuan (Regroupement Petapan) sont en négociation territoriale globale en vue de convenir d'un traité portant notamment sur la reconnaissance des droits ancestraux, le territoire, l'autonomie gouvernementale des Innus, les aspects financiers et le développement des communautés. Pour ce faire, les parties ont signé l'*Approche commune*, en 2000, ainsi que l'*Entente de principe d'ordre général* (EPOG) le 31 mars 2004. Cette entente sert de cadre à la négociation du traité.

La communauté de Pessamit, signataire des deux premières ententes, s'est retirée de cette négociation en 2005 et a privilégié les recours aux tribunaux.

- b) La date des rencontres

Pour l'année 2019-2020, la table centrale de négociation s'est réunie aux dates suivantes :

2019	
8 - 10 avril	13 -15 août
2020	
24 - 25 mars	

- c) L'échéancier des négociations

Les négociateurs des trois parties visent à conclure les négociations et à remettre leurs recommandations sur un projet de traité à leurs mandants respectifs dans les meilleurs délais.

- d) Les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement

La revendication territoriale globale présentée par le Conseil Attikamek-Montagnais (CAM) a été acceptée par le gouvernement du Canada en 1979 et

par le gouvernement du Québec en 1980.

e) Un état de situation des négociations

Les travaux à la Table centrale de négociation (Table) se sont déroulés de façon intensive entre 2007 et 2010. Les travaux ont été suspendus quelques mois en 2011 et 2012, pour des raisons de positions conflictuelles et de renouvellement de mandat. La Table se réunit régulièrement depuis novembre 2012 et plusieurs avancées ont été faites. En fait, les parties ont réglé plusieurs points. En même temps, des enjeux complexes demeurent à résoudre. Les parties devront évaluer les avantages d'une entente par rapport aux compromis qui ont été faits.

Dans le cadre des négociations, le gouvernement du Québec a toujours maintenu une approche basée substantiellement sur les principes de l'EPOG. Il importe de se rappeler que cette entente est d'ordre général et que plusieurs sujets doivent être négociés et définis de façon plus précise dans un accord final. Le traité aborde de nombreuses questions complexes, qui touchent des régions où il y a une forte population non autochtone. L'équipe de négociation du gouvernement du Québec tente de concilier les contraintes des ministères avec les positions des autres parties pour présenter des solutions mutuellement satisfaisantes.

Les 23 chapitres du projet de 300 pages sont à un stade avancé. Le projet d'entente porte notamment sur la reconnaissance des droits ancestraux, le territoire, l'autonomie gouvernementale des Innus, les aspects financiers et le développement des communautés. L'année 2019-2020 a été marquée par un temps de réflexion de la part des Premières Nations et des élections fédérales qui ont résulté en peu de rencontres de négociation.

Les objectifs du gouvernement du Québec :

- Améliorer les relations avec les Premières Nations;
- Consolider la paix sociale et contribuer à un contexte d'investissement positif;
- Encourager les partenariats entre Autochtones et non-Autochtones;
- Obtenir une certitude quant aux droits que les Premières Nations pourront exercer et sur quels territoires.

f) Le nom des négociateurs pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement du Québec

M ^e Pierre-Christian Labeau	Norton Rose Fulbright, négociateur en chef
M ^{me} Julie Cyr	Secrétariat aux affaires autochtones
M ^{me} Viviane Denis-Ducharme	Secrétariat aux affaires autochtones
M ^{me} Félicité Belisimbi	Secrétariat aux affaires autochtones
M ^e Catheryne Bélanger	Ministère de la Justice
M ^e Hubert Noreau-Simpson	Ministère de la Justice
M. Luc Imbeault	Représentant des régions, Côte-Nord
M. Denis Taillon	Représentant des régions, Saguenay–Lac-Saint-Jean

Des représentants des ministères sectoriels accompagnent ponctuellement l'équipe de négociation, selon les sujets abordés.

- g) Le nom des négociateurs pour le gouvernement fédéral et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement fédéral

M. André Bourgeois	Négociateur en chef
M. Bruno Marion	Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord
M ^e Pierre-Luc Lavoie	Justice Canada
M ^e Lauren Heyer	Justice Canada
M. Luc Lavigne	Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord
M. Hubert Villeneuve	Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord
M. Robert Gariépy	Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord
M. Matthew Case	Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord

Des représentants des ministères sectoriels accompagnent ponctuellement l'équipe de négociation, selon les sujets abordés.

- h) Le nom du négociateur pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la communauté autochtone

Regroupement Petapan

M ^e Carl Nepton	Négociateur en chef
M ^{me} Adèle Robertson	Négociatrice associée
M ^e François Tremblay	Conseiller juridique
M ^e Nancy Fillion	Conseillère juridique
M ^e Dominic Tremblay	Conseiller juridique
M. Paul Michaud	Comptable

Les coordonnateurs des négociations pour chaque communauté accompagnent l'équipe de négociation depuis l'automne 2017.

- i) Le total des coûts engendrés par les négociations, comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et par des négociateurs externes.

Voir à la fin de la réponse.

LES MICMACS

Négociation tripartite entre le gouvernement du Québec, le gouvernement du Canada et le Secrétariat Mi'gmawei Mawiomi

a) L'objet des négociations

En 2003, le gouvernement du Canada a voulu entamer la négociation d'une revendication territoriale avec la nation micmaque du Québec, avec un organisme administratif représentant les trois communautés micmaques du Québec appelé le Secrétariat Mi'gmawei Mawiomi. À l'époque, le gouvernement du Québec a indiqué qu'il ne souhaitait pas s'engager dans une négociation de revendication territoriale globale, mais qu'il participerait à une démarche alternative visant la conclusion d'ententes sectorielles qui augmenteraient le degré de certitude juridique entourant la question des droits des Micmacs au Québec, évitant ainsi des poursuites judiciaires et créant un climat favorable au développement économique.

En 2008, les parties ont convenu d'une entente, appelée *Niganita'suatas'gl llsutaqann* (NI Process), qui engage les parties à poursuivre les discussions afin de conclure une entente-cadre qui établit les sujets devant faire l'objet de négociations ultérieures. Cette voie est la solution convenue pour concilier les différentes positions des parties quant au type de négociation à privilégier.

En 2012, les parties ont convenu d'une première entente-cadre intitulée *Niganiljoga'tagan*. L'objet de cette entente était d'engager les parties à négocier des ententes visant à concilier les positions des parties sur des sujets donnés tout en n'abordant pas la question des droits. Toutefois, compte tenu de l'asymétrie des mandats du Québec et du Canada, les parties n'ont pu obtenir de résultats tangibles de ce cadre.

En 2016, à la suite d'analyses approfondies, le gouvernement du Québec a modifié sa position quant aux revendications et son mandat de négociation. Ainsi, il s'est engagé à poursuivre les négociations dans une perspective de conclure une entente finale concernant les revendications micmaques.

Depuis, les intérêts des trois parties ont évolué et des approches alternatives sont davantage explorées. Plusieurs des sujets d'intérêt d'abord établis à la table tripartite font dorénavant l'objet de discussions exploratoires ou de négociations bilatérales entre les Micmacs et le gouvernement du Canada (p. ex. concernant les pêches et les parcs) ou entre les Micmacs et le gouvernement du Québec, dans le but de faire des avancées plus significatives.

b) Les dates des rencontres

	2019
19 juin	
	2020
30 janvier	

c) L'échéancier des négociations

En 2016, le gouvernement du Québec s'est engagé à poursuivre les négociations dans une perspective de négociation territoriale globale. Les parties sont toujours à convenir d'une nouvelle entente-cadre.

d) Les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement

Après avoir effectué une évaluation de risques, le gouvernement fédéral a demandé au gouvernement du Québec de participer à une négociation sur les droits aux terres, aux ressources, à l'autonomie gouvernementale et les droits issus de traités. Quant aux Micmacs, ils ont transmis aux gouvernements une déclaration de revendication (« Statement of Claim ») en 2007.

e) Un état de situation des négociations

En 2016, le gouvernement du Québec a convenu de poursuivre des négociations avec les Micmacs dans un cadre de négociation territoriale globale en vue de convenir au final d'un traité. Les parties ont convenu de revoir l'entente-cadre à la lumière du nouveau mandat du gouvernement du Québec.

En février 2019, à l'aube de convenir des textes finaux, le MMS a avisé les parties de son intention de suspendre les discussions sur l'entente-cadre le temps de revoir le texte à la lumière des commentaires des chefs micmacs. Nous sommes toujours en attente d'un retour de la part des Micmacs sur les suites.

Dans l'intervalle, le gouvernement du Québec et les Micmacs ont convenu de consacrer les efforts de négociation à un niveau bilatéral sur des sujets représentant un intérêt commun, dont la mise en valeur des hydrocarbures et le volet de la gestion du territoire public.

En marge des discussions sur l'entente-cadre, le gouvernement fédéral poursuit également des discussions en bilatéral avec la nation micmaque ou avec certaines communautés micmaques, à l'intérieur de ses champs de compétence. Ces négociations s'appuient sur un mandat exploratoire du gouvernement fédéral et visent à convenir d'ici 2022 d'ententes portant sur les pêches ou sur la question des parcs fédéraux.

Les discussions tripartites se poursuivent en parallèle, mais à un rythme moins soutenu dans l'attente des orientations du leadership micmac.

f) Le nom des négociateurs pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement du Québec

M. Olivier Bourdages Sylvain	Négociateur, Secrétariat aux affaires autochtones
M ^{me} Alexia Desmeules	Conseillère, Secrétariat aux affaires autochtones
M ^{me} Sophie Bussièrès	Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles
M ^e Rosemarie Fortier	Ministère de la Justice
M ^e Sylvie Boulay	Ministère de la Justice

g) Le nom des négociateurs pour le gouvernement fédéral et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement fédéral

M ^e Ritu Sood	Négociateur, Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord
M ^{me} Allisa Kouki	Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord

M. Denis Labossière

Relations Couronne-Autochtones et
Affaires du Nord

- h) Le nom du négociateur pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la communauté autochtone

M. Clément Bernard	Négociateur, Secrétariat Mi'gmawei Mawiomi
M ^{me} Tanya Barnaby	Secrétariat Mi'gmawei Mawiomi
M ^e Richard Jeannotte	Secrétariat Mi'gmawei Mawiomi
M ^{me} Chastity Mitchell	Secrétariat Mi'gmawei Mawiomi
M ^{me} Alicia Moffat	Secrétariat Mi'gmawei Mawiomi
M. Donald Jeannotte-Anglehart	Secrétariat Mi'gmawei Mawiomi

- i) Le total des coûts engendrés par les négociations, comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et par des négociateurs externes.

Voir à la fin de la réponse.

-
- i) Le total des coûts engendrés par les négociations, comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et par des négociateurs externes.

2019-2020

Employés du SAA	100 262 \$
Négociateurs externes	<u>480 000 \$</u>
TOTAL :	580 262 \$



ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements du Troisième groupe d'Opposition

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

2. Liste des négociations bilatérales entre le gouvernement du Québec et les différentes communautés autochtones, qui ont eu lieu en 2019-2020, actuellement en cours et à venir pour l'année 2020-2021 incluant les détails sur :
- a) l'objet des négociations;
 - b) la date des rencontres;
 - c) l'échéancier des négociations;
 - d) les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement;
 - e) un état de situation des négociations;
 - f) le nom du négociateur pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes pour le gouvernement du Québec;
 - g) le nom du négociateur pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la communauté autochtone;
 - h) le total des coûts engendrés par les négociations, comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et par des négociateurs externes.

LES ABÉNAQUIS

- a) L'objet des négociations

Négociation d'une entente sur la consultation et l'accommodement entre le gouvernement du Québec et le Bureau du Ndakina du Grand Conseil de la Nation Waban-Aki (GCNWA), qui représente les Conseils des Abénaquis d'Odanak et de Wôlinak.

- b) Les dates des rencontres

2020

27 janvier 2020 26 mars 2020

- c) L'échéancier des négociations

Les deux parties veulent convenir d'une entente dans les meilleurs délais possibles, idéalement en 2020-2021.

- d) Les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement

Ne s'applique pas.

e) Un état de situation des négociations

À la suite d'une demande formulée par le GCNWA, à la fin de décembre 2017, le Secrétariat aux affaires autochtones (SAA) a entrepris des discussions avec ses représentants, en vue de conclure une entente en matière de consultation et d'accommodement. Une rencontre de démarrage s'est déroulée en mai 2018, un premier projet d'entente a été transmis par le SAA, au mois d'août suivant, et deux rencontres de négociation ont eu lieu les 17 octobre et 5 décembre 2018.

Depuis, chaque partie a poursuivi ses démarches internes respectives pour documenter davantage certains éléments, entre autres concernant la question du territoire d'application d'une éventuelle entente. Les discussions doivent reprendre à un rythme plus soutenu à l'été 2020.

f) Le nom du négociateur pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes pour le gouvernement du Québec

M. Martin Demers	Secrétariat aux affaires autochtones (jusqu'au 16 janvier 2020)
M ^{me} Alexia Desmeules	Secrétariat aux affaires autochtones
M. Olivier Bourdages Sylvain	Secrétariat aux affaires autochtones
M ^e Rosemarie Fortier	Ministère de la Justice

g) Le nom du négociateur pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la communauté autochtone

M ^{me} Suzie O'Bomsawin	Directrice du bureau du Ndakinna
M ^e Jameela Jeeroburkhan	Conseillère juridique

h) Le total des coûts engendrés par les négociations, comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et par des négociateurs externes

Voir à la fin de la réponse.

LES ALGONQUINS – LAC-BARRIÈRE

a) L'objet des négociations

La négociation vise à conclure une entente afin de mettre en œuvre les recommandations conjointes de 2006 des représentants spéciaux respectifs du gouvernement du Québec et des Algonquins de Lac-Barrière. La négociation porte principalement sur la participation à la gestion des ressources renouvelables (forestières et fauniques) et aux bénéfices économiques qui en découlent.

b) Les dates des rencontres

2019-2020		
4 juillet 2019	31 juillet 2019	28 août 2019
9 décembre 2019	5 mars 2020	

c) L'échéancier des négociations

En juillet 2019, les parties ont convenu d'un échéancier comportant quatre rencontres pour tenter de s'entendre sur les modifications à apporter au projet d'entente de 2017. Les quatre rencontres devaient avoir lieu aux dates suivantes : le 31 juillet, le 28 août, le 25 septembre et le 24 octobre. La communauté de Lac-Barrière a cependant demandé la suspension des négociations et l'annulation des rencontres du 25 septembre et du 24 octobre en raison de ses griefs dans le dossier de la chasse à l'orignal dans la réserve faunique La Vérendrye. La communauté a accepté de reprendre les discussions en décembre 2019. Les parties poursuivent leurs échanges en vue de convenir de solutions mutuellement satisfaisantes.

d) Les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement

Cette question ne s'applique pas.

e) Un état de situation des négociations

Le 3 mai 2019, le chef de la communauté de Lac-Barrière, M. Casey Ratt, faisait parvenir une lettre au SAA précisant les modifications qu'il souhaitait apporter au texte de l'entente de mise en œuvre des recommandations conjointes des représentants spéciaux; entente convenue entre les négociateurs du gouvernement de Québec et de Lac-Barrière en 2017, mais n'ayant jamais été signée par le chef, car il craignait un manque d'appui dans sa communauté. D'un commun accord, les parties ont accepté de relancer les rencontres de négociation entre le gouvernement du Québec et le Conseil de bande des Algonquins de Lac-Barrière (ALB), qui ont repris au début de juillet 2019.

À l'automne 2019, les ALB ont suspendu les discussions dans le contexte du moratoire qu'ils réclament sur la chasse à l'orignal dans la réserve faunique La Vérendrye. La communauté est préoccupée par l'état des populations d'orignal et demande l'imposition d'un moratoire sur la chasse sportive. Les ALB refusent également de participer au comité mis en place par le MFFP avec l'ensemble des communautés de la nation algonquine pour discuter de l'enjeu de l'orignal. Ce comité a d'ailleurs chapeauté un inventaire, réalisé conjointement par le MFFP et les communautés algonquines, des populations d'orignal dans la réserve faunique à l'hiver 2020.

f) Le nom du négociateur pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes pour le gouvernement du Québec

M. Patrick Brunelle	Secrétariat aux affaires autochtones
M. Olivier Bourdages Sylvain	Secrétariat aux affaires autochtones
M ^{me} Coralie Laurendeau	Secrétariat aux affaires autochtones
M ^{me} Lucie Sainte-Croix	Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
M. Hugo Jacqmain	Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
M. Martin Gingras	Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
M ^{me} Solaine Prince	Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs

M. François-Xavier Perron-Maranda	Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
M ^e Rosemarie Fortier	Ministère de la Justice

- g) Le nom du négociateur pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la communauté autochtone

M. Casey Ratt	Chef
M ^{me} Anida Decoursay	Membre du Conseil de bande
M. Hector Jérôme	Membre du Conseil de bande
M. Charles T. Ratt	Membre du Conseil de bande
M. Kevin Decoursay	Membre du Conseil de bande
M. Hervey Papatie	Membre du Conseil de bande
M ^{me} Christal Ratt	Adjointe administrative, Conseil de bande
M ^e Katherine Hensel	Avocate, Hensel Barristers
M ^e Julia Tousaw	Avocate, Hensel Barristers
M ^e Kaelan Unrau	Avocat, Hensel Barristers

- h) Le total des coûts engendrés par les négociations, comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et par des négociateurs externes

Voir à la fin de la réponse.

LES ALGONQUINS – LAC-SIMON

- a) L'objet des négociations

Processus de discussion exploratoire visant, dans un premier temps, à établir les enjeux auxquels la communauté algonquine de Lac-Simon est confrontée et, dans un deuxième temps, à convenir d'un mandat de négociation visant à résoudre ces enjeux. L'objectif ultime est de trouver une solution aux enjeux identifiés par la conclusion d'ententes.

- b) Les dates des rencontres

2019-2020		
29 mai 2019	2 octobre 2019	18 décembre 2019
30 janvier 2020		

- c) L'échéancier des négociations

Aucun échéancier n'a été déterminé.

- d) Les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement

Cette question ne s'applique pas.

e) Un état de situation des négociations

Les parties ont échangé de manière approfondie sur les enjeux avec lesquels compose la communauté de Lac-Simon et ont discuté de la mise sur pied d'un forum dans lequel les solutions pour les résoudre pourraient être discutées. Les discussions se poursuivent afin de convenir d'une entente à cette fin et des priorités d'action pour les prochaines étapes.

f) Le nom du négociateur pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes pour le gouvernement du Québec

M. Olivier Bourdages Sylvain	Négociateur, Secrétariat aux affaires autochtones
M ^{me} Félicité Belisimbi	Secrétariat aux affaires autochtones
M ^e Hubert Noreau-Simpson	Ministère de la Justice

g) Le nom du négociateur pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la communauté autochtone

M ^{me} Adrienne Jérôme	Chef
M ^{me} Pamela Papatie	Vice-chef
M. Lucien Wabanonik	Conseiller
M. Brian Dumont	Conseiller
M. Randy Pien	Conseiller
M. Marc-Antoine Jetté	Consultant
M. Gislain Nequado	Employé
M ^{me} Ketty-Rose Mitchell	Directrice générale
M ^e Charlotte Chicoine-Wilson	Avocate
M ^e Laurence Hamer	Avocate

h) Le total des coûts engendrés par les négociations, comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et par des négociateurs externes

Voir à la fin de la réponse.

LES ALGONQUINS – PIKOGAN

a) L'objet des négociations

Processus de discussion exploratoire visant à dégager un mandat officiel de négociation dont l'objectif serait de trouver des solutions à différents enjeux territoriaux qui sont propres à la Première Nation Abitibiwinini.

b) Les dates des rencontres

2020

12 mars 2020

Les parties ont également eu plusieurs échanges par courriel pour faire avancer les discussions.

c) L'échéancier des négociations

Des discussions sont en cours sur la base de sujets convenus et les parties souhaitent convenir des ententes sectorielles dans les meilleurs délais.

d) Les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement

Cette question ne s'applique pas.

e) Un état de situation des négociations

Les parties ont eu des discussions sur les principes, les objectifs et les sujets de la négociation. La participation à la gestion et à la mise en valeur des ressources naturelles, les mesures de développement économique et la participation aux retombées économiques sont parmi les sujets qui feront l'objet de négociation d'ententes sectorielles. Les discussions avancent et les représentants des parties se rencontrent une fois par mois.

f) Le nom du négociateur pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes pour le gouvernement du Québec

M. Olivier Bourdages Sylvain	Négociateur, Secrétariat aux affaires autochtones
M ^{me} Félicité Belisimbi	Secrétariat aux affaires autochtones
M ^e Hubert Noreau-Simpson	Ministère de la Justice
M ^e Tania Clercq	Ministère de la Justice
M. David Saint-Pierre	Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles

g) Le nom du négociateur pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la communauté autochtone

M. Steve Rankin	Négociateur
M. Morgan Kendall	Conseiller juridique

h) Le total des coûts engendrés par les négociations, comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et par des négociateurs externes

Voir à la fin de la réponse.

LES ALGONQUINS-WINNEWAY

a) L'objet des négociations

Mettre en œuvre l'Entente-cadre de 2008, plus précisément en négociant des ententes sectorielles sur les sujets suivants :

- l'assise territoriale;

- l'harmonisation forestière;
- la sécurité publique;
- les mesures favorisant le développement économique de la communauté.

b) Les dates des rencontres

2020			
29 janvier (conférence téléphonique)	18 février	12 mars	27 mars conférence téléphonique)

c) L'échéancier des négociations

Aucun échéancier adopté à ce moment-ci.

d) Les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement

Cette question ne s'applique pas.

e) Un état de situation des négociations

À l'hiver 2019, la communauté a rencontré la ministre responsable des Affaires autochtones afin de remettre à l'avant-scène l'entente-cadre de 2008. Le chef a exprimé la volonté de reprendre les discussions sur les sujets énumérés, dont la question de l'assise, en mettant en place une table de négociation formelle. Une demande de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III a été déposée, pour la mise en place de cette table. Cette demande est présentement à l'étude par le SAA.

La communauté a demandé de ratifier une lettre d'entente spécifique qui viendrait confirmer la volonté commune de redémarrer ces discussions. Le SAA et la communauté ont convenu du libellé de la lettre en décembre 2019 et le gouvernement du Québec a approuvé celle-ci le 1^{er} avril 2020. Les discussions sur la base de l'Entente-cadre de 2008 ont déjà commencé relativement à l'assise territoriale de la Première Nation de Longue-Pointe et à l'harmonisation forestière.

f) Le nom du négociateur pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes pour le gouvernement du Québec

M. Olivier Bourdages Sylvain	Secrétariat aux affaires autochtones
M ^{me} Félicité Belisimbi	Secrétariat aux affaires autochtones
M. Martin Demers (jusqu'en janvier 2020)	Secrétariat aux affaires autochtones
M. Gaétan Fortin	Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles
M ^{me} Andréanne Brière	Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles
M. François Dupuis	Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles
M ^e Hubert Noreau-Simpson	Ministère de la Justice

- g) Le nom du négociateur pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la communauté autochtone

M. Steeve Mathias	Chef du Conseil
M ^{me} Sharon Hunter	Directrice des relations intergouvernementales
M. Éric Cardinal	Négociateur

- h) Le total des coûts engendrés par les négociations, comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et par des négociateurs externes

Voir à la fin de la réponse.

LES INNUS

Négociation avec Uashat mak Mani-Utenam

- a) L'objet des négociations

À la suite de la signature de l'Entente au sujet de la rivière Moisie / Mishta Shipu entre le gouvernement du Québec, les Innus de Uashat mak Mani-Utenam et la Nation innu Matimekush-Lac John, des rencontres de mise en œuvre ont été tenues. Les discussions concernent une entente sur le saumon entre le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs et la communauté de Uashat mak Mani-Utenam,

Aussi, il a été convenu entre les deux parties de poursuivre des discussions de « nation à nation » en vue de conclure une entente dans un délai d'environ 18 mois. Cette entente serait la base d'une relation renouvelée et permettrait la poursuite de discussions sur différents sujets d'intérêt pour les deux parties.

- b) Les dates des rencontres

2019		
2 décembre	5 décembre	

2020		
23 janvier	2 février	6 février
16 mars	25 mars	

- c) L'échéancier des négociations

Les négociateurs des deux parties ont convenu d'une entente au printemps 2020. Le processus de ratification de celle-ci est en cours.

Concernant les discussions de « nation à nation », les parties souhaitent convenir d'une entente d'ici 12 à 18 mois.

- d) Les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement

Ne s'applique pas.

- e) Un état de situation des négociations

Dans le souhait d'en venir à une conclusion rapide de l'*Entente sur la conservation et la mise en valeur du saumon sur la rivière Moisie*, les négociateurs des deux parties se sont entendus sur une entente réglant la mésentente concernant le code de pêche. Le processus de ratification de l'entente est en cours.

Concernant les discussions de « nation à nation », les parties ont convenu de les amorcer en vue de convenir d'une entente dans les prochains mois. Quelques réunions ont été tenues depuis décembre 2019. Des échanges se poursuivent sur les objectifs communs visés par ce processus.

- f) Le nom du négociateur pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement du Québec

M. Patrick Brunelle	Secrétariat aux affaires autochtones
M. Martin Demers (jusqu'en janvier 2020)	Secrétariat aux affaires autochtones
M ^{me} Viviane Denis-Ducharme	Secrétariat aux affaires autochtones
M. Hugo Jacqmain	Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
M. Moncef Bouaziz	Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
M ^{me} Soazig Le Breton	Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
M ^{me} Charlène Lavallée	Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
M. Maxime Guérard	Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
M ^e Hubert Noreau-Simpson	Ministère de la Justice

- g) Le nom des négociateurs pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la nation autochtone

M. Antoine Maniteu Grégoire	Vice-chef, Conseil Innu Takuaikan Uashat mak Mani-Utenam
M. Kenny Régis	Conseiller, Conseil Innu Takuaikan Uashat mak Mani-Utenam
M ^e Marie-Claude André-Grégoire	Conseillère juridique, Conseil Innu Takuaikan Uashat mak Mani-Utenam
M ^e Sophia Ladovrechis	Conseillère juridique, Conseil Innu Takuaikan Uashat mak Mani-Utenam
M ^e Jean-François Bertrand	Conseiller juridique, Conseil Innu Takuaikan Uashat mak Mani-Utenam

M^e Kendall Morgan

Conseiller juridique, Conseil Innu
TakuaiKAN Uashat mak Mani-
Utenam

M. André Michel

Conseil Innu TakuaiKAN Uashat mak
Mani-Utenam

- h) Le total des coûts engendrés par les négociations, comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et par des négociateurs externes

Voir à la fin de la réponse.

LA NATION HURONNE-WENDAT

- a) L'objet des négociations

Le SAA, le MFFP et la Société des établissements de plein air du Québec (Sépaq) discutent avec la Nation huronne-wendat afin de trouver des solutions durables aux problèmes de cohabitation lors de la saison de chasse à l'original dans la réserve faunique des Laurentides. Le comité stratégique mis en place en 2017 a comme mandat d'établir un dialogue sur des sujets d'intérêt commun en vue de formuler des recommandations aux autorités politiques des parties.

Un comité technique a également été mis en place afin de travailler conjointement sur des pistes de solution concrètes aux enjeux soulevés par le comité stratégique.

- b) Les dates de rencontres

2019			
Comité stratégique : 26 novembre	Comité technique : 29 octobre	Comité technique : 13 novembre	Comité technique : 12 décembre

2020
Comité stratégique : 12 février

- c) L'échéancier des négociations

Le mandat convenu entre les parties ne mentionne pas un échéancier précis. Toutefois, elles ont toujours tenté de trouver des solutions mutuellement acceptables avant les tirages au sort préalables à la saison de chasse. Aucune solution permanente n'a encore été trouvée.

- d) Les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement

Ne s'applique pas.

- e) Un état de situation des négociations

Une solution proposée par la Sépaq a été mise en place pour la saison de chasse 2019 pour éviter tout chevauchement entre les chasseurs sportifs et les chasseurs hurons-wendats. Aussi, afin de s'assurer de la sécurité de tous les utilisateurs sur le territoire de la RFL, le SAA avait coordonné deux rencontres avec la participation de la NHW, des Innus de Mashteuiatsh et des agents de protection de la faune, en septembre 2019. Ces rencontres ont été utiles pour l'échange d'information entre les deux groupes et ont contribué à régler une mésentente sur l'utilisation d'une zone.

Toutefois, l'expérience de la saison 2019 n'a pas été concluante pour la NHW, qui souhaite d'autres modalités pour la saison 2020. Malgré de nombreuses discussions, les parties ne se sont pas entendues pour des modalités de chasse pour la saison 2020.

- f) Le nom du négociateur pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement du Québec

M ^{me} Lucie Sainte-Croix	Sous-ministre associée aux opérations régionales, MFFP
M ^{me} Cécile Tremblay, dir. gén. (M. Marc-André Boivin) M. Martin Arvisais, dir. Gestion de la faune M. Dominic Bourget M. Thomas Faguy-Bernier	Direction générale – Secteur central, MFFP
M. Moncef Bouaziz M. François-Xavier Perron-Maranda	Direction des relations avec les nations autochtones, MFFP
M. Jacques Caron, pdg M. Dave Boulet M. Jessy Bynes M. Sylvain Boucher	Sépaq
M ^{me} Viviane Denis-Ducharme	SAA

- g) Le nom des négociateurs pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la nation autochtone

M. René W. Picard	Chef familial, Conseil de la Nation huronne-wendat
M. Louis Lesage	Directeur du bureau du Nionwentsïo
M ^{me} Émilie Gros-Louis	Agente en aménagement du territoire
M. Charles-Antoine Lesage	Stagiaire au bureau du Nionwentsïo

- h) Le total des coûts engendrés par les négociations, comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et par des négociateurs externes

Voir à la fin de la réponse.

LES MALÉCITES

Discussions bilatérales en vue de convenir d'une éventuelle entente de « nation à nation » ou d'ententes sectorielles entre la Première Nation Wolastoqiyik (Malécite) Wahsipekuk et le gouvernement du Québec

a) L'objet des négociations

Depuis l'automne 2018, des discussions exploratoires sont en cours entre des représentants du SAA et des représentants de la Première Nation Wolastoqiyik (Malécite) Wahsipekuk (PNWW) concernant une éventuelle entente de « nation à nation » entre les parties ou des ententes sectorielles sur des sujets ciblés.

b) Les dates des rencontres

2019			
17 juin	7 août	17 octobre	28 novembre
2020			
7 février	10 mars		

c) L'échéancier des négociations

Les parties souhaitent convenir d'une entente de « nation à nation » dans les meilleurs délais, idéalement avant le 31 mars 2021.

d) Les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement

En 2010, la PNMV a transmis au gouvernement du Québec un mémoire présentant des faits historiques à l'appui de ses démarches de revendication territoriale globale. Un mémoire contenant des éléments d'information complémentaire a été présenté en 2012. Le gouvernement du Québec a été invité par la PNMV en tant qu'observateur aux discussions entre la PNMV et le gouvernement du Canada, en 2017 et 2018. Cette invitation s'inscrivait dans une volonté de faire des avancées vers une négociation territoriale globale.

Or, à l'heure actuelle, le gouvernement du Québec privilégie plutôt une approche bilatérale sur des dossiers d'intérêt commun.

e) Un état de situation des négociations

Les rencontres entre les représentants du gouvernement du Québec et de la PNWW ont porté, jusqu'à présent, sur les paramètres de la négociation et les objectifs généraux des parties articulés autour du développement d'une relation politique plus structurée et significative.

Ces échanges ont permis de dégager une compréhension commune pour la suite, notamment autour de sujets d'intérêt pour la PNWW (processus de consultation et d'accommodement; activités de chasse, de pêche et de piégeage; développement économique; lieux d'intérêt; renforcement et réappropriation de la culture).

- f) Le nom du négociateur pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement du Québec

M. Martin Demers	Secrétariat aux affaires autochtones (jusqu'au 16 janvier 2020)
M ^{me} Alexia Desmeules	Secrétariat aux affaires autochtones
M. Olivier Bourdages Sylvain	Secrétariat aux affaires autochtones
M ^e Sylvie Boulay	Ministère de la Justice

- g) Le nom des négociateurs pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la nation autochtone

M ^e Benoît Amyot	Négociateur pour le Grand Conseil de la PNMV
M. Pierre Morais	Coordonnateur, Grand Conseil de la PNMV
M ^{me} Édith Bélanger	Consultante, Grand Conseil de la PNMV
M ^e Léonie Boutin	Conseillère juridique pour le Grand Conseil de la PNMV

- h) Le total des coûts engendrés par les négociations, comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et par des négociateurs externes

Voir à la fin de la réponse.

LES MICMACS

Négociations en vue de conclure l'Entente entre les Mi'gmaq et le Québec sur le processus de consultation et d'accommodement à l'égard d'activités relatives aux hydrocarbures (ci-après « l'Entente »)

- a) L'objet des négociations

Finaliser une entente de consultation et d'accommodement au regard des activités de la filière des hydrocarbures avec la nation micmaque.

- b) Les dates des rencontres

2019			
9 mai	27 juin	8 juillet	27 septembre
20 novembre			

- c) L'échéancier des négociations

Le processus de signature de l'Entente a été complété le 5 février 2020 et celle-ci est entrée en vigueur le 6 mars 2020.

- d) Les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement

Ne s'applique pas.

- e) Un état de situation des négociations

Après deux ans de négociation, au terme d'efforts soutenus, les parties se sont entendues sur un texte d'entente, lequel a été approuvé par le leadership micmac et par le gouvernement du Québec à l'automne 2019, puis l'Entente a été signée par les parties en février 2020.

Cette entente entre les Micmacs et le gouvernement du Québec met en place un processus de consultation mutuellement convenu, prévisible et adapté à la réalité des Micmacs et aux activités d'exploration et d'exploitation d'hydrocarbures se déroulant sur le territoire visé par l'entente, qui couvre la Gaspésie et une portion du Bas-Saint-Laurent.

- f) Le nom du négociateur pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement du Québec

M. Olivier Bourdages Sylvain	Secrétariat aux affaires autochtones
M ^{me} Mélanie Savoie	Secrétariat aux affaires autochtones (jusqu'en mai 2019)
M ^{me} Alexia Desmeules	Secrétariat aux affaires autochtones
M ^{me} Sophie Bussièrès	Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles
M ^e Sylvie Boulay	Ministère de la Justice
M ^e Rosemarie Fortier	Ministère de la Justice

- g) Le nom des négociateurs pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la nation autochtone

M ^{me} Tanya Barnaby	Secrétariat Mi'gmawei Mawiomi
M ^e Nadir André	Conseiller juridique
M ^{me} Chastity Mitchell	Secrétariat Mi'gmawei Mawiomi
M ^{me} Terri Lynn Morisson	Secrétariat Mi'gmawei Mawiomi (jusqu'en mai 2019)
M. Mathieu Gray-Lehoux	Secrétariat Mi'gmawei Mawiomi
M ^{me} Amanda Barnaby	Secrétariat Mi'gmawei Mawiomi

Des représentants des trois conseils de bande micmacs ont participé à titre d'observateurs.

- h) Le total des coûts engendrés par les négociations, comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et par des négociateurs externes

Voir à la fin de la réponse.

Discussions exploratoires bilatérales en vue d'obtenir des mandats pour la négociation d'ententes sectorielles

a) L'objet des négociations

Suivant le modèle de l'entente de consultation conclue avec les Micmacs concernant les activités relatives aux hydrocarbures, les équipes de négociation ont poursuivi des discussions bilatérales pour explorer d'autres sujets d'intérêt commun qui pourraient faire l'objet d'ententes sectorielles.

b) Les dates des rencontres

2019			
9 mai	27 juin	8 juillet	27 septembre
21-22 novembre			
2020			
14-15 janvier			

c) L'échéancier des négociations

Puisque les discussions sont encore au stade exploratoire, aucun échéancier n'a été fixé par les parties pour le moment.

d) Les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement

Ne s'applique pas.

e) Un état de situation des négociations

Les sujets qui ont fait l'objet des discussions exploratoires pour l'instant concernent le tourisme, la toponymie, la gestion du territoire public, notamment en matière de villégiature, les aires protégées ainsi que les pêcheries sous juridiction provinciale.

Les représentants du Secrétariat Mi'gmawei Mawiomi doivent présenter l'état des discussions exploratoires au leadership des trois communautés micmaques à l'été 2020 en vue d'obtenir des orientations et des mandats de négociation sur certains des sujets ciblés.

f) Le nom du négociateur pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement du Québec

M. Olivier Bourdages Sylvain	Secrétariat aux affaires autochtones
M ^{me} Alexia Desmeules	Secrétariat aux affaires autochtones
M ^{me} Sophie Bussièrès	Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles
M ^e Sylvie Boulay	Ministère de la Justice
M ^e Rosemarie Fortier	Ministère de la Justice

- g) Le nom des négociateurs pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la nation autochtone

M. Clement Bernard	Secrétariat Mi'gmawei Mawiomi
M ^{me} Tanya Barnaby	Secrétariat Mi'gmawei Mawiomi
M ^{me} Chastity Mitchell	Secrétariat Mi'gmawei Mawiomi
M ^{me} Alicia Moffat	Secrétariat Mi'gmawei Mawiomi
M. Mathieu Gray-Lehoux	Secrétariat Mi'gmawei Mawiomi
M ^{me} Laura Vicaire	Secrétariat Mi'gmawei Mawiomi
M. Donald Jeannotte-Anglehart	Secrétariat Mi'gmawei Mawiomi
M ^e Richard Jeannotte	Secrétariat Mi'gmawei Mawiomi

- h) Le total des coûts engendrés par les négociations, comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et par des négociateurs externes

Voir à la fin de la réponse.

Négociation avec Listuguj concernant le dossier foresterie

- a) L'objet des négociations

Le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (MFFP), le SAA et les représentants de Listuguj discutent depuis de nombreuses années sur les façons de mieux concilier leurs responsabilités, obligations, besoins et intérêts respectifs en matière de foresterie, notamment sur la manière de rendre durables les activités de récolte de la communauté.

Trois rencontres formelles ont eu lieu en 2019, respectivement au printemps, à l'été et à l'automne, en vue de convenir d'une éventuelle entente en matière de délégation de certaines activités forestières avec Listuguj.

- b) Les dates des rencontres

2019		
15 avril	25 juin	18 septembre

- c) L'échéancier des négociations

Les parties souhaiteraient convenir d'une entente en matière de foresterie dans les meilleurs délais, mais aucun échéancier n'a encore été convenu.

- d) Les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement

Ne s'applique pas.

e) Un état de situation des négociations

Les discussions ont porté sur l'élaboration de principes et d'objectifs communs en matière de foresterie, notamment concernant une saine gestion et conservation de la ressource forestière, une meilleure communication et collaboration entre le gouvernement du Québec et Listuguj pour y arriver ainsi qu'une participation accrue de Listuguj aux activités de planification et de récolte.

f) Le nom du négociateur pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement du Québec

M ^{me} Marie-José Thomas	Secrétariat aux affaires autochtones
M. Olivier Bourdages Sylvain	Secrétariat aux affaires autochtones
M ^{me} Alexia Desmeules	Secrétariat aux affaires autochtones
M ^{me} Line Drouin	Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
M. Hugo Jacqmain	Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
M. Marc Lauzon	Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
M ^{me} Marie-Christine Adam	Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
M. Maxime Boily	Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs

g) Le nom des négociateurs pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la nation autochtone

M. Fred Metallic	Listuguj
M. Scott Martin	Listuguj
M. Sky Metallic	Listuguj
M. Michael Isaacs	Listuguj
M. Martin Cummings	Listuguj
M ^e Zachary Davis	Conseiller juridique, Listuguj

h) Le total des coûts engendrés par les négociations, comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et par des négociateurs externes

Voir à la fin de la réponse.

Négociation avec Listuguj concernant le dossier cannabis

a) L'objet des négociations

Depuis la légalisation du cannabis par le gouvernement fédéral, en octobre 2018, plusieurs nations autochtones ont fait connaître leurs positions variées sur ce dossier. Certaines ont manifesté le désir de resserrer davantage l'encadrement du cannabis sur leur territoire alors que d'autres aimeraient plutôt s'inscrire dans le marché de la vente au détail.

L'article 62 de la *Loi encadrant le cannabis* permet au gouvernement du Québec de convenir d'ententes avec les nations autochtones dans le but d'adapter les mesures prévues par son cadre législatif et règlementaire aux réalités autochtones.

La communauté de Listuguj fait partie des communautés ayant manifesté le désir de convenir d'une telle entente bilatérale avec le gouvernement du Québec.

b) Les dates des rencontres

2019-2020

7 octobre

20 février

c) L'échéancier des négociations

Les parties souhaiteraient convenir d'une entente dans les meilleurs délais, mais aucun échéancier n'a été déterminé à ce stade.

d) Les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement

Ne s'applique pas.

e) Un état de situation des négociations

Deux rencontres ont eu lieu entre les représentants de Listugu et ceux du gouvernement du Québec. La première était de nature plutôt exploratoire et a permis aux représentants de Listugu de présenter les démarches entreprises au sein de leur communauté pour encadrer le cannabis. Ils ont fait connaître leur désir de convenir rapidement d'une entente avec le gouvernement du Québec.

Une première rencontre officielle a eu lieu en février 2020. D'autres sont prévues au courant des mois à venir.

f) Le nom du négociateur pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement du Québec

M. Olivier Bourdages Sylvain

Secrétariat aux affaires autochtones

M^{me} Alexia Desmeules

Secrétariat aux affaires autochtones

M. Marc Foisy

Secrétariat aux affaires autochtones

M. Yovan Fillion

Ministère de la Santé et des Services sociaux

M ^{me} Joëlle Villeneuve	Ministère de la Santé et des Services sociaux
M ^{me} Julie Gauthier	Ministère de la Santé et des Services sociaux
M ^e Sylvie Boulay	Ministère de la Justice
M ^e Rosemarie Fortier	Ministère de la Justice

- g) Le nom des négociateurs pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la nation autochtone

M. Alexander Kocsis	Listuguj Mi'gmaq Government
M. Lloyd Alcon	Listuguj Mi'gmaq Government
M. Peter Arsenault	Listuguj Mi'gmaq Government
M. Darcy Gray	Listuguj Mi'gmaq Government
M. Sky Metallic	Listuguj Mi'gmaq Government
M. Michael Isaacs	Listuguj Mi'gmaq Government

- h) Le total des coûts engendrés par les négociations, comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et par des négociateurs externes

Voir à la fin de la réponse.

Négociation avec Gesgapegiag concernant la rivière Cascapédia

- a) L'objet des négociations

En février 2019, les représentants du leadership des Micmacs de Gesgapegiag ont fait état de leurs préoccupations au gouvernement du Québec à l'égard des activités de pêche sur la rivière Cascapédia. Celles-ci concernent, d'une part, le modèle de gestion des activités de pêche de la rivière Cascapédia, qui est jugé inéquitable par les représentants micmacs, et d'autre part, la suspension de la pêche traditionnelle au filet maillant en vertu d'une entente convenue avec le gouvernement du Québec en 2013.

Les représentants du MFFP et du SAA ont accepté d'entreprendre des discussions formelles avec Gesgapegiag pour tenter de trouver des solutions mutuellement acceptables aux enjeux ciblés.

- b) Les dates des rencontres

2019	
30 juillet	24 octobre

- c) L'échéancier des négociations

Aucun échéancier prévu à ce moment-ci.

- d) Les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement

Ne s'applique pas.

- e) Un état de situation des négociations

Une première rencontre formelle a eu lieu en juillet 2019 entre des représentants du leadership de Gesgapegiag et ceux du gouvernement du Québec pour permettre au chef de présenter ses préoccupations et sa vision concernant la gestion des activités de pêche sur la rivière Cascapédia.

Le 20 août 2019, un nouveau chef a été élu à la tête de la communauté. Celui-ci a rapidement fait savoir qu'il désirait poursuivre les discussions entamées par son prédécesseur.

Une nouvelle rencontre a ainsi eu lieu en octobre 2019 entre des représentants de Gesgapegiag, du MFFP et du SAA pour permettre au nouveau chef de faire valoir sa vision du dossier. Ses attentes concernent une participation accrue à la gestion des activités de pêche sur la rivière et une reprise des activités de pêche traditionnelles des membres de la communauté.

Il a été convenu que les parties s'échangeraient des documents contenant leurs objectifs à long terme respectifs pour la suite du dossier avant d'organiser la tenue d'une nouvelle rencontre.

- f) Le nom du négociateur pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement du Québec

M ^{me} Marie-José Thomas	Secrétariat aux affaires autochtones
M. Patrick Brunelle	Secrétariat aux affaires autochtones
M. Olivier Bourdages Sylvain	Secrétariat aux affaires autochtones
M ^{me} Alexia Desmeules	Secrétariat aux affaires autochtones
M ^{me} Line Drouin	Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
M. Hugo Jacqmain	Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
M. Paul St-Laurent	Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
M ^{me} Marie-Christine Adam	Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
M. Maxime Boily	Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs

- g) Le nom des négociateurs pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la nation autochtone

M. Roderick Larocque	Micmacs de Gesgapegiag
M. John Martin	Micmacs de Gesgapegiag

M. Frederic Vicaire
M. Douglas Martin

Micmacs de Gesgapegiag
Micmacs de Gesgapegiag

- h) Le total des coûts engendrés par les négociations, comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et par des négociateurs externes

Voir à la fin de la réponse.

LES MOHAWKS DE KAHNAWAKE

- a) L'objet des négociations

Les négociations entre le gouvernement du Québec et Kahnawake en 2019-2020 se sont concentrées principalement sur deux objets :

- 1) *La mise en œuvre de l'Entente en matière de travail, ratifiée en 2014.* Les échanges se sont poursuivis en 2019-2020 afin d'y donner suite, en collaboration avec la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST), la Commission de la construction du Québec (CCQ) et la Régie du bâtiment du Québec (RBQ). Des efforts particuliers ont été consacrés à la définition des conditions de travail des travailleurs de Kahnawake sur le pont Honoré-Mercier, notamment dans le cadre du contrat de maintien de l'actif, en collaboration avec la CCQ et le Bureau du travail de Kahnawake (BTK).
- 2) La poursuite des négociations avec le Conseil mohawk de Kahnawake en prévision du chantier majeur de reconstruction de la portion amont du pont Honoré-Mercier.

Par ailleurs, les négociations se sont poursuivies sur d'autres enjeux. C'est le cas notamment en matière de développement économique, afin de conclure une entente en matière de commerce et d'échange, de consultation, de transport et de protection de la jeunesse.

- b) Les dates des rencontres

La Table centrale de négociation entre le Québec et Kahnawake s'est réunie le 23 janvier 2020.

Le Groupe chargé de la mise en œuvre des dispositions de l'Entente en matière de conditions de travail a tenu 10 rencontres en 2019-2020 (en 2019 : le 30 mai, le 28 juin, le 9 juillet, le 9 septembre, le 12 septembre, le 11 octobre et le 4 décembre; en 2020 : le 27 janvier, le 12 février et le 19 février).

Le Comité spécial – pont Honoré-Mercier a tenu formellement deux rencontres, soit le 22 janvier et le 21 février 2020. Plusieurs rencontres de travail entre les représentants du Québec (MTQ et SAA) et de Kahnawake ont toutefois eu lieu en marge du Comité spécial – pont Honoré-Mercier afin de discuter d'enjeux liés au projet majeur de la reconstruction de la portion amont (le 3 mai 2019, le 1^{er} août 2019, le 19 août 2019 et le 12 mars 2020).

La Table sectorielle de développement économique s'est réunie le 25 juillet 2019.

La Table sectorielle commerce et échanges a tenu une rencontre le 30 octobre 2019.

Le Groupe de travail sur le cannabis a tenu des rencontres le 30 octobre 2019 et le 7 février 2020.

Les échanges se poursuivent en marge de ces rencontres pour faire progresser les discussions.

c) L'échéancier des négociations

Les différents projets sont abordés de manière régulière aux tables de travail et des résultats sont attendus dans les meilleurs délais.

d) Les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement

Ne s'applique pas.

e) Un état de situation des négociations

Table centrale

La Table centrale Québec-Kahnawake veille au développement de la communauté par la conception, la négociation, la ratification et la mise en application d'ententes sectorielles ou globales dans des domaines jugés d'intérêt. À cette fin, la Table centrale peut notamment constituer et mandater des tables sectorielles afin qu'elles élaborent le contenu d'ententes sectorielles sur les objets qu'elle juge pertinents.

Tables sectorielles

En matière de travail, les échanges se sont poursuivis afin de donner suite à l'entente signée en 2014. De nombreuses rencontres ont eu lieu afin d'assurer cette mise en œuvre, sous l'égide du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS), en collaboration avec la CNESST, la CCQ et la RBQ. Plusieurs démarches sont en cours :

- Un groupe de travail sur la mobilité de la main-d'œuvre a été constitué afin de donner suite à l'article 10 de l'Entente en matière de travail. Une entente issue de ses travaux et impliquant la CCQ a été approuvée par le gouvernement du Québec le 25 mars 2020. Ce groupe assurera la mise en œuvre de cette entente.
- Les échanges se poursuivent actuellement entre Kahnawake et la CNESST afin de produire une entente administrative précisant les règles financières d'interaction entre le régime du Québec et le régime de Kahnawake en matière d'indemnisation. Cette entente devrait également définir les règles régissant le fonds prévu pour pallier à la possibilité de catastrophes.
- Les échanges se poursuivent également avec la RBQ, d'une part, afin de favoriser l'obtention de licences par de futurs entrepreneurs de Kahnawake et, d'autre part, afin de réfléchir au rôle que le BTK pourrait jouer dans l'application du Code de sécurité à Kahnawake.
- Un groupe de travail, constitué de représentants du MTESS, de la CCQ et du BTK, a donné suite aux dispositions de l'Entente en matière de travail à l'égard des conditions de travail des travailleurs de

Kahnawake sur le territoire de l'Entente. Une entente issue de ses travaux a été approuvée par le gouvernement du Québec le 25 mars 2020. Cette entente a été mise en œuvre immédiatement afin de permettre aux travailleurs régis par le contrat de maintien sur le pont Honoré-Mercier d'en bénéficier.

En matière de transports, les discussions ont eu principalement pour objet la préparation d'une entente entre le gouvernement du Québec et le Conseil mohawk de Kahnawake en prévision du projet majeur de construction sur le pont Honoré-Mercier. Afin de mettre en œuvre les conditions gagnantes pour la réalisation de ce projet, un comité spécial pont Honoré-Mercier a été mis en place, le 20 novembre 2017, par la Table transport. M. Florent Gagné, actuel négociateur gouvernemental auprès de Kahnawake, a été désigné facilitateur dans le cadre de ce comité dans le but d'arriver à une entente avec le CMK quant aux modalités de réalisation des travaux et pour aplanir les différents enjeux qui pourraient être soulevés.

Trois sujets sont au cœur des discussions :

- l'implication des travailleurs autochtones de Kahnawake;
- l'implication d'entrepreneurs de Kahnawake;
- les autres questionnements dont la consultation liée aux droits ancestraux, l'environnement, l'archéologie et l'utilisation des terres de réserve de l'île Maline.

Plusieurs rencontres ont eu lieu en marge du Comité spécial – pont Honoré-Mercier afin de donner suite à son mandat et de préparer la tenue d'études, notamment de l'étude géotechnique sous le pont permettant de caractériser le sol et le roc.

Les négociations entre Québec et Kahnawake ont aussi permis des échanges entre les parties afin de préparer une entente entre le gouvernement du Québec et Kahnawake en matière de protection de la jeunesse. Ces échanges ont toutefois été suspendus à la demande de Kahnawake, en raison de l'entrée en vigueur du projet de loi fédéral C-92.

Par ailleurs, Kahnawake et le gouvernement du Québec ont amorcé des négociations afin de parvenir à une entente quant aux modalités de gestion de la production, de la distribution et de la vente de cannabis sur la réserve. Ces échanges impliquent notamment des représentants du MSSS et du ministère des Finances.

- f) Le nom du négociateur pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement du Québec

Table centrale :

M. Florent Gagné	Négociateur
M. Éric Laplante	Conseiller, Secrétariat aux affaires autochtones
M ^e Tania Clercq	Ministère de la Justice
M. Mario Limoges	Ministère de l'Économie et de l'Innovation
M. Jean Villeneuve	Ministère des Transports
M. Marc Grandisson	Ministère des Finances
M ^{me} Anne Racine	Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale

Des représentants des ministères sectoriels accompagnent ponctuellement l'équipe de négociation, selon les sujets abordés.

Table sectorielle Travail :

M. Florent Gagné	Négociateur
M. Éric Laplante	Conseiller, Secrétariat aux affaires autochtones
M. Michel Sauvé	Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale
M ^{me} Josée Marotte	Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale

Les représentants du MTESS étaient assistés par des personnes de la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail et de la Commission de la construction du Québec. Des représentants des ministères sectoriels accompagnent ponctuellement l'équipe de négociation, selon les sujets abordés.

Table sectorielle Transports :

M. Jean Villeneuve	Négociateur, ministère des Transports
M. Éric Laplante	Conseiller, Secrétariat aux affaires autochtones
M ^{me} Valérie Maltais	Ministère des Transports
M ^{me} Annie Lavallée	Ministère des Transports

D'autres personnes du ministère des Transports ont assisté aux réunions, selon le sujet abordé.

Table sectorielle Développement économique :

M. Mario Limoges	Négociateur
M. Éric Laplante	Conseiller, Secrétariat aux affaires autochtones
M. Jean-Marc Ménard	Ministère de l'Économie et de l'Innovation, direction régionale de la Montérégie

Table sectorielle Santé et enjeux sociaux :

M. Éric Laplante	Conseiller, Secrétariat aux affaires autochtones
<i>Protection de la jeunesse</i>	
M ^{me} Pascale Lemay	Ministère de la Santé et des Services sociaux
M ^{me} Audrey-Maude Southière	Ministère de la Santé et des Services sociaux
<i>Services ambulanciers</i>	
M ^{me} Colette Laplante	Ministère de la Santé et des Services sociaux

M ^{me} Marie Simard	Ministère de la Santé et des Services sociaux
M. Luc Jolicoeur	Ministère de la Santé et des Services sociaux
<i>Coordination du MSSS</i>	
M ^{me} Julie Gauthier	Ministère de la Santé et des Services sociaux
M ^{me} Johanne Rhains	Ministère de la Santé et des Services sociaux
M ^{me} Johanne Destrempe	Ministère de la Justice

Table sectorielle Taxation :

M. Florent Gagné	Négociateur
M. Éric Laplante	Conseiller, Secrétariat aux affaires autochtones
M. Marc Grandisson	Ministère des Finances
M. Étienne Paré	Ministère des Finances
M ^{me} Erika Desjardins-Dufresne	Ministère des Finances
M ^{me} Catherine Beaulieu-Voyer	Ministère des Finances

Groupe de travail « Cannabis »

M. Étienne Paré	Ministère des Finances
M. Yovan Fillion	Ministère de la Santé et des Services sociaux
M ^{me} Joëlle Villeneuve	Ministère de la Santé et des Services sociaux

Table sectorielle Culture :

M. Kevin Cogland	Ministère de la Culture et des Communications
M. Éric Laplante	Conseiller, Secrétariat aux affaires autochtones

- g) Le nom du négociateur pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la nation autochtone

Table centrale :

M ^{me} Nelly Marcoux	M ^{me} Rhonda Kirby, chef
M. Jean Pomainville	M ^{me} Gina Deer, chef
M. Joe Norton, grand chef	M ^{me} Winona Polson-Lahache

Table sectorielle Travail :

M. Oliver Montour
M. Mike Delisle, chef

M. Mike O'Brien
M. Jean Pommerville

Table sectorielle Transports :

M^{me} Rhonda Kirby, chef
M^{me} Nelly Marcoux
M. David Lahache

Autres personnes selon le sujet traité

Table sectorielle Développement économique :

M^{me} Gina Deer, chef
M. Bud Morris
M. David Lahache
M^{me} Barbara McComber

Table sectorielle Santé et enjeux sociaux :

M^{me} Rhonda Kirby, chef
M. Derek Montour, KSCS

Table sectorielle Taxation :

M^{me} Rhonda Kirby, chef
M. Joe Norton, grand chef
M^{me} Gina Deer, chef
M^{me} Nelly Marcoux

Table sectorielle Culture :

M^{me} Christine Zachary-Deom, chef
M^{me} Trina C. Diabo

- h) Le total des coûts engendrés par les négociations, comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et par des négociateurs externes

Voir à la fin de la réponse.

Coût total pour l'ensemble des négociations bilatérales

- h) Le total des coûts engendrés par les négociations, comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et par des négociateurs externes

2019-2020	Employés du SAA	279 157 \$
	Négociateurs externes	<u>52 031 \$</u>
	TOTAL :	331 188 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements du Troisième groupe d'opposition

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

3. Liste des consultations menées par le gouvernement du Québec auprès des communautés autochtones en 2019-2020 et, pour chacune, préciser :
- a) l'objet des consultations;
 - b) le moyen utilisé;
 - c) les dates des rencontres;
 - d) les communautés et les personnes consultées;
 - e) les résultats des consultations;
 - f) les montants afférents.

Il n'est pas possible pour le Secrétariat aux affaires autochtones (SAA) de préciser ces informations pour l'ensemble des consultations menées par le gouvernement du Québec, puisque l'approche est davantage sectorielle. En 2019-2020, le SAA n'a mené qu'une seule consultation.

a) L'objet des consultations

Le SAA a participé à une consultation (processus sérieux et approfondi) auprès de la Nation huronne-wendat sur le territoire que devrait couvrir l'*Entente de principe d'ordre général* signée par les communautés innues de Mashteuiatsh, Essipit et Nutashkuan.

b) Le moyen utilisé

Des rencontres, courriels, appels et lettres sont les moyens utilisés pour échanger dans le cadre du processus.

c) La date des rencontres

Un appel conférence a été tenu le 28 mai 2019.

d) Les communautés et personnes consultées

La Nation huronne-wendat.

e) Le résultat des consultations

Il est prévu que le processus se poursuive en 2020-2021.

f) Les montants afférents

Les seuls frais engendrés sont ceux qui ont été occasionnés par le déplacement des représentants du gouvernement du Québec. Or, aucune dépense n'a été directement engendrée en 2019-2020.

Pour ce qui est de l'ensemble des ministères, il y a eu des centaines de consultations en 2019-2020, et ce, dans divers domaines tels que les forêts, la faune, le territoire, les aires protégées, etc. Depuis l'adoption du *Guide intérimaire en matière de consultation des communautés autochtones* par le gouvernement du Québec, au printemps 2006, et sa mise à jour en 2008, les ministères consultent les communautés autochtones lorsque des projets ou des actions gouvernementales sont susceptibles d'avoir un effet préjudiciable sur les droits revendiqués par ces communautés.

a) L'objet des consultations

L'objet des consultations varie d'un ministère à l'autre, mais, globalement, celles-ci portent sur des actions opérationnelles, de planification ou d'élaboration de politiques qui sont susceptibles d'avoir des effets préjudiciables sur les droits revendiqués pour des communautés autochtones.

b) Le moyen utilisé

Les moyens utilisés sont modulés en fonction de l'effet préjudiciable d'un projet sur les droits revendiqués. Il s'agit principalement de communications écrites ou verbales, de rencontres d'information, etc.

c) La date des rencontres

Il n'est pas possible pour le SAA de préciser ces informations pour l'ensemble des consultations menées par le gouvernement du Québec.

d) Les communautés et les personnes consultées

La consultation autochtone vise toutes les communautés autochtones du Québec. La détermination des communautés à consulter se fait en tenant compte du contexte factuel propre à la mesure faisant l'objet d'une consultation.

e) Le résultat des consultations

Il n'est pas possible pour le SAA de préciser ces informations pour l'ensemble des consultations menées par le gouvernement du Québec.

f) Les montants afférents

Il n'est pas possible pour le SAA de préciser ces informations pour l'ensemble des consultations menées par le gouvernement du Québec.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements du Troisième groupe d'opposition

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

4. Budget total alloué aux consultations menées entre le gouvernement du Québec et les communautés autochtones, ventilé par communauté.

Il n'est pas possible pour le Secrétariat aux affaires autochtones de préciser le budget total alloué pour l'ensemble des consultations menées par le gouvernement du Québec puisque l'approche est davantage sectorielle.



ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

Secrétariat aux affaires autochtones Portefeuille 140 Programme 04

Demande de renseignements du Troisième groupe d'opposition

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

5. Liste des montants accordés aux organisations, aux associations ou aux entreprises, etc. situées hors réserves, notamment les organisations, représentants des métis, des groupes de pression, des organismes communautaires, etc.

Le Secrétariat aux affaires autochtones administre deux programmes par lesquels il peut accorder du financement à des organismes situés en milieu urbain :

PROGRAMME PROJETS PONCTUELS AUTOCHTONES (PPA)

Le programme PPA permet de soutenir des projets ponctuels à caractère sportif, culturel, social ou communautaire.

PROGRAMME FONDS D'INITIATIVES AUTOCHTONES III (FIA III)

Le programme FIA III vise à soutenir les Autochtones dans leur développement, qu'il soit économique, social ou communautaire et à répondre aux obligations gouvernementales en matière de consultation. Par le biais de quatre enveloppes distinctes, le FIA III intervient auprès d'organismes situés hors réserve qui offrent des services aux Autochtones.

Enveloppe Action communautaire

Cette enveloppe vise à offrir aux organismes d'action communautaire hors réserve ou sur réserve, qui assurent des services à la clientèle autochtone, un soutien financier en appui à leur mission globale (*budget : 12 M\$ sur 5 ans, dont 11 M\$ hors réserve*).

Enveloppe Développement économique

Cette enveloppe vise à mettre en place les conditions favorisant l'émergence du développement économique, à créer et développer des entreprises, à créer et consolider des emplois, à favoriser l'entrepreneuriat chez les femmes et les jeunes et à favoriser le développement des entreprises d'économie sociale (*budget : 60,6 M\$ sur cinq ans*). Les organismes situés hors réserve peuvent se voir accorder un financement par le biais de deux catégories :

- Catégorie Économie sociale

Cette catégorie vise à soutenir les projets d'économie sociale développés par des entreprises ou des organismes autochtones situés hors réserve ou sur réserve (*budget : 2 M\$ sur cinq ans*).

- Catégorie Mobilisateur économique

Cette catégorie vise à soutenir les organismes autochtones à but non lucratif situés hors réserve ou sur réserve qui ont développé un projet ayant un effet mobilisateur dans le domaine économique pour les communautés autochtones en général (*budget : 1,6 M\$ sur cinq ans*).

Enveloppe Développement social

Cette enveloppe vise à soutenir des projets, des initiatives et des ententes de partenariat en matière de développement social autochtone afin de déployer des actions pertinentes et adaptées aux réalités des Autochtones hors réserve ou sur réserve (*budget : 20 M\$ sur cinq ans*).

Enveloppe Aide aux Autochtones en milieu urbain

Cette enveloppe intègre au FIA III, avec bonification, le Programme d'aide aux Autochtones en milieu urbain (PAAMU), qui avait été mis en place en 2016-2017. Il vise à améliorer les conditions de vie des citoyennes et citoyens autochtones dans les villes du Québec, en donnant notamment aux organismes communautaires les moyens d'offrir des services directs de qualité à cette clientèle (*budget : 15,9 M\$ sur cinq ans*).

Cette enveloppe est constituée de deux volets :

- Volet Services directs

Ce volet vise le renforcement des services offerts aux Autochtones qui vivent ou qui sont de passage dans les villes du Québec, notamment dans les domaines psychosocial, sociojudiciaire, de la santé, de l'éducation et de la culture (*budget : 8,5 M\$ sur cinq ans*).

- Volet Infrastructures

Ce volet vise à renouveler et à améliorer les infrastructures des organismes communautaires afin d'augmenter et de consolider leurs capacités d'intervention (*budget : 7,4 M\$ sur cinq ans*).

Le total des sommes octroyées à des organismes hors-réserve au cours de l'exercice financier 2019-2020 s'élève à 4 778 913 \$, soit 292 255 \$ dans le cadre du PPA et 4 486 658 \$ dans le cadre du FIA III.

Voici le détail des montants accordés à ces organismes :

PROJETS PONCTUELS AUTOCHTONES (PPA)

BÉNÉFICIAIRE	TITRE	VILLE	MONTANT
Archéo-Mamu Côte-Nord	Qui sont vraiment les Innus? (phase 1)	Baie-Comeau	4 995 \$
Archéo-Mamu Côte-Nord	Peuples de la Côte-Nord	Baie-Comeau	4 950 \$
Association canadienne francophone pour le savoir	Colloque Réconciliation entre les Autochtones et les Allochtones : Perspectives multiples	Montréal	5 000 \$
Association canadienne pour les Nations Unies section de Québec	Gala des Nations Unies de Québec - 3 ^e édition	Québec	3 000 \$
Association québécoise de l'industrie du disque, du spectacle et de la vidéo inc.	Capsule vidéo sur le Félix autochtone de l'ADISQ	Montréal	10 000 \$
Centre Cyber-aide	Si tu savais	Québec	14 949 \$
Centre d'amitié autochtone de La Tuque	Journée nationale des Autochtones	La Tuque	1 500 \$
Centre d'amitié autochtone de Québec	Mamu Menuatetau - Fêtons ensemble	Québec	1 500 \$
Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or	20 ^e Semaine contre la discrimination raciale	Val-d'Or	3 000 \$
Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or	Journée nationale des Autochtones et Gala Mëmëgwachi	Val-d'Or	4 000 \$
Centre d'amitié autochtone du Saguenay	Livres audio pour l'apprentissage des langues autochtones	Saguenay	5 000 \$
Centre d'amitié autochtone du Saguenay	Là où je me sens bien	Saguenay	5 000 \$
Centre des Premières Nations Nikanite	Nikanite - Capsules vidéo Table locale Sept-Îles	Chicoutimi	9 000 \$
Centre des Premières Nations Nikanite	4 ^e Colloque persévérance et réussite scolaires	Chicoutimi	25 000 \$
Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal	Consolidation des activités de la Table locale d'accessibilité aux services de santé et services sociaux pour les Autochtones à Montréal	Montréal	25 000 \$
Centre interuniversitaire d'études et de recherches autochtones – Montréal	Colloque " Genres et identités : perspectives autochtones contemporaines"	Montréal	3 001 \$
Centre Unicura	Girls Inc. 2019	Montréal	3 616 \$
Chaire de leadership en enseignement en foresterie autochtone de l'Université Laval	Coordination d'un numéro de la revue RAQ	Québec	2 500 \$
Chaire de leadership en enseignement en foresterie autochtone de l'Université Laval	Colloque CLE en foresterie autochtone 2019	Québec	14 820 \$
Coop de solidarité Nitaskinan	État des lieux sur la réalité de l'emploi autochtone à Shawinigan et ses environs	Shawinigan	5 000 \$
Élisabeth Chantal-Janicki	XO Tatouage Montréal	Mont-Royal	10 085 \$
Enviro Foto	Reportage sur la diversité culturelle	Stoneham-et-Tewkesbury	3 500 \$
Événements Côte-Nord	Festival Côte-Nord	Baie-Comeau	5 000 \$
Festival du conte et de la légende de l'Innucadie	Camp culturel et artistique de la relève Innucadie	Natashquan	10 000 \$

BÉNÉFICIAIRE	TITRE	VILLE	MONTANT
Festival du conte et de la légende de l'Innuçadie	Festival du conte et de la légende de l'Innuçadie	Natashquan	15 000 \$
Festival L'Outaouais en fête	JNA, une réconciliation en marche!	Gatineau	1 500 \$
Fun sport Canada	Balle molle Nottaway Cup	Val-d'Or	1 000 \$
Fun sport Canada	Football scolaire à Kitcisakik et Lac-Simon	Val-d'Or	1 000 \$
Fun sport Canada	Tournoi de ballon-balai sur neige	Val-d'Or	1 900 \$
Fun Sport Canada	Compétition de karaté et de MMA	Val-d'Or	1 000 \$
Groupe d'éducation et d'éco-surveillance de l'eau	Adaptation du programme J'adopte un cours d'eau	Québec	5 000 \$
Le Groupe d'Intérêt en Santé autochtone de l'Université Laval	Mini-écoles de la santé à Pessamit	Québec	4 200 \$
Les productions 24 images inc.	Tournée de diffusion du documentaire Les Coasters	Montréal	1 000 \$
Les Productions de brousse	Recueil de poésie bilingue inuttitut – français	Montréal	5 000 \$
Maison nouvelle fédération	Chefs autochtones du Canada - 2 ^e édition	Montréal	1 000 \$
Mundial Montréal	Le rendez-vous nord-américain des musiques du monde	Montréal	5 000 \$
Musée ambulant	Visite du Musée ambulant à l'École primaire Nussim de Pessamit	Québec	5 000 \$
Nunavik Volleyball	Nunavik Volleyball – Championnat provincial masculin	Beaupré	3 000 \$
Nunavik Volleyball	Nunavik Volleyball - Québec espoir féminin	Beaupré	3 000 \$
OktoÉcho	Enregistrement du CD Trancestral	Montréal	4 000 \$
Orchestre philharmonique de la Relève du Québec	Bâtir des ponts en musique	Québec	4 000 \$
Parc régional du Mont-Ham	JNA Parc du Mont-Ham	Ham Sud	1 500 \$
Partenariat de recherche Habiter le Nord québécois - École d'architecture de l'Université Laval	IMAGINER - livre en micro-édition	Québec	8 050 \$
Paysages éclatés	Festival Masq'Alors! 2019	Saint-Camille	2 000 \$
Pointe-à-Callière - Cité d'archéologie et d'histoire de Montréal	Marché public dans l'ambiance du 18 ^e siècle	Montréal	5 000 \$
Recherches amérindiennes au Québec	Midis des Nations	Montréal	5 000 \$
Recherches amérindiennes au Québec	Publication d'un livre sur les pensionnats	Montréal	5 000 \$
Régie intermunicipale du Parc régional de la Rivière-du-Nord	Fête autochtone Kwei Kwei	Saint-Jérôme	1 500 \$
Sakia Wabie-Alarie	Kisakin	Val-d'Or	3 189 \$
Saturviit	Atelier pour femmes inuites de Montréal	Saint-Lazare	10 000 \$
Université de Montréal - Département d'anthropologie	Miaji: l'histoire de Lac-Simon en bande dessinée	Montréal	5 000 \$
Université du Québec à Montréal	Colloque « Résistance des femmes autochtones dans les Amériques : dialogues, réflexions et actions »	Montréal	5 000 \$
TOTAL			292 255 \$

FONDS D'INITIATIVES AUTOCHTONES III (FIA III)

Enveloppe Action communautaire (soutien à la mission globale)

ORGANISME	VILLE	MONTANT
Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec	Divers	200 000 \$
Femmes Autochtones du Québec	Divers	250 000 \$
Centre d'amitié autochtone de Québec	Québec	120 000 \$
Montréal autochtone	Montréal	130 000 \$
Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or	Val-d'Or	160 000 \$
Centre d'amitié autochtone du Lac-Saint-Jean	Roberval	130 000 \$
Centre d'amitié autochtone de Lanaudière	Joliette	135 000 \$
Centre d'amitié autochtone de La Tuque	La Tuque	160 000 \$
Centre d'amitié autochtone de Trois-Rivières	Trois-Rivières	130 000 \$
Centre d'amitié autochtone de Maniwaki	Maniwaki	130 000 \$
Centre d'amitié autochtone de Sept-Îles	Sept-Îles	130 000 \$
Centre d'amitié autochtone du Saguenay	Saguenay	130 000 \$
Centre d'amitié Eenou de Chibougamau	Chibougamau	110 000 \$
Centre d'entraide et d'amitié autochtone de Senneterre	Senneterre	110 000 \$
TOTAL		2 025 000 \$

Enveloppe Développement économique - catégorie Économie sociale

ORGANISME ET PROJET	VILLE	MONTANT
Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or – Kinawit Phase de consolidation	Val-d'Or	100 000 \$
Centre d'amitié autochtone de Lanaudière – Services alimentaires Miro Mitcim	Joliette	35 000 \$
TOTAL		135 000 \$

Enveloppe Développement économique - catégorie Mobilisateur économique

ORGANISME ET PROJET	VILLE	MONTANT
Tourisme Autochtone Québec – Nogom Babek	Divers	66 638 \$
TOTAL		66 638 \$

Enveloppe Développement social

ORGANISME ET PROJET	VILLE	MONTANT
Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec – Conseiller en développement social et économique	Divers	100 000 \$
Fusion Jeunesse – Consolidation et expansion du volet autochtone	Québec	70 000 \$
KWE!	Québec	100 000 \$
CALACS L'étoile du Nord – Mikizi Culturellement et collectivement pour elles	Divers	83 113 \$
Exeko – Ville inclusive Montréal-Trickster-YEL-HUB Nunavik	Montréal	100 000 \$
Terres en vue – Festival Présence autochtone	Montréal	85 000 \$
CIUSSS-Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal – Coordonnateur-conseil – Table locale d'accessibilité aux services en milieu urbain pour les Autochtones à Montréal	Montréal	36 000 \$
Foyer pour femmes autochtones de Montréal – RÉSEAU pour la stratégie urbaine de la communauté autochtone à Montréal	Montréal	30 000 \$
Jeunes musiciens du monde – École de Val-d'Or et communautés	Val-d'Or	100 000 \$
Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or – Coordonnateur - Table locale d'accessibilité aux services en milieu urbain pour les Autochtones de la MRC de la Vallée-de-l'Or	Val-d'Or	26 200 \$
TOTAL		747 200 \$

Enveloppe Aide aux Autochtones en milieu urbain

Volet - Services directs

ORGANISME ET PROJET	VILLE	MONTANT
Montréal autochtone – Animatrice communautaire et intervenant psychosocial	Montréal	100 000 \$
Centre de Justice des Premiers Peuples de Montréal – Services aux victimes	Montréal	33 782 \$
Centre d'amitié autochtone de Montréal – Teironhióen (Consolidation des services directs)	Montréal	77 538 \$
Projets Autochtones du Québec – Consolidation et développement des services directs	Montréal	100 000 \$
The Open Door – Renforcement de la capacité d'intervention	Montréal	99 898 \$
Plein Milieu – Jeter des ponts	Montréal	99 600 \$
Centre d'amitié autochtone de Québec – Bonification des services	Québec	100 000 \$
Maison communautaire Missinak – Bonification des services au Centre MAMUK	Québec	100 000 \$
Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or – Mowsogokan (Animation communautaire)	Val-d'Or	100 000 \$
Centre d'amitié autochtone de La Tuque (Point de services pour les Autochtones à Trois-Rivières) – Intervenant psychosocial et organisateur communautaire	Trois-Rivières	100 000 \$
Centre d'entraide et d'amitié autochtone de Senneterre – Services psychosociaux	Senneterre	74 389 \$
Centre d'amitié autochtone du Lac-Saint-Jean – Animation communautaire et intervention spirituelle et traditionnelle	Roberval	100 000 \$
Centre d'amitié autochtone de Maniwaki – Travailleur psychosocial et animateur culturel	Maniwaki	100 000 \$
Centre d'amitié autochtone de La Tuque – Intervention communautaire et psychosociale	La Tuque	100 000 \$
Centre d'amitié autochtone de Lanaudière – Services psychosociaux	Joliette	98 025 \$
Centre d'amitié autochtone de Sept-Îles – Intervenant psychosocial et animateur culturel	Sept-Îles	100 000 \$
Centre d'amitié autochtone du Saguenay – Ateliers de langue innue et attikamek	Saguenay	24 156 \$
Foyer pour femmes autochtones de Montréal – Centre de jour Résilience Montréal	Montréal	100 000 \$
TOTAL		1 607 388 \$

Notons que le gouvernement du Québec reconnaît officiellement la présence de 11 nations autochtones (Premières Nations et Inuits) sur son territoire. Sur la base des principes contenus dans les résolutions de l'Assemblée nationale de 1985 et 1989 portant sur la reconnaissance des droits des Autochtones, ces nations ont le droit de développer leurs identités, leurs cultures, leur base économique et leur autonomie au sein du Québec et dans le cadre des lois québécoises. Les regroupements métis ne sont pas inclus dans la clientèle visée. C'est dans ce contexte que le SAA contribue financièrement à des organismes, qu'ils se trouvent à l'intérieur ou à l'extérieur des réserves.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements du Troisième groupe d'opposition

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

6. Pour chaque négociateur qui œuvre au nom du gouvernement du Québec auprès des communautés autochtones en 2019-2020, déposer : le mandat et le contrat, la durée du contrat, les tâches effectuées, une copie du ou des rapports, et le suivi donné. Indiquer également les sommes accordées à la rémunération globale de chacun de ces négociateurs.

Norton Rose Fulbright Canada S.E.N.C.R.L., s.r.l.

Agir à titre de négociateur dans le cadre de la négociation territoriale globale entre les gouvernements du Québec et du Canada et les Premières Nations de Mashteuiatsh, d'Essipit et de Nutashkuan ainsi que dans le cadre de la négociation territoriale globale entre les gouvernements du Québec et du Canada et le Conseil de la nation atikamekw.

Durée du contrat : 1^{er} octobre 2018 au 30 septembre 2019

Norton Rose Fulbright Canada S.E.N.C.R.L., s.r.l.

Agir à titre de négociateur dans le cadre de la négociation territoriale globale entre les gouvernements du Québec et du Canada et les Premières Nations de Mashteuiatsh, d'Essipit et de Nutashkuan ainsi que dans le cadre de la négociation territoriale globale entre les gouvernements du Québec et du Canada et le Conseil de la nation atikamekw.

Durée du contrat : 1^{er} octobre 2019 au 30 septembre 2020

Mandat : voir document joint

Rémunération globale : 480 000 \$¹

Florent Gagné consultation

Représentante du gouvernement du Québec dans le cadre des travaux de la Table centrale Québec-Kahnawake ainsi que lors des négociations découlant de cette table, notamment dans les domaines de la santé et des services sociaux, du travail, du développement économique ou de la fiscalité. Représente le gouvernement du Québec dans d'autres forums de discussion ou négociation concernant Kahnawake, notamment en matière de revendications particulières ou de transfert de terres.

Durée du contrat : 22 septembre 2017 au 22 septembre 2020

Mandat : voir document joint

Rémunération globale : 52 031 \$ (honoraires professionnels, frais de déplacement et d'hébergement)

¹ En raison des contraintes budgétaires découlant de la crise sanitaire reliée à la pandémie de la COVID-19, les activités du négociateur ont été suspendues le 1^{er} avril 2020 pour une période indéterminée.

MANDAT DE NORTON ROSE FULBRIGHT CANADA, S.E.N.C.R.L., s.r.l.
Contrat pour la période du 1^{er} octobre 2019 au 30 septembre 2020

et

MANDAT DE NORTON ROSE FULBRIGHT CANADA, S.E.N.C.R.L., s.r.l.
Contrat pour la période du 1^{er} octobre 2018 au 30 septembre 2019

Agir à titre de négociateur dans le cadre de la négociation territoriale globale entre les gouvernements du Québec et du Canada et les Premières Nations de Mashteuiatsh, d'Essipit et de Nutashkuan ainsi que dans le cadre de la négociation territoriale globale entre les gouvernements du Québec et du Canada et le Conseil de la nation atikamekw.

Dans le cadre de la négociation territoriale globale entre les gouvernements du Québec et du Canada ainsi que les Premières Nations de Mashteuiatsh, d'Essipit et de Nutashkuan, le Prestataire s'engage à :

- Contribuer à développer les orientations et les objectifs de négociation du gouvernement du Québec en vue d'obtenir un consensus à la table de négociation;
- Participer aux séances de négociation et aux travaux préparatoires à celles-ci;
- Proposer des pistes de solution constructives au regard, notamment, des éléments juridiques des négociations qui aideront les parties à atteindre leurs objectifs;
- Appuyer l'équipe interministérielle du gouvernement du Québec dans l'élaboration et dans la rédaction des textes d'entente;
- Représenter, sur invitation, l'équipe de négociation dans le cadre de tournées d'information, de rencontres de négociation sur des dossiers spécifiques ou avec des représentants gouvernementaux.

Dans le cadre de la négociation territoriale globale entre les gouvernements du Québec et du Canada et le Conseil de la nation atikamekw, le Prestataire s'engage à :

- Contribuer à développer les orientations et les objectifs de négociation du gouvernement du Québec en vue d'obtenir un consensus à la table de négociation;
- Participer aux séances de négociation et aux travaux préparatoires à celles-ci;
- Proposer des pistes de solution constructives au regard, notamment, des éléments juridiques des négociations qui aideront les parties à atteindre leurs objectifs;
- Appuyer l'équipe interministérielle du gouvernement du Québec dans l'élaboration et dans la rédaction des textes d'entente;
- Représenter, sur invitation, l'équipe de négociation dans le cadre de tournées d'information, de rencontres de négociation sur des dossiers spécifiques ou avec des représentants gouvernementaux;
- Produire un rapport écrit à l'attention de la ministre responsable des Affaires autochtones à la fin du mandat.

MANDAT DE FLORENT GAGNÉ CONSULTATION

Contrat pour la période du 22 septembre 2017 au 22 septembre 2020

Représentante du gouvernement du Québec dans le cadre des travaux de la Table centrale Québec-Kahnawake, à laquelle sont représentés le gouvernement du Québec et le Conseil des Mohawks de Kahnawake, ainsi que dans le cadre des négociations découlant de cette table, notamment dans les domaines de la santé et des services sociaux, du travail, du développement économique ou de la fiscalité; représentante du gouvernement du Québec dans d'autres forums de discussion ou négociation concernant Kahnawake, notamment en matière de revendications particulières ou de transfert de terres.

Dans le cadre des travaux de la Table centrale Québec-Kahnawake entre le Conseil des Mohawks de Kahnawake et le gouvernement du Québec, et des autres mandats afférents pouvant lui être confiés, Florent Gagné consultation a le mandat :

- D'agir à titre de négociatrice pour le gouvernement du Québec afin qu'elle représente ce dernier à la table de négociation et qu'elle dirige l'équipe gouvernementale du Québec;
- De développer des propositions de manière à atteindre les objectifs visés par le gouvernement du Québec;
- De faire des recommandations au gouvernement du Québec sur toute autre question susceptible de conduire le gouvernement du Québec à l'atteinte de ses objectifs dans le cadre de cette négociation;
- De présenter à la ministre responsable des Affaires autochtones des rapports verbaux et un rapport final au terme du contrat.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements du Troisième groupe d'opposition

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

7. Liste détaillée de toutes les activités et de tous les coûts engendrés au SAA relativement aux consultations, au développement et à la mise en place du Plan Nord.
-

Assemblée des partenaires

En 2019-2020, se sont tenues à Québec trois rencontres de l'Assemblée des partenaires : le 19 juin et le 22 novembre 2019, ainsi que le 10 mars 2020. Le Secrétariat aux affaires autochtones (SAA) a assisté aux trois rencontres à titre d'observateur. Celles-ci ont porté principalement sur le prochain Plan d'action nordique 2020-2023.

Comités et groupes de travail initiés par la Société du Plan Nord auxquels participe le SAA :

Affectation prioritaire de 30 % du territoire du Plan Nord à la protection de l'environnement, à la sauvegarde de la biodiversité et à la mise en valeur de divers types de développement

Groupe de travail :

- 25 septembre 2019
- 17 mars 2020

Sous-groupe de travail :

- 21 mai 2019
- 18 juillet 2019
- 10 septembre 2019
- 24 octobre 2019
- 5 mars 2020

Rencontre des co-présidents avec les nations autochtones :

- 27 août 2019
- 29 août 2019

Table bilatérale de nation à nation :

- 23 octobre 2019
- 26 novembre 2019
- 16 janvier 2020
- 6 février 2020
- 4 mars 2020

Rencontres de rattrapage avec certaines nations, communautés et organismes :

- Nation crie : 13 décembre 2019
- Communauté innue d'Essipit : 14 janvier 2020

- Nation innue : 23 janvier 2020
- Administration régionale Kativik : 11 février 2020

Rencontres interministérielles :

- 26 juin 2019
- 21 octobre 2019
- 18 février 2020

Comité interministériel sur le navettage aéroporté (fly in / fly out) :

- 12 avril 2019

Comité sur le prolongement de la route 138 :

- Aucune rencontre du comité en 2019-2020. Le SAA a toutefois participé à des échanges ponctuels sur certains aspects particuliers du projet, dont les relations avec les communautés innues concernées et la formation de la main-d'œuvre autochtone.

Comité interministériel sur les affaires nordiques et arctiques :

- Aucune rencontre du comité en 2019-2020. Le SAA a participé à plusieurs échanges entourant le Cadre stratégique fédéral pour l'Arctique et le Nord rendu public par le gouvernement du Canada le 10 septembre 2019.

Rencontre ponctuelle sur l'élaboration du Plan d'action nordique 2020-2023

- 28 février 2020

Coûts engendrés

Le SAA n'a pas de budget spécifique réservé pour la démarche du Plan Nord. Seuls les salaires réguliers des personnes qui y participent sont à considérer.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements du Troisième groupe d'opposition

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

8. Liste détaillée de toutes les activités et de tous les coûts engendrés au SAA relativement aux consultations, au développement et à la mise en place de la stratégie maritime.

Aucun coût n'a été engendré au Secrétariat aux affaires autochtones relativement aux consultations, au développement et à la mise en place de la Stratégie maritime.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

Secrétariat aux affaires autochtones Portefeuille 140 Programme 04

Demande de renseignements du Troisième groupe d'opposition

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

9. Concernant le Fonds d'initiatives autochtones III (FIA) : nombre de demandes reçues (par volet et par communauté) de même que la liste et la nature des projets financés et des projets refusés en 2019-2020, ainsi que les montants déboursés, et ce, pour chaque volet du programme :
- a) Développement économique;
 - b) Garantie de prêt;
 - c) Infrastructure communautaire;
 - d) Action communautaire;
 - e) Soutien à la consultation;
 - f) Développement social;
 - g) Aide aux Autochtones en milieu urbain.

La liste et la nature des projets financés en 2019-2020 ainsi que les montants déboursés pour chaque volet du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)

VOLET / NOM DU PROJET	DÉBOURSÉS
a) DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE	11 043 015 \$
Développement économique général	9 377 324 \$
800 degrees wood fired pizza	6 122 \$
Accompagnement au développement économique et touristique	4 900 \$
Achat de Portes Excelor	400 000 \$
Achat d'un bateau de pêche commercial et quota	120 000 \$
Acquisition de la Pourvoirie du Lac Dionne Inc.	30 000 \$
Acquisition de la Pourvoirie Mistawac	180 000 \$
Acquisition de la succession de Jacques Maloney	400 000 \$
Acquisition de machinerie - CTIN	32 500 \$
Acquisition de matériel à la cuisine Pakigan	7 835 \$
Acquisition de niveleuse : déneigement-arasement	108 720 \$
Acquisition d'équipements de construction	79 800 \$
Acquisition d'un permis et bateau de pêche au crabe	30 000 \$
Acquisition d'une centrale hydroélectrique	520 000 \$
ADEL - Timiskaming	30 000 \$
ADEL - Société de développement économique Amik	33 748 \$
ADEL - Gespeg	54 250 \$
Agent de développement touristique Listuguj	54 000 \$
ADEL - Lac-Simon - Wabak Pimadizi	9 590 \$
Amélioration du Casse-croûte Ali-baba	5 000 \$
Auberge Hipou	1 360 000 \$
Buck's Auto Parts	162 455 \$
ADEL - CDEE	97 875 \$
Centre de mécanique GT - NAPA AutoCare	100 000 \$

VOLET / NOM DU PROJET	DÉBOURSÉS
Centre de recherche Agrinova - Biochar Boréalis	258 000 \$
Complexe sportif de Wendake - Phase II	402 495 \$
Construction d'un bateau de pêche polyvalent	642 250 \$
Démarrage de Sichuun inc.	160 000 \$
Dépanneur 6 à 11 - Remplacement réservoirs essence	14 810 \$
Domaine du Lac des Cèdres	6 000 \$
Economic and Tourism Master Plan	36 750 \$
Entrepôt Pêcherie Uapan	39 960 \$
Étude concernant l'achat de Portes Excelor	8 025 \$
Étude géotechnique des sols	7 475 \$
Étude concernant l'acquisition de la Pourvoirie	7 625 \$
Expansion of KLM inc. Forestry Operations	449 474 \$
Expansion - Les pro de la construction	14 878 \$
Formation en mycologie	5 115 \$
Frank Storage	21 750 \$
Gespeg - Pêches - bateaux et camion	9 884 \$
JD's Casse-croûte Expansion	10 446 \$
Kahnawà:ke Collective Impact - Tewatohnhi'saktha	361 029 \$
Les pêcheries UAPAN - Permis de pêche homard	30 000 \$
Lobster hut - Cabane à homard	87 344 \$
Mise à niveau et développement du Club Odanak	105 000 \$
MiskiZann	36 015 \$
Naskapi Fiber Optic Project	325 000 \$
Pêcheries Brière	30 000 \$
Plan d'affaires pour la pourvoirie Etamamiou	27 216 \$
Pourvoirie Étamamiou - Rénovations	46 334 \$
Préparation du plan stratégique de développement	30 440 \$
Processeur industriel avec remorque pour l'entreprise forestière de Gespeg	9 006 \$
Programme de développement économique Gesgapegiag	135 000 \$
Kebaowek - Tourism Development Plan	11 111 \$
Réaménagement du Motel industriel I - Kiuna	62 554 \$
Reconstruction du dépanneur Pakigan	128 600 \$
Relais la Cache - Phase I	159 967 \$
Rénovation de station-service Takutaut	500 000 \$
Réservoir de diesel	30 000 \$
Restaurant-Auberge Manawan	221 656 \$
Station innue et Café gourmand Pakua Shipu	72 000 \$
Station Uapishka	100 000 \$
Tenascon Tattoo	3 500 \$
TFN Construction (Démarrage de l'entreprise)	225 000 \$
Tourisme Manawan	31 500 \$
Transport maritime	83 120 \$
Travaux d'agrandissement Dan Esso	79 200 \$
Widjikiwe Gas Bar	525 000 \$
Développement économique - Économie sociale	185 000 \$
Acquisition de machinerie - CTIN	50 000 \$
CAAL - Services alimentaires Miro Mitcim	35 000 \$
CAAVD - Kinawit Phase consolidation	100 000 \$
Développement économique - Jeunes et Femmes	1 296 321 \$
Achat de l'entreprise Les Cupcakes de Coquelikot	46 250 \$
Acquisition de Distribution Voltimage	100 000 \$
Acquisition d'un camion de cuisine de rue	150 000 \$

VOLET / NOM DU PROJET	DÉBOURSÉS
Aux Cinq Sens - hébergement en nature	79 020 \$
Awastoki - Création numérique	27 004 \$
Chenil Heartland King Pet Shop	30 700 \$
David Savard - S.M.D. Construction Inc.	6 500 \$
Decontie Clean	78 645 \$
Diamond Phoenix Creations	115 505 \$
Espace concierge	19 100 \$
Esthétique Patsy Expansion	13 148 \$
FGL Artisanat	2 052 \$
Fumoir artisanal de poisson - Indian Bay Smokehouse	150 000 \$
Les amis de Fripouille - Salon de toilettage	368 \$
Librairie Hannenorak	49 812 \$
MiskiZann	25 000 \$
Ouverture d'une succursale d'un restaurant Yuzu	13 100 \$
Pêcheries Brière	50 000 \$
Pêcheries Jenniss	65 200 \$
Produits naturels Keskamizit - Nadia Robertson	67 330 \$
Repos du guerrier	84 638 \$
Service de cuisine autochtone	14 000 \$
Services d'entretien ménager	3 000 \$
Transport-Déménagement DEC Inc.	40 000 \$
Travoy	32 549 \$
Veaux d'embouche	33 400 \$
Développement économique - Mobilisateur économique	184 370 \$
Formations-conférences	45 000 \$
Québec Mines + Énergie	30 000 \$
TAQ - Nogom Babek	66 638 \$
CDEPNQL - Conseillers en développement économique	22 732 \$
Tableau de concertation en économie sociale	20 000 \$
b) GARANTIE DE PRÊT	24 017 \$
CRYO2 Inc.	24 017 \$
c) INFRASTRUCTURE COMMUNAUTAIRE	673 535 \$
Amélioration de la patinoire	49 009 \$
Améliorations du parc communautaire	37 000 \$
Centre Multifonctionnel Uashat	126 054 \$
Étude - cuisine communautaire multiservice	37 924 \$
Étude préliminaire pour le terrain de baseball	11 044 \$
Maison des jeunes - Réfection de la toiture	59 481 \$
Mise à jour des systèmes technologiques	16 000 \$
Projet conjoint d'Aréna	19 600 \$
Recouvrement de la patinoire	30 409 \$
Remplacement de la génératrice principale	73 920 \$
Remplacement du revêtement extérieur du Musée	70 000 \$
Salle communautaire	65 621 \$
Wôlinak - Piscine communautaire	39 584 \$
Youth and family care expansion/improvement	37 889 \$
d) ACTION COMMUNAUTAIRE	2 167 347 \$
APSPNIQL - Soutien à la mission globale	100 000 \$
CAAL - Soutien à la mission globale	135 000 \$
CAALSJ - Soutien à la mission globale	130 000 \$
CAALT - Soutien à la mission globale	160 000 \$

VOLET / NOM DU PROJET	DÉBOURSÉS
CAAMW - Soutien à la mission globale	130 000 \$
CAAQ - Soutien à la mission globale	120 000 \$
CAAS - Soutien à la mission globale	130 000 \$
CAASI - Soutien à la mission globale	130 000 \$
CAATR - Soutien à la mission globale	130 000 \$
CAAVD - Soutien à la mission globale	160 000 \$
CAEC - Soutien à la mission globale	110 000 \$
CEAAS - Soutien à la mission globale	110 000 \$
FAQ - Soutien à la mission globale	250 000 \$
M.A. - Soutien à la mission globale	130 000 \$
Pessamiu Ka Ntuut - Soutien à la mission globale	7 347 \$
RCAAQ - Soutien à la mission globale	200 000 \$
Tukisivallirutitsanut Parnaitit - Soutien à la mission globale	35 000 \$
e) SOUTIEN À LA CONSULTATION	4 658 244 \$
Agent de liaison avec le Kahnawake Labor Office	33 373 \$
Agent de liaison avec le Kahnawake Economic Development Commission	82 400 \$
Bureau de consultation - Kebaowek Eagle-Village	55 000 \$
Bureau de consultation - Pikogan	230 689 \$
Bureau de consultation - Wendake	525 000 \$
Bureau de consultation - Wolf Lake	350 000 \$
Bureau de consultation - Malécites de Viger	208 000 \$
Bureau de consultation - Kitcisakik	310 326 \$
Bureau de consultation - Listuguj	60 000 \$
Bureau de consultation - Opitciwan	230 000 \$
Consultations - Naskapis	82 456 \$
Discussions exploratoires - Malécites	5 000 \$
IDDPNQL - Centre d'expertise ERA	300 000 \$
Pont de l'Île d'Orléans - Wendake	24 000 \$
SMM - Projet spécifique - Hydrocarbures	295 000 \$
Soutien à la consultation - Grand Conseil de la Nation Waban-Aki	196 000 \$
Soutien à la consultation - Manawan	510 000 \$
Soutien à la consultation - SMM	425 000 \$
Soutien à la consultation - Mashteuiatsh	671 000 \$
Soutien à la consultation - Baril-Moses Mashteuiatsh	25 000 \$
Soutien aux consultations - Essipit	40 000 \$
f) DÉVELOPPEMENT SOCIAL	2 933 021 \$
CAAVD - Table locale accessibilité Vallée-Or	26 200 \$
CALACS L'étoile du Nord - Projet Mikizi	83 113 \$
CIUSSS-CS - Table locale d'accessibilité Montréal	36 000 \$
Exeko - Ville inclusive-Trickster	100 000 \$
Expo-Sciences autochtone	25 000 \$
FFAM - RÉSEAU	30 000 \$
Fondation Nouveaux Sentiers - Camps et Deviens	100 000 \$
Harmonie inter-communautés	65 000 \$
Jeunes musiciens du monde - École de Val-d'Or et communautés	100 000 \$
KWE! 2019	100 000 \$
La voix des Premières Nations - Innuvelle	16 000 \$
Laissez-nous raconter - Terre Innué	20 000 \$
Musique nomade - Ateliers de création musicale et de développement professionnel	23 408 \$

VOLET / NOM DU PROJET	DÉBOURSÉS
Place aux femmes Innuatsh	37 500 \$
Programme des coordonnateurs en mobilisation communautaire	1 427 380 \$
Projets de Fusion jeunesse	70 000 \$
Puamun Meshkenu (Chemin des mille rêves)	135 000 \$
RCAAQ - Coordonnateur DS et DE	100 000 \$
Réforme du droit de la Famille - Consultation	9 520 \$
SOCAM - Financement pluriannuel	150 000 \$
Sommet sur la réconciliation	48 000 \$
Stratégie nationale pour la Jeunesse Atikamekw	31 500 \$
Terres en vues - Festival présence autochtone	85 000 \$
Wanaki	14 400 \$
Wapikoni mobile	100 000 \$
g) AIDE AUX AUTOCHTONES EN MILIEU URBAIN	1 926 604 \$
Montréal autochtone – Animatrice communautaire et intervenant psychosocial	100 000 \$
Centre de Justice des Premiers Peuples de Montréal – Services aux victimes	33 782 \$
Centre d'amitié autochtone de Montréal – Teioronhióen (Consolidation des services directs)	77 538 \$
Projets Autochtones du Québec – Consolidation et développement des services directs	100 000 \$
The Open Door – Renforcement de la capacité d'intervention	99 898 \$
Plein Milieu – Jeter des ponts	99 600 \$
Centre d'amitié autochtone de Québec – Bonification des services	100 000 \$
Maison communautaire Missinak – Bonification des services au Centre MAMUK	100 000 \$
Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or – Mowsogokan (Animation communautaire)	100 000 \$
Centre d'amitié autochtone de La Tuque (Point de services pour les Autochtones à Trois-Rivières) – Intervenant psychosocial et organisateur communautaire	100 000 \$
Centre d'entraide et d'amitié autochtone de Senneterre – Services psychosociaux	74 389 \$
Centre d'amitié autochtone du Lac-Saint-Jean – Animation communautaire et intervention spirituelle et traditionnelle	100 000 \$
Centre d'amitié autochtone de Maniwaki – Travailleur psychosocial et animateur culturel	100 000 \$
Centre d'amitié autochtone de La Tuque – Intervention communautaire et psychosociale	100 000 \$
Centre d'amitié autochtone de Lanaudière – Services psychosociaux	98 025 \$
Centre d'amitié autochtone de Sept-Îles – Intervenant psychosocial et animateur culturel	100 000 \$
Centre d'amitié autochtone du Saguenay – Ateliers de langue innue et atikamek	24 156 \$
Foyer pour femmes autochtones de Montréal – Centre de jour Résilience Montréal	100 000 \$
Centre d'amitié autochtone de La Tuque – Sakihikan Rénovation et réaménagement	104 252 \$
Centre d'entraide et d'amitié autochtone de Senneterre – Shabougamak II	61 155 \$
Maison communautaire Missinak – Centre multiservices MAMUK	42 382 \$
Centre d'amitié autochtone de Maniwaki – Acquisition et rénovation	76 590 \$
Open Door – Rénovation et aménagement	34 837 \$
GRAND TOTAL	<u>23 736 383 \$</u>

Notons qu'en 2019-2020, le SAA a déboursé 3 851 520,18 \$ pour des programmes antérieurs (FIA II, FIA et FDA), ce qui porte les déboursés totaux à 27 268 688 \$.

Nombre de demandes reçues en 2019-2020 par volet et par communauté dans le cadre du FIA III

Nation / Communauté	Action communautaire	Développement économique	Développement économique - Économie sociale	Développement économique - Jeunes entrepreneurs	Développement économique - Mobilisateur	Développement social	Garantie de prêt	Infrastructure communautaire	Soutien à la consultation	Aide aux Autochtones en milieu urbain	Total général
ABÉNAQUIS		1		1				1			3
Wôlinak		1		1				1			3
ALGONQUINS		13		3		1	2	5	6		30
Général									1		1
Kebaowek		3						1			4
Kitcisakik		2				1		2			5
Kitigan Zibi		5		2			1		1		9
Lac-Rapide		1						1	1		3
Lac-Simon									1		1
Pikogan		2						1	2		5
Timiskaming				1							1
Winneway							1				1
ATTIKAMEKS		9		2		2	1	2			16
Général						1					1
Manawan		1						2			3
Obedjiwan		2		1		1					4
Wemotaci		6		1			1				8
HURONS-WENDATS		1		5		2	2	1			11
Wendake		1		5		2	2	1			11
INUITS	1	1				2		4			8
Général	1	1				1					3
Inukjuak								1			1
Ivujivik								1			1
Kangiqsualujjuaq								1			1
Kangirsuk								1			1
Kuujjuaq						1					1

Nation / Communauté	Action communautaire	Développement économique	Développement économique - Économie sociale	Développement économique - Jeunes entrepreneurs	Développement économique - Mobilisateur	Développement social	Garantie de prêt	Infrastructure communautaire	Soutien à la consultation	Aide aux Autochtones en milieu urbain	Total général
MALÉCITES		2		1			1		2		6
Malécites de Viger		2		1			1		2		6
MICMACS		2		6		1	1		1		11
Gesgapegiag				2							2
Gespeg		1		2							3
Listuguj		1		2		1	1		1		6
MOHAWKS		5	1	3		1	1	2	2		15
Akwesasne						1					1
Kahnawake		1						1	1		3
Kanesatake		4	1	3			1	1	1		11
MONTAGNAIS (INNUS)	2	14		4		2	2	5	2		31
Betsiamites		1		1		1		1			4
La Romaine		2									2
Mashteuiatsh		2		2		1	1	1	1		8
Matimekosh		2									2
Mingan	1	2						1			4
Natashquan		1						2			3
Pakuashipi		1									1
Uashat-Maliotenam	1	3		1			1		1		7
NASKAPIS									2		2
Kawawachikamach									2		2
ORGANISMES AUTOCHTONES TOUCHANT PLUS D'UNE NATION	1		2		5	14			1	8	31
Organismes autochtones	1		2		5	14			1	8	31
ORGANISMES NON AUTOCHTONES						8				2	10
Organismes non autochtones						8				2	10
TOTAL GÉNÉRAL	4	48	3	25	5	33	10	20	16	10	174

Liste des projets refusés en 2019-2020

VOLET / PROJETS	MOTIF
Développement économique	
Odjick's Farm (Kitigan Zibi)	Le projet ne répond pas aux normes du programme
Développement économique - Jeunes entrepreneurs	
CB Groupe Conseil (Uashat-Maliotenam)	Le projet ne répond pas aux normes du programme
Développement social	
Yarha' – Comprendre pour avancer (Organismes autochtones)	Le projet ne répond pas aux normes du programme
Aide aux Autochtones en milieu urbain, volet Services directs	
Maison de Job – Soutenir les Premières Nations pour vaincre les dépendances	Le projet ne répond pas aux normes du programme
RÉSEAU pour la stratégie urbaine de la communauté autochtone à Montréal – Travailleurs de proximité – Secteur du Plateau-Mont-Royal	Le projet ne répond pas aux normes du programme

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

Secrétariat aux affaires autochtones Portefeuille 140 Programme 04

Demande de renseignements du Troisième groupe d'opposition

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

10. État d'avancement, budget ventilé et échéanciers du *Plan d'action gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et des Inuits 2017-2022*

Le *Plan d'action gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et des Inuits 2017-2022* (Plan d'action) vient de terminer sa troisième année financière et les indications préliminaires des ministères et organismes (M/O) permettent d'affirmer que la mise en œuvre des mesures continue de bien se dérouler. Il est à noter que le Secrétariat aux affaires autochtones ne détient pas encore le portrait complet des résultats de l'année 2019-2020, puisque la reddition de comptes formelle ne sera complétée qu'en juillet 2020.

La ventilation des budgets pour 2019-2020 selon les M/O est présentée ci-dessous :

Ministère ou organisme	Nombre de mesures	Budgets 2018-2019
Commission de la construction du Québec	3	100 000 \$
Directeur des poursuites criminelles et pénales	1	-\$
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation	1	-\$
Ministère de la Culture et des Communications	11	3 339 500 \$
Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	8	5 741 250 \$
Ministère de la Famille	1	425 000 \$
Ministère de la Justice du Québec	15	1 657 839 \$
Ministère de la Sécurité publique	12	1 584 983 \$
Ministère de la Santé et des Services sociaux/Aînés ¹	31	2 794 708 \$
Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale	1	8 000 000 \$
Secrétariat aux affaires autochtones	22	5 259 416 \$
Secrétariat à la jeunesse	2	877 643 \$
Secrétariat à la condition féminine	8	1 411 000 \$
Société d'habitation du Québec	3	2 540 000 \$
Total	119	33 731 339 \$

En date du 1^{er} mars 2020, les budgets prévus pour la mise en œuvre des mesures des différents M/O sont répartis comme suit pour les cinq années du Plan d'action :

2017-2018	2018-2019	2019-2020	2020-2021	2021-2022	Total 2017-2022
21 541 954 \$	27 932 348 \$	33 734 339 \$	34 219 973 \$	32 691 439 \$	150 120 053 \$

¹ Notez que le Secrétariat aux aînés a été intégré à la structure organisationnelle du ministère de la Santé et des Services sociaux.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements du Troisième groupe d'opposition

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

11. État d'avancement, budget ventilé et échéanciers du Mois de l'histoire des Autochtones.

État d'avancement

Un projet de loi proclamant le Mois de l'histoire des Autochtones a été déposé au printemps 2013.

Le mois de juin avait été sélectionné afin d'être en concordance avec le gouvernement fédéral, qui avait déjà fait de ce mois le Mois de l'histoire des Autochtones, ce qui permettait d'y intégrer les festivités de la journée nationale des Autochtones. Cet arrimage permettait de favoriser la complémentarité entre les programmes de financement québécois et fédéral.

Toutefois, tous les acteurs concernés n'étaient pas convaincus que le mois de juin était approprié, puisqu'un des objectifs visés était de rejoindre la clientèle scolaire. Cette période de l'année est déjà très occupée par les examens et la fin des classes. Le projet de loi est mort au feuillet lors du déclenchement des élections, au printemps 2014.

Cet engagement a été réitéré lors du dépôt du rapport final de la Commission de vérité et réconciliation, en décembre 2015.

Budget ventilé

Aucun budget n'a été alloué à l'instauration d'un Mois de l'histoire des Autochtones en 2019-2020.

Échéancier

Le Secrétariat aux affaires autochtones n'est pas en mesure, pour l'instant, de fournir un échéancier précis. Cet aspect nécessiterait des discussions avec les organisations autochtones concernées.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

Secrétariat aux affaires autochtones Portefeuille 140 Programme 04

Demande de renseignements du Troisième groupe d'opposition

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

12. État d'avancement et rapport détaillé du fonctionnement du gouvernement régional d'Eeyou Istchee Baie-James pour l'année 2019-2020

- Conformément à la *Loi instituant le Gouvernement régional d'Eeyou Istchee Baie-James* (RLRQ, chapitre G-1.04), le Gouvernement régional d'Eeyou Istchee Baie-James (GREIBJ) a succédé à la Municipalité de Baie-James le 1^{er} janvier 2014, pour l'administration des terres de la catégorie III qui en faisaient partie. Ce faisant, le territoire du GREIBJ exclut les terres des catégories I et II de la sélection allouée aux communautés criées ainsi que le territoire municipalisé des villes enclavées de Chapais, Chibougamau, Lebel-sur-Quévillon et Matagami.
- La représentation au GREIBJ est paritaire entre les Cries et les Jamésiens pour les dix premières années de son fonctionnement. Onze représentants jamésiens de chacune des villes enclavées et des localités dans le territoire du GREIBJ ont été désignés au conseil. Chibougamau y détient neuf voix; Lebel-sur-Quévillon, quatre voix; Chapais, trois voix; Matagami, trois voix; Valcanton, une voix; Villebois, une voix; Radisson, une voix. Un représentant du gouvernement du Québec, sans droit de vote, a été nommé au conseil du GREIBJ. Membre d'office, le président du Gouvernement de la nation crie (GNC) et son vice-président siègent aussi au conseil avec deux voix chacun, de même que les neuf chefs des communautés criées.
- Le conseil du GREIBJ se réunit habituellement aux deux mois pour une séance d'une demi-journée. En 2019-2020, six séances ordinaires ont été tenues, soit le 30 mai, le 13 août, le 18 septembre et le 21 novembre 2019, ainsi que le 23 janvier et le 19 mars 2020. En outre, le conseil s'est réuni à une reprise en séance extraordinaire, soit le 11 décembre 2019.
- Le président du GNC et le membre désigné par un vote secret entre les onze représentants jamésiens agissent, en alternance, comme président et vice-président du conseil, pour des mandats de deux ans. La mairesse de Chibougamau, M^{me} Manon Cyr, a agi à ce titre pour les deux premières années de fonctionnement du GREIBJ. À compter de janvier 2016, le grand chef Matthew Coon Come, a occupé le poste de président jusqu'à la fin de son mandat, en juillet 2017. Le nouveau grand chef, D^r Abel Bosum, l'a remplacé à la suite de son élection, jusqu'au 31 décembre 2017. La mairesse de Chibougamau, M^{me} Manon Cyr, a été élue de nouveau pour deux ans, le 1^{er} janvier 2018. Depuis le 1^{er} janvier 2020, c'est le grand chef Bosum qui occupe le poste de président pour un mandat de deux ans.
- Pour refléter la situation linguistique de la population et des représentants criés et jamésiens, un service de traduction assure que les conseillers et le public puissent s'exprimer en français, en anglais ou en cri lors des séances du conseil. De plus, les séances se tiennent en alternance dans les communautés criées et jamésiennes.

- Les séances se sont déroulées dans un climat de collaboration. Le conseil du GREIBJ a traité les affaires du GREIBJ en conformité avec la loi qui l'encadre.
- Conformément aux dispositions de cette même loi, le budget du GREIBJ, pour les cinq premières années, devait être approuvé par la ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Étant donné que la GREIBJ est à sa sixième année d'existence, son budget n'a plus à faire l'objet d'une approbation par la ministre. À noter qu'à l'instar des autres organismes municipaux, l'année financière du GREIBJ est l'année civile.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements du Troisième groupe d'opposition

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

13. Liste et sommaire de toutes les ententes signées en 2019-2020 avec les communautés autochtones. Détail des coûts engendrés par chacune d'elles pour le gouvernement du Québec ou le SAA.

La liste des ententes conclues entre le 1^{er} avril 2019 et le 31 mars 2020 sous la responsabilité du Secrétariat aux affaires autochtones (SAA) et déposées au greffe de ce dernier est annexée à la présente. Ces ententes peuvent être consultées au SAA durant les heures ouvrables.

LISTE SOMMAIRE DES ENTENTES

- 1 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Garantie de prêt

Objet :
Définir les modalités de l'aide financière sous forme de garantie de prêt accordée pour le projet intitulé « Innuberge ».

Parties :
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Innuberge (promotrice)

Date de signature: 3 avril 2019

- 2 - Avenant à l'Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Développement social

Objet :
Amender l'Entente de façon à y apporter le changement officiel de nom du CALACS Assaut sexuel secours Val-d'Or pour celui de CALACS L'étoile du Nord.

Parties :
Secrétariat aux affaires autochtones (SAA) (secrétaire générale associée)
CALACS L'étoile du Nord (présidente)

Date de signature: 3 avril 2019

- 3 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Développement économique catégorie Entrepreneuriat

Objet :
Définir les modalités de financement du projet intitulé « La Granaudière ».

Parties :
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Conseil des Atikamekw de Manawan (chef)

Date de signature: 9 avril 2019

- 4 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Développement économique - Femmes

Objet :
Définir les modalités de financement du projet intitulé « Fumoir artisanal Indian Bay ».

Parties :
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Fumoir artisanal Indian Bay (actionnaire principale)

Date de signature: 9 avril 2019

- 5 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Infrastructure communautaire

Objet :
Définir les modalités de financement du projet intitulé « Restauration du parc communautaire de Gesgapegiag ».

Parties :
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Conseil de bande des Micmacs de Gesgapegiag (chef)

Date de signature: 10 avril 2019

6 - Convention (financière)

Objet :

Le SAA s'engage, à même la subvention octroyé eà l'Emprunteur (CAALT) par le SAA pour le projet « Sakihikan - Rénovation et réaménagement du centre communautaire », à remettre directement à l'Institution financière pour le compte de l'Emprunteur, lors de chaque échéance et dans la mesure où il sera payable, chaque versement de capital et d'intérêts prévu au Contrat de prêt à terme, jusqu'à parfait paiement des obligations de l'Emprunteur envers l'Institution financière.

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (SAA) (secrétaire générale associée)

Caisse populaire Desjardins de La Tuque (directrice de comptes)

Centre d'amitié autochtone de La Tuque (CAALT) (présidente)

Date de signature: 11 avril 2019

7 - Règlement financier

Objet :

Remboursement par le gouvernement du Québec des sommes dépensées par Kahnawà:ke pour l'achat de 17 acres de terres permettant l'accès à la parcelle D des terres ajoutées à la réserve.

Parties :

Gouvernement du Québec (ministre responsable des Affaires autochtones, ministre responsable des Relations canadiennes et de la Francophonie canadienne)

Conseil Mohawk de Kahnawà:ke (grand chef)

Date de signature: 16 avril 2019

8 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Infrastructure communautaire

Objet :

Définir les modalités de financement du projet intitulé « Amélioration de la patinoire ».

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)

Conseil des Innus de Pakua Shipu (directrice générale)

Date de signature: 16 avril 2019

9 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Infrastructure communautaire

Objet :

Définir les modalités de financement du projet intitulé « Salle communautaire ».

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)

Conseil des Innus de Pakua Shipu (directrice générale)

Date de signature: 16 avril 2019

10 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Développement économique catégorie Entrepreneuriat

Objet :

Définir les modalités de financement du projet intitulé « Construction d'un bateau de pêche polyvalent ».

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (SAA) (secrétaire générale associée)

Conseil des Innus de Nutashkuan (chef)

Date de signature: 23 avril 2019

- 11 - Convention de garantie de prêt dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)
Objet :
Le SAA s'engage à garantir auprès de l'Institution financière le prêt contracté par Mme Dolores Bellefleur, pour le projet « Innuberge ».
Parties :
Secrétariat aux affaires autochtones (SAA) (secrétaire générale associée)
Société d'aide au développement des collectivités de la Côte-Nord Inc. (directrice générale)
Date de signature: 26 avril 2019
-
- 12 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Infrastructure communautaire
Objet :
Définir les modalités de financement du projet intitulé « Réfection de la toiture ».
Parties :
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Maison des Jeunes Niwitcewakan-Wapi (directrice générale)
Date de signature: 26 avril 2019
-
- 13 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Développement économique catégorie Entrepreneuriat
Objet :
Définir les modalités de financement du projet « Widjikiwe Gas Bar ».
Parties :
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Widjikiwe Holdings Corporation (administratrice)
Date de signature: 6 mai 2019
-
- 14 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Développement économique - Femmes
Objet :
Définir les modalités de financement du projet intitulé « Acquisition d'un camion de cuisine de rue Thaïzone ».
Parties :
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
TZ Mobile 32 inc. (présidente)
Date de signature: 9 mai 2019
-
- 15 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Développement économique
Objet :
Définir les modalités de financement du projet intitulé « Relais la Cache ».
Parties :
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Conseil de bande des Micmacs de Gesgapegiag (chef)
Date de signature: 15 mai 2019
-

- 16 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Soutien à la consultation
- Objet :**
Définir les modalités de l'aide financière provenant du FIA III versée à titre de soutien à la consultation pour permettre au Conseil de se doter de la structure et de l'expertise nécessaires pour participer aux consultations initiées par le gouvernement du Québec.
- Parties :**
Gouvernement du Québec (secrétaire générale associée aux Affaires autochtones)
Conseil de la Première Nation de Timiskaming (chef)
- Date de signature:** 17 mai 2019
-
- 17 - Convention (financière)
- Objet :**
Le SAA s'engage, à même la subvention octroyée par lui pour le projet « Salle communautaire », à remettre directement à l'Institution financière pour le compte de l'Emprunteur (Conseil des Innus de Pakua Shipu) pour le projet « Salle communautaire », chaque versement de capital et d'intérêts prévu au Contrat de prêt à terme, jusqu'à parfait paiement des obligations de l'Emprunteur envers l'Institution financière en capital, intérêts et frais.
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (SAA) (secrétaire générale associée)
Société d'épargne des Autochtones du Canada (directeur général)
Conseil des Innus de Pakua Shipu (directrice générale)
- Date de signature:** 1 juin 2019
-
- 18 - Convention (financière)
- Objet :**
Le SAA s'engage, à même la subvention octroyée par lui pour le projet « Amélioration de la patinoire », à remettre directement à l'Institution financière pour le compte de l'Emprunteur (Conseil des Innus de Pakua Shipu) pour le projet « Amélioration de la patinoire », chaque versement de capital et d'intérêts prévu au Contrat de prêt à terme, jusqu'à parfait paiement des obligations de l'Emprunteur envers l'Institution financière en capital, intérêts et frais.
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (SAA) (secrétaire générale associée)
Société d'épargne des Autochtones du Canada (directeur général)
Conseil des Innus de Pakua Shipu (directrice générale)
- Date de signature:** 1 juin 2019
-
- 19 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Développement économique catégorie Mobilisateur
- Objet :**
Définir les modalités de financement du projet intitulé « Nogom 8abek - Quand le présent inspire le futur ».
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Tourisme Autochtone Québec (directeur général)
- Date de signature:** 3 juin 2019
-

- 20 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Infrastructure communautaire

Objet :

Définir les modalités de financement du projet intitulé « Bureau des services sociaux ».

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Conseil des Innus de Pessamit (chef)

Date de signature: 5 juin 2019

- 21 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Développement économique catégorie Entrepreneuriat

Objet :

Définir les modalités de financement du projet intitulé « NHM - Réparation du concasseur ».

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Nation naskapie de Kawawachikamach (chef)

Date de signature: 10 juin 2019

- 22 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Développement économique catégorie Économie sociale

Objet :

Définir les modalités de financement du projet intitulé « Démarrage des services alimentaires Miro Mitcim ».

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Centre d'amitié autochtone de Lanaudière (directrice générale par intérim)

Date de signature: 10 juin 2019

- 23 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Infrastructure communautaire

Objet :

Définir les modalités de financement du projet intitulé « Acquisition d'un bâtiment ».

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Conseil de la Première Nation Timiskaming (chef)

Date de signature: 11 juin 2019

- 24 - Convention (financière)

Objet :

Le SAA s'engage, à même la subvention octroyée pour le projet « Centre multiservices pour Autochtones en milieu urbain de Québec (MAMUK) » à remettre directement à l'Institution financière pour le compte de l'Emprunteur, chaque versement de capital et d'intérêts prévu au Contrat de prêt à terme, jusqu'à parfait paiement des obligations de l'Emprunteur envers l'Institution financière en capital, intérêts et frais.

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (SAA) (secrétaire générale associée)
Caisse d'économie solidaire Desjardins (directeur de comptes)
Maison communautaire Missinak (présidente)

Date de signature: 14 juin 2019

- 25 - Avenant à l'Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Soutien à la consultation - Projet spécifique
- Objet :**
Modifier l'entente intervenue entre les parties le 19 mars 2019 afin de couvrir un besoin financier additionnel pour finaliser les travaux associés à la négociation du protocole de consultation sur les hydrocarbures.
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Secrétariat Mi'gma'wei Mawiomí (MMS) (directrice exécutive)
- Date de signature:** 17 juin 2019
-
- 26 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Développement économique catégorie Entrepreneuriat
- Objet :**
Définir les modalités de financement du projet intitulé « Buck's Autoparts ».
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Pièces d'auto Buck (propriétaire)
- Date de signature:** 17 juin 2019
-
- 27 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Développement économique catégorie Entrepreneuriat
- Objet :**
Définir les modalités de financement du projet intitulé « Auberge Hipou ».
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Conseil des Innus de Nutashkuan (chef)
- Date de signature:** 17 juin 2019
-
- 28 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Développement économique - Femmes
- Objet :**
Définir les modalités de financement du projet intitulé « Esthétique Patsy Expansion ».
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Esthétique Patsy (propriétaire)
- Date de signature:** 17 juin 2019
-
- 29 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Développement économique - Femmes
- Objet :**
Définir les modalités de financement du projet intitulé « Diamond Phoenix Creations ».
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Creations Diamond Phoenix (propriétaire)
- Date de signature:** 17 juin 2019
-

- 30 - Avenant à l'Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Infrastructure communautaire
- Objet :**
Amender l'Entente de façon à y apporter les changements appropriés et souhaités par les parties.
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Conseil de la nation huronne-wendat (grand chef)
- Date de signature:** 17 juin 2019
-
- 31 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Développement économique - Femmes
- Objet :**
Définir les modalités de financement du projet intitulé « Chenil Heartland King Pet Stop ».
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Chenil Heartland King Pet Stop (présidente)
- Date de signature:** 18 juin 2019
-
- 32 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Infrastructure communautaire
- Objet :**
Définir les modalités de financement du projet intitulé « Bâtiment Infrastructures et services publics ».
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Pekuakamiulnuatsh Takuhikan (directrice des Infrastructures et services publics)
- Date de signature:** 19 juin 2019
-
- 33 - Entente particulière pour la conservation du secteur du lac Cambrien / lac Nachicapau / Fort MacKenzie (Waskaikinis)
- Objet :**
Définir les modalités selon lesquelles le secteur du lac Cambrien / lac Nachicapau / Fort MacKenzie (Waskaikinis) bénéficiera de certaines mesures de protection pour la durée de l'entente, tout en convenant de mesures applicables à l'expiration de celle-ci.
- Parties :**
Gouvernement du Québec (ministre responsable des Affaires autochtones, ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles et ministre responsable du Plan Nord, ministre responsable des Relations canadiennes et de la Francophonie canadienne)
Nation naskapie de Kawawachikamach (chef)
Administration régionale Kativik (présidente)
Société Makivik (président)
Hydro-Québec (chef de l'exploitation et président d'Hydro-Québec Production)
- Date de signature:** 26 juin 2019
-

- 34 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Soutien à la consultation**
- Objet :**
Définir les modalités de l'aide financière provenant du FIA III versée à titre de soutien à la consultation pour permettre au Conseil de se doter de la structure et de l'expertise nécessaires pour participer aux consultations initiées par le gouvernement du Québec.
- Parties :**
Gouvernement du Québec (secrétaire générale associée aux Affaires autochtones)
Nation naskapie de Kawawachikamach (chef)
- Date de signature:** 26 juin 2019
-
- 35 - Convention (financière)**
- Objet :**
Le SAA s'engage auprès de l'Institution financière afin d'effectuer directement à celle-ci tous les paiements devant être versés par l'Emprunteur, à même la subvention octroyée à l'Emprunteur par le SAA pour le projet intitulé « Église anglicane de Kuujjuaq », et ce, conformément à la Convention de prêt.
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (SAA) (secrétaire générale associée)
Banque Canadienne Impériale de Commerce (CIBC) (directrice groupes entreprises)
Oeuvre anglicane de Kuujjuaq (président)
- Date de signature:** * 28 juin 2019
-
- 36 - Convention (financière)**
- Objet :**
Le SAA s'engage, à même la subvention octroyée pour le projet « Centre multifonctionnel Uashat mak Mani-Utenam - volet communautaire » à remettre directement à l'Institution financière pour le compte de l'Emprunteur, les prochains paiements devant être versés par l'Emprunteur, et ce, conformément à l'Offre de financement signée le 27 mars 2018 entre l'Emprunteur et l'Institution financière.
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Caisse populaire Desjardins (directeur des comptes)
Conseil Innu Takuaikan Uashat mak Mani-Utenam (chef)
- Date de signature:** 1 juillet 2019
-
- 37 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Développement économique catégorie Aide au développement économique local**
- Objet :**
Définir les modalités de financement du projet intitulé « Aide au développement économique local ».
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Conseil de la Première Nation de Timiskaming (chef)
- Date de signature:** 5 juillet 2019
-
- 38 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Développement social**
- Objet :**
Définir les modalités de financement du projet intitulé « Kwe! Édition 2019 ».
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Kwe! À la rencontre des peuples autochtones (directrice générale)
- Date de signature:** 10 juillet 2019
-

- 39 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Développement économique catégorie Entrepreneuriat
- Objet :**
Définir les modalités de financement du projet intitulé « Restaurant-Auberge de Manawan ».
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Conseil atikamekw de Manawan (chef)
- Date de signature:** 22 juillet 2019
-
- 40 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Soutien à la consultation
- Objet :**
Définir les modalités de l'aide financière provenant du FIA III versée à titre de soutien à la consultation pour permettre au Conseil de se doter de la structure et de l'expertise nécessaires pour participer aux consultations initiées par le gouvernement du Québec.
- Parties :**
Gouvernement du Québec (secrétaire générale associée aux Affaires autochtones)
Conseil des Atikamekw de Manawan (chef)
- Date de signature:** 23 juillet 2019
-
- 41 - Convention de subvention
- Objet :**
Définir les modalités de financement de l'Organisme par le gouvernement du Québec pour lui permettre de réaliser les activités inhérentes à la mise en oeuvre des recommandations du rapport du Comité sur l'application de la Loi modifiant le Code des professions et d'autres dispositions législatives dans le domaine de la santé mentale et des relations humaines au sein des communautés autochtones (Mesure).
- Parties :**
Gouvernement du Québec (secrétaire générale associée aux Affaires autochtones)
Régie régionale de la santé et des services sociaux du Nunavik (directrice générale)
- Date de signature:** 24 juillet 2019
-
- 42 - Convention (financière)
- Objet :**
Le SAA s'engage, à même la subvention octroyée pour le projet « Rénovation et aménagement », à remettre directement à l'Institution financière tous les paiements devant être versés par l'Emprunteur (La Porte ouverte Montréal).
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (SAA) (secrétaire générale associée)
BMO Banque de Montréal (directrice de comptes)
La Porte ouverte Montréal - The Open Door Montreal (présidente)
- Date de signature:** 25 juillet 2019
-
- 43 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones II (FIA II) volet Infrastructure communautaire
- Objet :**
Définir les modalités de financement du projet intitulé « Serre communautaire ».
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Village nordique de Kangiqsualujjuaq (maire)
- Date de signature:** 30 juillet 2019
-

- 44 - Amendement au Protocole d'entente particulière visant le raccordement électrique de la réserve de Lac-Rapide au réseau d'Hydro-Québec
- Objet :**
Modifier le Protocole afin d'en prolonger la durée pour une période de cinq (5) ans, soit jusqu'au 31 juillet 2024.
- Parties :**
Gouvernement du Québec (secrétaire générale associée aux Affaires autochtones, secrétaire général associé aux Relations canadiennes)
Gouvernement du Canada (directeur général régional, Région de Québec Services aux Autochtones Canada)
- Date de signature:** 31 juillet 2019
-
- 45 - Avenant à l'Entente de financement de soutien à la consultation dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)
- Objet :**
Amender l'Entente de façon à y apporter les changements appropriés et souhaités par les parties.
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Kahnawake Labor Office (directeur)
- Date de signature:** 2 août 2019
-
- 46 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Développement économique catégorie Études
- Objet :**
Définir les modalités de financement du projet intitulé « Plan d'affaires pour la pourvoirie Étamamiou ».
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Conseil des Innus d'Unamen Shipu (chef)
- Date de signature:** 5 août 2019
-
- 47 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Développement économique catégorie Entrepreneuriat
- Objet :**
Définir les modalités de financement du projet intitulé « Travaux urgents à la pourvoirie Étamamiou ».
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Conseil des Innus d'Unamen Shipu (chef)
- Date de signature:** 5 août 2019
-
- 48 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Développement économique catégorie Entrepreneuriat
- Objet :**
Définir les modalités de financement du projet intitulé « Transport maritime Alain Bellefleur ».
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Transport maritime Alain Bellefleur (propriétaire)
- Date de signature:** 14 août 2019
-

- 49 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Développement économique catégorie Entrepreneuriat
- Objet :**
Définir les modalités de financement du projet intitulé « Acquisition de la succession de Jacques Maloney ».
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Conseil des Innus de Pakua Shipu (directrice générale)
- Date de signature:** 14 août 2019
-
- 50 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Développement économique - Jeunes
- Objet :**
Définir les modalités de financement du projet intitulé « Decontie Clean ».
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Decontie Clean (propriétaire)
- Date de signature:** 14 août 2019
-
- 51 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Développement économique catégorie Aide au développement économique local
- Objet :**
Définir les modalités de financement du projet intitulé « Département de développement économique 2018-2022 ».
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Conseil de bande des Micmacs de Gesgapegiag (chef)
- Date de signature:** 16 août 2019
-
- 52 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Développement économique catégorie Entrepreneuriat
- Objet :**
Définir les modalités de financement du projet intitulé « Pourvoirie du lac Dionne (2019) inc. ».
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Pourvoirie du lac Dionne (2019) inc. (propriétaire)
- Date de signature:** 23 août 2019
-
- 53 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Garantie de prêt
- Objet :**
Définir les modalités de l'aide financière sous forme de garantie de prêt accordée pour le projet intitulé « Pourvoirie du lac Dionne (2019) inc. ».
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Pourvoirie du lac Dionne (2019) inc. (propriétaire)
- Date de signature:** 23 août 2019
-

- 54 - Avenant à l'Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Développement économique
- Objet :**
Amender l'Entente de façon à y apporter les changements appropriés et souhaités par les parties concernant un financement additionnel pour le projet « Processeur industriel pour bois de chauffage ».
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Conseil de la Nation Micmac de Gespeg (conseiller élu désigné)
- Date de signature:** 23 août 2019
-
- 55 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Développement économique - Jeunes
- Objet :**
Définir les modalités de financement du projet intitulé « Librairie Hannenorak ».
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Librairie Hannenorak (associé)
- Date de signature:** 23 août 2019
-
- 56 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Développement économique - Jeunes
- Objet :**
Définir les modalités de financement du projet intitulé « Pêcheries Jenniss-Bourgeois ».
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Pêcheries Jenniss-Bourgeois (propriétaire)
- Date de signature:** 23 août 2019
-
- 57 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Développement économique - Femmes
- Objet :**
Définir les modalités de financement du projet intitulé « Hébergement Agara - le repos du guerrier ».
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Envirolik (présidente)
- Date de signature:** 23 août 2019
-
- 58 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Garantie de prêt
- Objet :**
Définir les modalités de l'aide financière sous forme de garantie de prêt accordée pour le projet « Hébergement Agara - le repos du guerrier ».
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Envirolik (présidente)
- Date de signature:** 23 août 2019
-

- 59 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Développement économique catégorie Entrepreneuriat
- Objet :**
Définir les modalités de financement du projet intitulé « Acquisition d'une centrale hydroélectrique ».
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Pekuakamiulnuatsh Takuhikan (directeur de l'Économie, emploi et partenariats stratégiques)
- Date de signature:** 23 août 2019
-
- 60 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Soutien à la consultation
- Objet :**
Définir les modalités de l'aide financière provenant du FIA III versée à titre de soutien à la consultation pour permettre au Conseil de se doter de la structure et de l'expertise nécessaires pour participer aux consultations initiées par le gouvernement du Québec.
- Parties :**
Gouvernement du Québec (secrétaire générale associée aux Affaires autochtones)
Grand Conseil de la Nation Waban-Aki (directeur général)
- Date de signature:** 23 août 2019
-
- 61 - Avenant à l'Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Action communautaire
- Objet :**
Amender l'Entente de façon à y apporter les changements appropriés et souhaités par les parties.
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Centre d'amitié autochtone de Saguenay (présidente)
- Date de signature:** 23 août 2019
-
- 62 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Développement économique - Jeunes
- Objet :**
Définir les modalités de financement du projet intitulé « S.M.D. Construction inc. ».
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
S.M.D. Construction inc. (président)
- Date de signature:** 23 août 2019
-
- 63 - Avenant no 1 à l'Entente sur le financement de mesures visant la réduction du coût de la vie au Nunavik
- Objet :**
Revoir le calendrier de versements de la subvention afin de permettre à l'ARK de mettre en oeuvre des mesures visant la réduction du coût de la vie au Nunavik.
- Parties :**
Gouvernement du Québec (ministre responsable des Affaires autochtones)
Administration régionale Kativik (ARK) (présidente, secrétaire)
Société Makivik (président)
- Date de signature:** 10 septembre 2019
-

64 - Convention (financière)

Objet :

Le SAA s'engage, à même la subvention octroyée au Conseil pour le projet « Toiture de la patinoire de Kitcisakik » à effectuer directement à l'Institution financière pour le compte de l'Emprunteur, tous les paiements devant lui être versés par l'Emprunteur.

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Banque royale du Canada (directrice des comptes)
Conseil des Anicinapek de Kitcisakik (Conseil) (chef)

Date de signature: 15 septembre 2019

65 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Développement économique catégorie Mobilisateur

Objet :

Définir les modalités de financement du projet intitulé « Formations et Journées-conférences 2019-2020 ».

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Commission de développement économique des Premières Nations du Québec et du Labrador (directeur général)

Date de signature: 18 septembre 2019

66 - Convention (financière)

Objet :

Le SAA s'engage, à même la subvention octroyée pour le projet « Youth and Family Care Center Expansion and Improvement », à remettre directement à l'Institution financière pour le compte de l'Emprunteur (le Conseil), chaque versement de capital et d'intérêts prévu au Contrat de prêt à terme.

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (SAA) (secrétaire générale associée)
Banque de Montréal (directeur de comptes)
Conseil de la nation Listuguj Mi'gmaq (chef)

Date de signature: 20 septembre 2019

67 - Avenant à l'Entente de financement en soutien aux services offerts par un organisme communautaire dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Aide aux Autochtones en milieu urbain - Services directs

Objet :

Amender l'Entente de façon à y apporter les changements appropriés et souhaités par les parties.

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Projets Autochtones du Québec (PAQ) (président)

Date de signature: 23 septembre 2019

- 68 - Entente de financement en soutien aux services offerts par un organisme communautaire dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Aide aux Autochtones en milieu urbain - Services directs
- Objet :**
Définir les modalités de financement du projet intitulé « Animation communautaire et intervention spirituelle et traditionnelle ».
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Centre d'amitié autochtone du Lac-Saint-Jean (directrice générale)
- Date de signature:** 23 septembre 2019
-
- 69 - Avenant à l'Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Développement économique
- Objet :**
Amender l'Entente de façon à y apporter les changements appropriés et souhaités par les parties quant à l'augmentation des coûts finaux et de la contribution du SAA.
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Conseil des Innus de Nutashkuan (chef)
- Date de signature:** 23 septembre 2019
-
- 70 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Développement économique catégorie Aide au développement économique local
- Objet :**
Définir les modalités de financement du projet intitulé « Kahnawake collective Impact ».
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Kahnawake Economic Development Commission (directrice générale par intérim)
- Date de signature:** 23 septembre 2019
-
- 71 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Développement économique catégorie Entrepreneuriat
- Objet :**
Définir les modalités de financement du projet intitulé « Reconstruction du dépanneur Pakigan ».
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Société économique de Kitcisakik (président)
- Date de signature:** 23 septembre 2019
-
- 72 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Développement économique catégorie Entrepreneuriat
- Objet :**
Définir les modalités de financement du projet intitulé « Installation d'un réservoir de diesel hors-terre ».
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Société économique de Kitcisakik (président)
- Date de signature:** 23 septembre 2019
-

73 - Convention (financière)

Objet :

Le SAA s'engage auprès de l'Institution financière à effectuer directement à celle-ci tous les paiements devant être versés par l'ARK, à même les subventions octroyée à l'ARK par le SAA pour les trois dossiers d'aréna à Akulivik, Ivujivik et Umiujak.

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (SAA) (secrétaire générale associée)
Fédération des caisses Desjardins du Québec (vice-président clientèle institutionnelle, ventes services spécialisés et directrice principale, clientèle institutionnelle)
Administration régionale Kativik (ARK) (présidente et trésorier)

Date de signature: 30 septembre 2019

74 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Développement économique catégorie Entrepreneuriat

Objet :

Définir les modalités de financement du projet intitulé « Station-service Takutaut ».

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Conseil des Innus de Pessamit (Conseil) (directeur général)

Date de signature: 1 octobre 2019

75 - Convention de garantie de prêt dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)

Objet :

Le SAA s'engage à garantir auprès de l'Institution financière le prêt contracté par M. Jonathan Pigeon pour le projet « Pourvoirie du Lac Dionne (2019) Inc. ».

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (SAA) (secrétaire générale associée)
Société d'aide au développement des collectivités (SADC) de la Côte nord Inc. (directrice générale de la SADC)

Date de signature: 1 octobre 2019

76 - Convention (financière)

Objet :

Le SAA s'engage, à même la subvention octroyée pour le projet « Acquisition d'un système intégré d'information de gestion », à remettre directement à l'Institution financière tous les paiements devant être versés par l'Emprunteur.

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (SAA) (secrétaire générale associée)
Société de crédit commercial autochtone (SOCCA) (directeur général)
Conseil de la nation huronne-wendat (CNHW) (directrice des finances)

Date de signature: 1 octobre 2019

77 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Développement social

Objet :

Définir les modalités de financement du projet intitulé « Réalités jeunesse Atikamekw - consultation auprès des jeunes ».

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Conseil de la Nation Atikamekw (grand chef)

Date de signature: 2 octobre 2019

- 78 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Développement économique catégorie Entrepreneuriat
- Objet :**
Définir les modalités de financement du projet intitulé « Complexe sportif de Wendake - Phase II ».
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Conseil de la nation huronne-wendat (grand chef)
- Date de signature:** 2 octobre 2019
-
- 79 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Développement économique catégorie Aide au développement économique local
- Objet :**
Définir les modalités de financement du projet intitulé « Plan stratégique de développement ».
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Conseil des Innus de Pakua Shipu (chef)
- Date de signature:** 8 octobre 2019
-
- 80 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Soutien à la consultation
- Objet :**
Définir les modalités de l'aide financière provenant du FIA III versée à titre de soutien à la consultation pour permettre au Conseil de se doter de la structure et de l'expertise nécessaires pour participer aux consultations initiées par le gouvernement du Québec.
- Parties :**
Gouvernement du Québec (secrétaire générale associée aux Affaires autochtones)
Conseil de la Première Nation Abitibiwinni (chef)
- Date de signature:** 16 octobre 2019
-
- 81 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Développement économique catégorie Entrepreneuriat
- Objet :**
Définir les modalités de financement du projet intitulé « Acquisition de la pourvoirie Mistawac ».
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Société de développement économique Amik (directeur général)
- Date de signature:** 16 octobre 2019
-
- 82 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Développement économique catégorie Mobilisateur
- Objet :**
Définir les modalités de financement du projet intitulé « Retraite ADEC ».
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Commission de développement économique des Premières Nations du Québec et du Labrador (directeur général)
- Date de signature:** 16 octobre 2019
-

- 83 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Développement économique catégorie Mobilisateur
- Objet :**
Définir les modalités de financement du projet intitulé « Québec Mines + Énergie 2019 ».
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Commission de développement économique des Premières Nations du Québec et du Labrador (directeur général)
- Date de signature:** 16 octobre 2019
-
- 84 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Infrastructure communautaire
- Objet :**
Définir les modalités de financement du projet intitulé « Étude de faisabilité visant la mise en place d'une cuisine communautaire multiservice ».
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Conseil des Innus de Nutashkuan (Conseil) (chef)
- Date de signature:** 16 octobre 2019
-
- 85 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Développement social
- Objet :**
Définir les modalités de financement du projet intitulé « Consolidation et expansion du volet autochtone de Fusion Jeunesse ».
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Fusion Jeunesse (directrice générale)
- Date de signature:** 21 octobre 2019
-
- 86 - Convention (financière)
- Objet :**
Le SAA s'engage, à même la subvention octroyée pour le projet « Parc familial », à remettre directement à l'Institution financière tous les paiements devant être versés par l'Emprunteur.
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (SAA) (secrétaire générale associée)
Banque de Montréal (directeur)
Conseil des Innus de Pessamit (chef)
- Date de signature:** 1 novembre 2019
-
- 87 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Développement économique catégorie Aide au développement économique local
- Objet :**
Définir les modalités de financement du projet intitulé « Stratégie en tourisme de Listuguj 2019-2022 ».
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Conseil de la nation Listuguj Mi'gmaq (chef)
- Date de signature:** 6 novembre 2019
-

- 88 -** Avenant à l'Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Développement économique - catégorie Mobilisateur social
- Objet :**
Amender l'Entente de façon à y apporter les changements appropriés et souhaités par les parties en ce qui concerne la contribution du SAA et la durée de l'Entente.
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (SAA) (secrétaire générale associée)
Société de communication Atikamekw-Montagnais (SOCAM) (directeur des opérations)
- Date de signature:** 7 novembre 2019
-
- 89 -** Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Infrastructure communautaire
- Objet :**
Définir les modalités de financement du projet intitulé « Sentier communautaire d'Odanak ».
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Conseil des Abénakis d'Odanak (chef)
- Date de signature:** 18 novembre 2019
-
- 90 -** Avenant à l'Entente de financement en soutien aux services offerts par un organisme communautaire dans le cadre du Programme d'aide aux Autochtones en milieu urbain volet Services directs
- Objet :**
Amender l'Entente de façon à y apporter les changements appropriés et souhaités par les parties en ce qui concerne une modification au projet pour l'exercice 2019-2020 et le départ du président du CAAL.
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (SAA) (secrétaire générale associée)
Centre d'amitié autochtone de Lanaudière (CAAL) (directrice générale)
- Date de signature:** 21 novembre 2019
-
- 91 -** Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Infrastructure communautaire
- Objet :**
Définir les modalités de financement du projet intitulé « Kanesatake Youth of Tomorrow - KYOT ».
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Conseil des Mohawks de Kanesatake (grand chef)
- Date de signature:** 21 novembre 2019
-
- 92 -** Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Développement économique - Jeunes
- Objet :**
Définir les modalités de financement du projet intitulé « Acquisition de Voltimage ».
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
9403-0087 Québec inc. (président)
- Date de signature:** 26 novembre 2019
-

- 93 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Garantie de prêt
Objet :
Définir les modalités de l'aide financière sous forme de garantie de prêt accordée pour le projet « Acquisition de Voltimage ».
Parties :
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
9403-0087 Québec inc. (président)
Date de signature: 26 novembre 2019
-
- 94 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Développement économique catégorie Entrepreneuriat
Objet :
Définir les modalités de financement du projet intitulé « Travaux d'agrandissement Dan Esso ».
Parties :
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Station Dan Esso service enr. (propriétaire)
Date de signature: 27 novembre 2019
-
- 95 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Développement économique catégorie Entrepreneuriat
Objet :
Définir les modalités de financement du projet intitulé « Achat de Portes Excelor ».
Parties :
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
8950911 Canada Inc. (propriétaire)
Date de signature: 2 décembre 2019
-
- 96 - Avenant à l'Entente de financement d'immobilisation dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Aide au Autochtones en milieu urbain - Infrastructures
Objet :
Amender l'Entente de façon à y apporter les changements appropriés et souhaités par les parties afin d'en bonifier le montant.
Parties :
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Centre d'amitié autochtone du Lac-Saint-Jean (CAALSJ) (directrice générale)
Date de signature: 2 décembre 2019
-
- 97 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Développement économique catégorie Entrepreneuriat
Objet :
Définir les modalités de financement du projet intitulé « MiskiZann ».
Parties :
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
MiskiZann (propriétaire)
Date de signature: 4 décembre 2019
-

- 98 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Développement économique - Femmes
- Objet :**
Définir les modalités de financement du projet intitulé « MiskiZann ».
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
MiskiZann (propriétaire)
- Date de signature:** 4 décembre 2019
-
- 99 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Garantie de prêt
- Objet :**
Définir les modalités de l'aide financière sous forme de garantie de prêt accordée pour le projet «MiskiZann ».
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
MiskiZann (propriétaire)
- Date de signature:** 4 décembre 2019
-
- 100 - Convention (financière)
- Objet :**
Le SAA s'engage, à même la subvention octroyée à l'Emprunteur (Conseil des Innus de Pessamit) pour le projet « Bureau des services sociaux », à remettre directement à l'Institution financière tous les paiements devant être versés par l'Emprunteur.
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (SAA) (secrétaire générale associée)
Banque de Montréal (directeur)
Conseil des Innus de Pessamit (Conseil) (chef)
- Date de signature:** 9 décembre 2019
-
- 101 - Entente de financement en soutien aux services offerts par un organisme communautaire dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Aide aux Autochtones en milieu urbain - Services directs
- Objet :**
Définir les modalités de financement du projet intitulé « Centre de jour Résilience Montréal au Square Cabot ».
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Foyer pour femmes autochtones de Montréal (présidente)
- Date de signature:** 10 décembre 2019
-
- 102 - Entente de financement en soutien aux services offerts par un organisme communautaire dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Aide aux Autochtones en milieu urbain - Services directs
- Objet :**
Définir les modalités de financement du projet intitulé « Services aux victimes pour les Autochtones de Montréal ».
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Centre de justice des Premiers Peuples de Montréal (président)
- Date de signature:** 10 décembre 2019
-

- 103 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Garantie de prêt**
Objet :
Définir les modalités de l'aide financière sous forme de garantie de prêt accordée pour le projet intitulé « Machinerie Makwa ».
Parties :
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Machinerie Makwa inc. (président)
Date de signature: 10 décembre 2019
-
- 104 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Développement économique - Femmes**
Objet :
Définir les modalités de financement du projet intitulé « Achat de l'entreprise Les Cupcakes de Coquelikot ».
Parties :
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Les Cupcakes de Coquelikot inc. (promotrice)
Date de signature: 13 décembre 2019
-
- 105 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Garantie de prêt**
Objet :
Définir les modalités de l'aide financière sous forme de garantie de prêt accordée pour le projet « Achat de l'entreprise Les Cupcakes de Coquelikot ».
Parties :
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Les Cupcakes de Coquelikot inc. (promotrice)
Date de signature: 13 décembre 2019
-
- 106 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Développement économique catégorie Entrepreneuriat**
Objet :
Définir les modalités de financement du projet intitulé « Station innu et café gourmand ».
Parties :
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Conseil des Innus de Pakua Shipu (directrice générale)
Date de signature: 13 décembre 2019
-
- 107 - Convention de garantie de prêt dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)**
Objet :
Le SAA s'engage à garantir, auprès de l'Institution financière, le prêt contracté par l'Emprunteur (Machinerie Makwa inc.) pour le projet « Machinerie Makwa », pour une durée maximale de cinq ans, de même qu'à lui rembourser les pertes en capital et d'intérêt, ainsi que les dépenses admises et engagées par l'Institution financière pour la protection des garanties.
Parties :
Secrétariat aux affaires autochtones (SAA) (secrétaire générale associée)
Banque royale du Canada (directeur des prêts spéciaux et services consultatifs)
Date de signature: 13 janvier 2020
-

- 108 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Développement social**
- Objet :**
Définir les modalités de financement du projet intitulé « Sommet sur la réconciliation ».
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Conseil de la nation huronne-wendat (grand chef)
- Date de signature:** 13 janvier 2020
-
- 109 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Développement économique catégorie Aide au développement économique local**
- Objet :**
Définir les modalités de financement du projet intitulé « Tourisme Manawan ».
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Tourisme Manawan (président)
- Date de signature:** 13 janvier 2020
-
- 110 - Convention de garantie de prêt dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)**
- Objet :**
Le SAA s'engage à garantir, auprès de l'Institution financière, le prêt contracté par Guillaume Boulianne (9403-0087 Québec inc.) pour le projet « Acquisition de Voltimage », pour une durée maximale de cinq ans, de même qu'à lui rembourser les pertes de principal et d'intérêt, ainsi que les dépenses admises et engagées par l'Institution financière pour la protection des garanties.
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Corporation de développement économique montagnaise (CDEM) (directeur général)
- Date de signature:** 13 janvier 2020
-
- 111 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Infrastructure communautaire**
- Objet :**
Définir les modalités de financement du projet intitulé « Remplacement de la génératrice principale ».
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Conseil des Anicinapek de Kitcisakik (Conseil) (chef)
- Date de signature:** 14 janvier 2020
-
- 112 - Entente de financement en soutien aux services offerts par un organisme communautaire dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Aide aux Autochtones en milieu urbain - Services directs**
- Objet :**
Définir les modalités de financement du projet intitulé « Programme bien-être familial et santé holistique ».
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Centre d'amitié autochtone de Maniwaki (directrice générale)
- Date de signature:** 20 janvier 2020
-

- 113 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Aide aux Autochtones en milieu urbain - Infrastructures**
- Objet :**
Définir les modalités de financement du projet intitulé « Maison d'hébergement de seconde étape ».
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Foyer pour femmes autochtones de Montréal (présidente)
- Date de signature:** 21 janvier 2020
-
- 114 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Développement économique catégorie Entrepreneuriat**
- Objet :**
Définir les modalités de financement du projet intitulé « Pêcheries Vincent Brière ».
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Pêcheries Vincent Brière Inc. (président)
- Date de signature:** 24 janvier 2020
-
- 115 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Développement économique - Jeunes**
- Objet :**
Définir les modalités de financement du projet intitulé « Pêcheries Vincent Brière ».
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Pêcheries Vincent Brière Inc. (président)
- Date de signature:** 24 janvier 2020
-
- 116 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones II (FIA II) volet Infrastructure communautaire**
- Objet :**
Définir les modalités de financement du projet intitulé « Agrandissement de la salle communautaire ».
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Conseil des Innus d'Unamen Shipu (chef)
- Date de signature:** 29 janvier 2020
-
- 117 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Développement économique**
- Objet :**
Définir les modalités de financement du projet intitulé « Bayside Gas ».
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Bayside Gas (propriétaire)
- Date de signature:** 29 janvier 2020
-

118 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Soutien à la consultation

Objet :

Définir les modalités de l'aide financière provenant du FIA III versée à titre de soutien à la consultation pour permettre au Conseil de se doter de la structure et de l'expertise nécessaires pour participer aux consultations initiées par le gouvernement du Québec.

Parties :

Gouvernement du Québec (secrétaire générale associée aux Affaires autochtones)
Gouvernement Listuguj Mi'gmaq (chef)

Date de signature: 4 février 2020

119 - Entente entre les Mi'gmaq et le Québec sur le processus de consultation et d'accommodement à l'égard d'activités relatives aux hydrocarbures

Objet :

- Définir des processus de consultation et d'accommodement applicables aux Activités relatives aux hydrocarbures favorisant une consultation et un dialogue véritables, notamment en ce qui concerne les préoccupations exprimées par les Mi'gmaq et les mesures d'accommodement visant à éliminer ou à diminuer les effets préjudiciables des Activités relatives aux hydrocarbures sur les droits revendiqués par les Mi'gmaq, le cas échéant;
- Progresser vers l'objectif de réconciliation entre le Québec et les Mi'gmaq en ce qui concerne les Activités relatives aux hydrocarbures;
- Assurer la participation des Mi'gmaq le plus tôt possible au processus décisionnel relativement aux Activités relatives aux hydrocarbures;
- Respecter les principes du développement durable définis à l'article 6 de la Loi sur le développement durable (RLRQ, c. D-8.1.1), notamment l'équité et la solidarité sociales, la précaution, la préservation de la biodiversité et le respect de la capacité de support des écosystèmes.

Parties :

Gouvernement du Québec (ministre responsable des Affaires autochtones, ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles, ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques et ministre responsable des Relations canadiennes et de la Francophonie canadienne)
Mi'gmaq (chef du Conseil de bande des Micmacs de Gesgapegiag, chef du Conseil de bande de la Nation Micmac de Gespeg, chef du Listuguj Mi'gmaq Government et la directrice générale du Secrétariat Mi'gmawei Mawiomi)

Date de signature: 5 février 2020

120 - Convention de garantie de prêt dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)

Objet :

Le SAA s'engage à garantir, auprès de la SOCCA, le prêt contracté pour le projet « MiskiZann », pour une durée maximale de cinq ans, de même qu'à lui rembourser les pertes en capital et d'intérêt, ainsi que les dépenses admises et engagées par la SOCCA pour la protection des garanties.

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (SAA) (secrétaire générale associée)
Société de crédit commercial autochtone (SOCCA) (directeur de compte)

Date de signature: 6 février 2020

- 121 - Entente de financement en soutien aux services offerts par un organisme communautaire dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Aide aux Autochtones en milieu urbain - Services directs**
- Objet :**
Définir les modalités de financement du projet intitulé « Animation communautaire et intervention psychosociale ».
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Montréal Autochtone (présidente)
- Date de signature:** 6 février 2020
-
- 122 - Protocole d'entente sur le Programme Cris-Québec de développement durable d'infrastructures dans la région d'Eeyou Istchee Baie-James**
- Objet :**
Promouvoir et consolider le développement durable et la collaboration en matière socioéconomique dans le but de relier, développer et protéger la région d'Eeyou Istchee Baie-James.
- Parties :**
Gouvernement du Québec (premier ministre, ministre responsable des Affaires autochtones, ministre responsable des Relations canadiennes et de la Francophonie canadienne, ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles)
Grand Conseil des Cris (grand chef)
Gouvernement de la nation crie (président)
- Date de signature:** 17 février 2020
-
- 123 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Action communautaire**
- Objet :**
Définir les modalités de financement de l'Organisme pour lui permettre de réaliser sa mission et les activités qui y sont inhérentes.
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Centre d'amitié autochtone de Trois-Rivières (Organisme) (président)
- Date de signature:** 18 février 2020
-
- 124 - Avenant à l'Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones (FIA III) volet Infrastructure communautaire**
- Objet :**
Amender l'entente de manière à répartir plus progressivement les déboursés prévus.
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Corporation de développement économique Wabak Pimadizi (directeur général)
- Date de signature:** 24 février 2020
-
- 125 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Développement social**
- Objet :**
Définir les modalités de financement du projet intitulé « Place aux femmes Inuatsh 2020-2022 ».
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Puakuteu - Comité des femmes de Mashteuiatsh (directrice générale)
- Date de signature:** 24 février 2020
-

- 126 -** Avenant à l'Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Action communautaire
- Objet :**
Amender l'entente de manière à compléter le processus d'autonomisation administrative de son Point de services pour les Autochtones à Trois-Rivières (PSATR).
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Centre d'amitié autochtone de La Tuque (CAALT) (présidente)
- Date de signature:** 24 février 2020
-
- 127 -** Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Développement économique - Femmes
- Objet :**
Définir les modalités de financement du projet intitulé « Transport et déménagement DEC ».
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Transport et déménagement DEC inc. (propriétaire)
- Date de signature:** 24 février 2020
-
- 128 -** Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Infrastructure communautaire
- Objet :**
Définir les modalités de financement du projet intitulé « Kebaowek Community Radio ».
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Conseil de la Première Nation de Kebaowek (Conseil) (membre)
- Date de signature:** 24 février 2020
-
- 129 -** Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Soutien à la consultation
- Objet :**
Définir les modalités de l'aide financière provenant du FIA III versée à titre de soutien à la consultation pour permettre au Conseil de se doter de la structure et de l'expertise nécessaires pour participer aux consultations initiées par le gouvernement du Québec.
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Pekuakamiulnuatsh Takuhikan (directeur - Droits et protection du territoire)
- Date de signature:** 24 février 2020
-
- 130 -** Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Développement économique - Femmes
- Objet :**
Définir les modalités de financement du projet intitulé « Keskamizit - Corps et cheveux ».
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Keskamizit - Corps et cheveux (propriétaire)
- Date de signature:** 26 février 2020
-

131 - Convention (financière)

Objet :

Le SAA s'engage, à même la subvention octroyée au Conseil (Emprunteur) pour le projet « Piscine communautaire », à remettre directement à l'Institution financière tous les paiements devant être versés par l'Emprunteur.

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (SAA) (secrétaire générale associée)

Société de crédit commercial autochtone (directeur général)

Conseil de la Première nation Abitibiwinni (Conseil) (chef)

Date de signature: 28 février 2020

132 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Développement économique catégorie Entrepreneurial

Objet :

Définir les modalités de financement du projet intitulé « Démarrage de Sichuun inc. ».

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)

Conseil de la Nation Innu Matimekush-Lac John (Conseil) (directeur général)

Date de signature: 3 mars 2020

133 - Entente de financement en soutien aux services offerts par un organisme communautaire dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Aide aux Autochtones en milieu urbain - Services directs

Objet :

Définir les modalités de financement du projet intitulé « Consolidation des services directs à la clientèle ».

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)

Centre d'amitié autochtone de Québec (président)

Date de signature: 3 mars 2020

134 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Développement social

Objet :

Définir les modalités de financement du projet intitulé « Ateliers de création musicale et développement professionnel ».

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)

Musique nomade (directrice générale)

Date de signature: 3 mars 2020

135 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Soutien à la consultation

Objet :

Définir les modalités de l'aide financière provenant du FIA III versée à titre de soutien à la consultation pour permettre au Conseil de se doter de la structure et de l'expertise nécessaires pour participer aux consultations initiées par le gouvernement du Québec.

Parties :

Gouvernement du Québec (secrétaire générale associée aux Affaires autochtones)

Première Nation Wolastoqiyik (Malécite) Wahsipekuk (grand chef)

Date de signature: 17 mars 2020

- 136 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Soutien à la consultation - Projet**
Objet :
Définir les modalités de financement du projet intitulé « Table exploratoire Québec-Lac-Simon ».
Parties :
Gouvernement du Québec (secrétaire générale associée aux Affaires autochtones)
Conseil de la nation Anishnabe de Lac-Simon (cheffe)
Date de signature: 17 mars 2020
-
- 137 - Modification no 13 à l'Entente concernant le financement global de l'Administration régionale Kativik**
Objet :
Modifier l'entente de manière à refléter des changements à apporter aux mandats B.2, B.3 (aéroports) et B.16 (sécurité civile et sécurité incendie) et au financement de l'ARK.
Parties :
Gouvernement du Québec (ministre responsable des Affaires autochtones)
Administration régionale Kativik (présidente, secrétaire)
Date de signature: 26 mars 2020
-
- 138 - Convention pour l'octroi d'une aide financière**
Objet :
Réaliser une étude de faisabilité technique et financière dans le cadre de la phase I du programme d'infrastructures et élaborer une étude de préfaisabilité pour les phases II et III du programme d'infrastructures.
Parties :
Gouvernement du Québec (ministre responsable des Affaires autochtones, ministre responsable des Relations canadiennes et de la Francophonie canadienne)
Gouvernement de la nation crie (président)
Date de signature: 27 mars 2020
-
- 139 - Entente de financement pour l'exercice financier 2019-2020 concernant l'Entente sur la gouvernance dans le territoire d'Eeyou Istchee Baie-James**
Objet :
Versement d'une subvention au Gouvernement de la nation crie pour lui permettre d'exercer ses responsabilités sur les terres de la catégorie II.
Parties :
Gouvernement du Québec (ministre responsable des Affaires autochtones, ministre responsable des Relations canadiennes et de la Francophonie canadienne)
Les Cris d'Eeyou Istchee (grand chef et président du Grand Conseil des Cris et du Gouvernement de la nation crie)
Date de signature: 27 mars 2020
-
- 140 - Entente de financement d'immobilisation dans le cadre du projet de construction du centre régional de rétablissement Isuarsivik**
Objet :
Définir les modalités de financement du projet de construction du centre régional de rétablissement Isuarsivik
Parties :
Gouvernement du Québec (secrétaire générale associée aux Affaires autochtones)
Centre régional de rétablissement Isuarsivik (président)
Date de signature: 31 mars 2020
-

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements du Troisième groupe d'opposition

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

14. Pour tous les programmes du Secrétariat, donner le détail des crédits existants en 2019-2020 qui n'ont pas été reconduits en 2020-2021, en incluant les programmes qui ont été abolis.

Programme 04 :

Tous les crédits existants en 2019-2020 ont été reconduits en 2020-2021.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements du Troisième groupe d'opposition

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

15. Par programme, donner le niveau des crédits demandés au Conseil du trésor pour l'année 2019-2020.

Crédits demandés au Conseil du trésor :

Programme 04 : 344 169 600 \$.*

* La réponse correspond aux crédits demandés pour l'année 2020-2021.



ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements du Troisième groupe d'opposition

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

16. Liste des rencontres auxquelles des fonctionnaires du SAA ont assisté, des actions posées et des sommes engagées dans le cadre de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées.

Rencontres

Dans le cadre des travaux de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées (ENFFADA), le gouvernement fédéral a mis en place un groupe de suivi auquel il participe, avec les provinces et les territoires, afin de partager de l'information sur les travaux.

Le Secrétariat aux affaires autochtones (SAA) a donc participé aux rencontres téléphoniques à ces dates : 11 avril, 16 mai, 30 mai, 3 juin, 11 juillet, 8 août, 22 août, 14 novembre et 19 décembre 2019 ainsi que 30 janvier, 13 février, 26 février, 4 mars et 12 mars 2020.

Aussi, dans le cadre des rencontres du groupe de travail de la structure de gouvernance mise en place par le gouvernement du Québec pour le suivi des recommandations de l'ENFFADA et de la Commission Viens, les travaux de l'ENFFADA ont certainement été abordés en date des : 19 juillet, 9 septembre, 24 septembre, 26 septembre, 1^{er} octobre, 9 octobre, 18 octobre, 21 octobre et 14 novembre 2019.

En parallèle, dans le cadre des rencontres du Comité directeur de cette même structure de gouvernance, les travaux de l'ENFFADA ont certainement été abordés en date des : 9 avril, 15 mai, 22 mai, 30 mai, 25 septembre, 9 octobre, 15 octobre, 28 octobre et 9 décembre 2019 ainsi que 20 janvier et 18 février 2020.

Actions posées

Comme mentionné précédemment, une structure de gouvernance, mise en place afin de permettre au gouvernement du Québec de suivre attentivement les travaux de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec (Commission Viens) et ceux de l'ENFFADA, inclut la participation des ministères de la Justice, de la Sécurité publique, de la Santé et des Services sociaux, de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, du Secrétariat à la condition féminine ainsi que du Secrétariat du Québec aux relations canadiennes. Ainsi, des comités interministériels se réunissent ponctuellement afin de suivre les travaux, tout en coordonnant l'action du gouvernement du Québec quant à ces commissions.

Aussi, le gouvernement du Québec s'est engagé à mettre en œuvre les recommandations de l'ENFFADA et de la Commission Viens par une démarche de priorisation et d'évaluation, en collaboration avec les organisations autochtones.

Comme les recommandations de l'ENFFADA et de la Commission Viens sont particulièrement nombreuses et qu'elles se chevauchent parfois, des priorités

doivent être établies. Deux rencontres de travail avec les chefs et divers représentants des milieux autochtones ont eu lieu, soit les 17 octobre 2019 et 27 janvier 2020.

Des rencontres techniques sont maintenant prévues entre le cabinet de la ministre D'Amours, le SAA et certaines organisations autochtones représentatives afin de développer une structure conjointe de priorisation et de mise en œuvre des recommandations des deux commissions d'enquête. Les premières ont eu lieu les 10 février et 9 mars 2020. Aucune somme n'est engagée dans le processus.

Sommes engagées

Un montant de 200 M\$ sur cinq ans a été annoncé dans le cadre du budget 2020 du gouvernement du Québec pour donner suite aux recommandations de la Commission Viens et de l'ENFFADA.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements du Troisième groupe d'opposition

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

17. État d'avancement du projet de village permanent pour la communauté algonquine de Kitcisakik. Liste des rencontres auxquelles des fonctionnaires du SAA ont assisté, des actions posées et des sommes engagées dans le dossier.

État d'avancement du projet de village

Des lettres entre M^{me} Jane Philpott, ministre des Services aux Autochtones Canada (SAC), et M. Régis Pénosway, chef du Conseil des Anicinapek de Kitcisakik, ont été échangées en septembre et décembre 2018 au sujet de la réouverture du dossier du projet de village Wanaki; M^{me} Sylvie D'Amours, ministre responsable des Affaires autochtones, a reçu copie de ces lettres.

Dans la lettre de septembre 2018 du chef Pénosway à la ministre Philpott, celui-ci demandait la réouverture du dossier pour la création du village Wanaki afin d'entamer des discussions sur la clarification de certains aspects fonciers et la conclusion d'une entente sur la portée juridique de l'assise territoriale de sa communauté.

Une lettre de réponse de la ministre Philpott a été transmise au chef Pénosway en décembre 2018, dans laquelle elle accueillait favorablement la demande de réouverture du dossier du futur village Wanaki. Elle rappelait également au chef le travail qui a déjà été effectué par le passé, dans le cadre de la planification de ce nouveau village, à savoir l'analyse des options de localisation ainsi que de nombreuses études techniques et de faisabilité économique.

Une première rencontre tripartite a eu lieu le 24 avril 2019 à laquelle étaient conviés les représentants du conseil de bande, du Secrétariat aux affaires autochtones (SAA) et de SAC. Lors de celle-ci, il a été convenu d'identifier des personnes-ressources pour la poursuite du dossier et d'initier des rencontres téléphoniques entre les parties afin notamment d'élaborer un plan de travail tripartite.

Deux premières rencontres téléphoniques ont eu lieu les 31 mai et 14 juin 2019. Par la suite, le chef de la communauté de Kitcisakik a souhaité s'enjoindre d'un conseiller pour la poursuite du dossier. Une demande financière a été transmise au SAA et à SAC afin d'embaucher une ressource pour le projet Wanaki. Les coûts de cette demande ont été partagés à 25 % pour le SAA et à 75 % pour SAC. Une nouvelle demande devrait parvenir pour l'année 2020-2021.

Il a été convenu par les parties de tenir des rencontres téléphoniques statutaires toutes les deux semaines. Jusqu'à maintenant, deux rencontres ont été initiées les 12 et 28 février 2020. Les prochaines rencontres se tiendront toutes les deux semaines et sont déjà prévues pour plusieurs semaines.

Afin que le consultant du projet Wanaki ait une compréhension élargie du dossier, des rencontres techniques (4 et 5 mars 2020) ont été initiées avec des professionnels de SAC et du SAA pour l'informer notamment des projets en cours dans la communauté de Kitisaskik, de l'historique du projet Wanaki ainsi que les programmes et les politiques en vigueur au sein des deux ordres de gouvernement.

On sent une volonté ferme de faire évoluer le dossier rapidement et d'avoir un processus transparent qui permet une participation citoyenne dans le dossier de la part du consultant de Wanaki.

Bref rappel du dossier

L'absence d'un statut territorial spécifique pour le village actuel empêche les gouvernements du Québec et du Canada d'investir de manière sûre et normalisée à Kitcisakik. L'assise territoriale de cette communauté a la particularité de ne pas posséder le statut de réserve au sens de la *Loi sur les Indiens*. Le village est ainsi érigé sur des terres publiques québécoises, au cœur de la réserve faunique La Vérendrye, sur le territoire non organisé du réservoir Dozois, relevant de la MRC de La Vallée-de-l'Or.

Le plan d'affaires du projet Wanaki, comprenant le plan d'aménagement et le plan d'habitation d'un village permanent pour la communauté de Kitcisakik dans le secteur du lac Ribot, à environ 10 km du site actuel, avait été complété il y a quelques années. Un référendum sur le projet avait été tenu en 2013 avec le résultat que 57 % des votes étaient en faveur d'un déménagement au lac Ribot. Toutefois, la communauté était restée divisée et aucune résolution confirmant le déménagement n'avait été adoptée à l'époque par le conseil de bande. À défaut d'avoir en main une telle résolution, SAC avait informé la communauté, au printemps 2015, que le projet Wanaki serait suspendu jusqu'à nouvel ordre.

Le gouvernement du Québec s'est toujours montré favorable à ce projet, nécessaire à l'amélioration immédiate des conditions de vie de la population, et demeure engagé à collaborer en vue de sa réalisation.

Liste des rencontres

Dates :

24 avril 2019
31 mai 2019
14 juin 2019
12 février 2020
28 février 2020
4 mars 2020
5 mars 2020

Actions posées

Le gouvernement du Québec participe aux rencontres tripartites pour la mise en œuvre du projet de village permanent de Wanaki.

Budget ventilé

Le salaire des professionnels attitrés au dossier a été alloué.

Le SAA a financé à hauteur de 18 000 \$ l'embauche d'un consultant afin de soutenir le projet du village Wanaki de la communauté de Kitcisakik.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

Secrétariat aux affaires autochtones Portefeuille 140 Programme 04

Demande de renseignements du Troisième groupe d'opposition

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

18. État d'avancement, budget ventilé et échéancier de la mise en œuvre du point 4.8 du Plan d'action concerté pour prévenir et contrer l'intimidation 2015-2018 « Ensemble contre l'intimidation, une responsabilité partagée », c'est-à-dire « Soutenir des initiatives visant l'adaptation aux réalités des Premières Nations et des Inuits, selon les besoins, d'outils de prévention, d'intervention ou de soutien en matière d'intimidation ».

État d'avancement

Dans le cadre de la mise en œuvre de la mesure 4.8, un appel de projets a été lancé pour l'exercice financier 2019-2020. Au terme du processus, la mise en œuvre des sept projets financés est en cours. Un premier versement a été effectué lors de l'annonce de la sélection des projets.

Les projets se terminent généralement au 31 mars de chaque exercice financier. Dans le contexte sanitaire actuel ayant occasionné des délais dans la mise en œuvre des projets, un délai supplémentaire a été octroyé pour la réalisation de ces derniers.

Budget ventilé

Un montant maximum de 150 000 \$ a été mis à la disposition du Secrétariat aux affaires autochtones (SAA) par le ministère de la Famille en 2019-2020 pour la mise en œuvre de la mesure 4.8. Ce budget a permis de financer sept projets.

Budget pour l'appel de projets 2019-2020

	Nombre de projets	Montants versés ou engagés
Projets complétés	0	0 \$
Projets qui bénéficient d'un délai supplémentaire pour leur mise en œuvre	7	134 529 \$

À cela s'ajoutent les salaires réguliers des ressources qui participent à la mise en œuvre de la mesure 4.8.

Échéancier de mise en œuvre

Les rapports finaux des projets sont attendus dans le courant de l'année financière 2020-2021. Ceux-ci permettront au SAA de procéder au deuxième et dernier versement de la subvention.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

Secrétariat aux affaires autochtones Portefeuille 140 Programme 04

Demande de renseignements du Troisième groupe d'opposition

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

19. État d'avancement de la table nationale sur la réussite éducative des élèves autochtones, jeunes et adultes. Liste des rencontres auxquelles des fonctionnaires du SAA ont assisté, des actions accomplies et des sommes engagées dans le cadre de cette table.

État d'avancement

La Table nationale sur la réussite éducative des élèves autochtones (Table nationale) s'est réunie à huit reprises depuis son lancement : les 25 octobre et 11 avril 2017, les 12 septembre et 28 novembre 2018, les 14 février, 15-16 mai et 26-27 septembre 2019, ainsi que les 22-23 janvier 2020.

Au cours de ces rencontres, les organisations participantes ont pu s'approprier le cadre de travail de la Politique de la réussite éducative (Politique). Elles ont présenté leurs milieux respectifs, ont défini conjointement le mandat et le fonctionnement de la Table nationale et, plus récemment, ont débuté un exercice de priorisation des mesures à mettre en œuvre pour répondre efficacement aux enjeux liés à la réussite éducative des élèves autochtones. Les priorités de travail retenues pour l'exercice 2019-2020 sont la valorisation des langues et des cultures autochtones, la création de matériel pédagogique culturellement pertinent et signifiant ainsi que le soutien à la santé mentale pour les élèves et le personnel. Le développement de mesures pour les enfants autochtones de 0 à 8 ans dans le contexte du lancement de la Stratégie relative aux services éducatifs offerts aux enfants de 0 à 8 ans (Stratégie), *Tout pour nos enfants*, a été abordé, notamment par la mise en place d'un comité spécifique. Les travaux en lien avec la littérature jeunesse en langue autochtone, ou encore le suivi du *Plan d'action numérique* au regard des réalités des Premières Nations et des Inuits, sont des exemples des enjeux présentés et discutés.

Dans la mesure où la responsabilité de la poursuite des travaux de la Table nationale relève du ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur (MEES), il appartient à ce dernier de fournir des informations détaillées les concernant.

Liste des rencontres auxquelles des fonctionnaires du SAA ont assisté

Les professionnels responsables du dossier de l'éducation et de la persévérance scolaire à la Direction des relations avec les Autochtones du Secrétariat aux affaires autochtones (SAA) ont participé à l'ensemble des rencontres susmentionnées.

Sommes engagées dans le cadre de la Table nationale

Concernant le SAA, aucun autre coût que celui du salaire des professionnels impliqués au dossier n'a été engendré.

Dans la mesure où la Table nationale relève du MEES, il appartient à ce dernier de fournir des informations financières la concernant.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

Secrétariat aux affaires autochtones Portefeuille 140 Programme 04

Demande de renseignements du Troisième groupe d'opposition

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

20. Indiquer les mesures déployées et les sommes engagées par votre ministère ou organisme en 2019-2020 pour prévenir et lutter contre les violences sexuelles dans les communautés autochtones.

Le *Plan d'action gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et des Inuits 2017-2022* comprend plus de treize mesures en lien avec la prévention et la lutte contre les violences sexuelles. Parmi ces mesures, le Secrétariat aux affaires autochtones est responsable de soutenir des projets structurants pour les femmes autochtones en matière de violences sexuelles, en partenariat avec les organisations autochtones. En 2019-2020, les actions suivantes ont été déployées et les sommes engagées pour un montant total de 361 617 \$, afin de prévenir et lutter contre les violences sexuelles dans les communautés autochtones.

Mesures déployées et sommes engagées en 2019-2020 pour prévenir et lutter contre les violences sexuelles dans les communautés autochtones

Organisme	Projet	Sommes engagées	Programme	Objet des initiatives soutenues
Femmes autochtones du Québec	Soutien à la mission globale	250 000 \$	Fonds d'initiatives autochtones III, enveloppe Action communautaire	Amélioration de la qualité de vie des femmes autochtones et de leur famille dans les communautés et hors communauté (santé, éducation, emploi, etc.)
CALACS Étoile du Nord	Mikizi	83 113 \$	Fonds d'initiatives autochtones III, volet Développement social	Intervention, prévention, concertation et formation en matière d'agressions sexuelles et d'exploitation sexuelle dans les communautés de Lac-Simon et de Kitcisakik (Algonquins) et dans les municipalités de la MRC de la Vallée-de-l'Or
Centre Unicura	Girls Inc.	3 616 \$	Projets ponctuels autochtones	Camps d'été pour adolescentes visant spécifiquement la prévention du suicide, de la violence et des agressions sexuelles
Centre interuniversitaire d'études et de recherche autochtone – Montréal	Colloque « Genres et identités : perspectives autochtones contemporaines »	3 001 \$	Projets ponctuels autochtones	Permettre l'avancement des connaissances sur les problématiques vécues par les personnes autochtones lesbiennes, gaies, bisexuelles, transgenres et bispirituelles.
Recherches amérindiennes au Québec	Midis des Nations	5 000 \$	Projets ponctuels autochtones	Échange entre le milieu académique et des chefs de communautés autochtones sur les suites à la Commission Viens.
TOTAL		344 730 \$		

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements du Troisième groupe d'opposition officielle

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

21. État d'avancement et rapport détaillé de la réflexion entourant la création d'un ministère des Affaires autochtones

La question de savoir quelle sorte d'entité gouvernementale est le meilleur véhicule pour veiller et agir sur les questions autochtones, que ce soit un ministère ou un secrétariat affilié au Conseil exécutif, ne se pose pas à l'heure actuelle.

L'intention du gouvernement, en s'appuyant sur la structure actuelle qui a fait ses preuves, vise de façon générale l'amélioration des relations avec les Autochtones.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

Secrétariat aux affaires autochtones Portefeuille 140 Programme 04

Demande de renseignements du Troisième groupe d'opposition

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

22. Liste des rencontres faites dans les communautés autochtones par le ministre en 2020-2021. Inclure les dates, les noms des personnes du SAA qui y ont assisté et les sujets abordés.

Voici la liste des rencontres tenues avec les communautés autochtones par la ministre et son cabinet pour l'année 2020-2021.

Date	Personnes rencontrées	Sujet	Lieu
2019			
3 avril	M ^{me} Manon Barbeau M ^{me} Odile Joannette	Wapikoni mobile	Wendake
8 au 10 avril	M. Denis Lamothe, député d'Ungava M. Charlie Watt, président Makivik M. Jean Dupuis, directeur des relations Nunavik-Québec	Première rencontre : - visite de l'Hôpital de Kuujuaq et du Centre de recherche du Nunavik, - Projet des serres conteneur hydroponique de Kuujuaq - Les Créations Nunavik Inc. - Gouvernance des Inuits	Tournée à Kuujuaq
17 avril	M. Darcy Gray, chef Listuguj	Première rencontre et priorités du Conseil	Québec
8 mai	M. Jean Charles Piétcho, chef Ékuanitshit M. Réal McKenzie, chef Matimekush M. Benjamin Bélair, attaché politique bureau du pm	Rencontre sur les priorités et infrastructures communautaires	Québec
23 mai	M. Serge Otsi Simon, grand chef M ^{me} Patricia Meilleur, conseillère	Inondations	Kanesatake
25 juin	M ^{me} Michèle Audette, commissaire M ^{me} Sonia LeBel, ministre, MJQ M ^{me} Guilbault, ministre, MSP	La commissaire Audette présente ses observations à propos de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées et son	Québec

Date	Personnes rencontrées	Sujet	Lieu
		rapport	
13 juillet	M. Charles-Édouard Verreault, vice-chef de Mashteuiatsh M. Carl Cleary, secrétaire aux relations gouvernementales et stratégiques	Pow wow et échanges introductifs sur enjeux	Mashteuiatsh
17 juillet	M. Thierry Biron, pour le chef Pietacho	Projet centre multifonctionnel	Québec
26 juillet	M. Serge OtsiSimon, grand chef Kanesatake M. Marc Miller, ministre des Services aux Autochtones du gouvernement du Canada M. James Fitzmorris, directeur des communications et de la gestion des enjeux; cabinet de l'honorable Carolyn Bennett M. Ghislain Picard, chef de l'APNQL	Rencontre avec grand chef Simon et le fédéral	Montréal
30 juillet	M. Lionel Carmant, ministre délégué, MSSS M ^{me} Andrée Laforest, ministre, MAMH M. Benjamin Bélair, attaché politique bureau du pm M ^{me} Lucy Qalingo Aupalu, mairesse Représentants municipaux Représentants de l'ARK	Rencontre avec la mairesse, des représentants municipaux et des représentants de l'Administration régionale Kativik (ARK)	Purvirnitug
31 juillet	M. Lionel Carmant, ministre délégué, MSSS M ^{me} Andrée Laforest, ministre, MAMH M. Benjamin Bélair, attaché politique bureau du pm	Visite de la communauté	Pakuashipi
31 juillet	M. Lionel Carmant, ministre délégué, MSSS M ^{me} Andrée Laforest, ministre, MAMH M. Benjamin Bélair, attaché politique bureau du pm	Visite de la communauté	Unamen Shipu
1 ^{er} août	M. Mike McKenzie, chef Uashat mak Mani-Utenam	Dîner et visite avec chef Mckenzie	Wendake
1 ^{er} août		Participation au pow wow	Gespeg
8 août	M ^{me} Marjolaine Étienne, pdg, Collectif Femmes autochtones	Présentation du Collectif Femmes autochtones, leadership et gouvernance et du projet de mise en lumière	Montréal
14 août	M. Marcel Rancourt, pour le chef Rodrigue	Préparatif de rencontre et dernière mise à jour de dossier (pouvoirie)	Appel téléphonique
1 ^{er} septembre	Divers chefs, dont MM. Mike Mackenzie, Jean-Charles Pietacho M ^{me} Marjolaine Étienne, pdg, Collectif Femmes autochtones	25 ^e rassemblement des aînés innus et naskapis	Chalet scandinave
2 septembre	M ^{me} Rita Mestokosho, conseillère M. Mario Pietacho, conseiller	Visite de la communauté et échange sur divers dossiers, dont Centre multifonctionnel	Ekuanitshit

Date	Personnes rencontrées	Sujet	Lieu
2 septembre	M. Rodrigue Wapistan, chef Nutashkuan Membres du conseil de bande M. Benjamin Bélair, attaché politique du bureau du pm	Souper discussion avec le conseil Discussions diverses : - Hydro-Québec - Transports - Érosion des berges - Tristan Malec - Traité EPOG et caribou - Développement économique, social, communautaire et affaires culturelles - Cuisine communautaire - Centre de la petite enfance - Formation professionnelle (pêches et pourvoirie) - Résidences pour aîné(e)s - Bureaux administratifs du conseil	Natashquan - Auberge Hipou
3 septembre	M. Rodrigue Wapistan, chef Nutashkuan	Déjeuner informel avec le chef de Nutashkuan à l'auberge La cache	Natashquan - Auberge La cache
5 septembre	M. Carl Cleary, relations gouvernementales	Préparation rencontre du 10 septembre 2019	Appel téléphonique
6 septembre	M. Simon Picard, services juridiques Wendake	Dossier réserve faunique des Laurentides	Appel téléphonique
10 septembre	M. Simon Picard, services juridiques Wendake	Dossier réserve faunique des Laurentides	Appel téléphonique
10 septembre	M. Charles-Édouard Verreault, vice-chef de Mashteuiatsh M. Carl Cleary, secrétaire aux relations gouvernementales et stratégiques	Dossier enjeu territorial réserve faunique des Laurentides	Québec
11 septembre	M ^{me} Maggie Emudluk, vice-présidente au développement économique de la Société Makivik	Priorité de contrat (mise en œuvre CBJNQ et entente Sanarrutik) Habitat Inuit au Nunavik Santé (Services à la population)	Québec
13 septembre	M. Simon Picard, services juridiques Wendake	Dossier enjeu territorial réserve faunique des Laurentides	Appel téléphonique

Date	Personnes rencontrées	Sujet	Lieu
16 septembre	M. Denis Martin, préfet de la MRC de Deux-Montagnes M. Serge Otsi Simon, grand chef Kanesatake	Développement économique	Saint-Eustache - MRC de Deux-Montagnes
17 septembre	M. Marcel Rancourt, pour le chef Rodrigue	Dossier avion hôpital - soumission pas retenue	Appel téléphonique
18 septembre	M. Simon Picard, services juridiques Wendake	Dossier enjeu territorial réserve faunique des Laurentides	Appel téléphonique
18 septembre		Rencontre APNQL	Québec
18 septembre	M. Martin Dufour, chef Essipit	Projet garage de pompiers	Québec
19 septembre	M. Steeve Mathias, chef de la Première Nation de Longue-Pointe M ^{me} Sharon Hunter, directrice des relations intergouvernementales de la Première Nation de Longue-Pointe M. Éric Cardinal, spécialiste des affaires autochtones		Québec
11 octobre	D ^r Stanley Vollant M ^{me} Véronique Rankin, directrice générale M. Éric Cardinal, vice-président de l'organisation	Organisme Chemin des milles rêves	Montréal
17 octobre	Chefs des diverses communautés membres de l'APNQL M. Ian Lafrenière, député de Vachon M ^{me} Isabelle Charest, ministre déléguée à l'Éducation M. Lionel Carmant, ministre délégué, MSSS M ^{me} Andrée Laforest, ministre, MAMH M. Denis Lamothe, député d'Ungava	Suites à apporter aux appels à l'action adressés au gouvernement du Québec par l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées et la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec	Québec
4 novembre	M. Philippe Meilleur, dg de Montréal Autochtone, et toute son équipe		Montréal
4 novembre	M ^{me} Jennifer Brazeau, directrice générale, et toute son équipe	Visite au Centre d'amitié autochtone de Lanaudière	Joliette
16 novembre	M ^{me} Adrienne Jérôme, chef M ^{me} Paméla Papatie, conseillère M. Brian Dumon, conseiller M. Randy Pien, conseiller M. Marc-Antoine Jetté, responsable des communications	Visite de la communauté de Lac-Simon et discussion entourant les principaux enjeux : surpopulation des maisons, va-et-	Lac-Simon - Conseil de bande de Lac-Simon

Date	Personnes rencontrées	Sujet	Lieu
	M. Simon Derome, MSSS M. Ian Lafrenière, député de Vachon	vient des membres de Kitcisakik (occupation saisonnière), violence familiale, projet d'un centre pour les jeunes et maison d'hébergement pour femmes.	
16 novembre	M. Régis Penosway, chef M. Robert Penosway, vice-chef M. Charlie Papatie, conseiller M ^{me} Valérie Penosway, conseillère M ^{me} Catherine Anichinapéo, conseillère M ^{me} Doris Papatie, directrice générale du conseil de bande de Kitcisakik M. Simon Derome, MSSS M. Ian Lafrenière, député de Vachon	Visite de la communauté de Kitcisakik et discussions entourant les principaux enjeux : besoins en infrastructures sanitaires, violence familiale, besoin d'agrandissement du centre de santé, pénurie d'habitations, accès à l'eau potable et à l'électricité.	Kitcisakik - Conseil de bande de Kitcisakik
17 novembre	M ^{me} Monik Kistabish, chef de Pikogan M. Gerry Mapachee, chef de police de Pikogan M. James Kananasso, vice-chef de Pikogan M ^{me} Suzanne Blais, députée Abitibi-Ouest M ^{me} Hélène Desjardins, attachée politique et directrice du bureau de M ^{me} Blais M. Simon Derome, MSSS M. Ian Lafrenière, député de Vachon	Dîner avec chef de Pikogan et discussion entourant les principaux enjeux : projet de justice réparatrice et réinsertion sociale, agenda politique de la nouvelle chef et besoins en services sociaux	Val-d'Or
18 novembre	M. Constant Awashish, grand chef, CNA M. François Néashit, chef de Wemotaci M ^{me} Alice Quoquochi, conseillère, Wemotaci M. Paul-Émile Ottawa, chef de Manawan	Visite du CNA et discussion entourant les principaux enjeux de la nation : manque de coordination avec les centres d'amitié, bébés disparus	La Tuque
21 novembre	Rencontre avec tous les directeurs des centres d'amitié autochtones au Québec, puis des membres du RCAAQ		Québec
11 décembre	M. Konrad Sioui, grand chef de Wendake	Dossier implantation SAQ à Wendake et projet avec Loto-Québec	Québec
13 décembre	Rencontre avec APNQL	Finances	Montréal
16 décembre	M. Carl Cleary, relations gouvernementales M. Francis Verreault-Paul M. Michel Paradis	Suivi négociations Petapan	Québec

Date	Personnes rencontrées	Sujet	Lieu
18 décembre	Rencontre avec APNQL et CSSSPNQL M ^{me} Danielle McCann, ministre, MSSS M ^{me} Sonia LeBel, ministre, MJQ	C-92	Québec
19 décembre	M. Constant Awashish, grand chef, CNA Les chefs attikameks M ^{me} Monik Kistabish (par téléphone), chef Pikogan	PL-31	Bécancour
20 décembre	M. Abel Bosum, grand chef de la nation crie M. Martin Koskinen, directeur de cabinet du pm M ^{me} Ariane Gauthier Maher, conseillère politique MFFP M. Yves Ouellet, secrétaire général et greffier M. Jonatan Julien, ministre, MERN M. Pierre-Yves Boivin, directeur de cabinet, MERN	Plan de développement économique "La Grande Alliance" proposé par les Cris	Montréal
2020			
27 janvier	M ^{me} Isabelle Charest, ministre déléguée à l'Éducation M. Ian Lafrenière, député de Vachon M. Christopher Skeete, député de Sainte-Rose	Rencontre avec les chefs, suivi ENFFADA & Viens - suite du 17 octobre 2019	Montréal
28 janvier	M. Mike Mckenzie, chef Uashat M. Martin Dufour, chef Essipit M. Genest M. Serge Ashini Goupil, conseiller nation innue	Rencontre de travail avec les représentants autochtones et les ministres D'Amours et Julien concernant le dossier Apuiat	Québec
12 février	M. John Martin, chef porteur du dossier en éducation pour l'APNQL M. Rémy Vincent, chef, pour le grand chef Konrad Sioui M. Harry Rice, (par visio-conférence), chef Kahnawake M ^{me} Barbara Gravel, chef des opérations M ^{me} Nadine Gros-Louis, conseillère aux relations intergouvernementales M. Denis Gros-Louis, directeur général M ^{me} Annie Gros-Louis, directrice des services éducatifs M. Tim Whiteduck, directeur des technologies M ^{me} Sonia Couture, directrice des finances M ^{me} Isabelle Dumont, conseillère aux politiques	- Présentation du Conseil en Éducation des Premières Nations - Table nationale sur la réussite éducative - Langues ancestrales - Épreuves uniques - Résidences étudiantes	Wendake - CEPN
19 février	M. François Néashit, chef Wemotaci M. Constant Awashish, grand chef, CNA M. Jean-Claude Mequish, chef Opitciwan M ^{me} Monik Kistabish, chef Pikogan	Discussion et mise à jour sur le projet de loi sur les bébés disparus (PL-31).	Bécancour
24 février	M. Clifford Moar, chef Mashteuiatsh M. Stacy Bossum, conseiller M. Charles-Édouard Verreault, vice-chef et conseiller	Discussion entourant les principaux enjeux de la communauté :	Mashteuiatsh - Conseil de bande de Mashteuiatsh

Date	Personnes rencontrées	Sujet	Lieu
	M. Patrick Courtois, conseiller M ^{me} Nancy Guillemette, députée de Roberval	- sécurité publique - revendications territoriales - services à l'enfance - autonomie - éducation et langue.	
4 mars	M. Marcel Rancourt, pour le chef Rodrigue Wapistan	Bateau et permis de pêche	Appel téléphonique
19 mars	Nation Waban-Aki : M. Rick O'Bomsawin, chef d'Odanak M. Daniel Gauthier-Nolet, directeur général Odanak M. Denis Bernard, directeur général du Grand Conseil de la nation Waban-Aki (GCNWA) M. Michel Thibeault, GCNWA M. Dave Bernard, directeur général de Wôlinak M. Paul-Émile Auger, expert en gestion des urgences GCNWA M ^{me} Mira Levasseur-Moreau, APNQL M. Ghislain Picard, APNQL	Discussion entourant les enjeux de la nation en contexte de pandémie et de leurs besoins.	Conférence téléphonique
20 mars	Nation Anishnabe : M ^{me} Verna Polson, grande chef de la nation Anishnabe M. Regis Penosway, chef Kitcisakik,	Discussion entourant les enjeux de la nation en contexte de pandémie et de leurs besoins.	Conférence téléphonique
26 mars	Nation Anishnabe : M ^{me} Verna Polson, grand chef de la nation Anishnabe M. Norm Odjick, directeur général Kitigan Zibi M. Lance Haymond, chef Kebaowek M. Francky Côté, Kitigan Zibi M ^{me} Lisa Robinson, chef Wolf Lake M ^{me} Monik Kistabish, chef Pikogan M ^{me} Adrienne Jérôme, chef Lac-Simon M. Casey Ratt, chef Timiskaming M. Steeve Mathias, chef Longue-Pointe M ^{me} Marjolaine Sioui, directrice générale CSSSPNQL M ^{me} Mira Levasseur-Moreau, APNQL	Discussion entourant les enjeux de la nation en contexte de pandémie et de leurs besoins. Discussion entourant les préoccupations en sécurité publique.	Conférence téléphonique

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements du Troisième groupe d'opposition

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

23. Pour chacune des cinq dernières années, indiquer le nombre de demandes d'accès à l'information transmises au cabinet ministériel pour approbation.

-
- Les demandes d'accès à l'information sont traitées par le Secrétariat aux affaires autochtones puis transmises au cabinet ministériel pour information seulement.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

Secrétariat aux affaires autochtones Portefeuille 140 Programme 04

Demande de renseignements du Troisième groupe d'opposition

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

24. Indiquer les mesures et les sommes engagées en 2019-2020 par les autres ministères partenaires de la Stratégie 2016-2021 pour prévenir et contrer les violences sexuelles dans les milieux autochtones.

La Stratégie gouvernementale pour prévenir et contrer les violences sexuelles 2016-2021 est coordonnée par le Secrétariat à la condition féminine. Il lui appartient donc de répondre à cette question.

Bien que l'ensemble des mesures figurant dans cette stratégie peuvent concerner les Autochtones, une seule action leur est spécifique, soit celle qui vise à « Soutenir le Centre d'expertise Marie-Vincent dans son offre de formation en matière d'intervention auprès des jeunes enfants autochtones victimes d'agression sexuelle et auprès de leur famille » (action 43). Cette mesure permettra de contribuer au développement de l'expertise professionnelle en milieu autochtone, d'améliorer l'intervention, de sensibiliser les familles, de les outiller et de contribuer au mieux-être des enfants victimes d'agression sexuelle issus des communautés autochtones du Québec et à celui de leur famille.

En ce qui a trait aux onze mesures spécifiques aux Autochtones en matière de prévention des violences sexuelles, elles se retrouvent dans le *Plan d'action gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et Inuits*, coordonné par le Secrétariat aux affaires autochtones.



ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements du Troisième groupe d'opposition

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

25. Indiquer les mesures déployées et les sommes engagées par votre ministère ou organisme en 2019-2020 pour donner suite à l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées et à la Commission Viens. Indiquer les mesures et les sommes prévues pour 2020-2021.

Sommes engagées en 2019-2020

Le rapport de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées (ENFFADA) a été rendu public le 3 juin 2019, tandis que celui de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec (Commission Viens) a été rendu public le 30 septembre 2019.

Les différentes équipes visées par les recommandations, c'est-à-dire une dizaine de ministères et organisations du gouvernement du Québec, ont procédé à une analyse approfondie des 142 recommandations émanant du rapport de la Commission Viens, de même que des 21 recommandations spécifiques pour le Québec émanant du rapport de l'ENFFADA afin d'évaluer les besoins en ressources humaines et financières pour pouvoir répondre à ces recommandations.

Le gouvernement du Québec s'est engagé à mettre en œuvre les recommandations de la Commission Viens et celles de l'ENFFADA par une démarche de priorisation et d'évaluation, en collaboration avec les organisations autochtones.

Comme les recommandations de l'ENFFADA et de la Commission Viens sont particulièrement nombreuses et qu'elles se chevauchent parfois, des priorités doivent être établies.

Des rencontres de travail avec les chefs et divers représentants des milieux autochtones ont eu lieu, soit les 17 octobre 2019 et 27 janvier 2020. Les rencontres techniques sont maintenant prévues entre le cabinet de la ministre D'Amours, le Secrétariat aux affaires autochtones (SAA) et certaines organisations autochtones représentatives afin de développer une structure conjointe de priorisation et de mise en œuvre des recommandations des deux commissions d'enquête. Les premières ont eu lieu les 10 février et 9 mars 2020. Aucune somme n'est engagée dans le processus.

Pour l'année 2019-2020, compte tenu des démarches avec les organisations autochtones et des nécessités budgétaires, aucun montant spécifique n'a été octroyé.

Sommes prévues pour 2020-2021

Un montant de 200 M\$ sur cinq ans a été annoncé dans le cadre du budget 2020 du gouvernement du Québec pour donner suite aux recommandations de la Commission Viens et de l'ENFFADA.

